

«L'Economie» : quarante-cinq PDG sur la sellette

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14595 - 6 F

MARDI 28 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La politique salariale de M. Kohl et le départ surprise du ministre des affaires étrangères

Le président Cossiga quitte ses fonctions

• Vague de grèves dans les services publics allemands • M. Genscher annonce sa démission

Economie
et responsabilités

DANS quelle mesure les Allemands sont-ils prêts à accepter les responsabilités internationales que leur donne une économie surpuissante? La question, lancée depuis deux ans, est posée lors de chaque réunion au sommet des grands pays industrialisés. La réponse, à tout le moins une indication, pourrait venir de l'issue des grèves des services publics entamée lundi 27 avril en Allemagne. Des grèves dont l'enjeu international est aussi important que l'enjeu interne.

Etats-Unis, France et Grande-Bretagne reprochent aux Allemands le niveau excessif de leurs taux d'intérêt, des taux fixés par la Bundesbank. La banque centrale de Francfort, qui veut freiner des pressions inflationnistes bien réelles outre-Rhin, a relevé à plusieurs reprises ses taux directeurs. La dernière hausse, en décembre, a porté ceux-ci à leurs plus hauts niveaux historiques. Les conséquences d'une telle politique sont très négatives.

Les responsables des grands pays industrialisés se rendent bien compte que l'unification allemande a un coût important et que l'énormité des capitaux nécessaires provoque des tensions inflationnistes. Mais ils reprochent aux Allemands de conduire une politique uniquement monétaire. Si la politique budgétaire était plus stricte outre-Rhin, c'est-à-dire si M. Kohl faisait plus appel à l'impôt et moins à l'emprunt, s'il coupait dans certaines subventions pour ralentir la croissance des dépenses publiques, bref s'il disait la vérité à ses concitoyens, le déficit des finances publiques n'atteindrait pas 110 milliards de DM et la banque centrale aurait pu modérer la hausse de ses taux.

M. Theo Waigel, le ministre allemand des finances, a rejeté ces critiques, qu'il a qualifiées d'«inacceptables». Sans doute n'a-t-il pas tort de souligner le toupet des Américains quand ils réclament la rigueur budgétaire qu'ils ne pratiquent pas chez eux. «Chaque pays doit tenir sa propre maison en ordre», a dit M. Waigel à l'adresse des Américains.

De surcroît, ajoutent les Allemands, l'unification a profité à tous. A la France, en premier lieu, qui a bénéficié d'un regain de croissance et qui a pu presque rééquilibrer ses échanges avec Bonn. Les excédents commerciaux allemands ont laissé place à un déficit, ce qui prouve que l'unification a bénéficié à tout le monde.

Il n'empêche que M. Kohl a été bien léger de promettre que la réunification ne coûterait rien et, surtout, de tarder à prendre les mesures budgétaires qui s'imposent.

Aujourd'hui, les responsables allemands, y compris ceux de la Bundesbank, semblent avoir compris l'importance du mark et des taux pour le monde. Il n'est que de voir leur extrême sensibilité aux critiques. Mais cette sensibilité n'est pas celle des salariés allemands, qui vivent depuis des années en ne pensant qu'à leur consommation.

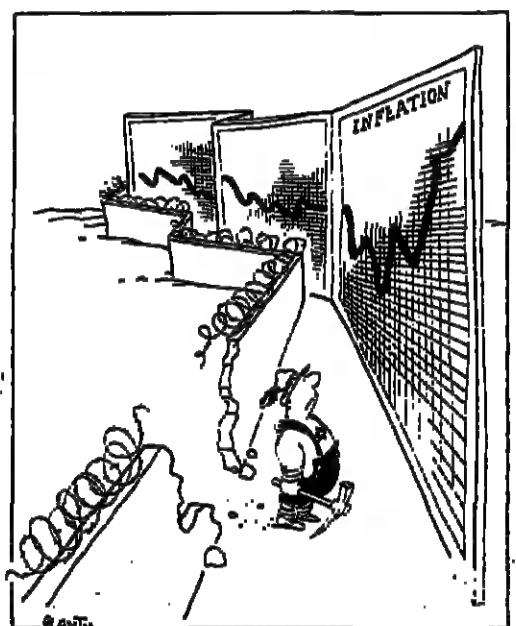
L'egoïsme reproché aux Allemands s'explique par leur histoire. Les grèves indiquent si une solidarité déjà difficile à établir vis-à-vis des nouveaux Länder pourra aller au-delà des frontières. Il faudra sûrement beaucoup de temps.

Lire page 21 les articles de FRANÇOISE LAZARE et SERGE MARTI

M0147 - 0428 0 - 6 00 F



M. Hans Dietrich Genscher, ministre allemand des affaires étrangères depuis dix-huit ans, chef du parti libéral FDP et second personnage du gouvernement de Bonn, a annoncé lundi 27 avril qu'il démissionnerait de son poste le 17 mai. M. Genscher a réaffirmé ses convictions européennes et rendu hommage aux relations franco-allemandes. Cette démission a lieu au moment où l'Allemagne,



Lire page 21 l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

qui a été invitée, le 26 avril à Washington, lors de la réunion du G7, à réduire son déficit budgétaire, est confrontée, pour la première fois depuis 1974, à des grèves dans les services publics. Le syndicat OTV était prêt à accepter une hausse de salaires de 5,4 %, mais, devant le refus persistant des employeurs, il demande de nouveau, comme au départ, 9,5 %.

BERLIN

de notre correspondant

Pivot de la politique allemande et européenne depuis plus de vingt ans, vice-chancelier et depuis dix-huit ans ministre des affaires étrangères d'Allemagne fédérale puis de l'Allemagne réunifiée, Hans Dietrich Genscher a brusquement annoncé lundi 27 avril qu'il quittera le gouvernement le 17 mai. Sa décision, qui pose entre autres questions celle de l'équilibre dans la coalition gouvernementale, a pris par surprise les milieux politiques allemands. Elle avait été apparemment soigneusement préparée avec le chancelier Helmut Kohl.

M. Genscher a annoncé son départ lors de la réunion hebdomadaire de la direction du Parti libéral (FDP), dont il est depuis toujours la locomotive électorale. Il y a présenté une sorte de testament politique sous forme d'une déclaration sur son action à la tête du ministère des affaires étrangères. «Le chemin de la politique étrangère de l'Allemagne est clairement dessiné, les principes de notre politique étrangère sont irréversibles. Nous affirmons notre conviction européenne contre un retour au nationalisme.»

HENRI DE BRESSON

Lire la suite et l'article de LUC ROSENZWEIG page 3

ESPACE EUROPÉEN

- Les Douze à Séville.
- Nouveau départ pour la Fondation européenne de la culture.
- Difficile réforme agricole en Hongrie.
- Regards croisés franco-allemands.
- Un palais pour les droits de l'homme.

pages 8 à 11

DÉBATS

Un entretien avec M. Bartolomé Bennassar : «L'Espagne est devenue une sorte de modèle à imiter.»

page 2

La bataille de Kaboul

Alors que le chef du nouveau Conseil islamique regagne l'Afghanistan, les combats continuent dans la capitale

KABOUL

de notre envoyé spécial

Au lendemain de l'entrée victorieuse des moudjahidins dans Kaboul, les frères rivaux de la résistance ont fait parler la poudre. A la fin de la semaine dernière, des combats ont opposé en divers points de la capitale les troupes fidèles au nouveau ministre de la défense, le commandant Ahmed Chah Massoud, aux partisans du chef fondamentaliste

Gulbuddin Hekmatyar. Dimanche 26 avril au soir, l'écho sourd des tirs de canon se répétait sans discontinuer dans les vallées, tandis que le ciel s'éclairait de balles traçantes.

Deux forces sont en présence : d'un côté, les combattants d'une coalition fort bien armée qui regroupe les moudjahidins du commandant Massoud, ceux de huit des neuf partis «historiques» de la guérilla, les militaires de l'armée naghre à direction com-

muniste et les miliciens du chef ouzbek Rachid Dostom. En face combattent les partisans du chef du Hezb-i-Islami. Parmi les factions de ce qui fut le djihad (guerre sainte), M. Gulbuddin Hekmatyar a su faire l'unité contre lui.

BRUNO PHILIP

Lire la suite page 6

POINT

L'islam après le communisme page 12

«L'ÉCONOMIE»

Quarante-cinq patrons sur la sellette

Entre mai et octobre, la plupart des PDG d'entreprises nationalisées verront leur mandat arriver à échéance. Autant de bilans à défendre, de successions à guigner.

par CAROLINE MONNOT et ÉRIC LESER

Lire aussi

■ Le douloureux réveil des cliniques. ■ Le naufrage de Carr y Wharf. ■ La chronique de PAUL FABRA.

pages 29 à 40

MARIE FRANCE GARAUD PHILIPPE SEGUIN



255 p., 110 F.

A lire d'urgence,
pour comprendre Maastricht
avant qu'il ne soit trop tard.

LE PRÉ AUX CLERCS

L'Intifada, des pierres à la poudre

I. - «Panthères noires», «Aigles rouges», «Vautours bleus»...

DJENINE (Cisjordanie)

de notre envoyé spécial

«Hum... mmmouais... c'est vrai, j'ai tué quelques collabos.» Sous le vent tendre d'un vieil olivier séculaire, Jallal, jeune et beau pistoletier palestinien recherché par toutes les légions d'Israël, a quand même hésité une fraction de seconde. Moustache en croc et tignasse épaisse, lyad, le petit gros qui commande la bande, en a craché l'amande verte qu'il machouillait depuis dix minutes. Les sourcils, qu'il a fournis, se sont froncés. Lyad n'apprécie pas. Pour lui, même quand on est grillé, même quand la police a vos nom, adresse et qu'elle n'ignore plus rien de votre palmarès, on ne dit pas ces choses-là à un étranger. «C'est une question de principe», semblent dire, courroucés, ses deux gros yeux noirs.

Du haut de son mètre quatre-vingt-cinq, Jallal-le-beau-gosse a compris le silencieux rappel à l'ordre. Il retire ce qu'il a dit, s'empêtre dans ses explications, tente de revenir en arrière, demande finalement qu'on oublie tout ça et rectifie la position. Un tic nerveux agite ses longs doigts qui tripotent le holster de cuir brut pendu à sa hanche droite. Jallal ne lèvera plus les yeux de l'entretien. On peut être un «mec», un dur, un croisé de la révolution, et néanmoins timide.

Troisième larron du groupe, aussi sec et nouveau que l'autre est grand et fort, Yasser ne dira rien de toute la rencontre. Pas un mot, pas un soupir, tout juste un petit haussement d'épaules quand le photographe palestinien qui nous accompagne exigera la traditionnelle cliché du «terrible fedayin» : keffiyeh serré autour de la tête, poing tendu et revolver

braqué sur un ennemi invisible, là-bas à l'horizon. Jallal, dix-huit ans, Yasser, vingt, lyad, vingt-sept. Trois Palestiniens un peu frustes, un peu panamés, dans un patelin à chèvres, au cœur de la Cisjordanie.

Quand ils seront morts, ces trois-là, tués dans un accrochage avec une patrouille de l'armée régulière israélienne ou dans une embuscade tendue par l'un de ces commandos clandestins, ces «unités spéciales» de la même armée d'occupation qui foisonnent dans le secteur, on les présentera comme des shahids, d'héroïques «martyrs» de la grande cause palestinienne. Des amis, des proches, viendront la nuit dans les maisons familiales pour consoler les mères et les fiancées éplorées.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 6

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 2 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 S; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 9 F; Côte d'Ivoire, 466 F CFA; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; République Fédérale, 480 F CFA; Suisse, 15 KRS; Suède, 1,80 SK; USA (inter), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Bartolomé Bennassar

« L'Espagne est devenue une sorte de modèle à imiter »

« Vous citez dans votre Histoire des Espagnols une réflexion attribuée à Franco : « Mon monument véritable n'est pas la croix de la vallée des Morts mais la classe moyenne espagnole. » La constitution de cette classe est-elle le « monument » le plus important de ces trente dernières années ?

— Je ne sais pas si Franco a réellement prononcé cette phrase — s'il l'a fait, c'est qu'il avait une lucidité supérieure à celle que j'imagine — mais l'apparition d'une classe moyenne est effectivement le fait fondamental de l'Espagne contemporaine. Même si la laïcisation de la société et le retour à l'idée d'une Espagne plurielle sont tout aussi importants. La société qui émerge de la guerre civile est profondément hiérarchisée, avec des groupes qui constituent presque des îlots. C'est le cas de l'armée, d'une grande partie de la paysannerie (castillane, galicienne, andalouse) et dans une certaine mesure de l'Eglise. Cette société ossifiée, cloisonnée, coupée du monde extérieur, va perdurer dans les années 40 et 50. En renforçant même ses clivages puisque l'Espagne va vivre, à cette époque, en marge de l'Europe : elle est au banc des nations, elle ne fait pas partie des organisations internationales qu'elle va avoir du mal à pénétrer.

— Le grand tournant se situe à la fin des années 50. Il est provoqué par la crise économique qu'accroît la catastrophe hivernale de 1956. Celle-ci va avoir toute une série d'effets secondaires qui obligent Franco à changer complètement d'équipe gouvernementale. Pour sortir du marasme, la nouvelle équipe va être forcée de renouer des liens avec l'extérieur et de rompre les cellophanes qui enveloppaient chacun de ces îlots.

— Et c'est là qu'intervient l'Eglise, par le biais de l'Opus Dei...

— L'Eglise reste très conservatrice, même si, sur le terrain, un certain nombre de jeunes prêtres vont jouer un rôle important, dans les banlieues urbaines notamment. L'Opus Dei, fondée en 1928 par un Aragonais, José María Escrivá de Balaguer, est une organisation civile qui n'est pas formée, pour l'essentiel, de gens d'Eglise. Elle cherche à reconstruire la société — pour la « sanctifier » — en captant des postes de responsabilité. Certains

« La phobie de l'époque de la guerre civile, le refus du discours des anciens combattants ont contribué à l'ancrage du pays dans le futur »

de ses adhérents ont témoigné, le moment venu, d'un savoir-faire souvent remarquable.

— Elle recrute dans la bourgeoisie ?

— Pas seulement. Mais, c'est certain, l'Opus Dei n'a jamais été un mouvement de masse. En revanche, elle n'a pas mordu de manière égale dans toutes les strates supérieures de la société ; par exemple dans l'administration franquiste. Elle s'est beaucoup mieux implantée dans l'Université et dans le monde des affaires.

— Quelle est l'idéologie de l'Opus Dei ?

— C'est une sorte de conservatisme éclairé, qui aspire à figer la hiérarchie sociale mais veut favoriser le progrès économique, pour permettre une meilleure répartition — quoique inégale — des richesses de façon à bloquer les

Bartolomé Bennassar, professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, est l'un des meilleurs connaisseurs français de l'histoire et de la société ibériques qu'il ausculte depuis plus de trente-cinq ans. Spécialiste du Siècle d'or espagnol (Robert Laffont éd.), auteur de l'Homme espagnol (Hachette éd.), il a dirigé un gros ouvrage collectif — Histoire des Espagnols — notablement augmenté pour sa récente réédition (Bouquins-Laffont) et vient de publier, avec Bernard Bessière, le Défi espagnol (La Manufacture éd.) où il analyse le renouveau de « l'homme malade » de l'Europe, naguère au banc des nations.

En deux décennies, après une « révolution tranquille », l'Espagne est animée d'un dynamisme économique que beaucoup lui envient sur le Vieux Continent. Elle retrouve une place qu'elle avait abdiquée depuis des lustres. L'Exposition universelle de Séville aujourd'hui, les Jeux olympiques de Barcelone demain et le choix de Madrid pour être en 1992, la capitale culturelle de l'Europe, sont des symboles éclatants qui masquent peut-être la mutation profonde de la société espagnole.

conflits de classes violents. Ce relatif équilibre doit permettre de diffuser dans la société un certain nombre de valeurs traditionnelles, en particulier celles de l'Eglise de Rome. C'est un message qui n'est pas éloigné de celui de Jean-Paul II. L'Opus Dei n'a pas « créé » la classe moyenne espagnole, mais en contribuant de manière significative à l'embellie économique, elle est en partie responsable de l'émergence de cette classe. La nouvelle politique a été réfléchie, méditée, par des gens qui avaient analysé les politiques « volontaristes » de changement économique en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis.

— En gros, ce sont des technocrates très conservateurs...

— Oui, mais des technocrates pragmatiques, sans doute moins marqués par la bureaucratie et ses exigences que nos émigrés. A ce titre, les mémoires de Laureano Lopez Rodo, l'émigration grise de la politique initiée en 1958 et qui va durer une douzaine d'années, sont très instructives. Mais l'Opus Dei restera beaucoup plus réservée sur l'évolution purement politique du régime. Celui qui a joué un rôle moteur dans la mutation du franquisme, c'est Manuel Fraga Iribarne, un conservateur à l'anglaise, étranger à l'Opus Dei. C'est le premier homme politique espagnol qui ait osé dire : « La guerre est finie, l'Europe occidentale vient de démontrer qu'elle est capable, sans autoritarisme ni désordre, de réaliser un bon en avant considérable : il faut que l'Espagne s'amarre à ce bateau-là. » Franco, pas du tout convaincu, n'a pas les moyens de refuser ce virage. En réussissant ce pari sur le plan économique, la génération qui avait moins de vingt ans au moment de la guerre civile a permis, sans même le vouloir, la transition qui s'est réalisée ensuite sur le plan politique. Jorge Semprun faisait remarquer lors d'un récent colloque à la Sorbonne que l'Espagne a eu la chance de réussir sa mutation économique avant sa mutation politique. Les pays de l'Est, estimait-il, confrontés à un double impératif politique et économique, rencontreront beaucoup plus de difficultés.

— Parmi les raisons du succès de cette mutation, il faut noter que le changement a été mené par une génération qui, pour n'avoir pas ou peu connu la guerre civile, la refusait néanmoins. Certains de manière consciente, d'autres par une sorte de réflexe de sauvegarde. Quand, il y a quelques années, on a ouvert les archives de Salamanque, celles de cette période, il n'y a pas eu la rumeur escomptée (cela viendra sans doute un jour) sur ces documents. La phobie très répandue des souvenirs de cette époque — souvenirs directs ou indirects — le refus du discours des anciens combattants, quels que soient leurs bords, ont contribué à l'évolution des mentalités, à l'ancrage de l'Espagne dans le futur.

— Le régime n'a pas réussi l'embrigadement des jeunes

générations comme les autres totalitarismes ?

— L'Allemagne nazie, l'Italie fasciste ou la Russie soviétique, se sont fondées à partir d'un pilier : le parti unique. Or ce parti unique n'a jamais existé en Espagne. La Phalange n'a pas pu jouer ce rôle. Le régime a été beaucoup plus « national-catholique » (comme l'indiquait l'historien anglais, Stanley Payne) que fasciste. Franco s'est servi de la Phalange à une certaine époque, pour l'écarter ensuite. Le perpétuel jeu de bascule entre les personnalités auquel s'est constamment livré le Caudillo pendant des années, a accru la dépolitisation favorisée, en outre, par la réussite économique. Les gens ont eu l'impression que la chape sous laquelle ils étaient placés se soulevait et qu'à défaut de profiter d'une pratique démocratique réelle, comme leurs voisins, ils allaient au moins pouvoir mieux vivre. Effectivement, en moins de dix ans, la pénurie a pratiquement disparu. Et très vite l'Espagne a été happée par le confort matériel, qui lui faisait oublier les accès de fièvre, parfois sanglants (procès de Burgos, des anarchistes, etc.), d'une dictature sur le déclin.

— Cette mutation de la société s'est-elle accompagnée d'une évolution des mœurs ?

— C'est le moins qu'on puisse dire. En 1956 ou 1957, tenir une femme par la taille était passible d'un procès-verbal ou d'une remontrance de la Guardia Civil. Puis, le monde extérieur a fait irruption, d'abord par le biais du tourisme. Aujourd'hui la libération sexuelle est flagrante. Le système familial à la romaine, très hiérarchisé, avec une autorité paternelle incontestée a considérablement évolué. Le rapport entre les générations est différent. Le divorce, interdit sous Franco, est devenu monnaie courante. La démographie s'est effondrée, signe de cette profonde évolution des mœurs. Les femmes espagnoles qui, il y a dix ans encore, refusaient de répondre aux questions sur la contraception, regardent des émissions de télévision — comme la « Media naranja » — où la vie intime des couples est étalée dans les plus intimes détails, parfois de façon choquante. Mais il ne faut pas croire que la cellule familiale ait explosé pour autant. Elle n'est plus régie par les mêmes rapports d'autorité, voilà tout. Par ailleurs, le machisme, une des maladies de la société espagnole traditionnelle, n'a pas complètement disparu. Il est simplement moins voyant.

— Ce qui n'a pas changé, en revanche, c'est ce goût de la vie dans la rue, ce plaisir de boire un verre dehors ou de se retrouver pour des tertulias, ces réunions informelles où l'on parle d'un sujet précis, bouquins, films ou pièces de théâtre. Ce style de vie traverse les époques. Mais un fait capital va à l'encontre de ce style de vie : l'un des plus jeunes d'Europe : il va se retrouver, du fait de sa démographie, l'un des plus vieux.



— Quel est le poids de la religion aujourd'hui ?

— Après une perte d'influence considérable et le retour à la vie civile d'un très grand nombre de prêtres et de religieux, j'ai l'impression que la diminution de la pratique est arrêtée. Cela dit, cette pratique reste le fait de gens âgés ou d'âge mûr. L'influence de l'Eglise s'est stabilisée à un palier. L'Eglise en a sans doute conscience puisqu'elle est assez prudente sur des questions sensibles comme le divorce.

— La démocratisation s'est accompagnée d'une résurgence des autonomies locales.

— Il y a là quelque chose de très nouveau. Dans les années qui ont précédé la guerre civile, seule la Catalogne avait obtenu un statut d'autonomie (le Pays basque était en train de négocier le sien au moment de la rébellion). Aujourd'hui, il y a 17 régions autonomes, toutes dotées de véritables pouvoirs.

« Le processus de dévolution des responsabilités du centre vers la périphérie s'accélère »

Les représentants des deux grandes forces politiques actuelles, le premier ministre socialiste, Felipe Gonzalez, et José María Aznar, le chef du Parti populaire, viennent même de signer un pacte qui prévoit l'attribution de cinquante-deux nouvelles compétences aux régions autonomes. Cela montre que le processus de dévolution des responsabilités du centre vers la périphérie non seulement continue mais qu'il s'accroît : ainsi la part du budget gérée par les communautés autonomes — plus de 40 % des dépenses publiques — est considérable. Cela veut dire surtout qu'il existe désormais une sorte d'alternative à la centralité de l'autorité centrale. Dans ces autonomies, il existe maintenant des pouvoirs réels, souvent opposés à celui qui existe à Madrid. Jordi Pujol, par exemple, est le roi incontesté de la Catalogne. Ces pouvoirs sont d'autant plus efficaces qu'ils gèrent à peu près totalement les dossiers culturels et éducatifs.

— La création des autonomies a remis à l'ordre du jour les problèmes linguistiques. Les langues, dites locales, basque et catalane, se diluent-elles ou s'enrichissent-elles ?

— Il y a incontestablement un enrichissement du catalan. La pratique de cette langue n'a jamais cessé en dépit des brimades franquistes. D'autant qu'elle a tou-

jours été soutenue par une littérature écrite, par un théâtre vivant, par les prêtres qui faisaient souvent leurs sermons en catalan et par une bourgeoisie qui a toujours développé un nationalisme linguistique. Dans la province de Valence et d'Alicante où la langue avait reculé, on assiste à une reconquête du catalan, surtout parmi la jeune génération. Il y a même parfois une volonté un peu agressive d'obliger les gens à la pratique de cette langue dès qu'on se trouve investi de responsabilités politiques ou administratives. A côté de la sage volonté bilinguiste, officiellement affichée, certains cherchent à imposer le monolingue au bénéfice du catalan. Rien n'indique qu'on n'arrivera pas aux excès de la Belgique dans ce domaine, sauf le célèbre pragmatisme catalan.

— Au Pays basque, la situation est très différente. Le basque n'est pas, en effet, une langue de culture écrite. En outre, dans les trois grandes provinces basques (Navarre mise à part), d'après les enquêtes faites par le Parti national basque lui-même, la pratique du basque atteint seulement 15 % en Alava, 30 % en Biscaye et 40 % à 45 % au Guipuzcoa. Ces pourcentages s'expliquent par le fait que le basque est une langue rurale alors que le Pays basque est fortement industrialisé et que la majorité de la population est urbanisée depuis longtemps. La Haute-Navarre montagnarde est basquophone. La Basse-Navarre des plaines, plus peuplée, s'exprime en castillan à 95 %. Aussi y a-t-il là une très forte majorité pour refuser de se fondre avec le Pays basque et garder sa spécificité.

— Reste le cas de la Galice où l'on parle un idiome proche du portugais, langue de culture écrite — poésies, contes, chansons — assez belle d'ailleurs. Mais la région, pauvre, excentrée, terriblement enclavée a peu de vitalité et on ne parle plus guère le galicien que dans les campagnes...

— L'existence de ces provinces autonomes, le développement de ces langues non castillanes, peuvent-ils modifier le profil de l'Espagne ?

— Le problème des langues peut être résolu de façon harmonieuse. Madrid est d'ailleurs sur ce plan-là, très prudente. La Couronne a même fait preuve d'une grande habileté lorsque le prince Philippe, l'héritier du trône, a utilisé, au cours d'une allocution prononcée en catalan, le mot de nation pour se référer à la Catalogne. Cela a fait un effet énorme. Enfin la construction européenne dédramatise ce type de problème et lui enlève la force explosive qu'il aurait pu avoir si les frontières étaient restées fermées. En revanche, l'existence des autonomies, avec leurs Parlements, leurs compétences de plus en plus étendues, est un fait fondamental pour l'avenir de l'Espagne. Certaines d'entre elles mènent désormais des politiques extérieures propres. Et pas seulement sur le plan économique. La Catalogne a passé des accords

importants avec trois autres grandes régions européennes : Rhône-Alpes en France, Lombardie en Italie et Bade-Wurtemberg en Allemagne. Un choix dicté par le poids spécifique de ces régions et non par la proximité géographique. Mais d'autres regroupements peuvent se faire sur une base culturelle : ainsi la Galice, la Bretagne et la Cornouaille.

— Que signifient les événements qui se déroulent aujourd'hui simultanément à Séville, Barcelone et Madrid ?

— Ils reflètent bien sûr la vitalité espagnole. Madrid, éphémère capitale culturelle de l'Europe, multiplie les manifestations prestigieuses. Mais ils sont loin d'être purement symboliques. Barcelone a profité des Jeux olympiques pour changer radicalement de visage et se transformer en ville du vingt et unième siècle. L'Andalousie se sert de l'Exposition universelle pour rattraper son retard économique. Pour les Espagnols, l'importance de cette année va bien au-delà des événements ponctuels qui la marquent.

— On a l'impression que le poids de Madrid, qui devait s'alléger dans cette Espagne à plusieurs visages, se renforce.

— C'est en effet paradoxal. Madrid a réussi à devenir un pôle culturel peut-être même supérieur à celui de Barcelone — sauf dans le domaine de l'architecture où les catalans ont une longue tradition — alors qu'elle n'avait jamais été auparavant qu'une petite capitale bureaucratique. Elle est

« Pour les Espagnols l'importance de cette année va bien au-delà des événements ponctuels qui la marquent »

aujourd'hui une grosse métropole économique à l'échelle européenne. D'abord parce que parmi les nouveaux capitaines d'industrie, les nouveaux hommes d'affaires, on trouve beaucoup de Castillans et non plus exclusivement des Catalans. Ensuite, parce que, depuis la fin du franquisme, la ville a pris une dimension inattendue à cause du succès de la transition politique. Pour certains, ce pays est devenu une sorte de modèle à imiter. Les dirigeants des pays d'Amérique latine qui, après la fin des dictatures, avaient eu aussi à réussir leur passage vers la démocratie, ont défilé à Madrid.

— Les conférences internationales s'y sont multipliées. Face à l'Europe, elle est devenue la vitrine du renouveau espagnol. Dans la foulée de l'essor économique et de la démocratie reconquise, avec le boom de la littérature — latino-espagnole, et maintenant celui de l'art, la langue castillane a reconquis une place sur le plan culturel. C'est flagrant en Europe et aux Etats-Unis où elle est sortie des ghettos hispaniques pour faire une entrée en force dans les universités. Ce n'est pas un hasard si l'Espagne vient de créer les Instituts Cervantes, sur le modèle des Alliances françaises ou des Goethe Instituts. Et il est tout à fait significatif qu'on ait choisi, comme responsable de ces centres, Nicolas Sanchez-Albornoz, fils d'un grand historien castillan, président de la République espagnole en exil, lui-même emprisonné sous Franco, et qui a longtemps vécu en Argentine avant d'enseigner à New York University : un homme du grand large.

Propos recueillis par EMMANUEL DE ROUX

ÉTRANGER

ALLEMAGNE : la démission du ministre des affaires étrangères M. Hans-Dietrich Genscher

Un maître de la diplomatie du possible

Bien peu nombreux sont ceux qui peuvent se prévaloir, comme Hans-Dietrich Genscher, d'une présence aussi longue aux avant-postes du pouvoir dans une démocratie occidentale : vingt-trois ans sans interruption au gouvernement, dix-huit ans à la tête de l'Auswärtiges Amt, le ministère des affaires étrangères allemand, ont fait de lui l'un de ces monstres sacrés dont la présence au plus haut niveau des affaires internationales était devenue une évidence. Pendant dix-huit ans, la diplomatie de la RFA a été dirigée de main de maître par un homme qui n'a jamais prêté au tout premier rôle, mais qui a su à merveille tirer son épingle du jeu politique.

Son appartenance au petit parti libéral FDP, toujours menacé de disparition, mais toujours indispensable pour la constitution de coalitions de gouvernement, marquait les limites d'une ambition : le plus haut poste auquel il pouvait prétendre était celui de vice-chancelier, d'incontestable numéro deux de la hiérarchie gouvernementale, auquel il sut se maintenir sous deux chanceliers, Helmut Schmidt et Helmut Kohl.

Tel le pilier de rugby qu'il aurait pu être si ce jeu avait été populaire en Allemagne - il a la mesurée physique nécessaire pour ce poste - Hans-Dietrich Genscher se retrouve toujours au point de convergence de forces antagonistes dont il sait faire bon usage pour se maintenir au centre. La médiocratie n'a jamais été son fort. C'est avec la même énergie qu'il continuait à pousser avec d'autres partenaires et qu'il finissait par les entraîner vers le seul objectif qui lui tint vraiment à cœur : le rapprochement entre l'Est et l'Ouest, et, par conséquent, celui des deux Allemagnes.

Il faut être aveugle, ou américain, pour s'opposer de l'opinion de cet homme qui a incarné pendant près de deux décennies l'unité allemande. La biographie de Hans-Dietrich Genscher ne pouvait que le conduire à consacrer toutes ses forces à la division du pays, conséquence de la défaite et de l'écroulement du nazisme. C'est dans ce qu'il allait devenir l'autre Allemagne, la RDA, que Hans-Dietrich Genscher vit le jour le 21 mars 1927, à Reideburg, près de Halle. Il avait dix ans lorsque son père, syndic d'une coopérative agricole, mourut.

L'homme qui compte alors pour lui fut son grand-père maternel, dont Hans-Dietrich Genscher se plaça, devant ses interlocuteurs français, à souligner une francophonie issue de son temps de service militaire à Thionville, à l'époque où cette ville faisait partie du Reich allemand. Le soir, la famille se réunissait devant le grand poste de radio pour écouter Radio-Paris...

Élève du lycée Friedrich-Nietzsche de Halle, Hans-Dietrich Genscher allait subir le sort des

adolescents de sa génération, de ces Marie-Louise de Hitler lancés imberbes dans le tourment et la débâcle. Mobilisé dans la Wehrmacht en 1945 avant même d'avoir pu passer le baccalauréat, il retourna chez lui pour trouver son lycée en ruine. Il participa à la reconstruction avant de passer un examen de rattrapage et commença, en 1948, des études de droit à Halle.

La vie politique reprend peu à peu dans cette partie de l'Allemagne occupée par les Soviétiques : les communistes, sous la direction de Walter Ulbricht, s'emparant peu à peu de tous les leviers du pouvoir. Hans-Dietrich Genscher adhère alors au Parti libéral-démocrate, une formation politique autorisée dans le cadre du Front national pour rassembler, dans la version stalinienne du multipartisme, les membres des professions libérales et de la petite-bourgeoisie. Il semble qu'au début Hans-Dietrich Genscher ait vraiment cru qu'il était possible de défendre, dans le cadre de cette fiction pluraliste, une politique indépendante du tout-puissant SED (le parti communiste).

Député au Bundestag

L'illusion ne dura pas longtemps : en 1952, après avoir passé la première partie de son examen final de droit, il quittait la RDA pour terminer ses études à Hambourg. La même année, il s'installait comme avocat à Brême et adhéra au parti libéral ouest-allemand (FDP). Remarqué par l'un des fondateurs de ce parti, Thomas Dehler, alors qu'il était président des Jeunes Démocrates à Brême, il est appelé à Bonn en 1956 comme assistant du groupe parlementaire FDP. Il a à peine vingt ans, et c'est le début d'une vie entièrement consacrée à l'action politique.

En 1965, il est élu député au Bundestag et choisit de se faire un nom comme porte-parole de l'opposition dans une période où le FDP, fait exceptionnel, ne participait pas au pouvoir et devait, avec ses maigres troupes, porter seul la contestation contre le gouvernement de grande coalition CDU-SPD dirigé par Kurt-Georg Kiesinger et Willy Brandt. Ce purgatoire n'allait pas durer bien longtemps. La victoire en 1969 des sociaux-démocrates, désormais en mesure de gouverner avec l'appui de libéraux, allait donner à Hans-Dietrich Genscher son premier portefeuille ministériel : celui de l'intérieur.

Il aurait souhaité celui des finances, mais le poste de ministre de l'intérieur, aux heures les plus sombres du terrorisme de la Fraction armée rouge, lui permit de faire reconnaître ses qualités de sang-froid et son habileté à maîtriser les dossiers les plus délicats. C'est en cette qualité qu'il fut le premier ministre ouest-allemand à se rendre en Chine, le premier aussi à obtenir du gou-

vernement de la RDA de pouvoir passer ses vacances dans le pays où il était né.

En mai 1974, il remplace Walter Scheel, élu président de la République, au poste de ministre des affaires étrangères et de vice-chancelier. Il devient également président du FDP en octobre de la même année : une fois de plus, Hans-Dietrich Genscher arrivait au bon moment à un poste-clé. C'est l'époque de la



W. K. / AP

grande politique à l'Est de Willy Brandt, poursuivie, après la chute de ce dernier, par Helmut Schmidt : reconnaissance mutuelle de la RDA et de la RFA, traité de 1974 avec la Pologne, rapprochement avec l'URSS de Brejnev, Hans-Dietrich Genscher s'affirme alors comme un maître de la diplomatie du possible, s'engouffrant dans chaque brèche ouverte pour créer des faits accomplis, ficelant des accords avec la RDA, qui, petit à petit, adoucissaient la division du pays.

Se méfier des idéologies

Si les grandes percées étaient réalisées par les chancelliers qui le servaient, MM. Brandt, Schmidt, puis Helmut Kohl, le travail de consolidation des positions conquises lui revenait. Qu'il n'ait jamais eu, comme le soutient aujourd'hui Helmut Schmidt, ces grandes visions qui font d'un homme politique ordinaire un homme d'Etat hors du commun ne doit cependant pas faire oublier une action caractérisée par la constance et l'opiniâtreté plutôt que par le brio et l'inspiration.

Homme d'instinct, Hans-Dietrich Genscher a appris très jeune à se méfier des idéologies. C'est peut-être ce qui lui permit de survivre politiquement dans l'un des moments les plus sombres de sa carrière, lors du renversement d'alliance dont il fut l'un des artisans en 1982. L'opinion en vou-

lait alors terriblement à Hans-Dietrich Genscher d'avoir contraint Helmut Schmidt à quitter le pouvoir. Contesté dans son propre parti, dont il devait abandonner la présidence à Martin Bangemann, puis au comte Lambdorff, il remonta peu à peu le courant, s'appuyant sur les évolutions en cours en URSS et dans les pays de l'Est.

Avant tout le monde, il s'enthousiasma pour la glasnost et la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev, s'attirant les foudres d'une administration américaine dont il était devenu la bête noire. Il fut le premier, en 1985, à demander que « l'on prenne Gorbatchev au mot » et que l'on aide le leader soviétique à réaliser ses objectifs.

Une tâche inachevée

Pendant de longs mois, ce parti pris lui valut le mépris de pays occidentaux incrédules devant les promesses de réformes du leader soviétique, qui n'entendaient pas baisser leur garde et soupçonnaient le ministre allemand de laisser libre cours à un vieux fond nationaliste qui rejoignait alors une sensibilité pacifiste, neutraliste même aux yeux de certains, largement répandue en Allemagne. La querelle relative à la modernisation des armes nucléaires américaines à moyenne portée, stationnées en République fédérale et dont M. Genscher était le plus farouche ennemi, fit vivre à l'OTAN, et aux relations germano-américaines, une de leurs plus mauvaises périodes.

Puis vinrent les grands bouleversements à l'Est et les premiers remous en RDA. M. Genscher ne s'y trompa pas. C'est néanmoins avec une très grande prudence qu'il assista, au début, au processus qui allait conduire à la réunification de l'Allemagne, un processus qu'il avait d'expérience extrêmement dangereux sur le plan international. Les rôles alors se renversèrent : tandis que le chancelier Helmut Kohl, pendant quelques mois, en forçant l'allure de la réunification, imitait ses partenaires les plus proches, c'est son ministre des affaires étrangères qui s'efforça de rassurer les voisins polonais ou français et multipliait les professions de foi européennes.

L'essentiel a été accompli et de la bonne manière. Mais c'est sans doute avec le sentiment de ne pas avoir achevé la tâche, notamment envers une Europe centrale et orientale qui lui tenait particulièrement à cœur, que jette aujourd'hui l'éponge un homme qui ne se vivait pas seulement comme le ministre des affaires étrangères de son pays, mais comme un architecte de la Grande Europe.

LUC ROSENZWEIG

AUTRICHE : arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle

Le candidat social-démocrate n'a pas réalisé le score espéré

Le candidat du Parti social-démocrate (SPO), M. Rudolf Streicher, est arrivé en tête, dimanche 26 avril, au premier tour de l'élection présidentielle qui doit désigner le successeur de M. Kurt Waldheim, élu en 1986, et qui ne se représentait pas. Avec 40,7 % des voix, M. Streicher devança son concurrent conservateur (ÖVP), M. Thomas Klestil, qui a obtenu 37,1 %. La candidate du Parti libéral (FPÖ-droite nationaliste), M^{me} Heide Schmidt, totalisa 16,4 % des suffrages, et le candidat écologiste, M. Robert Jungk, 5,7 %. Ce résultat est décevant pour M. Streicher. Le second tour opposera, le 24 mai, les deux candidats les mieux placés, M. Streicher et M. Klestil.

VIENNE

de notre correspondants

L'écart surprenant, par rapport aux prévisions - 3,6 % seulement entre M. Streicher et M. Klestil - laisse intactes les chances du candidat conservateur pour le deuxième tour. Secrétaire général aux affaires étrangères, M. Klestil, bien qu'inconnu du grand public au début de la campagne (le Monde du 25 avril), a apparemment réussi à convaincre les électeurs en mettant l'accent, dans sa campagne, sur une expérience internationale acquise au cours de sa longue carrière, notamment comme ambassadeur à Washington et auprès des Nations unies à New-York.

Eloigné des querelles de la politique intérieure, ce diplomate semble bien représenter, aux yeux des électeurs, l'image d'un « président pour tous », politiquement plus indépendant que son concurrent socialiste. Ce dernier, ancien ministre des transports, a derrière lui une carrière dans le secteur industriel d'automobiles dotée par les socialistes.

Ce résultat est, sans aucun doute, décevant pour M. Streicher, qui n'a même pas réussi à égaliser le score de 43,7 % de M. Kurt Streier, concurrent de M. Waldheim en 1986. M. Streicher a obtenu 1,3 % de voix de moins que le Parti social-démocrate aux élections législatives de 1990, tandis que tous les autres candidats ont amélioré les résultats de leurs formations respectives : M. Klestil dépasse le score réalisé par son parti de presque 3 %, M^{me} Schmidt de 0,4 % et M. Jungk de 1,2 %. La

candidate de la droite nationaliste, M^{me} Schmidt, n'a pas atteint son objectif - elle souhaitait participer au deuxième tour - mais les récentes querelles au sein de son parti n'ont pas eu un grand impact sur son score, qui correspond aux sondages. Pour sa part, M. Jungk n'a obtenu qu'un succès d'estime, sans répondre aux espoirs des Verts, qui s'attendaient à 10 % de voix.

Le candidat du SPO part, malgré tout, favori pour le second tour, qui reste très ouvert, compte tenu du taux relativement faible de participation (83,8 %) - selon de premières analyses, le taux d'abstention était particulièrement élevé parmi les socialistes - et de l'incertitude sur le report des suffrages recueillis par les candidats du FPÖ et des Verts.

Ecologie et transit des poids lourds

Une fois de plus, le leader du Parti libéral, M. Joerg Haider, tient entre ses mains la clef du succès au scrutin du 24 mai. Le report des voix de ses partisans sera déterminant : ni M. Streicher ni M. Klestil ne pourront accéder à la présidence sans le soutien du parti de M. Haider, qui, à dimanche, laisse ouverte l'hypothèse de consignes de vote à ses adhérents pour le second tour.

Même sans se prononcer directement, il pourra largement influencer l'issue du deuxième tour. On peut, au demeurant, se demander s'il n'a pas déjà commencé, en critiquant vivement l'accord de transit en Autriche pour les camions européens, négocié par M. Streicher avec la CEE. La signature définitive de cet accord, très controversé parmi les écologistes, qui auraient souhaité des solutions plus radicales, se heurte - apprend-on - aux données statistiques fournies par l'Autriche.

Selon M. Haider, les chiffres donnés par l'ancien ministre des transports - qui servent de base pour le fameux « carnet d'écologie » visant à réduire le transit de poids lourds - seraient trop élevés et désavantageraient l'Autriche. Les électeurs écologistes, extrêmement sensibles sur le sujet - M. Streicher a réalisé un mauvais score dans les régions de l'ouest de l'Autriche, qui souffrent particulièrement du transit - pourraient retirer leur appui au candidat social-démocrate, ce qui risque de réduire sensiblement ses chances de remporter une élection à l'issue plus incertaine qu'on ne l'attendait.

WALTRAUD BARYLI

PORTUGAL : pas de cérémonie officielle pour le dix-huitième anniversaire de la révolution des œillets. - Les Portugais ont fêté, samedi 25 avril, le dix-huitième anniversaire de la révolution des œillets, qui, le 25 avril 1974, avait renversé le régime salazariste. Des manifestations populaires ont été organisées dans les principales villes du pays. A Lisbonne, quelques milliers de personnes ont défilé sur l'avenue de la Liberté, la principale artère de la capitale portugaise, mais, pour la première

fois, aucune cérémonie officielle n'a été programmée. - (AFP)

POLOGNE : le président Walesa demande une présidence forte « à la française ». - Le président Lech Walesa a réaffirmé, dimanche 26 avril à Gdansk, que « l'unique solution pour la Pologne est un gouvernement de professionnels au-dessus des partis », précisant qu'il demanderait aussi « des pouvoirs accrus pour le président, à la française ». - (AFP)

Un départ surprise

Suite de la première page

« Nous affirmons les valeurs de notre Constitution et de notre politique de responsabilité contre la politique de puissance, a poursuivi M. Genscher. Nous savons que sur la durée, l'Ouest de l'Europe n'a pas bien su sur la durée l'Est de l'Europe va mal. Nous voulons, au sein des Nations unies, après le changement de notre Constitution, assumer tous les devoirs et les responsabilités qui nous incombent en tant que membre à part entière ». Le ministre, qui rend un hommage appuyé aux relations franco-allemandes, estime que

Profanation du cimetière juif de Berlin. - Une quarantaine de tombes du grand cimetière juif de Berlin-Weissensee ont été profanées au cours du week-end, a annoncé la police, lundi 27 avril. Des stèles datant pour la plupart du début du siècle ont été renversées, et des murets entourant les sépultures démolies. Les soupçons se portent sur un groupe de jeunes gens qui ont récemment travaillé à l'entretien du cimetière dans le cadre d'un programme de travaux d'utilité publique, et dont les positions d'extrême droite ont « posé des problèmes », a indiqué la police. - (AFP)

les décisions qui ont été prises ces derniers mois avec la coopération de l'intégration ouest-européenne, le renouvellement de l'OTAN, le nouveau rôle de l'Union européenne de défense et l'institutionnalisation de la CSCE, ont permis de jeter les bases d'une « nouvelle architecture européenne » qui contribuera à stabiliser les évolutions à venir sur le continent.

De multiples raisons peuvent être évoquées pour son départ. Des raisons de santé en partie. Le ministre a eu plusieurs incidents cardiaques et ses déplacements incessants aux quatre coins du monde n'étaient pas faits pour le ménager. Malgré les attaques dont sa politique a été l'objet ces derniers mois, au sein notamment du Parti chrétien-démocrate dont certains responsables mettaient en cause son engagement pour l'union européenne, il part couronné de lauriers. Sans doute avait-il l'impression qu'il avait atteint un sommet dont il ne pouvait plus que redescendre.

Dans sa déclaration, le ministre s'explique en partie. Il a indiqué qu'après avoir « avec un succès croissant » fait des résultats électoraux de son parti une condition de son maintien à la tête de la diplomatie allemande lors de trois élections législatives consécutives, il était temps de céder la place pour prépa-

rer les prochaines échéances dans deux ans. Il a aussi expliqué qu'il souhaitait se consacrer plus à fond au processus de réunification de l'Allemagne, ce dont ses responsabilités de ministre ne lui laissent pas le loisir.

Originaire de la ville de Halle (dans l'ex-RDA), il s'est personnellement engagé en faveur des Allemands de l'Est. On lui prête même le regret de ne pas avoir pu postuler le poste de ministre-président de Saxe-Anhalt, sa région natale, lors des élections régionales de 1990. Il était encore trop préoccupé, à l'époque, par les négociations internationales liées à la réunification.

Un poste convoité

Son remplacement va sans doute susciter bien des appétits à Bonn. Le droit de la coalition gouvernementale, notamment le Parti chrétien-social de Bavière (CSU), n'a jamais fait mystère de son mécontentement de voir le Parti libéral accaparer le portefeuille des affaires étrangères. Il est cependant difficile de l'attribuer à un autre parti sans procéder à un profond remaniement gouvernemental, dont le chancelier vient d'écarter l'idée, la semaine dernière. Il a indiqué en Autriche où il se trouvait en villégiature qu'il s'attendait, pour le prochain remaniement, à une date située vers le début de l'année prochaine.

Dans ce cas, le ministre devrait une nouvelle fois revenir à un res-

ponsable libéral. Deux noms circulent : celui de l'ancien ministre de la justice, M. Klaus Kinkel, qui a de bonnes relations avec le chancelier Kohl et qui paraît le mieux placé, et celui de M^{me} Adam-Schwaetzer, ministre du logement, ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Du côté du Parti chrétien-démocrate, nul n'ignore que M. Volker Rühe rêvait depuis longtemps de ce poste. Mais il vient d'être nommé au ministère de la défense, après la démission de M. Gerhard Stoltenberg. Il paraît exclu qu'il change à brève échéance d'affectation. Il est vraisemblable que le chancelier Kohl était déjà au courant des intentions de M. Genscher lorsqu'il a nommé M. Rühe à la défense.

HENRI DE BRESSON

Démision du ministre de la Santé. - Le ministre allemand de la Santé, M^{me} Gerda Hasselfeldt, quarante-deux ans, a annoncé lundi 27 avril qu'elle se retirait du gouvernement du chancelier Helmut Kohl, une heure après l'annonce du retrait du ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. La raison de son retrait n'était pas connue lundi en fin de matinée. M^{me} Hasselfeldt appartient à l'Union chrétienne, sociale (CSU), l'équivalent bavarois de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de M. Kohl. - (AFP)

1991

DE L'EST A L'OUEST

LES NOUVEAUX DÉFIS

LE JOURNAL DE L'ANNÉE, ÉDITION 1992 : En un seul volume, tous les événements de l'année 1991.

225 f en librairie

Larousse Le Monde

12 MOIS D'ACTUALITÉ, 1 AN D'HISTOIRE

EUROPE

ITALIE : après la démission du président Cossiga

La formation d'un nouveau gouvernement est retardée

La démission de M. Francesco Cossiga n'a fait qu'approfondir la crise que traverse l'Italie, qui n'a plus, désormais, ni président de la République ni gouvernement. Le nouveau gouvernement sera formé après l'élection du successeur de M. Cossiga.

ROME

de notre correspondante

« Tremblement de terre ! » : c'était, on s'en souvient, le titre, souvent optimiste, de bien des articles au soir des législatives des 5 et 6 avril. Mais au lieu de permettre à des forces nouvelles de voir le jour, à des courants dynamiques de parcourir le paysage de cinquante ans d'immobilisme enfin bouleversé, ce séisme prétendument réformateur n'aurait-il été finalement qu'une secousse particulièrement destructrice ? Passées les premières curiosités de la rentrée parlementaire (la belle Alessandra Mus-

solini, nouvelle égérie des néo-fascistes à la Chambre, cherchant désespérément le fauteuil de son grand-père Benito) ; passées les premières prises de bec (les députés de la Ligue, en mal de respectabilité, se massant au centre de l'Assemblée pour éviter de se retrouver « à droite »), force a été de constater qu'il n'y a plus, face à face, ni réelle majorité sortante ni opposition structurée.

« Mazzarelli » d'un côté, « mayonaise » de l'autre, ironisent certains journaux. A preuve, les deux longues et embarrassantes journées de laborieuses tractations qui ont enfin abouti, vendredi 24 avril, de guerre lasse et après élimination des candidats les plus « politiques », à la nomination des deux présidents de Chambre : le républicain Giovanni Spadolini au Sénat, et le démocrate-chrétien Oscar Luigi Scalfaro à la Chambre. Et encore ce dernier ne devait-il sa place qu'à trois petites voix de majorité et au bon vouloir d'une coalition hétéroclite compre-

nant des Verts et des radicaux. La candidature Spadolini souffrait, elle, dans sa base naturelle, de l'abstention de quelques francs-tireurs, et était bien consciente de l'appui de voix néo-fascistes et « légistes ».

Le jour même où, selon le processus prévu par la loi, le président du conseil sortant, M. Giulio Andreotti, remettait la démission de son gouvernement, la marge de manœuvre de son futur successeur semblait bien étroite. Après bien des discussions et des rencontres parfois « contre nature », aucune ligne ne semblait s'esquisser ni même aucun clan l'emporter franchement sur celui d'en face.

Après un dernier pas de deux particulièrement orageux, le PDS (l'ex-PCI) et les socialistes avaient même définitivement écarté toute spéculation sur une éventuelle ouverture de la majorité sortante aux anciens communistes. A l'intérieur de la démocratie chrétienne, des règlements de comptes post-électorales s'esquis-

saient ; les socialistes opéraient un rétablissement difficile au prix de la rupture du dialogue à gauche, et, d'une manière générale, il n'y avait plus de dialogue du tout. L'ancien réformateur semblait bel et bien englouti, plus que jamais, dans une arithmétique de fractions de plus en plus réduites.

Dernière « gifle » à la coalition sortante

Et puis est venue, comme un coup de semonce - d'autres diront comme une dernière « gifle » à la coalition sortante - la démission du chef de l'Etat samedi après-midi. Deux mois avant terme, « techniquement » c'est peu, mais politiquement, c'est un nouveau choc à l'édifice. Considérant en outre que la nomination du très intègre, très catholique mais très parlementariste Scalfaro, dont il fut la tête noire, était une « démission personnelle », M. Francesco Cossiga a donc laissé les partis traditionnels à leurs

responsabilités. Et du même coup reculé et renversé les échéances, puisqu'il convient à présent d'élire d'abord un nouveau président de la République, qui désignera ensuite la personnalité politique chargée de former le gouvernement.

A compter de mardi, jour officiel de la remise de la démission du chef de l'Etat, le président de la Chambre aura quinze jours pour convoquer le Parlement en session plénière et procéder à l'élection. Pendant ce temps, c'est le président du Sénat qui assurera l'intérim. Procédure utilisée deux fois jusqu'ici dans l'histoire italienne : en 1964, après la démission du président Antonio Segni, et en 1978, lors de celle de Giovanni Leone. Quant à l'élection proprement dite, elle peut concerner tout candidat âgé de « plus de cinquante ans », qui aura recueilli la majorité des deux tiers lors des trois premiers tours, la majorité simple ensuite.

Passé le choc de samedi, l'Italie est entrée dans une nouvelle ère de labo-

rieuses tractations. Seront-elles plus difficiles en raison du « testamento » résolument réformateur du chef de l'Etat, destiné à donner aux forces de l'opposition l'occasion, somme toute, de se ressaisir ? La réponse devrait venir assez vite, dans l'énacé même des noms des candidats possibles.

Pour l'instant, sortis du maelström des spéculations, figurent parmi les favoris assez peu de visages nouveaux, hormis celui du philosophe et député à vie Norberto Bobbio, et de Ciriaco De Mita, le président de la DC considéré comme un « outsider ». Les plus souvent cités étant MM. Giovanni Spadolini, Giulio Andreotti, et le secrétaire de la Démocratie chrétienne, aux velléités de démission post-électorale vite oubliées, Arnaldo Forlani. Plus un nom, auquel personne ne semble croire, mais que tous les calculs prennent soigneusement en compte, celui de Francesco Cossiga.

M.-C. D.

Le Monde EDITIONS

Enquêtes sur la droite extrême

René Monzat

Où l'on s'aperçoit que la pire hypothèse est souvent la bonne.

Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guévière

Pour enfin comprendre comment fonctionne l'Europe, cette formidable machine qui, si vous ne vous intéressez pas à elle, n'a pas attendu Maastricht pour s'occuper de vous.

La République menacée

Dix ans d'effort Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

Pour qu'on ne puisse pas dire, alors qu'on s'apprête à célébrer le bicentenaire de la République, « on ne savait pas... »

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Adieu, l'imprécateur !

Suite de la première page

Une série de paradoxes, en vérité, dont on ne sait lequel est le plus important, le plus significatif, voire le plus poignant.

Celui de ce président élu à une forte majorité en 1985, mais dans l'office des partis, essentiellement pour inaugurer les chrysanthèmes, et qui, à deux ans de la fin de son mandat, s'est mis en tête d'instaurer avec rage la II^e République et le régime présidentiel ? Ou bien plutôt celui de ce démocrate chrétien, pur produit de la guerre froide et de la « monétarisme » politique, qui achève sa route solitaire, loin, comme il le dit, de son « ex-pari » et de cette « oligarchie politique » qu'il pourfendrait au nom des réformes jusqu'à l'ultime seconde ?

Le rouge et le gris

Entre le *Dottore* Cossiga, employé modèle de l'Etat, ministre érudite et discret, chef de l'Etat timide et distingué, et ce nouveau Mr Hyde, président débridé devenu le « roi nu » d'un pays plongé dans une crise politique qu'il ne parvient pas à maîtriser, il y a peut-être toute l'histoire d'une difficile transformation. Ou comment, passant du gris au rouge, le médiateur à la voix onctueuse, celui que l'on surnommait « *Eminenza* », est devenu le flamboyant et éructant imprécateur du régime.

Le gris d'abord, rassurant comme la rigueur et la normalité, celles de la formation et de la carrière de Francesco Cossiga, né le 26 juillet 1928 à Sassari, au nord de la Sardaigne. Etudes de droit, chaire de droit constitutionnel à vingt-cinq ans, siège de député à trente, ce militant catholique, libéral et admirateur de Mounier et Maritain, en dépit d'un grand-père laïque et franc-maçon, a choisi sa voie très tôt. Son cousin, Enrico Berlinguer, qu'il affronta par la suite tout en restant très lié avec lui, va militer dans les rangs communistes, mais le jeune Francesco

entre à seize ans dans la démocratie chrétienne (DC). Parrains de cette vocation spirituelle et politique : un autre grand Sardo, Antonio Segni, qui devient président de la République en 1962, et Aldo Moro, qui, alors président du Conseil, lui demande, en février 1976, de remplacer le ministre de l'Intérieur Luigi Gui, compromis dans le scandale Lockheed.

Voilà qui tombe à merveille car si Francesco Cossiga, sous-secrétaire à la Défense et ministre sans portefeuille, ne s'est encore forgé qu'une image assez floue, c'est au moins celle d'une certaine rigueur et de l'honnêteté. Qualités dont il aura bien besoin : contestations étudiantes, vague de terrorisme, assassinats politiques, le nouveau ministre tient bon et résiste, même le chaos, que les élections législatives soient repoussées. Son action décisive dans les opérations de secours lors du tremblement de terre du Frioul lui vaudra d'être maintenu à son poste par le nouveau chef de gouvernement, Giulio Andreotti.

Une bombe explose dans ses bureaux en avril 1977, mais Francesco Cossiga, tête de Turc de la contestation, dont le nom figure désormais parmi les graffitis sur les murs de Rome écrit avec un « K » et « SS », ne se laisse pas intimider. Au contraire, il cherche à réformer les forces de police. Et puis, en mars 1978, irruption violente de rouge, et de rouge sang, dans cette période de conformisme gris : c'est l'affaire Moro.

Désormais aux mains des Brigades rouges, le secrétaire de la DC lui envoie sa première lettre de captivité : « Caro Francesco... ». Contraint à une intransigeance voulue par l'Etat, et sans doute aussi un certain calcul politique, Cossiga est déchiré, bientôt brisé par la mort de Moro qu'il considère comme un drame personnel. « Mes cheveux, dira-t-il plus tard, ont blanchi à cette époque ». Et le jour où un hommage national est rendu à Moro dans la basilique Saint-Jean-de-Latran, Francesco Cossiga se rend seul au petit cimetière de Torrida-Tiberia où repose son ami. Il est vrai qu'au lendemain de l'assassinat, avec beaucoup de peine, Francesco Cossiga a donné sa démission. Un geste plutôt rare dans la classe politique italienne, assez en tout cas pour que l'on s'en souvienne.

Livres policiers et banalités militaires

Et on s'en souviendra. Treize mois après sa sortie, l'ancien ministre est appelé à former un nouveau gouvernement d'« unité nationale ». Il durera un an. En septembre 1980, Francesco Cossiga « tombe » sur un vote défavorable concernant un décret contre l'inflation. En réalité, il se sentait démissionnaire depuis qu'il s'était vu accuser d'avoir favorisé la fuite du fils du vice-président de la DC, Carlo Donat Cattin, impliqué avec le groupe Prima Linea dans une affaire terroriste. Suivent trois ans de parenthèse puis, en 1985, la classe politique se cherche un médiateur. Francesco Cossiga, l'« *Eminenza* » est propulsé, pour jouer les arbitres au Quirinal.

Il sera parfait, cultivant la sobriété aussi bien que les livres policiers, les banalités militaires et

les gadgets électroniques, ses autres hobbies, jusqu'au jour où, à l'occasion - paraît-il - d'une visite en France en janvier 1990 « où il a beaucoup réfléchi aux problèmes italiens », c'est soudain la première irruption du rouge dans le gris. « Le président inexistant » - ce fut un autre de ses surnoms - entend parler à son tour.

Et parler « vrai », comme on dit aujourd'hui. Et parler fort surtout, trop fort. En quelques mois le crescendo est surprenant : il multiplie les « communications écrites du président au Parlement » ; demande des comptes à la magistrature, à la presse. Aux partis politiques un peu éberlués il explique ses grands desseins, lui que l'on avait élu précisément pour n'en avoir pas. Et son grand dessein, c'est la II^e République italienne, la transformation des institutions, la fin



de la partitocratie. Mais comment le croire, lui, le pur produit de tout ce qu'il dénonce ?

D'autant que la classe politique ne lui fait pas de cadeaux, en rechérchant à ce jeu de la vérité. Voilà dévoilée, par exemple, durant l'été, directement par le président du Conseil, l'affaire Gladio, du nom de cette structure secrète de défense contre le communisme créée au lendemain de la guerre et qui a survécu, sous une forme plus ou moins déguisée. Et du même coup on se rappelle que ce chef de l'Etat qui joue les redresseurs de torts et les amis du peuple a, dans sa période grise, connu et tremé dans bien des secrets d'Etat.

Entre popularité et populisme

Mais Francesco Cossiga fait front : non seulement, il reconnaît qu'il était au courant, mais il justifie : « Les Gladiateurs étaient des patriotes ». De ce jour, pourtant, la faille avec la DC est déjà profonde. Pensé qu'on a voulu l'acculer à démissionner, il entend user, parfois jusqu'à l'absurde, de chacune de ses prérogatives, et de toutes les occasions de se manifester. Comme s'il se libérait de tout ce qui lui pèse sur le cœur à coup d'« extermination », à soixante-quatre ans le président s'amuse : « Je retire avec plaisir, dit-il, quelques cailloux de mes chaussures... »

Coups de fil, interviews, imprécations et bientôt d'un « coup de pioche » à l'autre (l'expression est de lui) contre le système. Francesco Cossiga se hisse au bit-parade de la popularité. La foule, ravie d'être interpellée directement, applaudit et se dit, à plus de 70 %, dextère ce président qui lâche, de son accent sardo, qui les rend plus savoureuses encore, les vérités qu'elle a envie d'entendre.

Cette popularité va-t-elle de pair avec un certain populisme ? Déjà les réformateurs, mais aussi les troupes néofascistes et certains

membres des Ligues qui s'apprêtent à livrer bataille aux législatives, trouvent bien commode ce président qui fait, à lui seul, une partie du travail de sappe. Démagogie ? Même ses plus fervents supporters commencent à se lasser, non de ce qu'il dit, mais de cette façon parfois outrancière de le dire.

Irresponsabilité ? Pour une querelle avec le Quirinal sur un ordre du jour trop sensible, le conseil de la magistrature se met en grève - grande première - tandis que le PDS, l'ex-PCI dont il qualifia le secrétaire Achille Occhetto de « comète à moustaches », demande une procédure d'« impeachment ». N'évoque-t-on - même - la maladie ? Et l'on fait parler certains neurologues et psychiatres : le cas Cossiga inquiète la classe politique, navre certains intellectuels. Il y a désormais deux camps, les « pour » et les « contre ». « Dans un autre pays, on m'aurait déjà demandé de partir. Mais je ne suis pas fou, je fais le fou, ironise-t-il à l'automne dernier dans nos colonnes (Le Monde du 13 décembre 1991), c'est le seul moyen que j'ai de me faire entendre. »

Or qu'avait-il à dire ? Dans le feuilleté désormais quotidien de ses règlements de comptes avec l'histoire immédiate, le message était brouillé, la sincérité trop indémêlable de la part de jeu, couplée par les fausses sorties, les vraies colères.

Peut-être fallait-il attendre, justement, cet après-midi du 25 avril, pour voir réconciliés les deux Cossiga. Non sans avoir, une dernière fois, joué et calculé ses effets en faisant languir plus de trente minutes son public avant d'annoncer sa décision, ce président « par défaut » a montré ce qu'un vrai président, élu par le peuple, pourrait être.

Par dessus le jeu des partis et de la majorité sortante - cette « armée de Brancalonne » affaiblie, mais décidée à survivre - cette fois, le message était clair : le 5 avril, lors des élections, une chaire volonte de « changement » s'est exprimée ; or, constate-t-il, « il y a encore des résistances, de fortes tentations de conservatisme... Je me demande si, après le choc des élections, ce pays n'a pas besoin du choc des élections anticipées du président de la République pour que la classe politique soit mise devant ses responsabilités ».

N'ayant, selon la Constitution, même plus le recours de dissoudre les Chambres pour sortir du marasme en retournant aux élections, Francesco Cossiga a refusé, en somme, de cautionner la survie du vieux régime en restant pour désigner le futur chef du gouvernement. Il y eut aussi un vrai moment d'émotion, celui où cet « homme seul » chercha à se justifier avec dignité pour « toutes les occasions perdues », constatant peut-être, et ce sera son dernier paradoxe, qu'en voulant aider à reconstruire un système italien débarrassé du poids de la guerre froide, dans lequel par exemple, l'ancien ennemi communiste « réhabilité » et qui l'a toujours fasciné, aurait un rôle à jouer pour instaurer les réformes indispensables, et à sans doute échoué.

Mais, au moins, lui faut-il être compris : « Je me retire pour que vienne un président fort, capable de résoudre la crise... Il y a ceux qui approuveront mon geste et ceux qui ne le feront pas. J'espère que tous comprendront que c'est un geste honnête au service de la République. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

UN DOSSIER CHOC SUR UN SUJET EXPLOSIF

ISRAËL, DESTIN D'UN ETAT

NOTRE HISTOIRE N° 89, MAI 1992

TROIS PARCOURS D'HISTOIRE, à la recherche des racines :

- D'ABRAHAM AUX ROMAINS, par Richard LEBEAU
- UNE TERRE DÉCHIRÉE DEPUIS 20 SIÈCLES, par Slimane ZEGHIDOUR
- DES KIBBOUTZ À LA GUERRE DU GOLFE, par Pierre PINTA

DEUX INTERVIEWS, POUR JUGER LE PASSÉ ET INVENTER L'AVENIR :

- Elias SANBAR, membre du Conseil palestinien
- Elie BARNAVI, historien à l'Université de Tel-Aviv

Chez votre marchand de journaux, NOTRE HISTOIRE 28 F



Croix
Les écolos
de c
leurs programmes
économiques
l'Etat de la France
verte
Autoroutes déchets
énergie
les dossiers chauds
NOUVEAU 3617 SVE 2 - B
Sélectionnez les oncles qui

وكتان من الفضل

EUROPE

ROUMANIE : en «visite privée» après quarante cinq ans d'exil

L'ex-roi Michel a reçu à Bucarest un accueil chaleureux

Après 45 ans d'exil, l'ex-roi de Roumanie, Michel Ier de Hohenzollern, a été autorisé à effectuer une visite «stricte-ment privée» de trois jours dans son pays. Il a été chaleureusement accueilli à Bucarest, dimanche 26 avril, par des dizaines de milliers de curieux et de partisans de la monarchie. Après la chute de Ceausescu, les nouvelles autorités avaient, par deux fois, interdit de séjour le roi, qui avait été contraint à l'abdication et à l'exil en 1947 par les communistes.

BUCAREST

de notre correspondant

Combien étaient-ils, agitant le drapeau roumain aux armoiries royales, s'époumonant, à crier «Vive le Roi!»? Quelques milliers, comme le disaient les médias officiels? «C'est mille», comme l'assurait une femme dans la foule, pressée devant l'église Saint-Georges de Bucarest, où l'ex-roi assistait, dimanche, à la messe de Pâques orthodoxe. «Un million!» comme le clamait une autre, alors que, la nuit à peine tombée, les rues, déjà se vidaient? «Pas autant qu'il aurait fallu», avouait un opposant décidé et partisan, comme beaucoup d'entre eux, de la restauration de la monarchie constitutionnelle, «seule solution pour nous sortir du communisme».

Quelques dizaines de milliers peut-être, qui se tordaient le cou, grimpaient dans les arbres, sur les rembarres, pour apercevoir, ne serait-ce qu'une seconde, le visage digne et ému de l'ex-souverain. Pas autant qu'il aurait fallu pour faire trembler le nouveau régime, pour

que Michel Ier «reste dans ce pays qui est le sien», comme l'exigeait la foule, ou pour que l'ex-monarque aille remplacer le président Ion Iliescu dans le Palais de Cotroceni, ex-résidence royale et siège de la présidence d'une république approuvée à une large majorité, lors d'un référendum constitutionnel le 8 décembre 91.

Pas assez pour faire qu'à l'exception des très jeunes — qui n'ont jamais accepté les «néo-communistes» — et des très vieux — qui n'ont jamais supporté les «anciens» —, les Roumains se découvrent, lors de cette courte visite, historique mais «privée», l'humeur monarchiste.

«La monarchie sauve le pays!»

On en était à se demander pourquoi les autorités roumaines avaient, en avril 1990, interdit in extremis, une première visite du roi qui voulait accomplir, après la révolution, un premier pèlerinage pascal. Pourquoi la police, qui aujourd'hui l'escortait, le protégeait de l'enthousiasme et du désordre, l'avait «accompagné», manu militari, à l'aéroport le jour de Noël 1990, après quelques heures d'une visite jugée alors «illégitime».

Les nouvelles autorités, peu assurées de leur pouvoir, craignaient alors sans doute le «caractère politique» des pèlerinages royaux, alors qu'aujourd'hui, tout montre qu'il a été entendu par avance que son «court» séjour, comme s'acharnait à répéter l'ex-roi, serait «strictement privé sans aucun caractère politique». Michel Ier, évitant soigneusement toute déclaration politique, a parlé de sa «joie», de son «émotion». Mais bien sûr, il y eut quelques petites phrases sur la «nécessaire renaissance spirituelle», la «résurrec-

tion» du pays, et les réponses entendues de la foule: «la monarchie sauve le pays!».

L'ex-roi, qui vit en exil en Suisse, est arrivé directement de Berne par avion privé, samedi, à Suceava, tout au nord du pays, où l'attendait la dissidente Doina Cornea, pour assister à une première messe dans le monastère de Putna, sépulture d'un des héros nationaux roumains, le prince moldave Stefan cel mare. Le roi avait été invité en Roumanie par le très indépendant archevêque de Suceava. Dimanche, assailli par la foule, le roi est allé s'agenouiller, dans l'église Saint-Georges de Bucarest, sur la tombe du prince Constantin Brancovan, le héros de la Valachie. Il devait, lundi, avant de repartir, aller se recueillir à Curtea de Arges, (nord-ouest de Bucarest), sur la tombe de ses ancêtres.

Agée, «comme le roi», de soixante-dix ans, Maria Elena Cristescu avait vécu «un vrai miracle, un rêve»: le 30 décembre 1947, étudiante de vingt-cinq ans, elle était l'un des otages que les communistes menaçaient de fusiller, et qui ont attendu, raconte-t-elle, «pendant des heures, les yeux bandés, dans le froid, dans la cour de la préfecture de police», que le jeune souverain, en «grave royale», — et refusant de paraphraser les décrets du gouvernement communiste — signe son abdication et épargne ainsi la vie des otages.

Aujourd'hui, elle espère qu'après les prochaines élections, la nouvelle assemblée autorisera un référendum sur la nature du régime, monarchie ou république. Comme, sûrement, le «citoyen» Michel de Hohenzollern, qui, la voix cassée, a remercié la foule en disant: «Ce n'est pas un adieu, c'est un «au revoir», à bientôt».

JEAN-BAPTISTE NAUDEY

BULGARIE

En attendant Siméon II...

BUCAREST

de notre correspondant

A Sofia aussi, l'ombre de l'ex-roi rôde toujours. Malgré l'adoption d'une nouvelle Constitution républicaine et l'élection du philosophe-dissident Jélio Jeleu à la présidence en janvier, l'idée d'une restauration de la monarchie est loin d'être enterrée en Bulgarie.

Siméon II, qui vit en exil à Madrid après avoir dû quitter la Bulgarie en 1946 à l'âge de neuf ans, au lendemain d'un référendum sur la République, n'est pas revenu dans le pays mais revendique toujours le trône. En juin 1990, le Parlement avait annulé in extremis un référendum sur la forme du régime — monarchie ou république — parce qu'une partie de l'opposition, monarchiste et aujourd'hui au pouvoir, avait estimé «prématurée» cette consultation.

Même si, selon les sondages, moins de 20 % des Bulgares se déclarent aujourd'hui en faveur d'un retour du roi, l'idée d'un référendum gagne du terrain dans la classe politique. Le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) de la forte minorité turque (près d'un million de personnes) s'est récemment prononcé en faveur d'une «monarchie constitutionnelle qui mettrait fin à la lutte pour la suprématie entre les trois centres du pouvoir — Parlement, président et gouvernement».

Le leader charismatique du MDL, Ahmed Dogan, s'est rendu en mars à Madrid pour rencontrer l'ancien souverain, suivant le président du Parlement Stefan Savov, ainsi que le leader du puissant syndicat anticommuniste Podkrepa, M. Constantin Tretchev. L'actuel premier ministre, M. Filip Dimitrov, a, lui, rencontré le fils aîné du roi lors d'un séjour aux Etats-Unis au début de l'année.

Le Parti socialiste (ex-communiste et seconde force politique du pays) s'est aussi prononcé pour un référendum «qui mette fin aux spéculations sur la monarchie». Le roi, âgé de cinquante-quatre ans, qui estime «illégitime» le référendum sur la République de 1946, avait appelé les Bulgares à voter «pour la démocratie», c'est-à-dire contre les ex-communistes, lors des élections d'octobre dernier.

Si Siméon de Cobourg-Gotha n'est pas revenu en Bulgarie depuis la chute du régime communiste, bien qu'il ait obtenu un passeport bulgare, sa sœur, la princesse Marie-Louise, s'était rendue à Sofia en mai 1991 et avait réuni des dizaines de milliers de personnes qui l'avaient accueillie dans la capitale bulgare en scandant: «Siméon Ier, nous voulons notre roi!».

J.-B. N.

PROCHE-ORIENT

Une cinquième session à Washington

Scepticisme général à la reprise des négociations israélo-arabes

NICOSIE

de notre correspondante au Proche-Orient

Un scepticisme général prévalait à la reprise des négociations bilatérales, lundi 27 avril à Washington, entre les délégations israélienne, jordanienne, palestinienne, libanaise et syrienne. A deux mois des élections législatives en Israël, nul ne s'attendait à des résultats tangibles, et le seul intérêt de la cinquième session de ces pourparlers était sans doute le maintien de la dynamique du processus de paix. Pour éviter une nouvelle bataille de procédure sur le lieu de la prochaine session, les Etats-Unis ont déjà annoncé le choix de Rome, à une date qui reste à déterminer. Les Israéliens souhaitaient que le rendez-vous soit fixé avant leurs élections du 23 juin.

Résumant le sentiment des délégations arabes après une réunion de coordination, dimanche soir, le chef de la délégation syrienne, M. Mouafak Alal, a affirmé: «Si nous comptons sur la volonté et les intentions israéliennes, nous ne serons pas venus. Mais nous avons toujours la conviction que la communauté internationale et les co-parrains (du processus), spécialement les Etats-Unis, veulent résoudre le conflit israélo-arabe. Nous comptons sur leur détermination pour convaincre Israël de ne plus faire obstacle à la paix».

Les récentes déclarations du premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, affirmant que «jamais Israël ne restituerait les territoires

occupés» et que «la colonisation des territoires (occupés) se poursuivrait», ne sont pas faites pour arranger les choses. Le problème de l'arrêt de la colonisation sera prioritairement évoqué par la délégation palestinienne. Depuis le 1^{er} janvier, plus de 1 300 nouveaux logements ont été mis en chantier dans les territoires occupés.

Les Etats-Unis souhaitent voir Israël et Palestiniens accepter des compromis sur les projets incompatibles qu'ils ont échangés pour l'administration des territoires occupés durant la période intermédiaire de trois ans devant, en principe, s'ouvrir en novembre prochain. Selon certaines sources émanant de Jérusalem, Israël pourrait cette fois proposer l'organisation d'élections municipales en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, ce qui a déjà été rejeté par les Palestiniens, considérant qu'un tel scrutin n'entre pas dans le cadre du processus de paix.

Israéliens et Syriens devraient poursuivre le dialogue de sourds qu'ils ont engagé à Madrid en novembre: Damas exige avant toute discussion un engagement israélien sur la restitution du Golan — annexé en 1981 par l'Etat hébreu. Or Jérusalem veut d'abord une promesse syrienne sur un traité de paix, Israël exige, enfin, des accords de sécurité avec Beyrouth avant toute application de la résolution 423 du Conseil de sécurité de l'ONU (1978) qui lui enjoint d'évacuer inconditionnellement ses troupes du Liban.

FRANÇOISE CHIPAUX

A TRAVERS LE MONDE

AFRIQUE DU SUD

Démission du ministre des finances

Le ministre des finances, M. Barnard Piessens, a annoncé, samedi 26 avril, sa démission du gouvernement. Sa décision de se retirer de la vie politique fin mai. Le ministre, âgé de cinquante-deux ans, a déclaré que sa décision soit due à des raisons de santé mais a affirmé qu'il se sentait fatigué. Il avait été hospitalisé il y a une dizaine de jours.

Après avoir connu une ascension rapide dans la hiérarchie du Parti national (NP, au pouvoir), M. du Piessens était devenu, en 1983, le plus jeune membre du gouvernement. Nommé ministre des finances en 1984 et en 1989, il a été le rival malheureux de M. Frederik De Klerk à la direction du NP.

D'autre part, le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, a accusé le président De Klerk d'être directement impliqué dans les violences qui affectent les cités noires. Dans un entretien publié dimanche par le Sunday Star, M. Mandela affirme que M. De Klerk a «permis à certaines personnes, à certaines organisations, de porter des armes et de tuer des innocents». Quatre Noirs ont été tués dans des cités noires dimanche, ce qui porte à dix-sept le nombre de victimes durant le week-end. — (AFP, Reuters.)

ALGÉRIE

Sept formations politiques «désavouent» le nouveau pouvoir

Dans un communiqué publié samedi 26 avril, les dirigeants de sept formations politiques déclarent «désavouer» le Haut Comité d'Etat (HCE), la présidence collégiale, et lui demandent de «reconsidérer radicalement sa position pour enclencher une logique de réconciliation nationale». Ils accusent le HCE de «ne compter que sur l'argument de la force» et d'avoir «réduit à néant le capital de confiance que la majorité des Algériens étaient disposés à lui accorder».

Il s'agit de la critique la plus vigoureuse contre le nouveau pouvoir depuis son installation. Il y a trois mois, le texte a été notamment signé par l'ancien président Ahmed Ben Bella et M. Kasdi Merbah, ancien premier ministre. D'autre part, le Conseil consultatif national, qui est censé remplacer le Parlement, a élu dimanche à sa tête M. Redha Malek, ancien ministre. — (AFP, Reuters.)

HONGKONG

Des passeports britanniques aux mains de la mafia

Selon la police britannique, citée par The Independent on Sunday du 26 avril, la mafia de Hongkong s'est lancée dans le trafic de passeports. Plusieurs centaines de passeports ont en effet tombés entre les mains des troupes de la colonie britannique. Ces documents, vendus 3 000 livres, sont principalement destinés aux membres des sociétés secrètes qui cherchent à quitter Hongkong avant 1997, date de son retour dans le giron de la Chine populaire.

L'affaire a éclaté à la suite de l'arrestation à l'aéroport de Londres d'un Chinois en provenance de Hongkong détenant un passeport britannique mais incapable de s'exprimer en anglais. Après un examen minutieux de ses papiers, il s'est avéré que ces derniers appartenaient à un lot de passeports vierges dérobés dans les poubelles de l'imprimerie nationale. La police craint que les documents volés, dont on ne connaît pas exactement le nombre, ne permettant à la pègre hongkongaise de s'installer en Australie, au Canada ou aux Etats-Unis, où les contrôles sont moins serrés.

YÉMEN

Un ministre socialiste blessé dans un attentat

Le ministre yéménite de la justice, M. Abdel Wassa Salam, a été blessé aux jambes, dimanche 26 avril, par des inconnus qui ont tiré sur sa voiture en plein centre de Sanaa. Selon des témoins, ils ont obligé le ministre, son chauffeur et son garde du corps, à descendre du véhicule et les ont pris sous le feu de leurs armes avant de prendre la fuite. Seul le chauffeur n'a pas été touché. M. Salam est membre du Parti socialiste du Yémen (PSY), qui partage le pouvoir à Sanaa avec le Congrès général populaire du président Ali Abdullah Saleh.

Une vague de violence, visant en particulier les dirigeants du PSY, persiste depuis plusieurs mois, alors que doivent avoir lieu en novembre les premières élections législatives depuis l'unification du Yémen en mai 1990. Au début du mois d'avril, deux membres du PSY, MM. Mousleh Saleh El Chahwani et Mohamed Louf Massoud, avaient été assassinés. En février, un autre cadre de ce parti avait été tué. — (AFP.)

La création d'une nouvelle fédération yougoslave

Négociations sur le statut de l'armée en Bosnie-Herzégovine

Les combats se sont poursuivis dimanche 26 avril dans plusieurs villes de Bosnie-Herzégovine, laissant planer l'incertitude sur la reprise des négociations intercommunautaires concernant l'avenir de cette République, lundi 27 avril, à Lisbonne.

Des heurts ont notamment eu lieu à Mostar, principale ville d'Herzégovine de l'Ouest, entre l'armée ex-yougoslave et les forces croates et musulmanes, ainsi qu'à Derventa (Nord). A Sarajevo, où la vie est presque normale pendant la journée, deux personnes ont été tuées et sept autres blessées au cours du week-end.

Par ailleurs, des négociations se sont ouvertes dimanche à Skopje, en Macédoine, sur le statut de l'armée ex-fédérale en Bosnie-Herzégovine, à la veille de la proclamation à Belgrade d'un nouvel Etat fédéral de Yougoslavie réduit à la Serbie et au Monténégro, dont le régime de M. Slobodan Milosevic veut faire le seul héritier de l'ancienne fédération créée par Tito au lendemain de la seconde guerre mondiale. — (AFP, Reuters.)

○ AZERBAÏDJAN : session extraordinaire du Parlement. — Une session extraordinaire du Parlement s'est ouverte lundi 27 avril à Bakou, au lendemain d'une manifestation en faveur du ministre de l'Intérieur, proche de l'opposition et destitué samedi par un décret présidentiel. Les combats du Haut-Karabakh ont fait plus de dix morts durant le week-end, alors que Bakou accusait les forces arméniennes d'avoir usé de bombes chimiques contre la localité de Choucha, accusation démentie côté arménien. — (Eus, AFP.)

○ RUSSIE : le grand-duc Vladimir va être enterré à Saint-Petersbourg. — Le patriarche Alexis II célébrera, en milieu de semaine, dans la cathédrale Saint-Isaac, les obsèques du grand-duc Vladimir Kirillovitch Romanov, selon un communiqué de la Maison impériale de Russie diffusé dimanche 26 avril à Paris. Le corps de l'héritier des tsars de Russie, décédé le 21 avril à Miami, repose actuellement à Sainte-Geneviève-des-Bois, au sud de Paris, et sera transféré mardi à Saint-Petersbourg. Les autorités de cette ville ont cependant estimé que l'inhumation ne pouvait se faire dans la crypte de la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul, où reposent les empereurs défunts. — (AP, Reuters.)

○ TADJIKISTAN : nouvelles manifestations. — Des manifestations ont repris à Douchanbé, capitale du

Tadjikistan, après la nomination, vendredi 24 avril, de l'ex-président du Parlement Kerdjiev à la tête du Comité pour la sécurité. La démission du communiste Kerdjiev de la présidence du Parlement avait été provoquée mercredi par un mois de meetings de l'opposition démocrate et islamiste. Une contre-manifestation dimanche des partisans du pouvoir a fait craindre des affrontements dans la capitale tadjike. — (Reuters, AFP.)

○ Du pétrole irakien pour l'Ukraine. — Le président de l'Ukraine, M. Leonid Kravtchouk, a achevé, dimanche 26 avril, une visite officielle de deux jours à Téhéran, où il a conclu un ensemble d'accords, dont la livraison de cinq millions de tonnes de pétrole iranien à l'Ukraine en 1992, selon Radio-Téhéran. La prochaine création d'une société irano-ukraino-azerbaïdjanaise pour construire un gazoduc devant acheminer 75 milliards de mètres cubes de gaz iranien vers l'Ukraine et l'Europe a aussi été annoncée. — (Reuters.)

DEMAN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES

Croissance, travail, impôts

Les écolos sont-ils capables de gouverner?

- Leurs programmes économiques
- L'Etat de la France verte
- Autoroutes, déchets, énergie : les dossiers chauds

SCIENCE & VIE
ECONOMIE

NOUVEAU : 3617 SVE 2 - Base de données de La France en Chiffres sur Minitel. Sélectionnez les articles qui vous intéressent à partir de vos propres mots-clés

PROCHE-ORIENT

L'Intifada, des pierres à la poudre

Suite de la première page

Des affiches colorées chantant leurs louanges seront collées aux murs, et tous les voisins, même les ennemis, les propriétaires et les bourgeois, viendront présenter leurs respects attristés aux familles endeuillées.

A Jérusalem, la radio israélienne, comme à l'accoutumée, annoncera la nouvelle sur ce ton laconique et fatigué des informations répétitives : « Trois terroristes armés ont été tués ce matin en Judée-Samarie par Tsahal (l'armée). Ils avaient assassiné d'autres Palestiniens soupçonnés de coopérer avec les autorités. Ils étaient membres de l'organisation terroriste des Panthères noires. Et maintenant la météo... »

Oui, avec leurs gros pistolets noirs à la ceinture et leurs pantalons « ninjas » serrés aux chevilles, avec leurs bonnes dîtes de filiales mal dégrossies, élevés au lait de brebis et moulés à l'arak, Jallal, Iyad et Yasser sont probablement des tueurs. A la fois symboles et symptômes d'une mutation que résume parfaitement ce slogan, aperçu sur un mur de Naplouse : « Intifada : moins de pierres et plus de balles ». A Djenine, sanctuaire de la lutte armée et noyau dur du soulèvement, on a reçu le message cinq sur cinq : la dernière manifestation véritablement populaire remonte à plus de six mois.

Mis à part le bouillonnant chahron de Gaza, constamment sous pression et où l'on est toujours prompt, après quatre années de révolte, à s'enflammer, à descendre dans la rue pour crier sa rage et sa haine des héros vêtus israéliens, l'intifada-de-papa, avec ses défilés ténégiques, ses « manifs » à calicots et ses téméraires petits frondeurs qui s'égayent comme des moineaux sous les balles en caoutchouc des soldats, est en voie de disparition. Bien sûr, la roquette blanche de la « Terre sainte » ne s'arrêtera jamais de voler au-dessus des têtes, car le geste est trop ancien. Pour les Arabes comme pour les Juifs.

Mais après cinquante-deux mois d'existence, quelques belles victoires, d'innombrables défaites et près de mille quatre cents morts – les deux tiers sous les balles, « caoutchoutées » ou non, des forces israéliennes (1) –, le soulèvement populaire abandonne progressivement l'âge des pierres pour entrer dans l'ère de la poudre. Guérilla urbaine, guérilla rurale, guérilla masquée. Ce n'est peut-être qu'une phase, mais les statistiques de l'armée ne laissent place à aucun doute sur la mutation en cours : en 1991, les lancements aidant, les manifestations populaires ont diminué d'au moins 50 %. Dans le même temps, les jets de grenades ont décuplé et le nombre d'incidents armés a plus que doublé.

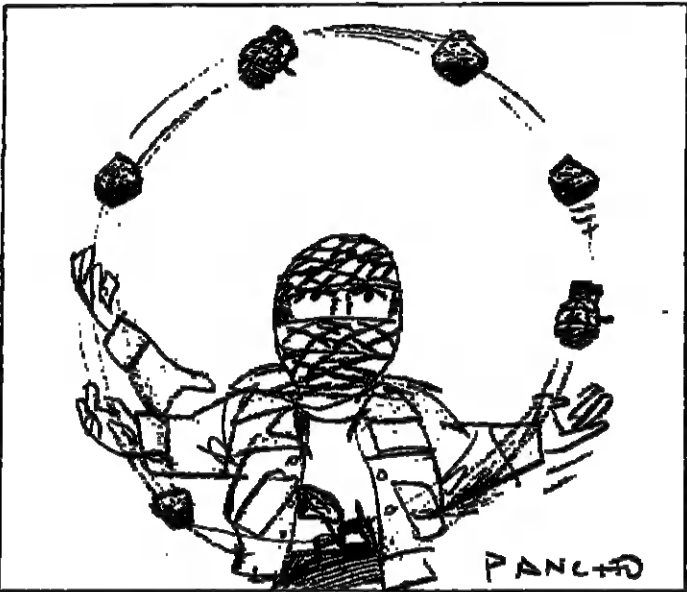
« Les héros sont des gamins »

L'escalade, en dépit – ou à cause – du processus de paix entamé à la fin de 1991 entre Israël et les Arabes à Madrid, est réelle et elle ne cesse de s'aggraver. « Hé, hé ! ricane Hassan, le grand et gros Falstaff qui nous a pilotés jusqu'à cette vallée perdue, si les Juifs le prennent, le frère Jallal, il ira en tôle pour au moins trois siècles ! » Brave ? Tout à l'heure, quand Iyad-le-patron lèvera son icône crasseuse sur un torse tordu à trois endroits, il y aura comme un murmure d'admiration dans la petite assemblée formée sous l'olivier. Iyad a été blessé il y a huit mois dans une embuscade tendue par l'armée israélienne.

Évadé de l'hôpital grâce à ses complices, opération risquée mais étonnamment fréquente dans les territoires, il vit maintenant, avec sa petite bande, comme un troglodyte, dans les cavernes de Djenine et des environs. Rien à perdre, prêt à tout. « Nous avons affaire, maintenant, à de véritables cellules terro-

ristes structurées, affirme le lieutenant-colonel Moshe Fogel, porte-parole de l'armée. Ce sont de vrais malades qui défouillent pour un oui pour un non et qui tuent, surtout les leurs, d'ailleurs. »

« Panthères noires », « Aigles rouges », « Vautours bleus », « Tigres noirs » ou « Étoiles rouges », ces bandes de jeunes se sont effectivement multipliées. Et elles ont peu à peu vu avec les clubs de joueurs de football, supporters de foot, que leurs noms de guerre pourraient évoquer. Leur activité principale, bien que non exhaustive, consiste à traquer et à exécuter les collaborateurs présumés. Quelquefois dans des conditions horriblement barbares, avec torture à la cigarette, au couteau ou à la hache. Depuis le début de l'intifada, selon les



agences de presse indépendantes, plus de quatre cent vingt Palestiniens, suspectés – quelquefois à juste titre – de coopération active avec les autorités d'occupation, ont payé de leur vie leur trahison présumée. Un nombre au moins trois fois plus élevé que celui subi de sévères corrections, bastonnades et lacerations à l'arme blanche, dites d'avertissement.

Pourtant, dans le climat de peur, de suspicion et de violence qui étouffe les territoires occupés depuis si longtemps, les activités des milices armées n'inspirent pas seulement la crainte. Elles suscitent aussi, et c'est plus grave, l'admiration d'une bonne partie de la jeunesse. Culte de force et des armes. « Aujourd'hui, tous les mêmes palestiniens veulent devenir des Panthères noires », confirme ce fonctionnaire international qui vit parmi eux.

« Les héros sont des gamins »

« Le processus de ce document est un officier palestinien de sécurité. Sa mission consiste à rechercher et interroger les espions, à s'opposer à toute activité ou attitude contraire au bien national palestinien. Le public est invité à faciliter sa tâche et à ne pas y faire obstacle. Révolution jusqu'à la victoire ! Signé d'un certain Abul Awad et d'un Mahmoud Zarkhi, officiers en charge », c'est le texte qui figure au verso de la carte d'identité plastifiée portée par le jeune « capitaine » Jallal. Capitaine à dix-huit ans, c'est ce qui s'appelle la promotion par le vide. Outre le nom, le grade et la zone d'activité de son

heureux bénéficiaire, le document, genre très officiel, porte au recto un impressionnant en-tête aux couleurs de « l'État de Palestine » et du « Mouvement de libération nationale-Fath ».

« Deux cents ou trois cents »

« Ouais. Nous sommes comme qui dirait la branche armée du Fath d'Abou Ammar », annonce fièrement Iyad. Abou Ammar, alias Yasser Arafat, chef du Fath et président de l'O.L.P., avait pourtant fait savoir, il y a au moins deux ans, qu'aucune exécution ne devait avoir lieu dans les territoires sans un feu vert écrit de lui-même ou d'un de ses lieutenants. Quelqu'un comme M. Hassan Achmou, par exemple, n'hésite jamais à condamner avec vigueur ces tueries. Se pourrait-il que les « Panthères » n'obéissent plus aux ordres du « vieux » ?

Fondée en 1988 dans la casbah de Naplouse par un certain Nasser El-Bor, l'organisation, qui se vou-

urbaine, semble effectivement avoir échappé à ses initiateurs. « Dites à nos dirigeants qu'on aimerait bien un peu plus d'attention de leur part », se lamentent Iyad. Nous n'avons rien. Les comités populaires ne nous aident plus. Nous sommes même obligés de payer nos munitions. Franchement, on se demande ce qu'ils font de l'argent, nos grands bureaucrates de dirigeants ! » Dans la chaleur moite d'un bel après-midi d'avril au cœur de la Cisjordanie, un lourd silence est brusquement tombé sur le petit groupe.

Maudis interprète qui a traduit trop vite la colère d'Iyad... Ce dernier s'est rendu compte qu'il avait trop parlé, qu'il avait vendu la mèche. Dans toutes les luttes nationalistes, un « soldat » qui doute de ses chefs n'est-il pas déjà un traître en puissance ? Les « Panthères » sont peut-être « deux cents ou trois cents », comme il dit, ou simplement « une centaine », comme l'affirment les spécialistes israéliens. Mais ils sont seuls, apparemment coupés des structures et des dirigeants du combat nationaliste. Les autres camarades le savent. Les unités spéciales israéliennes aussi. On se sépare dans un climat un peu tendu. La chaise est ouverte.

« Markaba ! », bonjour ! Qui sait si ce vieux fellah qui passe sur le chemin, à califourchon sur un mulet gris et qui nous salue bien bas, avec ce respect qu'on accorde aux hommes en armes, qui sait si ce bonhomme au visage à moitié dissimulé par un keffiyeh blanc ne va pas soudainement sauter de sa monture, sortir un pistolet-mitrailleur de sa longue djellaba et tirer posément ?

PATRICE CLAUDE

(1) Dans le même temps, une vingtaine de civils israéliens ont été tués par des Palestiniens, ainsi que douze soldats.

Prochain article :

« Cerise », « Samson »...

ASIE

AFGHANISTAN : la création d'un « comité de sécurité »

Le commandant Massoud a été nommé chef militaire suprême

Alors que le président du nouveau Conseil islamique de gouvernement, M. Sibgarullah Modjadedi, a quitté, lundi matin 27 avril, Peshawar, au Pakistan, pour gagner par la route l'Afghanistan, les combats font toujours rage à Kaboul, nous indique par téléphone notre envoyé spécial Bruno Philip. Plusieurs édifices sont en flammes, après avoir été touchés par les obus tirés des collines surplombant la capitale par les hommes du chef fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar.

Le vieux fort de Bala-Hissar, défendu par les miliciens du commandant ouzbek Rachid Dostom,

est le théâtre de la bataille la plus acharnée. Les troupes du commandant Massoud semblent cependant avoir la maîtrise de la situation après des combats qui ont fait un nombre encore indéterminé de victimes. Le chef tadjik a été placé, samedi 25 avril, à la tête d'un « comité de sécurité » chargé de rétablir l'ordre dans Kaboul.

Cette instance comprend six grands commandants représentant les principales factions sunnites, modérées et fondamentalistes, coalisées contre le Hezb-islamiste de M. Hekmatyar, devenu l'ennemi de tous. Outre Ahmed Chah Massoud, ce comité comprend notamment

MM. Abdul Haq (Hezb dissident), Maulvi Sidiqullah (Mouvement révolutionnaire islamique, de M. Mohameddidi) et Sher Alam (Ittehad).

La création de ce comité a été formellement décidée lors d'une réunion présidée par M. Modjadedi. Cependant, les médias d'État de Kaboul présentent désormais le commandant Massoud comme « ministre de la défense ». Le général Nabi Azimi, jusque-là commandant de la garnison de Kaboul, a lu un message à la télévision demandant à toutes les forces armées d'Afghanistan d'obéir au nouveau ministre.

ant traditionnels, une baïonnette au bout de leur AK-47 ou un lance-roquettes à l'épaule, les barbus islamistes sont partout, multipliant les barrières.

Parfois, le poste de contrôle des hommes de Massoud ou de Dostom précède un barrage du Hezb. Ici, la rue est « tenue » par des chiites. Leurs chefs renâclent à accepter les termes de la coalition dirigée par le commandant Massoud, mais les combattants ont fait allégeance au « front anti-Hekmatyar ». « Nous voulons la paix, tout ira bien », déclare un commandant qui garde le Q.G. de la police secrète de l'armée communiste. « Ce n'est rien », affirme de son côté un petit commandant aux yeux bridés en désignant les collines d'où fusent des rafales. Ce sont des moudjahidins qui tiennent l'air pour fêter la victoire.

A l'arme lourde

A un pâté de maisons de là, diplomates et personnel de l'ambassade de France s'efforcent au calme alors que, depuis des heures, juste derrière le mur de clôture, partisans du Jamiat et du Hezb se livrent une guerre à l'arme lourde. Le bruit est assez effrayant. Impassible, le chargé d'affaires sert le thé à des journalistes.

Vers midi, les combats diminuent d'intensité. Les hommes du commandant Massoud affirment avoir « nettoyé le terrain ». Un de ses moudjahidins assure qu'il est « en charge de la technique » à la radio-télévision. Les autres mitrailleurs de Rachid Dostom protègent la station. A l'intérieur, anciens présentateurs et nouveaux maîtres nous assurent de leur « étroite collaboration ».

Autour de Bala-Issar, pourtant, on se bat toujours dans l'après-midi de ce dimanche. Les combats du « Conseil islamique du djihad » ont gagné du terrain sur le Hezb. Au-delà du barrage, des miliciens de Rachid Dostom, des soldats de quatorze ans assez nerveux, un no man's land ouvre sur la grande mosquée. En face, le fort dressé ses antiques murailles sur le fond des montagnes enneigées qui ceinturent la capitale. Des obus s'abattent de temps à autre. Le long des maisons de torchis de ces pauvres quartiers, des civils courent dans la boue, se couvrant quand fusent les rafales.

Au milieu d'une arène désertée, une Toyota emplit d'hommes en armes s'arrête. Un moudjahidin s'avance, kalachnikov en main. « Nous sommes du Hezb », nous explique-t-il. Il propose de « boire le thé ». Nous sommes désormais en « pays Hekmatyar ». « Il n'y a rien à craindre », dit le commandant Said Amin, un barbu ocreux qui ceinture la capitale. S'exprimant en ourdou, la langue du Pakistan, où il a passé plusieurs années, il affirme être capable de « réduire à néant » les troupes de Dostom retranchées dans le fort. « Nous sommes plus de 200 000, nous vaincrons, assure-t-il. Ce n'est qu'une question d'heures. » Formulation typique des hommes de M. Hekmatyar, habiles à lancer le faux pour faire naître la peur.

BRUNO PHILIP

La bataille de Kaboul

Suite de la première page

Exception notable : M. Hekmatyar a enregistré le ralliement d'éléments pashtouns de la gendarmerie de l'ancien régime (sarandols), au nom de la solidarité ethnique.

Tout a commencé samedi matin 25 avril. Peu après l'aube, une vingtaine de partisans du Hezb prenant position devant l'une des entrées du palais présidentiel, au centre de Kaboul. Des combattants d'autres groupes s'installent aux autres portes. La face-à-face tendu durera douze heures, jusqu'au crépuscule, où les hezbis céderont à la pression de leurs adversaires.

Peu à peu, les moudjahidins, qui avaient déjà leurs habitudes et parfois leurs quartiers en ville, investissent tout le centre. Les casernes et les postes de police sont déjà « tenus » aux anciens rebelles, le plus souvent après une discussion autour de verres de thé. Entassés dans des camions russes, les moudjahidins sursourds hurlent que « Dieu est grand! ».

Chaque carrefour aux mains d'un groupe

On édifie des barrières, on établit des positions, on bloque des quartiers. Les habitants de Kaboul, à vrai dire, participent peu. Applaudissements d'un vieil homme en turban au passage d'un convoi, mais brassées de fleurs rouges jetées sur les chars rebelles, quelques enfants agitant des drapeaux verts de l'Islam au cri de « Vive Massoud ! Mort à Najib ! ». A la nuit tombée, les quartiers offrent à la population un feu d'artifice grandiose : pendant des heures, on assiste à un ruissellement de balles traçantes dans le ciel sans étoiles de ce printemps pluvieux.

L'entrée dans la capitale de cette masse incontrôlable, c'était ce que le commandant Massoud voulait éviter. Le nouveau ministre de la défense d'un gouvernement de coalition encore inexistant avait préféré cerner la ville pendant qu'il négociait avec le gouvernement fantôme qui « tenait » encore Kaboul. Les menaces de M. Hekmatyar, qui assurait vouloir donner l'assaut si le gouvernement néo-communiste ne se rendait pas, ont précipité les choses.

Le chef tadjik a compris que, s'il n'agissait pas, il serait pris de vitesse par son adversaire pashtoun. Il a alors donné l'ordre aux pilotes de l'ancienne armée régulière de transporter, en deux vagues d'une douzaine d'hélicoptères, plusieurs centaines de ses guerriers de son quartier général de Charikar jusqu'à l'aéroport de Kaboul. Des miliciens ouzbeks se sont joints aux soldats de l'émir du Nord. La bataille de Kaboul pouvait commencer.

Les visées de M. Hekmatyar sont transparentes. Le chef du Hezb se sait beaucoup plus faible que la

coalition de Massoud. Mais, en créant le chaos, il espère rallier tous les Pashtouns inquiétés de voir Tadjiks, Ouzbeks et autres minorités, sans oublier les chiites, prendre leur revanche sur deux siècles et demi d'histoire. La question désormais posée ici par presque tous est : comment en finir avec « Gulbuddin » ? Plusieurs Mig-21 et Sukhoï ont décollé de Kaboul, durant ces deux journées « chaudes », pour bombarder les positions du Hezb sur la route du Logar, province au sud de la capitale qui est le bastion de ce parti.

Dimanche matin, les combats ont éclaté presque simultanément autour de différents points stratégiques tenus depuis la veille par les hommes du Hezb qui étaient revenus au palais présidentiel. Il y eut donc des heures de violents échanges au lance-roquettes autour de cet ensemble de bâtiments qui est le siège et le symbole du pouvoir central afghan.

Le vieux fort de Bala-Hissar a été un autre point chaud. De cette garnison transformée en camp retranché, les miliciens de Rachid Dostom ont repoussé les attaques des hezbis. Les tankistes des deux groupes se sont affrontés pendant des heures. Du haut des collines de Bibi-Mahar et de Tape-i-Nachajan, où les partisans de M. Hekmatyar avaient disposé des missiles sol-air, un déluge d'obus a été déversé sur les positions « massoudistes » et les quartiers résidentiels. Des roquettes se sont aussi écrasées devant les bâtiments de l'université, sans qu'on sache trop qui tirait.

Vers 10 heures du matin, dimanche, une virée sur les toits de la Banque nationale afghane, en face du vieux Hôtel Kaboul, permettait de se faire une idée des combats. A quelques dizaines de mètres, un bâtiment du palais présidentiel brûle. Des impacts d'obus soulèvent des geyzers de poussière du côté de Bala-Hissar. On tire également sur la tour de la télévision, juste derrière. « Ce ne sont que des tirs sporadiques », observe loquacement Hodja Rahim, officier du Jamiat-islamiste, qui se tient avec Massoud, qui en a vu d'autres.

La circulation a cessé. Les commerçants ont fermé boutique. Les Kabouli se terrent chez eux. Une partie de la capitale est livrée à une soldatesque de partisans sans uniforme. Seuls les tenues camouflées des unités d'élite d'Achmed Chah Massoud et les traits mongoloïdes des Ouzbeks de Rachid Dostom permettent de repérer les fronts mouvants de cette guérilla.

Pour le reste, c'est la confusion. Chaque carrefour est occupé par un groupe différent, chaque quartier est aux mains de factions hier rivales et aujourd'hui alliées, ou vice versa. Entourbées, coiffées du bonnet de laine roulé, portant la grande chemise et le pantalon bouf-

une offre exclusive
NEUBAUER



* Offre valable pour toute commande au 01 42 95 54 34 du 31 déc. 1991 pour une durée de 3 ans ou 50 000 km, à l'exception du carburant et des consommables, selon contrat S.E.P.S., non cumulable avec d'autres offres promotionnelles NEUBAUER.

• 4, rue du Château 75009 PARIS ☎ 42.95.54.34 • 23, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42.93.58.52
• 8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎ 42.91.55.58 • 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.33.60.60

Du jamais vu dans l'automobile !

Commandez votre PEUGEOT avant le 30 avril 1992

TOUT VOTRE ENTRETIEN (révisions, vidanges, huiles, pièces et main d'œuvre) est GRATUIT pendant 3 ans !*

NEUBAUER

(Publicité)

Pour accompagner vos C.V.
Pour renouveler vos papiers d'identité
Pour offrir à vos amis...

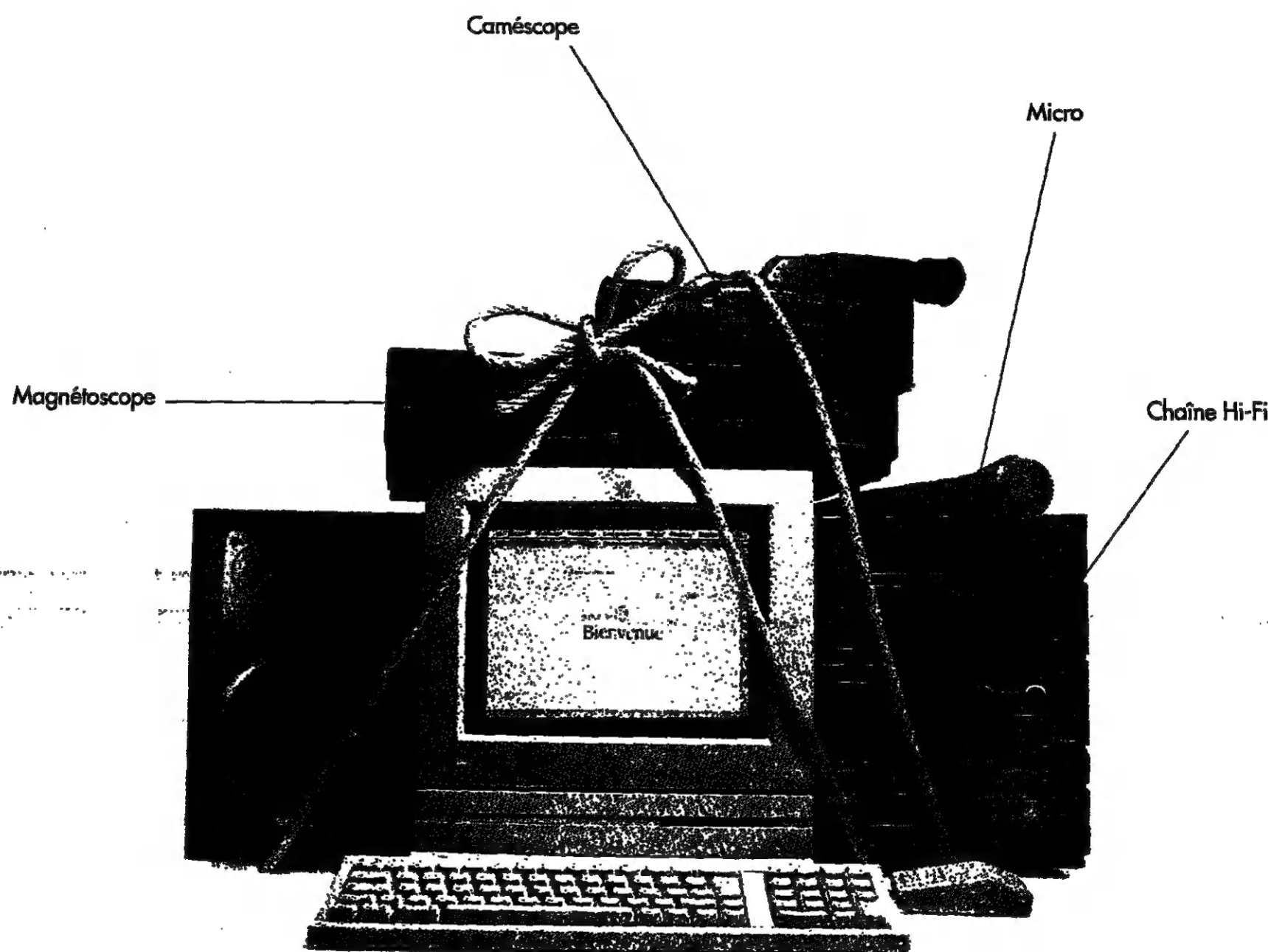
UNE RÉVOLUTION
DANS LE MONDE DE LA PHOTO
PHOTO SERVICE EVASION
28, rue des États-Généraux, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante photographique. Technologie à la pointe du progrès : vous posez... vous choisissez votre meilleure expression sur un écran vidéo et, 1 minute plus tard, le photographe vous remet 1 cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et blanc.

Des photos instantanées d'une qualité parfaite pour seulement 32 F.

كتاب الفصحى

Afin de vous faire comprendre ce qu'apporte QuickTime à votre Macintosh, nous avons utilisé pour une fois une ficelle publicitaire.



QuickTime n'est pas le nom de code d'une hache qui concasserait méthodiquement la Hi-fi et la vidéo pour les faire rentrer dans Macintosh. QuickTime est simplement une extension système sur une disquette toute bête, très facile à installer. Vous poussez la porte de votre revendeur Apple, vous lui donnez une disquette, il vous recopie QuickTime, vous ne payez rien, vous retournez chez vous, vous rentrez la disquette dans votre Macintosh, vous glissez l'icône QuickTime dans le dossier système, vous redémarrez, et voilà votre Macintosh est devenu une plateforme multimédia.

Avec QuickTime, il est donc aussi facile de copier et de coller du son et de l'image animée que du texte ou de l'image fixe. Cela fonctionne sur tous les Macintosh, anciens ou nouveaux, équipés des processeurs 68020, 68030, 68040 et du système 6.0.7 ou 7. En rajoutant une carte d'acquisition vidéo, vous pourrez enregistrer sur votre Macintosh tous les films que vous désirez, qu'ils viennent de votre caméscope ou de votre magnétoscope. Avec un logiciel de montage vidéo, vous couperez et monterez vos séquences préférées pour les insérer dans n'importe quel document, présentation à des clients,

note ou mémo à des collaborateurs, etc. Tout devient beaucoup plus animé.

Mélanger texte, graphique, images animées et sons devient aussi facile que mélanger de la sauce tomate avec des spaghettis par exemple. Bref vous ne le savez pas encore, mais vous venez de rentrer dans le monde des réalités virtuelles, aussi simplement que si vous rentriez dans Macintosh. Pour connaître le nom du revendeur agréé Apple le plus proche de chez vous, tapez 3614 code Apple.

QuickTime.



La technologie multimédia sur Macintosh.



Apple

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les Douze à Séville

La Communauté et ses Etats membres s'alignent autour de la plus large avenue de l'Expo pour montrer que cette année verra aussi le grand marché unique

SÉVILLE

de notre envoyé spécial

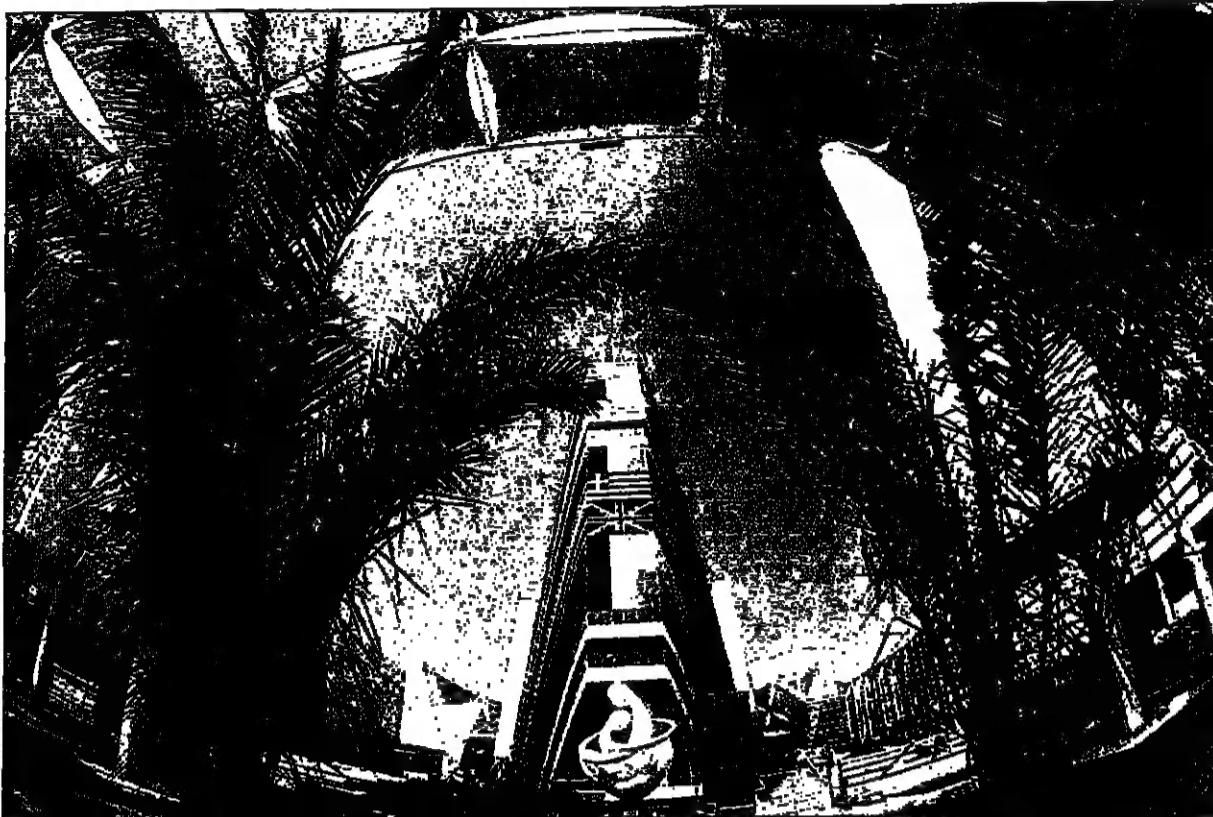
D E quelque côté qu'on l'aborde, l'Expo'92 est d'abord une exposition européenne. Au-delà de l'Espagne, « l'Europe est l'amphitryon », selon la formule de M. Javier de La Puerta, porte-parole du commissaire général. Elle doit donc en assumer les devoirs, et, à ce titre, c'est elle qui sera, d'une certaine façon, comptable du succès, ou de l'échec, de Séville. L'image de l'Europe de la fin du siècle se construit, en partie, dans la capitale de l'Andalousie.

Européenne, l'Exposition l'est d'abord par la géographie. L'Espagne elle-même en est une sorte de symbole : symbole de l'élargissement d'un réajustement de l'Europe vers le sud, symbole de la modernité d'un pays qui a considérablement changé depuis deux décennies et que son adhésion à la CEE a « tiré vers le haut ». Européenne, l'Exposition l'est encore par ses visiteurs, qui, pour l'essentiel, seront originaires du Vieux Continent ; européenne, elle l'est enfin par ses caractéristiques propres, par son « urbanisme » même, pourrait-on dire.

La présence européenne est imminente à l'Expo'92, et d'autant plus mise en valeur que, pour des raisons différentes, les Etats-Unis et l'ex-URSS brillent par leur discrétion. Seul le Japon — son pavillon est un des plus importants, et son architecture est unanimement saluée — dispute à l'Europe la palme de la participation la plus impressionnante. Sur un budget global de quelque 300 milliards de pesetas (environ 16 milliards de francs), indique M. de La Puerta, l'Expo a payé 200 milliards et la communauté internationale, 100 milliards. Alors que cent dix pays sont venus à Séville, à eux seuls les pays européens et la CEE en tant qu'institution ont fourni 40 % de cette contribution.

Un feu d'artifice de six mois

Symboles toujours : non seulement cette Exposition survient à la veille de l'ouverture du marché unique européen, comme si l'Europe en construction avait voulu saluer l'arrivée de l'échéance de 1993 par un feu d'artifice de six mois, mais elle sera aussi la dernière du millénaire : manière de souligner que le dernier grand événement de ce fin de siècle sera la construction de l'Europe... Les exposants des autres continents ont bien compris le message. Au-delà des considérations de prestige, inhérentes au principe même d'une Exposition universelle, Séville, pour beaucoup d'entre eux, était aussi une occasion commerciale remarquable pour se faire



Le pavillon de l'Europe. Au premier plan, la sculpture réalisée par Ludmilla Tchérina.

connaître de l'Europe, afin de profiter, le jour venu, des promesses de son grand marché.

Les organisateurs ont voulu conférer à l'Europe une place centrale dans l'Expo : impossible à Séville de ne pas remarquer que l'Europe se construit. Pour la première fois dans une Exposition universelle, chaque pays de la Communauté a un pavillon individuel, et la CEE elle-même est représentée en tant que telle. Tous ces pavillons forment un véritable ensemble : l'avenue de l'Europe, l'une des plus spacieuses de l'Expo avec ses 80 mètres de large et ses 300 mètres de long.

Bordée et fermée par les pavillons nationaux des partenaires communautaires — le pavillon espagnol à l'une de ses extrémités, les pavillons britannique et allemand, à l'autre, elle est délimitée par douze tours — autant que de pays membres — inspirées de la forme conique des cheminées de la Cartuja, ce monastère devenu fabrique de céramique qui a donné son nom à l'île sur le Guadalquivir où est installée l'Expo. Tendues de tissu de plastique, ces tours — 30 mètres de haut, 15 tonnes chacune — participent, par un système de vaporisation d'eau, à l'expérience de bioclimatisation du site (le Monde du 22 avril). L'avenue est couverte par une « structure d'ombre » de 9 000 mètres carrés, œuvre de M. Georges Lippman ; ce sont des pièces de tissu qui

relient les tours les unes aux autres et évoquent ainsi, dans l'esprit de leurs concepteurs, l'unité des pays européens. Elles forment une sorte de velum articulé, pourvoyeur d'un fraîcheur salvatrice pour l'été. De la sorte, l'avenue de l'Europe ne ressemble à aucune autre dans l'Exposition et... devrait être un pôle d'attraction lorsqu'il fera, pendant l'été, 45 degrés à l'ombre.

Un sorbet multicolore

Le pavillon de la CEE, auquel un budget de quelque 12,7 millions d'euros (environ 87 millions de francs) a été consacré (il est également sponsorisé par EDF et le Groupement européen des caisses d'épargne), trône en plein milieu de l'avenue de l'Europe : cette voie est ainsi, précisait avant l'ouverture de l'Expo le commissaire général, M. Emilio Castiello, le seul « espace public » de l'Exposition au milieu duquel les organisateurs aient autorisé une construction. Symbole encore : il s'agit, en faisant du pavillon de l'Europe un lieu de passage privilégié, d'attirer l'attention des visiteurs, de leur rendre, en quelque sorte, l'Europe plus familière, plus transparente.

Le pavillon se présente, d'ailleurs, comme un cône, ou un sorbet multicolore, en matériau plastique transparent. Sa façade antérieure affiche

les douze drapeaux des membres de la Communauté. Leurs couleurs se prolongent en lignes obliques sur les parois latérales, puis en ondulations multicolores très éloignées des emblèmes initiaux. Ce « dôme de lumière » doit refléter, sur une terrasse de granit blanc, les couleurs de ces drapeaux. Devant le pavillon, une sculpture réalisée par Ludmilla Tchérina a été installée. A l'intérieur, l'une des salles circulaires en sous-sol, où est présentée une démonstration de télévision haute définition (TVHD) — réalisation européenne — permet de contempler du dedans les jeux de lumière sur les parois du cône.

La signification de ces drapeaux qui se fondent est évidente et correspond, au demeurant, à la fonction première du pavillon : la Communauté, expliquait-il y a peu M. Jean Donzelinger, commissaire européen chargé des affaires culturelles et responsable de l'opération, voulait que « cette construction soit aussi emblématique que possible ». Quant à l'exposition proprement dite présentée à l'intérieur du bâtiment, la CEE, pour se conformer au thème général de l'Expo tout en « européanisant », a voulu décliner le thème : « De l'Europe de la Renaissance à la renaissance de l'Europe ». L'important, pour M. Donzelinger, étant « la révélation, ou la confirmation, que l'Europe, cela existe aussi ».

Le résultat est-il à la hauteur de l'ambition ? Le pavillon conique est sans doute plus impressionnant vu de l'extérieur, avec ses tubulures et sa voûte polychrome de 30 mètres de haut qui dépasse tous les autres pavillons, que de l'intérieur, où son esthétique peu convaincante supporte mal la comparaison avec un environnement très riche. Le choix de cette architecture — due à M. Karsten Krebs — pour le pavillon de la CEE a d'ailleurs provoqué un incident : M. Jean-Marie Hennin, l'un des deux architectes avec M. Nicolas Normier de l'avenue de l'Europe, ne cache rien du mal qu'il pense d'une réalisation jugée certes inspirée de ses propres tours mais menée à bien de manière malvenue et même « vulgaire ».

Aider les pauvres

Lors d'une conférence de presse tenue dans le pavillon même, quelques semaines avant l'ouverture de l'Expo, il avait fait une intervention non prévue au programme : non, il n'avait pas pensé aux réussites technologiques européennes comme l'Airbus ou la TVHD, lorsqu'il imaginait l'avenue de l'Europe, mais il avait voulu, au contraire, créer un « espace de poésie ». Un espace où le pavillon en forme de sorbet multicolore vient jouer — semble-t-il penser

— le rôle d'un éléphant dans un magasin de porcelaines.

Autre petit drame vécu par M. Hennin : un muret avait été construit, selon ses vœux, à l'une des extrémités de l'avenue de l'Europe, pour la séparer symboliquement du reste de l'Exposition et marquer l'unité du lieu, en faisant de l'ensemble un havre de paix, loin du bruit, de l'agitation et des marchands de hamburgers, coupé d'un environnement moins « poétique ». Mais deux pavillons de membres de la CEE sont précisément installés là, au bord de l'allée perpendiculaire à l'avenue de l'Europe. La présence du muret revenait à les isoler des autres pays membres, ce qui était diplomatiquement d'autant moins opportun qu'il s'agissait des pavillons de... la Grande-Bretagne et de l'Allemagne ! Le petit muret n'a pas survécu à l'objection.

Troisième psychodrame européen, raison de la construction en sous-sol : pendant le printemps pluvieux, salvateur pour l'Andalousie mais dommageable pour les bûcheurs, la salle de démonstration de la télévision haute définition, située à 9 mètres de profondeur, à hauteur de la nappe phréatique, a été inondée. Petite panique, retard dans les travaux, le symbole était trop facile, négatif cette fois, et heureusement fugitif : l'Europe qui prend l'eau...

Dernière dimension de la présence européenne à Séville : la solidarité régionale. L'Andalousie est une bonne « cliente » des fonds structurels européens qui induisent la volonté commune d'aider les régions défavorisées de l'Europe à rattraper leur retard. L'action de ces fonds trouve une illustration à l'intérieur même de l'Expo. Le Fonds européen de développement régional (FEDER) a cofinancé, à hauteur de 70 %, un centre de services pour la Confédération des chefs d'entreprise andalous (CEA), construit à l'intérieur même de l'enceinte de l'Expo. Ce centre devrait s'inscrire dans l'opération Cartuja 93, c'est-à-dire l'implantation sur le site de l'Expo, autour de certains pavillons « pérennes », d'un pôle technologique et scientifique de haut niveau.

En attendant, l'édifice de la CEA est devenu le pavillon collectif de l'Afrique subsaharienne — la Plaza d'Africa — preuve des efforts consentis par les organisateurs pour permettre aux pays les plus pauvres d'être présents à Séville. En ces temps d'égoïsme et de mercantilisme exacerbés, certains fonctionnaires de Bruxelles sont allés jusqu'à s'inquiéter des réactions que pourrait susciter ce financement indirect, par des fonds de la CEE destinés aux régions européennes, de la participation de l'Afrique à l'Expo de Séville.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Nouveau départ pour la Fondation européenne de la culture

AMSTERDAM

de notre correspondant

Etait-ce du flair ? De la chance ? Ou bien un certain talent visionnaire ? Pour porter sur les fonds baptismaux de la coopération culturelle sans frontières le premier centre européen des fondations, la Fondation européenne de la culture (FEC) avait convié une soixantaine d'organismes d'Europe de l'Ouest et de l'Est à se réunir à Bruxelles un certain 9 novembre 1989. Le jour de la chute du mur de Berlin ! Cette coïncidence donne un solide argument à la FEC : « Etant indépendante des politiques et des modes, nous sommes mieux placés que quiconque pour sentir le vent tourner », affirme sans ambages son secrétaire général, Raymond Georis.

Ce Belge venant de soixante-deux ans a-t-il jamais été aussi enthousiaste depuis sa prise de fonction en 1973 ? La Fondation européenne de la culture, institution indépendante créée en 1954 par le Suisse Denis de Rougemont, et installée à Amsterdam depuis les années 60 (1), n'a en tout cas jamais semblé toucher d'aussi près son but initial : « Promouvoir la coopération culturelle entre les peuples et les institutions à travers tous les continents », la culture s'entendant ici au sens large. Non seulement les échanges artistiques ou la protection de l'environnement, mais aussi l'éducation, les médias ou les traditions politiques. C'est ainsi que la

FEC a lancé en 1990 un programme d'ateliers et de séminaires à travers l'Europe (Vienna, Budapest, Varsovie, Strasbourg) sur « les procédures parlementaires en Europe de l'Est et en Europe de l'Ouest ». Quatre ans plus tôt elle avait créé à Oxford le CCEPP (programme de publications et de traductions d'auteurs de l'Europe centrale et de l'Est), après qu'un Fonds de coopération européenne, mis en place par la FEC dès 1977, se fut fait le main en soutenant la parution des premiers ouvrages de Václav Havel.

En remontant plus loin dans le temps encore, en 1974, des représentants polonais et hongrois avaient été invités à siéger au conseil d'administration de l'Institut européen d'éducation et de politique sociale, le premier organisme permanent ouvert par la Fondation. Celle-ci en gère aujourd'hui une quinzaine. Si, dans plusieurs grandes villes européennes (Bonn, Bruxelles, Londres, Paris), ces instituts et centres constituent un « réseau » de développement, la dynamisation à long terme est l'axe majeur de l'action de la FEC.

Sur les traces de Pierre le Grand

Mais en 1987 le conseil des gouverneurs, où siègent quarante-cinq personnalités de vingt et une nationalités, « afin d'empêcher la domination par un pays ou un groupe de pays », a pris un virage important en érigant en priorité l'ouver-

ture à l'Est. Favorisée par la perestroïka (l'idée de la « maison commune », chère à Mikhaïl Gorbatchev, commençait alors à faire son chemin), une intensification des contacts s'ensuivit avec des « universitaires et des petits groupes de la société civile dans plusieurs pays est-européens », dit Odile Chenal, directrice du bureau central de la Fondation à Amsterdam. « Notre rôle, précise-t-elle, a consisté à aiguillonner les échanges Ouest-Est dans le secteur à but non lucratif. » Et Odile Chenal de citer l'exemple du voyage entrepris en commun par une historienne néerlandaise et un journaliste soviétique « sur les traces de Pierre le Grand » pour retrouver les liens entre la Russie et l'Europe ; ou celui de la réunion, en 1989, à Leningrad des fondations culturelles européennes, soviétique, roumaine, hongroise et bulgare.

Ainsi la FEC s'est-elle trouvée naturellement aux avant-postes lorsque les régimes communistes se sont écroulés en cascade et lorsque la création d'associations culturelles indépendantes a été, dans les jeunes démocraties, « la première manifestation d'anti-étatisme », avec pour résultat une explosion du nombre des acteurs et interlocuteurs culturels. « Au total, il existe près de quatre mille associations et fondations en Europe centrale et orientale », relève Raymond Georis.

« Très souvent, il s'agit d'organismes sans moyens, à la recherche d'argent »,

s'empresse-t-il d'ajouter. Mais le phénomène en dit également long sur une « soif certaine d'intégration dans la culture européenne ». Ce besoin procède parfois d'une « volonté de rattraper le temps perdu ». Comme dans le cas de la Pologne, qui souhaite pouvoir traduire et éditer des ouvrages longtemps interdits, tels les *Fleurs du mal*. Mais il procède le plus souvent d'une volonté de se « mettre à niveau ». La part pour laquelle les organismes culturels est-européens demandent à la FEC un financement (au demeurant limité à 50 % du coût total de l'enseignement, la formation et la sensibilisation à l'environnement), affirme Odile Chenal. Signe des temps : la production de manuels d'économie de qualité est souhaitée avec une insistance élogieuse.

Une chambre d'échos

La Fondation est la chambre d'échos des attentes des nouvelles démocraties. Mais elle est aussi involontairement un observatoire de la disparité de leurs situations. Dans le domaine culturel aussi, la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne semblent avoir pris une longueur d'avance, comme l'atteste la création récente de trois comités nationaux de la FEC. « Il n'y a pas de liens directs entre cette situation et la signature par ces trois pays d'accords de coopération avec la CEE, mais les contacts noués par la

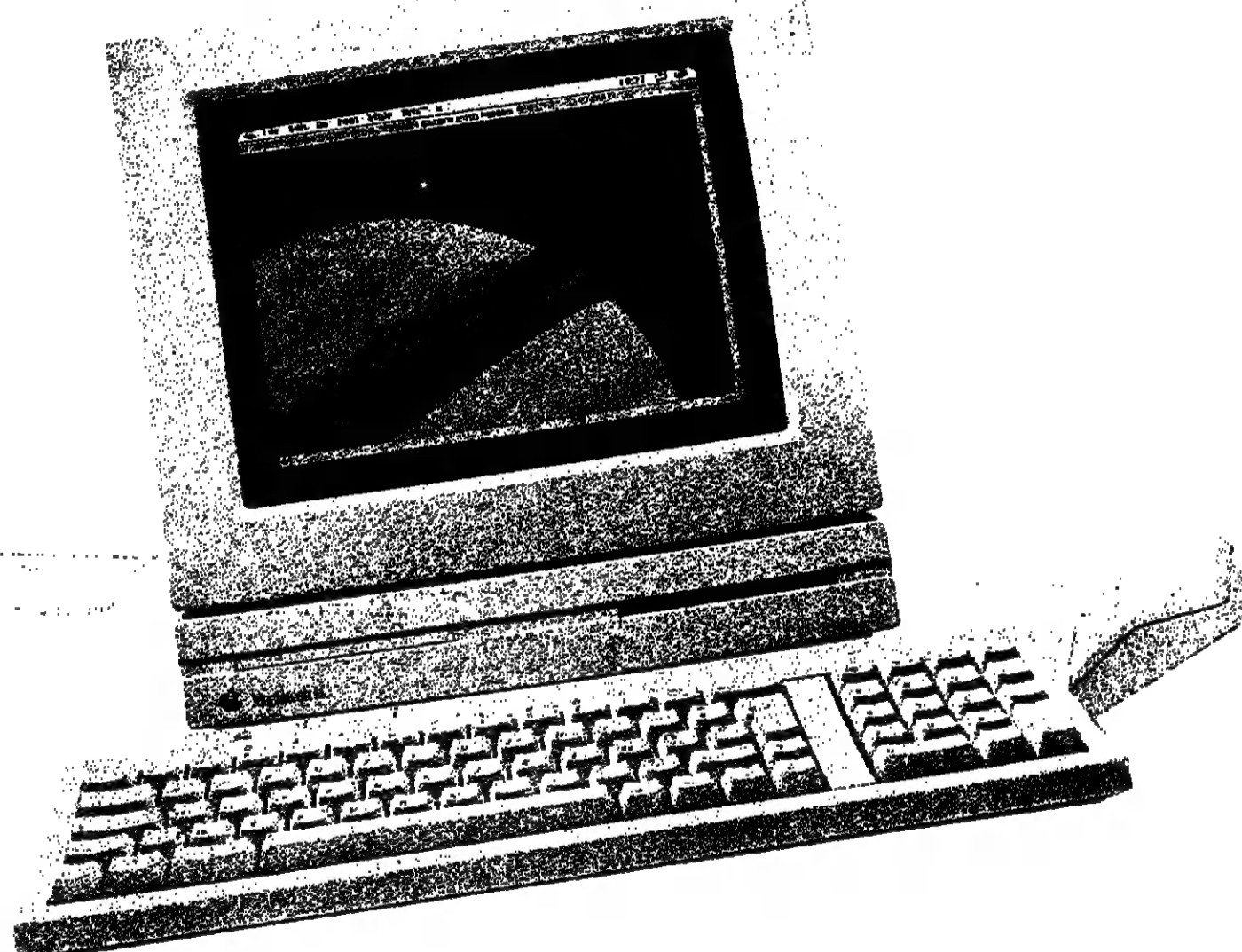
FEC ont servi à Bruxelles », note Raymond Georis. Concrètement, c'est à la FEC que la CEE a confié l'application du programme Tempus, qui est un peu le pendant du programme Erasmus, à la nuance près que le premier est axé sur la mobilité des enseignants et le second sur celle des étudiants.

Disposant d'un précieux réseau de contacts de terrain dans des pays lentement pénétrables par la bureaucratie communautaire, la FEC prête ainsi volontiers son « assistance technique » à la CEE. Mais elle veille à ne pas devenir « une espèce d'agent secret de la supranationalité paneuropéenne », d'autant que l'Europe de l'Est, pour importante qu'elle reste, est une gare dépassée. « L'idée est aujourd'hui de donner une seconde vie à la coopération euro-méditerranéenne », annonce Raymond Georis ; notre Europe est plus large, plus souple et avance plus rapidement que celle de Bruxelles.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Indépendante politiquement, la FEC l'est aussi financièrement. Elle perçoit un pourcentage des recettes de la Loterie nationale et du Loto sportif aux Pays-Bas. Elle reçoit ainsi bon an mal un 15 millions de francs, dont la moitié est réservée à l'attribution de subventions.

Nous avons fait entrer
l'espace intergalactique dans votre Macintosh
parce que le contraire était trop facile.



Espace, frontières de l'infini, un Macintosh les a déjà franchis à bord d'une navette spatiale. Et c'est bien parce que nous avons une connaissance quasi intime de l'espace que vous pourrez utiliser ce disque optique compact multimédia "World View". Depuis votre bureau, vous vous transporterez d'un coup de souris au coeur du vide intersidéral. Vous disposerez de photographies de la terre, de vidéos retraçant la conquête de l'espace par l'homme, le tout avec des musiques qui vous donneront le sentiment d'être à bord du vaisseau amiral de la flotte intergalactique.

Mais tout cela ne serait pas possible sans QuickTime, la nouvelle extension système gratuite que nous venons de créer. Pour l'obtenir, vous

n'avez qu'à faire quelques pas et pousser la porte de votre revendeur Apple. Vous lui donnez une disquette, il vous recopie QuickTime, vous ne payez rien, vous retournez chez vous, vous rentrez la disquette dans votre Macintosh, vous glissez l'icône QuickTime dans le dossier système, vous redémarrez, et voilà votre Macintosh devenu une plateforme multimédia, capable de vous faire franchir des années lumière en une fraction de seconde. QuickTime fonctionne sur tous les Macintosh équipés des processeurs 68020, 68030, 68040 et du système 6.0.7 ou 7. C'est lui qui permet de manipuler, de copier et de coller du son et des images animées aussi facilement que du texte et des images fixes. Terriens, terriennes, nous ne

saurions trop vous conseiller d'utiliser "World View" pour agrémenter vos présentations multimédia. Et le jour où, devant vos collègues et amis émerveillés, vous l'inaugurez sur votre Macintosh, vous ressentirez sans doute, toutes proportions gardées, la même émotion que Armstrong et Aldrin quand ils sont partis poser le pied sur la lune. Ce sera un petit pas pour votre Macintosh et un grand pas pour vous. Pour connaître le nom du revendeur agréé Apple le plus proche de chez vous, tapez 3614 Apple.

QuickTime.



La technologie multimédia sur Macintosh.



ESPACE EUROPEEN

Difficile réforme agraire en Hongrie

Budapest veut privatiser les terres sans morceler les propriétés

TAPOSZENTMARTON

de notre envoyé spécial

COMME dans la plupart des petites communautés rurales hongroises, les six mille habitants du village de Taposzentmarton vivent à leur propre rythme. A 70 kilomètres seulement au sud-est de Budapest, ce village a, en apparence, été épargné par les changements qui ont secoué la capitale depuis deux ans. Ici, on se déplace surtout à vélo et les attelages de chevaux sont encore nombreux dans les champs. Contrairement à ce qui s'est passé dans la majorité des villes, per-

sonne n'a encore voulu (ou osé ?) toucher aux « signes extérieurs du socialisme » : la place de l'église porte toujours le nom de Marx et la maison du peuple longe l'avenue de l'Armée-Rouge. Aujourd'hui comme hier, le principal employeur demeure la coopérative du Corf doré, créée au moment des dernières collectivisations forcées au début des années 60.

Plus qu'un employeur, la coopérative rythme la vie de la bourgade avec son équipe de football et son centre culturel. Comme dans la plupart des autres villages du pays, le maire et le président de la coopérative, les deux piliers du pouvoir local, ont été réélus à leur poste il y a deux ans, juste après les premières élections démocratiques au niveau national. Une continuité de gestion qui contraste avec les appels aux « purges » proférés par certains dirigeants politiques.

Même si Taposzentmarton a fait l'économie d'un changement de façade, il vit dans l'attente inquiète d'un bouleversement radical. Une loi adoptée par le Parlement au mois de janvier prévoit la privatisation de l'ensemble des coopératives agricoles d'ici la fin de l'année. En attendant, les mille deux cents coopératives exploitant deux tiers de la surface cultivable du pays sont engagées

dans de douloureuses négociations sur la répartition des terres entre les employés, les municipalités, les propriétaires originaux et les héritiers de ceux dont les biens fonciers ont été arbitrairement confisqués par les communistes.

Une triple incertitude

Cette transformation monumentale, la plus importante depuis la première réforme agraire de l'après-guerre, s'opère sur le fond d'une triple incertitude : une grave crise de surproduction, une restructuration agricole inévitable et la promesse faite par le gouvernement conservateur « d'indemniser les victimes de l'ancien régime » en leur donnant la possibilité d'acquiescer certaines parcelles des coopératives.

Dans l'immédiat, c'est ce dernier point qui préoccupe Janos Szabo, président de la coopérative de Taposzentmarton depuis seize ans. Il a reçu une circulaire de l'Office d'indemnisation, au mois de février, lui demandant de réserver 1500 hectares pour les porteurs de bons de compensation. Mais il ignore toujours combien de personnes vont se présenter et si elles voudront louer ces terres à la coopérative ou les retirer pour les cultiver à leur propre compte. « Avec un point d'interrogation qui

pèse sur un tiers de nos terres, il est impossible de planifier notre activité, dit-il. D'ailleurs, nous ne prenons aucune décision au-delà de cette année. » Toutes les coopératives sont confrontées au même dilemme. Dans le doute, de nombreux agriculteurs s'abstiennent de semer. Dans toute la Hongrie, les commandes de semences de céréales ont diminué de 70 % en un an.

En adoptant la nouvelle loi sur les coopératives, au mois de janvier, les députés n'ignoraient pas ces inconvénients. Leur objectif est double : éviter un effacement catastrophique de l'agriculture qui représente 20 % du PNB en donnant une nouvelle légitimité aux coopératives, désormais fondées sur le principe de la libre association de leurs membres. Mais le démantèlement, à petites doses, a déjà commencé. Un décret adopté par le dernier gouvernement socialiste autorise les propriétaires d'origine encore vivants à reprendre leurs terres qui avaient été incorporées de force dans les coopératives. Il s'agit donc essentiellement de personnes âgées, à la retraite, dont les motivations sont plus sentimentales et « nostalgiques » que purement économiques.

La situation est particulièrement frappante à Taposzentmar-

ton : depuis un an, cent cinquante-deux anciens membres de la coopérative ont retiré... 165 hectares. Avec 1,08 hectare en moyenne par famille, il est clair que la culture de ces terres ne représente pas une activité principale mais un complément qui permet d'arrondir les fins de mois. Et encore, car la plupart de ces retraités n'ont ni les moyens ni l'envie d'investir dans du matériel et des engrais indispensables pour mettre en valeur leur parcelle. Résultat : près de la moitié des terres retirées ont maintenant été mises en vente.

Un bouc émissaire : les « barons verts »

« Comment amortir nos emprunts et faire vivre tous les membres de la coopérative avec moins de terres et des prix qui baissent ? », s'interroge anxieusement Janos Szabo. Pour tous les agriculteurs, les coûts de production ont flambé depuis deux ans avec l'augmentation des taux d'intérêt bancaires et des prix de l'énergie. L'agriculture hongroise, qui réalise un quart des exportations et emploie de 10 % à 15 % de la population active, a de surcroît été particulièrement frappée par l'effondrement du COMECON et la réduction drastique des subventions de l'Etat.

Les coopératives préparent donc leur privatisation alors que la moitié d'entre elles sont déficitaires. « Les tensions autour du partage des terres vont bientôt paraître secondaires », constate l'économiste Kálmán Mohácsi, en l'absence de structures d'accompagnement tels que des réseaux de distribution privés, des banques, des marchés de gros et des Bourses agricoles. Il sera facile, mais vain, de culpabiliser les anciens « barons verts » de la nomenklatura. »

YVES-MICHEL RIOLS

REVUE

DE PRESSE

Les Douze et la Serbie

Plus de deux cent cinquante morts, des centaines de blessés et des dizaines de milliers de personnes déplacées... Tel est le bilan d'un mois d'affrontements en Bosnie-Herzégovine où les Serbes, appuyés par l'armée fédérale, s'opposent à l'indépendance de cette République, l'indépendance pourtant reconnue à présent par la CEE et les Etats-Unis. Et que fait l'Europe, sur le plan diplomatique, pour tenter de mettre fin à ces sanglants conflits yougoslaves ?

Pas grand-chose, constatent, une fois de plus, la plupart des éditorialistes de la presse d'outre-Manche. « La ceinture de feu qui a été signée en Bosnie risque d'être aussi fragile que les multiples trêves conclues précédemment en Croatie », écrit le quotidien de Londres The Independent. Le rôle des Serbes dans cette affaire n'est pas clair. Leur leader, Slobodan Milosevic, a assuré la Communauté et les Etats-Unis qu'il respecterait les accords sur la Bosnie, mais il n'a pas donné l'impression de vouloir freiner les ardeurs guerrières des combattants serbes locaux et de l'armée fédérale. Chaque jour qui passe lui donne une chance de conquérir davantage de territoires.

Depuis la reconnaissance internationale de la Bosnie, l'armée yougoslave, commandée depuis Belgrade, opère bel et bien en territoire étranger et est donc coupable d'agression (...). La seule façon de faire réellement pression sur la Serbie est de la menacer de sanctions punitives et de le forcer à arrêter les combats. Ces sanctions devraient comprendre un embargo pétrolier, un blocus aérien et le gel des avoirs serbes à l'étranger. L'Allemagne et les Pays-Bas ont raison de demander une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité.

Pour le Times, l'offensive serbe en Bosnie n'est rien d'autre que l'« invasion d'un pays indépendant » reconnu par la CEE et Washington, qui devraient désormais faire un pas de plus en refusant de reconnaître la « Yougoslavie », dont la Serbie, en alliance avec le Monténégro, se veut l'héritière dans les instances internationales. La Communauté a peu de moyens de pression, mais les Etats-Unis, « du fait de leur taille, de leur poids et de leur influence après la guerre du Golfe, peuvent faire beaucoup plus. Lord Carrington [président de la conférence pour la paix en Yougoslavie] devrait mettre en garde les Serbes et certains extrémistes croates contre toute ingérence en Bosnie. Belgrade devrait cesser de mentir sur sa prétendue non-intervention dans cette République et soutenir les efforts visant à y établir un cessez-le-feu. » La Serbie ferait bien de se rappeler que « le dernier pays que les Etats-Unis ont marqué au fer rouge et traité en paria international a été l'Irak ».

UPS et Prost: deux géants du transport express. UPS d'un côté, grande compagnie internationale de transport. Pour tout envoi de colis, de fret et de documents. Une réputation mondiale.

UPS et Prost. La force d'une alliance qui met le monde à votre porte.

Prost de l'autre, grand maître du service routier sur tout le territoire français, depuis 1924.

Deux entreprises dont la complémentarité géographique vous assurera un service continu, une sûreté totale de l'enlèvement à la livraison.

Deux entreprises habitées par la même philosophie, la même volonté d'innovation technologique. Ainsi, le suivi électronique permet de localiser vos colis et documents n'importe où, à n'importe quel moment, et de les dédouaner très rapidement.

Deux entreprises dont l'alliance allait de soi. Elle permettra à votre entreprise d'effectuer ses envois en toute confiance en France, en Europe et dans le monde.



United Parcel Service

Aussi sûr que si vous vous en chargez vous-même.

Prost transports

Vous pouvez compter sur nous

LIVRES

ET REVUES

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE DEPUIS 1945

C'est une somme. Plus de 1500 pages qui étudient minutieusement l'Allemagne, essentiellement celle de l'Ouest, depuis la fin de la guerre jusqu'à l'après-réunification, avec une brève incursion en RDA pour en expliquer la fin. Avec les annexes documentaires, le lecteur aura une connaissance pratiquement exhaustive de l'histoire d'un succès. Historiens, les auteurs ont étudié des sources innombrables et ont eu des entretiens avec les témoins ; ils n'en cachent pas pour autant un parti pris dont profite le chancelier Kohl.

« Histoire de l'Allemagne depuis 1945 », de Dennis L. Bark et David A. Gross, coll. « Bouquins », Robert Laffont, 1580 pages, 180 francs.

VOYAGE A L'INTERIEUR DE L'EUROCRATIE

Correspondant du Monde à Bruxelles, Jean de La Guévière vient de consacrer au monde des eurocrates un livre où il étudie les mœurs de ceux qui nous gouvernent, ou aspirent à le faire.

« Voyage à l'intérieur de l'eurocratie », de Jean de La Guévière, Le Monde Éditions, 200 pages, 50 francs.

LES RÉGIONS FRONTALIÈRES ET L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Le Centre d'observation européen des régions vient de publier un livre blanc sur la coopération transfrontalière, fondé sur les réponses à un questionnaire envoyé aux régions concernées. Il s'adresse aux responsables régionaux, aux gouvernements nationaux et aux institutions européennes qui peuvent promouvoir la formation de liens décentralisés.

« Les Régions frontalières et l'intégration européenne. Livre blanc de l'Assemblée des régions d'Europe », C.O.R., 17, chemin Taverney, CP 208, CH-1219 Genève-Secours.

EUROPE LA VOIE ROMAINE

Spécialiste de Platon et d'Aristote, Rémi Brague propose un double concept de « romanité » pour définir une identité, culturelle et religieuse, de l'Europe.

« Europe, la voie romaine », de Rémi Brague, Critéon, 190 pages, 50 francs.

Un palais po

Regards croisés franco-allemands

A l'initiative de Jean François-Poncet, président du Mouvement européen, Antoine Riboud, président de BSN et Roland Ranc, président du directoire de Danier, se réunissent cinquante de chefs d'entreprise français et allemands se sont réunis pendant deux jours à Evian, du 10 au 12 mois, pour discuter des perspectives de la coopération commerciale entre les deux pays et l'Europe communautaire. Les échanges ont abouti à des accords sur l'élargissement de la coopération commerciale, la réduction de l'immigration, auxquels ont participé Hans-Dietrich Genscher, ministre allemand des Affaires étrangères, Elisabeth Guigoun, ministre des Affaires européennes, et Jacques Delors, président de la Commission européenne. C'est l'occasion de dialoguer avec François Mitterrand.

construction économique de l'Europe, les attitudes, plus que les véritables divergences, qui se représentent. 93 % des Français sont favorables à une politique extérieure commune; pour la défense commune, ils sont respectivement 87 % et 77 %; pour la coopération économique, la mise en place d'une politique industrielle européenne, comme la création d'une banque européenne, entre les dirigeants des douze, 71 % des Français ont été interrogés en tant que partisans (contre 57 % pour les Français). Mais l'Europe sociale, 61 % pour les Allemands, 57 % pour les Français, est la plus favorable à la coopération économique, celle qui a le moins de partisans (54 % pour les Français, 45 % pour les Allemands).

Des jeunes moins impliqués

En revanche, on observe un **consensus** sur l'ouverture de la Communauté, ou plutôt contre son élargissement, qui se recueille que 16 % d'avis **favorables** chez les Français et 22 % chez les Allemands, une opinion **en** contradiction avec la politique **officielle** de Bonn.

Il ~~paraît~~ que l'entente franco-allemande ~~est~~ toujours perçue ~~comme~~ le moteur de la construction européenne, par 86 % des Français interrogés et 71 % des Allemands. Le sondage révèle cependant un phénomène préoccupant : l'importance ~~de~~ la France décroît,

outre-Rhin, chez les jeunes générations. Les moins de trente-cinq ans ont plus que 58 % l'impression que la relation Paris-Bonn joue un rôle déterminant en Europe, contre 46 % chez les plus de cinquante ans.

Les habitants des deux pays affirment ne connaître, même si cette connaissance est plus professionnelle en ce qui concerne les Français, pas de rapport à l'Allemagne ni au tourisme. Ils rencontrent, les Français, les allemands ou les anglais, mais ils ne parlent pas. Les Français interrogés ne sont pas capables d'avoir une conversation dans la langue du partenaire, avec un niveau handicap supplémentaire pour les Fran-

Une reconnaissance réciproque
flamme quand
l'échantillon à citer
écrivains contemporains, all
mande et français. Les
interrogés citent d'abord
Alexandre Dumas, puis
Victor Hugo, Jean-Paul Sartre et
Albert Camus arrivant loin der-
rière. Chez les Français, les
germaniques les plus
Mann ou Brecht; sen/ perm/ les
auteurs vivants, Günter Grass
recueille quelques suffrages signifi-
catifs. En ce qui concerne la
presse, les Allemands citent d'
d'abord les quotidiens français (le

Monde en tête, 37 %), les Français d'abord un hebdomadaire, *Der Spiegel* (47 %), suivi par le quotidien *Frankfurter Allgemeine* (27 %).

Même pour les responsables d'entreprise, la littérature sur le sujet domine un **■** d'information **■** indispensable. Une majorité d'Allemands (51 **■** de Français (56 **■**) déclarent mal connaître **■** exemple la politique économique du partenaire, et le pourcentage **■** **■** quand il s'agit des relations syndicales et sociales, **■** circuits de distribution, **■** l'organisation **■** **■** boursière. L'image que **■** **■** **■** ont des entreprises n'est guère plus **■** **■** empreinte de **■** **■** préjugés.

L'analyse de l'enquête montre d'ailleurs que, au-delà d'une sympathie spontanée pour l'autre, les Allemands et les Français, même dans un milieu dont on pourrait penser qu'il est privilégié pour l'information, manquent encore de connaissances les uns sur les autres et ont dû gros efforts à faire pour passer de la fréquentation à l'intimité.

D. Y.

(1) Le **WATFORD** a interrogé en **1994** 407 cadres supérieurs ou dirigeants d'entreprise, et Enmid 427, par téléphone du **15** février au **10** mars **1994**.

Thème	Pays	Opinions très positives (%)	Opinions plutôt positives (%)
Qualification de la PARTENARIAT	France	53	47
	Allemagne	50	50
RÈGLES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE	France	51	49
	Allemagne	47	53
VOLONTÉ DE COOPÉRATION INTERNATIONALE	France	72	28
	Allemagne	60	40
POLITIQUES FAVORISANT L'ENTREPRENEURISME	France	63	37
	Allemagne	54	46

Thème	France (Bien/Mal)	Allemagne (Bien/Mal)
POLITIQUE ÉCONOMIQUE	42 (Bien), 55 (Mal)	40 (Bien), 51 (Mal)
SYSTÈME DE RELATIONS SOCIALES	18 (Bien), 80 (Mal)	18 (Bien), 79 (Mal)
SYSTÈMES ET CIRCUITS DE DISTRIBUTION	34 (Bien), 85 (Mal)	19 (Bien), 72 (Mal)
ORGANISATION FINANCIÈRE	15 (Bien), 84 (Mal)	18 (Bien), 73 (Mal)

Un palais pour les droits de l'homme

de notre correspondant

Alors que la bataille politique
se engage en France autour de
la ratification du traité de Maas-
tricht et des questions de souve-
raineté que les accords
de Schengen nous exigent, les
douze États de la CEE, la Cour des
droits de l'homme poursuit,
depuis plus de trente ans, une
action discrète mais efficace pour
condamner les violations des
droits de l'homme commises par
les autorités intérieures des pays
membres du Conseil de l'Europe.
Au fil des plus de 300 décisions
rendues depuis 1960, la juridiction
de Strasbourg a obligé nombre de
gouvernements à se mettre en
conformité avec l'objectif fondamen-
tal de la Convention: «le respect
d'un ordre public européen
dans la matière des droits de
l'homme».

Les atrocités de la dernière guerre mondiale ont conduit le Conseil de l'Europe à se préoccuper de la défense des droits de l'homme. La convention dans ce domaine a été signée en 1950. Elle a été ratifiée par 10 pays. Considérant qu'une simple déclaration, l'instaurer ce qui n'était fait par les Nations unies, ne pouvait suffire, les Etats ont décidé que les droits de l'homme devaient être justiciables devant les tribunaux. La véritable solution qui consiste à considérer un individu comme un sujet du droit international, deux organes ont été créés : la Commission, chargée d'étudier la recevabilité des plaintes, non seulement des Etats, mais des individus, et le Tribunal, chargé de sélectionner les personnes et de les

de, et y compris la deuxième institution, la Cour, composée d'un juge par pays membre, qui, elle, prononce les verdicts et demande au Conseil des ministres de l'Europe de surveiller l'exécution de ses jugements. Le Palais des Droits de l'homme, dont M. Bismarck posera la première pierre lundi 4 mai, sera le lieu de ces décisions.

Les Etats signataires de la Convention des droits de l'homme, soucieux de ne pas se trouver en porte-à-faux, avaient dû de même pris la précaution de prévoir que le droit de recours individuel et la responsabilité des compétences de la Cour faisant l'objet de déclarations en vertu de la Convention de leur gouvernement. En conséquence, le statut de Strasbourg relevait du même plan que les autres accords européens. Les pays européens se sont donné du temps avant d'adhérer aux traités de la Convention (1952-1953).

L'Allemagne (1955), le Royaume-Uni (1966), l'Italie (1973) ont ainsi parmi les premiers à accepter la saisine de la Cour par un individu, victime d'un dommage causé par les autorités ou certaines pratiques administratives. La France n'a pris l'engagement qu'en 1981, après l'arrivée de M. Mitterrand à l'Elysée et la suppression de la Cour de justice de l'Etat. Cette lente insertion en puissance explique que les premières décisions de la Cour ne datent que d'août 1980. Il faudra attendre le début des années 80 pour que leur nombre commence à devenir significatif (71 jugements en 1981).

La Cour que la compétence de la juridiction de Strasbourg n'ait pas été rapidement reconnue par

Les pays membres dans les contentieux interétatiques a également occupé une importance. C'est surtout en ce qui concerne la Turquie, qui a fait en sorte que les plaintes successives de Chypre à son égard n'aient jamais pu être oubliées. Dans ce cas, la Commission revient à la Commission d'établir un rapport sur les conclusions, qui ont été faites au cours des ministres. Celui-ci a été une fois de plus. Cette « bizarrerie » de la Convention des Etats de l'homme explique que l'intergouvernementale vienne tout juste à l'heure. Le rapport concernant les agissements d'Ankara et les autres de... 1883.

Cependant, la Convention devrait maintenant pouvoir être appliquée dans son ensemble. Parmi les vingt-six membres du Conseil de l'Europe (l'entrée en la Bulgarie est prévue dans le courant du mois de mai), la Hongrie et la Pologne n'ont pas honoré les engagements qu'ils ont pris.

Il s'agit d'un Etat dont l'adhésion n'est pas certaine. Ainsi faut-il s'attendre, une fois la connaissance des possibilités offertes par la juridiction de Strasbourg aident, à des mouvements de recul en matière de modifications, par des révisions successives, de législations nationales dans un sens plus favorable à la défense des droits individuels.

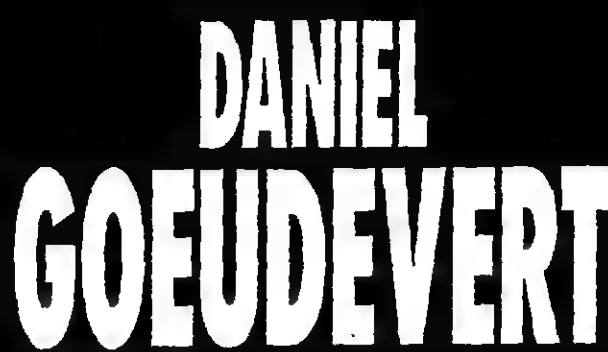
D'ores et déjà, la jurisprudence de la Cour pèse d'un poids non négligeable sur les gouvernements nationaux. La France vient d'être deux fois condamnée, pour le préjudice subi par un homme homosexuel et pour le délai trop long

la procédure engagée auprès du tribunal administratif par un collectif soutenu par le ministre de la loi du 10 juillet 1981 sur les communications téléphoniques est la conséquence d'un article de Coura-
bourg qui reprochait aux dispositions françaises d'être trop approximatives. Le Belgique a dit modifier sa législation en matière de droits de communication pour les téléphones mobiles.

Les Pays-Bas ont demandé à quatre jours le délai de la garde à vue libre que dans certains cas il pouvait se prolonger au-delà. Depuis l'intervention de la Cour, l'Allemagne, puis la France s'est pressée d'imiter pour éviter d'être à son tour condamnée, à la gratuité des frais d'interprétation lors des procédures pénales.

... que, compte tenu de la répétition depuis l'imposition du bloc communiste, l'Europe a une cause infirmieriste. De cette infirmité, il est évident que la fonde l'agit d'une infante de la Convention traités de l'homme en un... puisque le document comporte dix « protocoles additionnels » (dont un sur la peine de mort), qui ont procédé à la « Su plan... » on parle beaucoup de « fusion » entre la Cour et la Commission pour réduire les délais examen des affaires. Pour ce faire, chaque affaire demande une procédure... à la Cour, comme à la Commission, en construction... les requêtes les relatives de quatre-vingt-cinq Etats membres...

MARCEL SCOTTO



Des voitures et des hommes

**Le Français qui dirige
Volkswagen.**

Il nous révèle ici son état d'esprit, sa façon d'aborder les problèmes, ses principes d'action, sa méthode.

**Les Allemands l'ont
surnommé "Querdenker"
celui qui déränge.**

Et c'est vrai que ses idées dérangent.

Mais elles gagnent !

Editions de Fallois
PARIS

Un tissu social déchiré

les moudjahidins.

les moudjahidins.

les moudjahidins.

هكذا من الاصل

POLITIQUE

Le débat sur la révision de la Constitution et sur la ratification du traité d'Union européenne

M. Dumas accepterait une «amélioration» du projet de réforme constitutionnelle par le Parlement

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, affirme dans *Figaro* du 27 avril que la France «n'a pas à craindre une disparition de l'identité nationale» et que, «bien au contraire, c'est à une affirmation de l'identité nationale que les Français sont conviés». Il note que, parmi les craintes qui s'expriment, «quelques-unes relèvent du corporatisme», d'autres «touchent effectivement le phénomène de l'identité nationale» et certaines, enfin, «sont le produit d'une démagogie galopante». M. Dumas souligne que le principe de subsidiarité, «qui est le principe de Maastricht, n'est pas une

garantie, une garantie, en empêchant que la Communauté ne soit «tout», mais qu'elle est ce principe dans la Constitution, comme certains le réclament, rendrait la subordination de notre Constitution au traité de Maastricht, c'est-à-dire dans une logique fédérale. Considérant toute demande de renégociation du traité comme une «aberration», le ministre des affaires étrangères estime, en revanche, que le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification peut être amendé.

«Je souhaite, dit-il, que le débat parlementaire soit aussi large que possible, qu'il se déroule dans un bon

climat dans un délai raisonnable. (...) Je veux que le Parlement joue à plein son rôle. (...) Le débat parlementaire permet toutes sortes d'avancées. Les explications données par le gouvernement peuvent satisfaire la curiosité, apaiser les craintes vaines. Une amélioration qui n'altère pas le fond du texte de la loi de révision constitutionnelle peut être acceptée. (...) Mais ne perdons pas de vue que Maastricht, ce n'est pas simplement une retouche de la Constitution française. C'est un grand débat européen qui repose sur une grande idée et un grand enjeu.

Les Verts se prononcent sous conditions en faveur des accords de Maastricht

Le collège exécutif des Verts, réuni vendredi 24 et samedi 25 avril à Gentilly (Val-de-Marne), s'est prononcé sous conditions en faveur du traité de Maastricht. Traditionnellement pro-européens, les Verts français ont cependant que le traité européen de Lisbonne s'engage à une nouvelle négociation intergouvernementale pour les élections européennes de 1994 pour résorber le déficit démocratique en accordant un pouvoir législatif au Parlement européen, donner un calendrier à l'élaboration

de l'Europe sociale et environnementale, et non pas à la seule Europe marchande et monétaire; intégrer clairement la question de l'immigration et des droits de l'homme dans les objectifs de sécurité; et enfin, pour ce qui a été reçu par le ministre des affaires étrangères par le président de la République et le réclame, «compte tenu de l'importance de la question européenne», l'organisation d'un référendum.

Après qu'à la veille de la réunion du collège exécutif l'un des quatre porte-parole des Verts, M. Dominique Voynet, a plusieurs fois insisté sur la minorité du mouvement, parmi lesquels la présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Marie-Christine Blandin, avaient rejoint les rangs de M. Jean-Pierre Chevènement et les communistes refondateurs pour exiger une renégociation du traité de Maastricht (*Le Monde* du 25 avril), les Verts écologistes ont donc préféré répondre par un «oui, si...». Il a, semble-t-il, été encouragé dans ce sens par l'un des spécialistes, M. Bruno Boissière, député européen, qui avait recommandé de «démarrer une initiative législative à constituer au front «progressiste» de refus».

«Il est difficile, vis-à-vis de l'opinion publique, de dire non à l'Europe et non à Maastricht, a plaidé M. Antoine Waechter, La dynamique européenne est fragile. Si le gouvernement devait se retirer le traité de Maastricht, l'Europe en resterait à la dimension strictement économique du marché unique. Les pouvoirs politiques ne trouveraient plus de nombreuses années. Toutefois, dans une logique interne, M. Waechter avait au préalable esquissé une proposition sensiblement différente: «C'est une réforme constitutionnelle, non des accords de Maastricht, avec une bonne explication sur les motifs de refus: absence de contrôle démocratique, pas de perspectives sociales et environnementales communes.»

La majorité du collège exécutif, qui compte seize membres, était d'avis favorable au départ à un rejet des accords de Maastricht en raison de ses insuffisances. La crainte du mouvement écologiste de se retrouver dans un «cartel des non», comme de la guerre du Golfe, a poussé le Parti communiste et le Front national à partir d'une analyse complètement divergente, mais cependant prévalue.

J.-L. B.

M. Veil : «Tout présidentiable» hostile au traité aurait de «lourds handicaps»

M. Simone Veil, députée européenne, ancienne présidente du Parlement européen, qui a été élue au «Grand Jury RTL-Le Monde», dimanche 26 avril, a déclaré être optimiste sur l'adoption du traité de Maastricht par l'Assemblée nationale et le Sénat, mais qu'elle ne voit pas de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. «Aujourd'hui, on ne peut pas se charger de la candidature de Jacques Chirac à une élection présidentielle.

confronté à de lourds handicaps s'il arrivait au pouvoir non seulement vis-à-vis de nos partenaires de la Communauté, mais aussi au plan international. (...) Ce serait une telle perte de crédibilité qu'on en aurait des retours très négatifs. (...) M. Veil a mis explicitement en garde le président du RPR, en affirmant qu'un appel à un référendum, conduisant à un grand nombre de sympathisants, ne peut pas soutenir la candidature de Jacques Chirac à une élection présidentielle.

A propos du bénéfice politique interne que le président de la République pourrait tirer de la ratification de Maastricht, M. Veil a déclaré que «les Français ne seront pas dupes. Ils savent faire la part des choses. Ils se disent que M. Mitterrand a raison sur ce point, qu'on ne peut pas pénaliser la France, son avenir et l'Europe (...), même si, sur le plan intérieur et en matière de politique étrangère, il a commis des erreurs telles qu'il ne peuvent plus lui accorder leur confiance».

M. Soisson se félicite de l'émergence d'un «camp de l'Europe»

M. Jean-Pierre Soisson, ancien ministre, président du conseil régional de Bourgogne, s'est félicité dimanche 26 avril, au Forum RMC-Express, de la mise en place de l'Europe et la ratification des accords de Maastricht. M. Soisson se félicite de l'émergence d'un «camp de l'Europe», d'une sorte de «Europe de la gauche», de François Léonard, Jean François-Poncet, Raymond Barre, Valéry Giscard d'Estaing, Michel Rocard et d'autres, qui ont tous soutenu la candidature de Jacques Chirac à une élection présidentielle.

Convincre que «le choix essentiel du chef de l'Etat est de faire de la République un lieu de rassemblement, parmi toutes les forces politiques», M. Soisson a précisé: «C'est le choix historique de notre pays et, sur la longue période, c'est le choix sur lequel M. Mitterrand sera jugé.»

Jugé, l'ancien ministre, dont il était l'un des artisans au sein des deux gouvernements précédents, M. Soisson a estimé que «le mouvement continue» et que, dans ses fonctions de secrétaire général de France unie, il travaillait à la constitution d'un «deuxième pôle» pour créer une direction collégiale qui rassemblerait le MRP, les dirigeants écologistes, les communistes refondateurs pour que, ensemble, nous puissions proposer un projet politique qui soit la poursuite ou l'affirmation de l'ouverture», a déclaré M. Soisson.

A propos de l'ouverture, dont il était l'un des artisans au sein des deux gouvernements précédents, M. Soisson a estimé que «le mouvement continue» et que, dans ses fonctions de secrétaire général de France unie, il travaillait à la constitution d'un «deuxième pôle» pour créer une direction collégiale qui rassemblerait le MRP, les dirigeants écologistes, les communistes refondateurs pour que, ensemble, nous puissions proposer un projet politique qui soit la poursuite ou l'affirmation de l'ouverture», a déclaré M. Soisson.

M. Gallo redoute de perdre sa «capacité de citoyen français»

M. Max Gallo, député européen, proche de M. Jean-Pierre Chevènement, a affirmé, dimanche 26 avril, au cours de l'émission «L'heure de vérité», sur Antenne 2, que la ratification du traité de Maastricht doit faire l'objet d'un référendum. Hostile à cette ratification, M. Gallo a expliqué: «Je ne suis pas du tout sûr que ce soit bon pour l'Allemagne et pour l'Europe, ce qui est une bonne chose, car ce n'est pas pour l'Allemagne et pour l'Europe que le traité de Maastricht a été écrit. C'est pour la France.»

Jugeant que «la manière dont on veut intégrer l'Europe est destructrice des espaces démocratiques nationaux», il a déclaré: «J'ai peur de perdre ma capacité de citoyen français d'agir démocratiquement et de contrôler mes élus. (...) Il y a eu contre le caractère «statutaire» de la «propagande» contenue, dans le livre rédigé par l'autorité des ministères de l'Education nationale sur les affaires européennes et remis aux enseignants en vue de la Journée de l'Europe à l'école, prévue dans les classes de CM2, pour le 21 mai prochain.

M. Gallo a déclaré que M. Fran-

çois Mitterrand «semble revenu aux positions qu'il a prises aux années 1946-1950». Selon lui, la «préoccupation principale» du chef de l'Etat, «depuis 1953, a été de partir d'une analyse évidemment sincère, pas machiavélique - de chercher les conditions les plus favorables à la mise en place de ceux qui avaient compris le pouvoir avec lui, et rester au pouvoir et d'être réélu. (...) J'appelle cette politique la politique qui a pour objectif - et qui est - de conquérir le pouvoir et d'y rester», a ajouté l'écrivain, qui avait été porte-parole du gouvernement de mars 1953 à juin 1954.

Au sujet de M. Pierre Bérégovoy, M. Gallo a déclaré qu'il «n'a pas fait beaucoup» pour «faire fonctionner le système» et «faire fonctionner le gouvernement». Il a jugé par le «système des ministres». Il a estimé que le premier ministre ne «doit pas dans le système de la politique, c'est une guerre, a-t-il dit. On ne peut pas attendre une politique suicidaire. (...) Toutefois, le député européen a approuvé l'abandon de la réforme des universités par M. Jack Lang, déclarant qu'il est «futile».

M. Barre : la France doit jouer le «rôle d'animatrice et d'inspiratrice»

M. Raymond Barre, ancien premier ministre, député (app. UDC) du Rhône, qui était l'invité de l'émission «7 sur 7» dimanche 26 avril sur TF1, a estimé que le traité de Maastricht n'engage pas l'Europe sur la voie du «fédéralisme». «Je ne vois pas où est l'Etat fédéral, a-t-il dit. Ce que je vois, c'est que des gouvernements, constatant que, dans un certain nombre de domaines, leur souveraineté était, sinon menacée, atteinte, mais au moins contrainte, estimaient qu'ils pouvaient retrouver une marge de jeu en unissant leurs efforts et en partageant, à un niveau plus élevé, certaines compétences. (...) Qu'est-ce que l'Union européenne, si ce n'est un ensemble de gouvernements qui (...) transfèrent une partie de leur souveraineté non pas à des institutions technocratiques, bureaucratiques, mais à des hommes politiques? Qui prendra les décisions? Ce n'est pas la Commission. La Commission est un

exécutant, la Commission n'est pas un décideur.

M. Barre a ajouté: «Je crois que c'est un bon traité. (...) Le texte est là, il est le résultat d'un compromis, nous n'allons pas tout remettre en question, adoptons-le. Les accords de Maastricht sont un point de départ. Nous aurons à les faire entrer en application. (...) Quand j'entends dire que, le jour où le traité sera appliqué, la France n'existera plus, c'est une fantaisie. Ce qui est important, c'est que la France soit forte (...) et que nos partenaires soient très heureux qu'elle joue le rôle d'animatrice et d'inspiratrice. (...) C'est une affaire nationale et nous avons un devoir national.»

A propos de l'affaire Touvier, l'ancien premier ministre a souhaité que les «affaires» s'apaisent jusqu'à ce que la Cour de cassation puisse se prononcer. Il a souligné que «les magistrats ont à dire le droit» et que «ils n'ont pas à se transformer en historiens». Interrogé sur l'action du gouvernement Bérégovoy, il a jugé

que «ce qui sera fait ne sera pas à la mesure des problèmes fondamentaux que la France doit régler». Il a affirmé qu'il y a pour la France, un grand nombre de sujets sur lesquels il est nécessaire, après une élection présidentielle, qu'il y ait un accord de républicains sur le gouvernement et toutes tendances (...), et que nous nous mettions d'accord sur ce que nous pouvons faire ensemble pour conduire la France à la présidence de la République. (...) Il ne faut jamais en dire plus.

Plus d'un an après leur saisie Les émetteurs de Télé Free-DOM restitués

LA RÉUNION

Le procureur de la République de Saint-Denis, M. Bernard Legras, a signé, vendredi 24 avril, une ordonnance pour la restitution des émetteurs de Télé Free-DOM, plus d'une année après leur saisie, qui avait provoqué de graves émeutes dans plusieurs quartiers de Saint-Denis, entraînant le mort de deux personnes.

La saisie - le 11 février 1991 - avait été demandée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)

en décembre 1990, alors que la télévision pirate de M. (...) émettait sans autorisation depuis 1986. M. Sudre, élu le 27 mars président du conseil régional de la Réunion, a estimé que sa télévision pourrait reprendre des émissions dans de meilleures conditions et dans les prochains jours.

La télévision privée, toujours non autorisée, émettait sur les régions nord et est de l'île et a procédé à quelques émissions de diffusion d'un «programme minimum». Ses responsables veulent répondre à l'appel d'offres lancé par le CSA pour l'élargissement du réseau audiovisuel réunionnais. Quatre autres projets ont été déposés par des associations RFO (pour un canal réservé à l'Antenne 2), Antenne-Réunion (qui souhaite détacher de Canal Plus), TV4 (soutenu par les responsables de l'Union démocratique et Front FM et Classique FM) et Télé-Occéane (soutenu par l'association d'entreprise de Saint-Paul).

AUX DIJOUX

INDOCHINE

Qui aujourd'hui dans la région de l'Extrême Orient a le privilège de redécouvrir un fabuleux patrimoine historique et archéologique, longtemps interdit aux étrangers, ainsi que les paysages réputés parmi les plus beaux du monde. C'est aussi l'occasion de partager avec les Cambodgiens et les Vietnamiens le sourire retrouvé.

CIRCUIT DE 14 JOURS VIETNAM/CAMBODGE

18 900 F

HO CHI MINH-VILLE - PHNOM PENH - ANTIENH - DANANG - HUÉ - HANOI - BAIE D'Halong. Avec, au départ de Paris, un spécialiste de l'Indochine. Les frais de voyage sont compris dans le prix.

En extension: 8 jours, en Chine du Sud 8 100 F.



La Maison de la Chine conçoit des circuits, classiques ou thématiques, mais aussi des voyages individuels, sur mesure. Ces voyages entraînent en Chine, en Indochine, au Vietnam sur la Route du laque, au Tibet... Et pour préparer votre voyage, la Maison de la Chine vous propose, parmi ses nombreuses activités culturelles gratuites, un cycle de conférences, débats, projections de films.

36, RUE DES BOURDONNAIS 75001 PARIS 10^e CHATELET

Tél. 40 26 21 95 Lic. 175 541

revenir gratuitement

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

☐ Spécial Indochine

☐ Catalogue Voyages Chine

☐ Promotions Hiver 92/93

☐ Supplément Multiculturel

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
METHODE DE REVISION: 78 72 45 50
■ Techniques du commerce international
D. NICOLLE 3ème éd. 1991
■ Etudes de cas de Comptabilité N. JOURNO 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA ■ rue Séguier 75006 PARIS

Neuf motards tués autour du circuit du Mans

Des engins de compétition

CHRISTOPHE DE CHENAY

Les ventes des moteurs **Chevrolet** théoriquement dissuadent les jeunes conducteurs. En fait, c'est le contraire : les promotions entre autres importateurs de motos puissantes et des compagnies françaises ont permis de proposer des motos puissantes. Une situation que **Chevrolet** les industriels de l'industrie qui refusent d'installer un moteur pour les nouveaux modèles. La puissance des motos vendues en France est inférieure à 100 chevaux. Malgré les restrictions des importateurs auprès des pouvoirs

La quasi-totalité des motards se déplaçait sur des motos sportives. Les distributeurs promotionnels mettaient en avant les qualités de ces engins, sur lesquels ils plus-valaient sur les plus importantes. Et, en 1991, les ventes de ces automobiles étaient sur la hausse et atteignent un niveau plus faible depuis (environ 8 500 pour 1 million d'automobiles), le nombre de motards a continué d'augmenter : 980 en 1990, 1 050 en 1991, 1 100 en 1992, 1 150 en 1993, 1 200 en 1994, 1 250 en 1995, 1 300 en 1996, 1 350 en 1997, 1 400 en 1998, 1 450 en 1999, 1 500 en 2000, 1 550 en 2001, 1 600 en 2002, 1 650 en 2003, 1 700 en 2004, 1 750 en 2005, 1 800 en 2006, 1 850 en 2007, 1 900 en 2008, 1 950 en 2009, 2 000 en 2010, 2 050 en 2011, 2 100 en 2012, 2 150 en 2013, 2 200 en 2014, 2 250 en 2015, 2 300 en 2016, 2 350 en 2017, 2 400 en 2018, 2 450 en 2019, 2 500 en 2020, 2 550 en 2021, 2 600 en 2022, 2 650 en 2023, 2 700 en 2024, 2 750 en 2025, 2 800 en 2026, 2 850 en 2027, 2 900 en 2028, 2 950 en 2029, 3 000 en 2030, 3 050 en 2031, 3 100 en 2032, 3 150 en 2033, 3 200 en 2034, 3 250 en 2035, 3 300 en 2036, 3 350 en 2037, 3 400 en 2038, 3 450 en 2039, 3 500 en 2040, 3 550 en 2041, 3 600 en 2042, 3 650 en 2043, 3 700 en 2044, 3 750 en 2045, 3 800 en 2046, 3 850 en 2047, 3 900 en 2048, 3 950 en 2049, 4 000 en 2050, 4 050 en 2051, 4 100 en 2052, 4 150 en 2053, 4 200 en 2054, 4 250 en 2055, 4 300 en 2056, 4 350 en 2057, 4 400 en 2058, 4 450 en 2059, 4 500 en 2060, 4 550 en 2061, 4 600 en 2062, 4 650 en 2063, 4 700 en 2064, 4 750 en 2065, 4 800 en 2066, 4 850 en 2067, 4 900 en 2068, 4 950 en 2069, 5 000 en 2070, 5 050 en 2071, 5 100 en 2072, 5 150 en 2073, 5 200 en 2074, 5 250 en 2075, 5 300 en 2076, 5 350 en 2077, 5 400 en 2078, 5 450 en 2079, 5 500 en 2080, 5 550 en 2081, 5 600 en 2082, 5 650 en 2083, 5 700 en 2084, 5 750 en 2085, 5 800 en 2086, 5 850 en 2087, 5 900 en 2088, 5 950 en 2089, 6 000 en 2090, 6 050 en 2091, 6 100 en 2092, 6 150 en 2093, 6 200 en 2094, 6 250 en 2095, 6 300 en 2096, 6 350 en 2097, 6 400 en 2098, 6 450 en 2099, 6 500 en 2100, 6 550 en 2101, 6 600 en 2102, 6 650 en 2103, 6 700 en 2104, 6 750 en 2105, 6 800 en 2106, 6 850 en 2107, 6 900 en 2108, 6 950 en 2109, 7 000 en 2110, 7 050 en 2111, 7 100 en 2112, 7 150 en 2113, 7 200 en 2114, 7 250 en 2115, 7 300 en 2116, 7 350 en 2117, 7 400 en 2118, 7 450 en 2119, 7 500 en 2120, 7 550 en 2121, 7 600 en 2122, 7 650 en 2123, 7 700 en 2124, 7 750 en 2125, 7 800 en 2126, 7 850 en 2127, 7 900 en 2128, 7 950 en 2129, 8 000 en 2130, 8 050 en 2131, 8 100 en 2132, 8 150 en 2133, 8 200 en 2134, 8 250 en 2135, 8 300 en 2136, 8 350 en 2137, 8 400 en 2138, 8 450 en 2139, 8 500 en 2140, 8 550 en 2141, 8 600 en 2142, 8 650 en 2143, 8 700 en 2144, 8 750 en 2145, 8 800 en 2146, 8 850 en 2147, 8 900 en 2148, 8 950 en 2149, 9 000 en 2150, 9 050 en 2151, 9 100 en 2152, 9 150 en 2153, 9 200 en 2154, 9 250 en 2155, 9 300 en 2156, 9 350 en 2157, 9 400 en 2158, 9 450 en 2159, 9 500 en 2160, 9 550 en 2161, 9 600 en 2162, 9 650 en 2163, 9 700 en 2164, 9 750 en 2165, 9 800 en 2166, 9 850 en 2167, 9 900 en 2168, 9 950 en 2169, 10 000 en 2170, 10 050 en 2171, 10 100 en 2172, 10 150 en 2173, 10 200 en 2174, 10 250 en 2175, 10 300 en 2176, 10 350 en 2177, 10 400 en 2178, 10 450 en 2179, 10 500 en 2180, 10 550 en 2181, 10 600 en 2182, 10 650 en 2183, 10 700 en 2184, 10 750 en 2185, 10 800 en 2186, 10 850 en 2187, 10 900 en 2188, 10 950 en 2189, 11 000 en 2190, 11 050 en 2191, 11 100 en 2192, 11 150 en 2193, 11 200 en 2194, 11 250 en 2195, 11 300 en 2196, 11 350 en 2197, 11 400 en 2198, 11 450 en 2199, 11 500 en 2200, 11 550 en 2201, 11 600 en 2202, 11 650 en 2203, 11 700 en 2204, 11 750 en 2205, 11 800 en 2206, 11 850 en 2207, 11 900 en 2208, 11 950 en 2209, 12 000 en 2210, 12 050 en 2211, 12 100 en 2212, 12 150 en 2213, 12 200 en 2214, 12 250 en 2215, 12 300 en 2216, 12 350 en 2217, 12 400 en 2218, 12 450 en 2219, 12 500 en 2220, 12 550 en 2221, 12 600 en 2222, 12 650 en 2223, 12 700 en 2224, 12 750 en 2225, 12 800 en 2226, 12 850 en 2227, 12 900 en 2228, 12 950 en 2229, 13 000 en 2230, 13 050 en 2231, 13 100 en 2232, 13 150 en 2233, 13 200 en 2234, 13 250 en 2235, 13 300 en 2236, 13 350 en 2237, 13 400 en 2238, 13 450 en 2239, 13 500 en 2240, 13 550 en 2241, 13 600 en 2242, 13 650 en 2243, 13 700 en 2244, 13 750 en 2245, 13 800 en 2246, 13 850 en 2247, 13 900 en 2248, 13 950 en 2249, 14 000 en 2250, 14 050 en 2251, 14 100 en 2252, 14 150 en 2253, 14 200 en 2254, 14 250 en 2255, 14 300 en 2256, 14 350 en 2257, 14 400 en 2258, 14 450 en 2259, 14 500 en 2260, 14 550 en 2261, 14 600 en 2262, 14 650 en 2263, 14 700 en 2264, 14 750 en 2265, 14 800 en 2266, 14 850 en 2267, 14 900 en 2268, 14 950 en 2269, 15 000 en 2270, 15 050 en 2271, 15 100 en 2272, 15 150 en 2273, 15 200 en 2274, 15 250 en 2275, 15 300 en 2276, 15 350 en 2277, 15 400 en 2278, 15 450 en 2279, 15 500 en 2280, 15 550 en 2281, 15 600 en 2282, 15 650 en 2283, 15 700 en 2284, 15 750 en 2285, 15 800 en 2286, 15 850 en 2287, 15

Tous deux ont des parents à la montagne - Un skieur qui pratiquait le hors-piste et un couple de randonneurs ont été emportés par les avalanches du samedi par les pentes raides en berline. Des secours devaient reprendre lundi, mais les équipes de Bourg-Foy en Tarentaise, non loin de Bourg-Saint-Maurice, ont à l'air emporté le skieur vers 25 avril pour aller qu'il n'est bien sûr pas la couette. Mais dans le Jura, Champagny-en-Vanoise, les CRS de montagne avaient retrouvé, dimanche 26 avril, les corps d'un couple de randonneurs, partis sans rejoindre des amis dans un chalet de montagne et victimes d'une importante coulée de neige.

□ **Saisie de 8 000 pastilles** d'Ectopar par la police espagnole. — Envoi par avion de **8 000 pastilles** d'Ectopar, une drogue euphorisante, **à destination** notamment des boîtes de nuit, ont été saisies, vendredi 24 avril à Barcelone, par la police espagnole. Le montant de la marchandise saisie a été évalué à près de 2 millions de francs.

□ **Un Iran, un accident d'avion** fa-trente-cinq morts. — Les trente-neuf passagers + membres d'équipage d'un **avion iranien** qui s'est écrasé le 26 avril près de la ville de Saïveh, au sud-ouest de Téhéran, sont tous morts. Les passagers de l'avion étaient **27 Friendship**, travaillant pour la Compagnie **iranienne de pétrochimie**. — (AFP)

**Dans cinq ans,
pourrez-vous modifier aussi facilement
votre système de communication?**

Encore ■ certains prétendent le contraire, il ■ pratiquement impossible de prévoir ce que ■■ réservent les technologies de communication dans les ■■■■ ■ rentrer. Mais que ■■■ soye: une compagnie de téléphone ■■ ■■ de ■■ clients, certains choix s'imposent dès aujourd'hui: réseau public ■■ privé? Système radio ■■ câble?

Dans ce contexte, les interrogations foisonnent, AT&T peut aider à mieux préparer l'avenir en sérénité. Par exemple, l'expérience que nous avons accumulée au sein des Laboratoires Bell nous a permis d'inventer et d'innover dans les principaux domaines de la communication, depuis les fibres optiques jusqu'au système d'exploitation UNIX®, en passant par les terminaux pour radiotéléphones.

Au regard d'un tel héritage, il y a de fortes chances que ■ innovations d'aujourd'hui soient appelées ■ devenir ■ demain, quelle que soit la direction que prendra cet avenir.



© 1992 AT&T. UNIX est une marque déposée de UNIX Systems Laboratories Inc. aux USA et dans d'autres pays.

SOCIÉTÉ

CATASTROPHES

Secouée par deux violents séismes en trois jours

La Californie vit dans la crainte de San-Andreas

Après un tremblement de terre (de magnitude 6,1) le 27 avril, non loin de Palm-Springs (à 100 kilomètres de Los Angeles), un nouveau séisme (de magnitude 7,1) a produit, samedi 25 avril, au nord de la Californie, près du cap Mendocino (à 350 kilomètres au nord-ouest de San-Francisco). Une cinquantaine de personnes ont été blessées et des dégâts matériels - dus surtout à incendies qui ont suivi - s'évaluent à plus de 25 millions de dollars. Selon notre correspondant à San-Francisco, les services de secours vont rester sur alerte pendant dix jours. Hormis le séisme de samedi, le 17 octobre 1991, par une secousse d'amplitude 7,1. Elle fit soixante-trois morts et 7 milliards de dollars de dégâts. Située sur le système de failles de San-Andreas, la Californie vit dans la crainte du Big One, un tremblement de terre dépassant la magnitude de 8,5 contre lequel les protections seraient inefficaces.

Les deux tremblements de terre qui ont frappé la Californie se sont produits à un millier de kilomètres l'un de l'autre et n'ont donc aucun rapport de cause à effet. Mais ils ont en commun d'être situés sur le grand sillon tectonique - le Big One - qui plonge le système de failles de San-Andreas - qui part du fond du golfe de Californie, court tout au long de l'ouest de la Californie et sort dans le Pacifique au cap Mendocino.

Le système de San-Andreas est la limite entre la plaque Pacifique et la plaque Américaine. Là, cette limite est

une faille coulissante, c'est-à-dire que toute la partie ouest de la Californie glisse vers le nord-ouest à la vitesse moyenne de 5 centimètres par an par rapport à tout le reste de l'Amérique du Nord. Le long de cette limite, le coulisage se fait par à-coups, dont chacun se traduit par un séisme plus ou moins violent.

En outre, l'ensemble du système est fait de segments dont chacun a son rythme propre. Les uns bougent insensiblement, doucement, mais de façon quasiment continue. D'autres progressent par des secousses fréquentes, mais peu violentes en général. Il y en a aussi qui ne se manifestent pas souvent : les tremblements de terre sont alors d'autant plus violents. Les séismes de grande magnitude (au-dessus de 7,0) sont très surveillés car les sismologues ont de bonnes raisons de penser que le segment qui a le « record » de durée de calme sera le premier, ou un des premiers, où se produira le prochain séisme puisqu'il est particulièrement en retard, par rapport aux autres segments, dans la progression générale de la plaque Pacifique.

Imprécision de la théorie des gaps

C'est en se basant sur cette théorie des gaps que le US Geological Survey avait, en août 1988, publié des évaluations de probabilités pour les différents segments du système de San-Andreas. Certes, il ne s'agissait pas au sens propre du terme, de prévisions sismiques annonçant l'endroit, la date et la magnitude du prochain événement, mais simplement de probabilités qu'un violent tremblement de terre se produise dans les trois années à venir dans tel ou tel segment. Le 17 octobre 1989, soit quatre mois après cette publication, se produisit effectivement un séisme de magnitude 7,1 à Loma Prieta dans les montagnes de Santa-Cruz, à 100 kilomètres au sud-est de San-Francisco, c'est-à-dire dans un des segments où les probabilités étaient de 30 % à l'été 1988.

Dans l'étude du US Geological

Survey, les segments les plus menacés étaient ceux de Parkfield (95 %), de la vallée de la Mort (40 %), des montagnes de Santa-Cruz et de Mojave (30 %). Le séisme de 7,1 a eu lieu sur la péninsule de San-Francisco et les montagnes de San-Bernardino (20 %). Aucune probabilité n'avait été relevée pour toute la partie nord du système, y compris la région du cap Mendocino. Ce qui montre l'imprécision de la théorie des gaps, bien consciente.

Comme nous l'a expliqué M. Xavier Le Pichon, membre de l'Académie des sciences et professeur au Collège de France, toute la région située au-delà du cap Mendocino est extraordinairement compliquée. De ce cap jusqu'au sud de l'Alaska, une plaque tectonique triangulaire - Juan de Fuca, qui Gorda pour les Américains - s'insère, en effet, entre les plaques Pacifique et Américaine. Cette plaque est en fait un flanc de la plaque Pacifique qui se « fabrique » par une dorsale où se « fabrique » la croûte océanique et elle disparaît à son tour dans un fossé où elle plonge sous la plaque Américaine. C'est elle qui est responsable de l'existence des volcans - dans la chaîne des Cascades qui court dans l'ouest des États d'Oregon et de Washington, et dans la partie la plus nord de la chaîne des Cascades qui a explosé le 18 mai 1981.

Au-delà du cap Mendocino, le système de San-Andreas se divise en deux à cause de la présence de la plaque Juan de Fuca. Une branche est-ouest part en mer et est, elle aussi, le siège d'un mouvement de coulisage (la plaque glisse vers l'ouest à la vitesse moyenne de 5 centimètres par an par rapport à la plaque Pacifique). L'autre branche plonge vers le sud et devient la zone où la plaque Juan de Fuca plonge sous la plaque Américaine à la vitesse moyenne de 5 centimètres par an. La région du cap Mendocino est ainsi un « point triple » où se rejoignent trois plaques, Pacifique, Américaine et Juan de Fuca-Gorda. Et comme dans tous les « points triples », la tectonique y est extraordinairement complexe.

YVONNE REBEYROL

Après l'enquête des autorités mexicaines

La société nationale des pétroles est jugée responsable de la tragédie de Guadalajara

Quatre jours après la série d'explosions qui a fait officiellement 190 morts et près de 1 500 blessés à Guadalajara, au Mexique (le Monde du 24 avril), le procureur général de la République, M. Ignacio Morales, a mis en cause, dimanche 26 avril, quatre employés de la société nationale des pétroles (PEMEX), accusés d'avoir fait preuve de « négligence » dans l'exercice de leurs fonctions.

SAN-JOSÉ

Le correspondant en Amérique centrale

Outre les quatre employés de la société nationale des pétroles, six autres personnes pourraient être impliquées : le maire de Guadalajara, M. Enrique Dau, trois fonctionnaires municipaux du service des égouts et des actionnaires de la société privée qui avait installé le réseau d'égouts potable. Les responsables de la société industrielle, M. Dau, ne permet pas pour l'instant, a reconnu M. Morales, procureur général, d'accuser les responsables privés. PEMEX s'était empressée de désigner, sans doute pour détourner l'attention des enquêteurs et la virulence des critiques des victimes.

Le procureur général a cependant signalé la présence d'un gaz utilisé par les industries - l'éthane - dans les égouts, où s'était accumulée une grande quantité d'essence à la suite d'une fuite dans un oléoduc de PEMEX. Selon l'explication officielle, l'installation d'une canalisation d'eau juste au-dessus de la canalisation de PEMEX aurait provoqué l'oxydation de l'oléoduc. Avec le temps, une fissure d'un centimètre allait se former, entraînant une accumulation d'essence dans les égouts de ce quartier populaire de la deuxième ville du Mexique (près de cinq millions d'habitants).

Le rapport reprend les témoignages des habitants du quartier qui, trois jours après la catastrophe, ont signalé aux autorités « une forte odeur d'essence ».

Polémique politique

Le procureur général n'a pas voulu à l'origine la population, exaspérée par l'incapacité du gouverneur de l'État de Jalisco, M. Guillermo Cosío, à Guadalajara, la capitale. Elle lui reproche notamment d'avoir ordonné l'utilisation de pelleteuses et de bulldozers dans les premières heures qui ont suivi les explosions. « C'était une façon d'effacer les preuves et de faire disparaître les victimes », a déclaré M. Morales. M. Alejandro Rojas, qui est pourtant, comme le gouverneur, élu du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir.

« Le gouverneur est le principal

responsable de la tragédie, ajoutait-il, car il était au courant de la fuite d'essence et n'a pas pris la décision qui s'imposait. Il aura même fait l'intervention personnelle du président de la République [M. Carlos Salinas] pour faire arrêter les responsables et les familles des victimes. Il est évident que le bilan officiel de 190 morts est bien en dessous de la réalité puisque les victimes ne cessent elles-mêmes que près de 1 200 victimes ont été dénombrées ».

Un militant du PRI, M. Ramiro de la Rosa, qui anime le courant Démocratie 2000, estime que la catastrophe de Guadalajara aura des conséquences politiques. « C'est l'occasion pour Salinas, dit-il, de débarrasser d'un gouverneur corrompu. Il faut aussi tirer les conséquences de PEMEX, qui veut se prouver que la monopole d'État n'a pas de conséquences financières négatives pour assurer la souveraineté de son installation ».

BERTRAND DE LA GRANGE

ARCHÉOLOGIE

Le déménagement de trois des fours à fer de l'autoroute A 5

LES CLERIMOIS (Yonne)

Le correspondant spécial

Trois des fours à fer, sur les quarante mis au jour par les archéologues au cours des fouilles préliminaires de la construction du tronçon Melun-Troyes de l'autoroute A 5, ont été sauvés (le Monde du 12 juin 1991). Deux - l'un gallo-romain (I^{er} siècle de notre ère), l'autre mérovingien (VI^e siècle) - vont aller au musée des antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye. Le troisième - gallois (I^{er} ou II^e siècle avant J.-C.) - sera installé dans une maison de vacances toute proche de la Ceisse, une commune adossée au personnel des industries électriques et gazières (CEGAS).

Le triple déménagement a été plus difficile qu'on ne le pensait au

départ. L'argile des parois des fours ne fissure, donc fragile. Il a fallu d'abord couler une structure en béton armé pour les protéger. Les archéologues ont dû travailler dans une sorte de solide cocon de for, de béton et de plâtre. Mais cela n'a pas empêché M. Marco, ingénieur de l'entreprise Léger, d'imaginer et de mener à bien le coulage, sous chaque four, d'une dalle en béton armé épaisse de 30 centimètres. En outre, le travail de la future autoroute était en cours, juste à l'endroit de la découverte des fours. Enfin, il n'y avait pas de voie d'accès au site pour les lourds engins indispensables au déménagement.

Tout cela explique que le coût de l'enlèvement des trois fours à fer a été de l'ordre de 100 000 francs (soit environ le triple de ce qui avait été estimé). La

Au cours de son université de printemps

France-Plus propose à l'Europe un modèle d'intégration « laïque et républicain »

STRASBOURG

de notre correspondant

Au cours de son université de printemps, qui a eu lieu à Strasbourg du vendredi 24 au dimanche 26 avril, l'association France-Plus a réuni quatre jeunes, de France, des Pays-Bas, de Belgique et d'Allemagne, sur le thème de la citoyenneté européenne. « Les laïcs ne peuvent pas penser tout seuls », leur avait dit le maire de Strasbourg, M. Christian Trautmann (PS). Message reçu. France-Plus s'est donné quatre jours de travail : elle souhaite une carte de résident européen pour les immigrés de la première génération qui ne peuvent pas ou ne veulent pas adopter la nationalité du pays d'accueil ; elle souhaite l'harmonisation des procédures de naturalisation dans les pays de la Communauté ; elle souhaite l'indépendance des hommes politiques nationaux de presse raciste, et plaide, enfin, pour l'instauration d'une « banque » de développement commun à l'Europe et du Maghreb.

« L'Europe est, pour l'intégration, un espace nouveau », a déclaré le

séide de France-Plus, M. Arezki Dahmani, plaçant en faveur d'un modèle d'intégration proche de celui de la France, « appuyé sur les principes laïques et républicains, qui donnerait à tous les mêmes droits et les mêmes devoirs ». Les jeunes, organisés dans l'association France-Plus, n'ont pas de mandat officiel. Ils ont réuni les nombreux ministres et personnalités imprudemment dérangés par l'actualité. Malgré une atmosphère d'improvisation, le dialogue a eu lieu. Un pays islamique peut-il appartenir à l'Europe ? « Oui », répond M. Ulrich Bohner, membre du bureau de M^{me} Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, « mais à condition que les membres de l'Europe soient des citoyens européens ». L'Europe agit-elle dans la direction des États-Unis ? « Non », répond le député et maire d'Épernay, M. Bernard Stasi. Mais l'Europe politique et militaire n'existe pas, ce qui limite son rôle dans le monde, comme on l'a vu pour la guerre du Golfe et le conflit yougoslave ».

De nombreux participants ont

noté que l'Europe, préoccupée par

les pays de l'Est, n'oublie le Maghreb. Avec son franc-parler, M. Hamdani, ambassadeur d'Algérie, a noté : « Je ne suis pas européen, mais j'habite une heure de l'Europe. Alors, pourquoi faut-il me visa à un jeune Algérien qui veut venir à Paris, alors qu'il n'en faut plus à un Tchèque ou à un Polonais ? ».

En marge de son université de printemps, une réunion des élus départementaux de France-Plus a réuni à l'unanimité M. Arezki Dahmani président de l'association et Michel d'Amboise, juriste à la base, départements un bureau exécutif. Après le départ d'une partie du conseil parisien de France-Plus (le 26 avril), il s'agit, selon M. Dahmani, « de tirer les leçons de nos crises de croissance ». Le président de l'association s'est, par ailleurs, entretenu de « petits calculs politiques » : « Je n'ai pas de ligne directe avec les ministres ou les journalistes », a-t-il déclaré.

JACQUES FORTIER

Au Centre d'information et de documentation jeunesse

Lire l'avenir dans les cartes

Que fait l'aide-soignant ? Comment devenir auxiliaire de puériculture ? Qu'est-ce que le regroupement familial ? Autant de questions auxquelles le CIDJ (Centre d'information et de documentation jeunesse) se propose de répondre dans « Les cartes du CIDJ ». Le dernier né de ces documents d'information est la jeunesse comporte deux séries de fiches : cent cinquante « métiers », et une cinquantaine de « vie quotidienne ». Les unes expliquent dans le détail comment exercer telle ou telle profession nécessitant un CAP ou un BEP, ou bien aucun diplôme particulier : aide-soignant, démonteur, magasinier, auxiliaire familiale, « vie quotidienne » quant à elles ont pour objectif

d'aider les jeunes à se situer dans la société en général. A quoi l'ANPE, qui peut bénéficier de l'aide judiciaire, comment ouvrir un compte bancaire, etc.

Initiative de la DIJ (Délegation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté), ces fiches ne seront pas vendues à l'unité au public. Mais celui-ci pourra les consulter au sein de structures spécialisées comme les PAIO (permanences d'accueil information orientation), les missions locales de la DIJ ou l'ANPE. Le CIDJ espère que les mairies lycées « difficiles » s'intéresseront de près à ces documents.

YVONNE REBEYROL

Le dent

Peugeot

سكن من النهر

SPORTS

VOILE : les éliminatoires de la Coupe de l'America

Le dernier baroud de Dennis Conner

Les régates du dimanche 25 ont relancé la suspense dans les finales des challengers et des défenseurs de la Coupe de l'America. Samedi, le jury de la Coupe Louis-Vuitton a annoncé le résultat de la régate remportée par New-Zealand à la suite d'une protestation des Italiens sur l'utilisation abusive par les Néo-Zélandais d'un beaupré de spinnaker (bout-dehors) de près de 2 mètres qui facilitait les manœuvres de virage d'avant. Après un échec le dimanche, il-Moro-di-Venezia n'est plus mené que par trois victoires à deux. Le grand favori de la Coupe de l'America, le Néo-Zélandais Dennis Conner qui a profité des manœuvres de la Coupe de l'America pour remporter deux régates avec son vieux Stars-and-Stripes et revenir à trois victoires à quatre.

John Bertrand, le skipper d'Australis qui avait mis fin en 1983 à cent ans d'hégémonie des représentants du New York Yacht Club au Coupe de l'America, avait interdit à son équipage de proposer la course de la Coupe de l'America, et avait même demandé le prêt usité, «DC». Mais le «désamour» qui comptait déjà deux victoires dans cette épreuve, les marins américains n'ont pas, non plus, fait référence au Liberty, mais simplement au «Liberty rouge».

A quarante-sept ans, dont près de la moitié consacrée à la Coupe de l'America, le fils d'un marin pêcheur de San-Diego demeure un légende vivante. Cette épreuve qui lui a permis de connaître les honneurs avec deux victoires de 1974 et 1980, la victoire en 1983 et, enfin, le rachat avec la reconquête de 1987 en Aus-

tralie. Mais pour Dennis Conner, une ultime consécration lui manquait. L'année dernière, il a remporté la Coupe de l'America à San Diego Yacht Club avec d'y être admis comme non-parent junior. Une victoire obtenue aux dépens de son père, le skipper de la Coupe de l'America, dont les parents n'avaient pas le droit de participer au club. Toute sa vie a été motivée par ce complexe. Mais il a su le transformer en une source d'inspiration. Il a su, plus tard, sous son père, gagner. Mais il a su le respect, voire la crainte, sous ses adversaires, ce regret sur son avenir. Il a su, plus tard, sous son père, gagner. Mais il a su le respect, voire la crainte, sous ses adversaires, ce regret sur son avenir.

C'est le titre d'un Star, le plus prestigieux des quillards olympiques, qu'il a remporté son premier coup d'éclat en remportant la Coupe de l'America en 1971. Mais il a su le respect, voire la crainte, sous ses adversaires, ce regret sur son avenir.

«La fin d'un cauchemar»

Le futur patron du CNN, qui remportera la coupe trois ans plus tard, échoue, mais Dennis Conner est aussitôt recruté par Ted Hood, skipper de Courageous, qui gagne la coupe en 1983. Les Australiens de Southern-Cross (quatre victoires à zéro). Après une médaille de bronze au Tempest aux Jeux olympiques de Montréal en 1976, il doit attendre 1983 pour remporter la coupe comme skipper de Freedom, vainqueur d'Australis (4-1).

Dennis Conner ne se doute pas alors qu'il sera le premier Américain à perdre la coupe. Moralement, l'épreuve sera terrible, mais il mettra tout en œuvre pour assurer lui-même la victoire en 1987. Les régates qu'il recruta devaient, comme lui, faire de la Coupe leur préoccupation prioritaire, l'histoire de la famille et des obligations sociales. C'est ce qui a motivé les Américains à la Coupe de l'America. Les régates qu'il recruta devaient, comme lui, faire de la Coupe leur préoccupation prioritaire, l'histoire de la famille et des obligations sociales. C'est ce qui a motivé les Américains à la Coupe de l'America.

L'accueil triomphal que lui réserve la ville de San-Diego sera de courte durée. Les soucis commencent avec l'organisation de la défense du trophée. La Sail America Foundation, créée en 1984 par Dennis Conner pour financer la campagne australienne, devait hériter de cette organisation. Quelques paroles malheureuses du skipper qui envisage de déplacer la Coupe à Hawaii, provoquent une réaction immédiate du San Diego Yacht Club et des élus de la métropole californienne.

Les représentants de la Sail America Foundation sont mis en minorité au sein de l'America's Cup Organizing Committee. Dennis Conner perd simultanément le privilège d'être le défenseur désigné et l'avantage d'être le principal bénéficiaire des fonds collectés.

Parallèlement, l'organisation de cette défense est perturbée par l'insistance de Ted Hood, skipper australien de Courageous, qui exige la Coupe de l'America en 1987, il fixe un duel et annonce la construction d'un monocoque géant de 39 mètres, destiné par Bruce Farr. Pris de court, les Américains décident de relever le défi avec un catamaran de 20 mètres. Avec sept équipiers, Dennis Conner ridiculise David Barnes et son équipe de trente-trois hommes en septembre 1988, mais les Néo-Zélandais

ont porté l'affaire devant la justice. Les juges ont décidé, le 19 septembre 1989, de la révoquer. La Coupe suprême de l'Etat de New-York confie la garde du trophée au San Diego Yacht Club.

Les querelles autour de l'organisation de l'épreuve, la parodie de compétition avec les Néo-Zélandais et la décision de justice ont contribué à ruiner le crédit de la Coupe de l'America aux Etats-Unis. La crise économique et la baisse du Golfe ont fini de briser les gros budgets de soutien les candidats à la Coupe. Les seuls qui n'en restent plus que deux : Dennis Conner et Bill Koch, un milliardaire du Kansas qui le père avait voulu faire fortune en pétrole.

Calculer au plus juste

Contrairement à son adversaire qui peut débiter les millions quel que soit le budget (300 millions de francs) pour financer son défi, Dennis Conner doit faire construire deux bateaux. Dennis Conner doit faire construire deux bateaux. Dennis Conner doit faire construire deux bateaux. Dennis Conner doit faire construire deux bateaux. Dennis Conner doit faire construire deux bateaux.

Ce stakhanoviste de la voile qui a passé plus d'heures à l'importer qu'à la barre des douze mètres J1, a dû apprendre à gérer au plus juste son budget. Il a dû apprendre à gérer au plus juste son budget. Il a dû apprendre à gérer au plus juste son budget. Il a dû apprendre à gérer au plus juste son budget. Il a dû apprendre à gérer au plus juste son budget.

cédentes campagnes. Dennis Conner a pu limiter les sorties à dix ou quinze jours par mois dans la phase préparatoire. Son plus gros handicap a été de ne pas disposer d'un «livre», ce second bateau qui permet de s'entraîner à la tactique si particulière du match racing, mais aussi de mieux régler le voilier de course.

Les deux premières régates entre défenseurs, Dennis Conner a battu les deux autres. Mais la troisième, il avait perdu au plus juste. Disposant d'un bateau de la première génération des class America, inférieur en vitesse à celui de Bill Koch, Dennis Conner s'est appliqué à optimiser le plan d'eau lui-même. Des conditions qui ont permis de gagner le match de la Coupe de l'America, mais il a des millions de francs de moins.

Dennis Conner n'ignorait pas non plus que Bill Koch avait recruté le vétéran (soixante-deux ans) Buddy Melges, ancien champion olympique de Soling en 1972. Mais il a su le respect, voire la crainte, sous ses adversaires, ce regret sur son avenir.

La sixième campagne de «Monaco America» pourrait être la dernière. Sans attendre l'épilogue, le grand marin qui n'a jamais versé un océan sur un bateau, a décidé qu'il lançait dans une autre aventure : la prochaine course autour du monde sur équipage (Whitbread) qui partira à l'automne 1993. Dennis Conner a déjà opté pour un bateau de 120 pieds (36,6 mètres). Il sera conçu par Bruce Farr, un adversaire dont il a pu apprécier le génie inventif. Les trois dernières éditions de la Coupe de l'America, où il a destiné son New-Zealand.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : l'Olympique de Marseille champion de France

Papin le Milanais

Michel Platini avait choisi Turin. Jean-Pierre Papin a préféré Milan. Dix ans après le transfert de Michel Platini à l'AS Saint-Etienne à la Juventus, l'avant-centre de l'équipe de France et de l'Olympique de Marseille s'apprête, lui aussi, à rallier un grand club italien, le Milan AC. La nouvelle est attendue, mais il a lui-même annoncé une quarante-sept mille spectateurs du stade-vélodrome, samedi 28 avril, pour le match de championnat contre l'AS Saint-Etienne (2-0). L'accord est transféré entre les deux clubs porte sur un contrat de trois ans qui s'élève à 82 millions de francs. Il devrait être signé le 3 mai prochain.

A vingt-neuf ans, Jean-Pierre Papin, qui a joué à Valenciennes (deuxième division), puis au FC Bruges (Belgique), avait d'accepter la proposition de l'OM en 1985, rejoint ainsi l'un des clubs les plus prestigieux du monde. Le Milan AC, présidé par M. Silvio Berlusconi, a remporté deux fois de suite la Coupe d'Europe des clubs champions, en 1989 et 1990, avant d'être éliminé par l'OM au quart de finale de l'édition 1991. Il suspendu un an sa participation européenne en raison du comportement de ses joueurs à Marseille. Il avait déclaré de reprendre le jeu à la suite d'une panne d'électricité au stade-vélodrome.

A l'occasion du match contre Cannes, l'OM a apparu sur le stade-vélodrome de celui qui a été nommé «JPP», l'OM a conquis le trophée de champion de France à son histoire et le quatrième consécutif depuis 1989.

Ph. Br.

AUTOMOBILISME : le championnat du monde des voitures de sport

Peugeot pris au piège

La Toyota pilotée par le Britannique Geoff Lees et le Japonais Hitoshi Ogawa a remporté, dimanche 26 avril, les 500 kilomètres de Monza (Italie), première course du championnat du monde des voitures de sport. La Peugeot 905 du Français Yannick Dalmas et du Britannique Derek Warwick, deuxième dans l'avant-dernier tour après avoir mené toute la course, n'a pas pu terminer.

MONZA

Un envoyé spécial

Une voiture rapide et à l'air, appuyée sur le pneu de secours. Pour Peugeot, ce fut la fin dramatique d'une saison qui avait commencé avec une victoire à la Ferrari. Car si Yannick Dalmas et Derek Warwick ont pu prendre le soleil face à la piste vide, pendant les dernières heures de la course, ils ont dû se contenter de deux tours à la grille de départ, une seule, la Toyota a pu accomplir jusqu'au bout sa course.

C'est le temple de la vitesse, le seul où la Ferrari n'a pu drainer pour elle-même les meilleurs pilotes du monde. Les deux autres ont été les trois jours du grand prix de formule 1 attirant 250 000 spectateurs environ. Dimanche, les deux équipes n'ont pas pu prendre le soleil face à la piste vide, pendant les dernières heures de la course, ils ont dû se contenter de deux tours à la grille de départ, une seule, la Toyota a pu accomplir jusqu'au bout sa course.

Comme pilote coincé dans son cockpit pendant d'angoissantes secondes, Peugeot a bien pris au sérieux le championnat du monde de sport. Tout l'hiver, Jean Todt a mené la révolte

de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) à l'égard du championnat du monde de sport automobile. Le championnat du monde de sport automobile a été créé en 1983. Le championnat du monde de sport automobile a été créé en 1983. Le championnat du monde de sport automobile a été créé en 1983.

À la fin du compte, Peugeot l'a emporté, il a sauvé ses chances d'obtenir le titre. Mais à quel prix ? Le plateau présenté à Monza était frugal, plus maigre que prévu : quatre voitures, quatre compétitives. Les représentants de l'hiver ont effrayé les sponsors, retardé la préparation des écuries, sans réveiller l'intérêt des spectateurs.

Surtout, la FISA s'est chargée de

faire sentir à Jean Todt qu'il avait bien le dos au mur. Les trois principaux participants - Peugeot, Toyota et Mazda - devaient verser en tout plus de 3 millions de dollars (18 millions de francs environ) au vice-président de la FISA, Bernie Ecclestone. Le grand manitou de la formule 1, soupçonné d'avoir précipité la décadence du championnat, garantissait en échange le calendrier de huit courses, une organisation décente et un signal télévisé, qui s'est avéré à la fin de la saison.

«Nous avons eu beaucoup de mal à l'accepter, reconnaît Jean Todt, mais nous n'avions pas d'autre choix pour cette saison. Le procédé donne de fait aux trois concurrents un statut batarde de co-organisateurs. Il ressemble surtout à une manière de leur signifier que, s'ils ont tant investi, ils peuvent encore faire un petit effort pour sauver une compétition dont ils semblent être les derniers à vouloir.

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

1. 41; 7. La Havre, 40; 8. Lens, 39; 9. Nantes, 37; 10. Toulouse, 36; 11. Saint-Etienne et Le Mans, 35; 12. Metz, 33; 14. Toulon, 32; 15. Lyon et Rennes, 31; 17. Sochaux, 30; 18. Nancy, 28; 19. Cannes et Nîmes, 27.

MOTOCYCLISME

VINGT-QUATRE HEURES DU MANS L'équipage Kawasaki composé des Britanniques Carl Fogarty et Terry Rymer ainsi que du Belge Michel Siméon a remporté, dimanche 26 avril, le quatrième édition des Vingt-quatre Heures du Mans avec quatre tours d'avance sur les Français Hervé Moineau, Christian Lavieille et Michel Gressano (Suzuki). Les vainqueurs ont couvert 3282,63 kilomètres à la moyenne de 139,798 kilomètres-heure.

RUGBY

CHAMPIONNAT DE FRANCE (première division) 1. Marseille, 56 pts; 2. Monaco, 51; 3. Paris-SG, 48; 4. Auzan, 43; 5. Caen, 42; 6. Montpellier, 39; 7. Toulon, 38; 8. Narbonne, 37; 9. Clermont, 36; 10. Brive, 35; 11. Agen, 34; 12. Pau, 33; 13. Castres, 32; 14. Béziers, 31; 15. Limoges, 30; 16. Oyonnax, 29; 17. Grenoble, 28; 18. Colomiers, 27; 19. Perpignan, 26; 20. Montauban, 25.

HOCKEY SUR GLACE : les championnats du monde en Tchécoslovaquie

Ultime sursis pour la France

Huitième des Jeux olympiques d'Albertville, en février, les hockeyeurs français vont tenter de renouveler leur performance aux championnats du monde qui se disputent en Tchécoslovaquie, du 28 avril au 15 mai. Après l'euphorie des Jeux, l'atmosphère est plutôt à la déprime. Dans cette discipline, les propositions de réforme devraient être rendues publiques au cours du week-end.

Lendemain de la difficulté pour le hockey sur glace français. Après l'euphorie des Jeux olympiques, les joueurs et responsables se sont retrouvés à la guele de la Fédération internationale de hockey sur glace (FIH). D'autres ont dû se battre pour la place du tournoi olympique, devant cinq mille supporters en Tchécoslovaquie. Le budget principal du tournoi en match : 5,2 millions de specta-

teurs pour le quart de finale France-Etats-Unis remaniés, honneur suprême, en direct et en couleur de soirée. Courtisée par le public et les médias, l'équipe de France a même sa vedette, l'attaquant Philippe Bozon.

Mais, dans le petit monde de la glace, personne n'était dupe. Chacun savait que, si le hockey ne profitait pas de l'effet JO, il était à court de crédits. Les discours, les polémiques autour de l'absence des joueurs de la Fédération française de hockey sur glace (FFHG) ou des dirigeants de club, les cris d'alarme des joueurs, n'ont pas suffi à ressusciter une discipline qui n'en finit plus de moribonder.

En trois ans, le phylax des clubs a été englué dans un enchevêtrement financier. Certains se sont vu refuser le droit de jouer à Amiens, Bordeaux, Briançon, Clermont. D'autres ont dû se battre pour la place du tournoi olympique, devant cinq mille supporters en Tchécoslovaquie. Le budget principal du tournoi en match : 5,2 millions de specta-

teurs pour le quart de finale France-Etats-Unis remaniés, honneur suprême, en direct et en couleur de soirée. Courtisée par le public et les médias, l'équipe de France a même sa vedette, l'attaquant Philippe Bozon.

Ces deux mois de palabres ont été ponctués par un ultimatum. En mars, Bernard Goy remet en question la participation des internationaux français aux championnats du monde si le hockey n'accepte pas une réforme de ses statuts. La FFHG devrait donc accepter, au cours de la semaine, des mesures d'urgence, proposées en février par un groupe de travail réunissant Jean-Claude Ducable, président de la ligue nationale, et les nombreux présidents de club.

Cette réforme prévoit l'adoption d'une politique sportive étalée sur cinq ans. Elle passe par un championnat à huit équipes aux épaules solides. Une structure administrative et sportive, financièrement indépendante de la Fédération française de hockey sur glace, mais liée avec la mission d'aider les clubs professionnels à s'organiser. Elle se réserve le droit de contrôler leur gestion financière et sportive. Pour pénétrer l'élite, il faudra accepter les règles du jeu.

«Si nous ne sommes pas capables de régler la crise dans les jours qui viennent, nous allons revenir dix ans en arrière», a déclaré Jean-Claude Ducable. «Nous devons préparer les Jeux olympiques de Lillehammer qui ont lieu dans vingt-deux mois, estime le son président Bernard Goy. Vingt-deux mois, c'est un délai très court pour reprendre les forces.»

Aux championnats du monde de Tchécoslovaquie, l'équipe de France doit faire bonne figure pour espérer rester au sommet et, en 1994, retrouver l'euphorie olympique. Le hockey sera d'autant plus difficile que les Bleus ont perdu leur vedette, Philippe Bozon, qui a quitté Chamonix pour l'Etat-Unis, sa patine maintenant sous les couleurs du Saint Louis Blues. Le public, lui, pourra regarder la télévision. FR3 a perdu l'équipe de France, après minuit.

BÉNÉDICTE MATHIEU

CULTURE

PATRIMOINE

Coups de plumeau à Chaalis

L'abbaye-musée ouvre des salles fermées depuis 1912 : un début de rénovation avec des moyens modestes

« Vous êtes des artistes... vous venez donc voir Chaalis ? Chaalis - le nom je me rassure d'une époque bien éloignée... celle où l'on me conduisait à l'abbaye, une fois par an, pour entendre le curé et voir la foire qui avait lieu près de Chaalis, dit-il... Est-ce que cela existe encore ? » Oui, pourrait-on répondre à Gérard de Nerval. La foire a changé d'allure mais déploie encore ses barriques et ses attractions en face de l'abbaye dont le poète évoque les transformations. Ici, les travaux sont plus que jamais à l'ordre du jour. Ils sont par le rapport de la Cour des comptes, rendu public l'an dernier (le Monde du 11 avril 1991), l'Institut de France semble, en effet, soucieux de remettre de l'ordre dans son patrimoine. Le Musée de Chaalis a été confié à une conservatrice, Nicole Garnier, « prêtée » par la direction des musées de France. Le Musée Jacquemart-André, après un intermède tragico-comique (le Monde du 16 février), vient lui-même de trouver un nouveau responsable : Michel Serfaty. Fils d'un riche industriel, le jeune homme, après avoir été administrateur du domaine, Aymard de Virieu, est sur la brèche. Mais l'étendue du travail qui lui est confié ne laisse pas l'indifférence, voire la négligence de l'Institut à l'égard de son patrimoine. Patrimoine, il faut le préciser, qui lui a été généreusement légué.

Un couple de milliardaires, Michel Jacquemart et Edouard André, qui, en 1912, firent don à l'Institut de France de leurs propriétés à Chaalis, Paris - l'hôtel du boulevard Haussmann, entre autres - et un millier d'hectares dans l'Oise, avec l'abbaye en prime : un bâtiment du XVIII^e siècle et les ruines d'une fondation cistercienne, plus une caduque qui ne pouvait accueillir les académiciens : la résidence parisienne comme le château-abbaye bourrés d'œuvres d'art. A Paris, les collections tournaient du XVIII^e siècle. A Chaalis, le choix était plus vaste. Le domaine était censé faire vivre ce bel ensemble. Mais, au fil du temps, le capital distraitement géré par l'administration rouennaise a fondu. La conservation

des collections de Chaalis, confiées systématiquement à des membres éminents de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, était devenue l'agréable complément d'une glorieuse retraite. Emile Male avait 82 ans lorsqu'il fut chargé de ce poste, qu'il occupa jusqu'à son décès, à 92 ans. Pierre Marot, prédécesseur de Robert-Henri Bantier, était un peu plus jeune lors de sa nomination - 75 ans - mais exerça pratiquement le même âge qu'Emile Male - 91 ans - lorsqu'il mourut, toujours en fonction.

Le goût d'une époque

Robert-Henri Bantier, alerte charbonnier de 70 ans, barbe au cheveu blanc, soigneusement taillée, profil de Bourbon maigre, ne manifestait pas Chaalis avec l'idéal des invalides. Spécialiste au CNRS du latin médiéval, il s'attaque avec une énergie inépuisable au redéploiement des collections confiées par Nelly Jacquemart. Collections qui vont de la sculpture médiévale au tableau de la Renaissance italienne - deux Giotto - d'une impressionnante série de bustes antiques à une collection de meubles venus de l'Europe entière, des cloisonnés chinois aux vitraux égyptiens et des faïences islamiques aux tapisseries de Bruxelles en passant par les tentures et les soieries indiennes. Cette œuvre d'Art Bantier, l'éclectisme très fin de siècle de sa propriétaire, en outre fascinée par l'art du portrait, en a droit, dans les galeries de l'ancien couvent, à un formidable étalage de vêtements, robes, pourpoints, perruques, barbes et coiffures en tout genre.

Le respect - ou la modestie - des conservateurs successifs a permis que la disposition générale des salles n'ait pas bougé. On a dû aussi, entre ces murs, le respect du goût d'une époque. Mais cet immobilisme n'a pas que des vertus. Aucune restauration n'a été possible depuis des lustres. Les peintures s'écailent, les marqueteries claquent, les tissus précieux s'effritent, les tapisseries, trop longtemps exposées à la lumière du jour, se défilent, les dessins, sans précaution, pâlissent, les tapis sont à bout de souffle, la poussière est partout. Le premier travail du nouveau conservateur a consisté en l'établissement d'un inventaire

des quelque 1000 pièces qui sont sous sa responsabilité : le dernier dattait de 1924. Il lui a ensuite fallu étiqueter l'ensemble des objets exposés. Maintenant, il s'agit d'élaborer une véritable collection, qui n'a jamais été faite systématiquement. Or les attributions sont souvent hasardeuses, voire incertaines.

Enfin, il reste trois salles fermées depuis la mort de Nelly Jacquemart : la chambre d'Aigles, le décor Empire, la chambre à coucher de la mécène, exclusivement dédiée au XVIII^e siècle français, et un curieux « salon » de bains, avec une baignoire dissimulée sous un canapé et une collection de sièges choisis, sans doute, pour la bizarrerie de leurs formes. Il lui reste à sortir de la poussière les meubles les plus précieux de la collection de l'abbaye de Chaalis.

Mais comment ouvrir d'autres salles avec un gardiennage aussi à double tranchant ? Comment redonner un peu de panache à ces collections éparpillées ? Comment animer cet étalage quelque peu funèbre ? Comment « appâter » un public plus nombreux ? L'abbaye reçoit moins de 7 000 personnes par an (le parc, 25 000 environ), alors qu'en face les attractions de la Mer de Glace d'Ermenonville accueillent, dans le même temps, 400 000 personnes. L'Institut est pour l'instant au stade du bricolage, faute de crédits. Ses travaux d'urgence, la restauration de l'un des pavillons d'entrée : il doit abriter le parti du 1^{er} mai la billetterie, un centre de renseignements et un salon de lecture. Mais se préparent à dévaler les 2 millions de francs alors que le budget du conservateur, financé par le budget de la Mer de Glace, est de 1 million de francs de personnel. Même si les monuments historiques avaient une partie du montant de la rénovation, la pénurie financière est très lourde. Aussi l'administrateur cherche-t-il des mécènes. Le château de Chantilly voisin, qui appartient lui aussi à l'Institut, chasse sur les

EMMANUEL DE ROUX

Une Villa Médicis au Japon

Conçu sur le modèle de l'Académie de France à Rome, un centre d'accueil des créateurs français se met en place près de Kyoto

KYOTO

Le correspondant

Au creux de collines boisées surplombant Kyoto, un nouvel établissement franco-japonais se met en place. C'est la Villa Médicis de Kyoto, un centre d'accueil des créateurs français. La Villa Kujoyama, de l'Institut français du Kansai (région de Kyoto-Osaka), qui sera inaugurée en novembre prochain, est due à une initiative du ministère des Affaires étrangères et de la coopération culturelle franco-japonaise.

Composée de pavillons à deux niveaux conçus comme des ateliers d'artistes, la Villa Kujoyama, dessinée par un architecte de l'université de Kyoto, M. Kunio Kato, est un style dont les lignes rappellent l'architecture traditionnelle, tendra à se fondre dans un environnement de verdure. A l'arrière de la colline, ce qui sera d'énormes travaux de consolidation, la Villa formera comme une terrasse sur la ville en contrebas.

La Villa Kujoyama perpétue une forme de coopération culturelle entre la France et le Japon imaginée par Paul Claudel, ambassadeur de France au Japon de 1922 à 1927, que l'on retrouve également à l'origine d'un

autre organisme de recherches, la Maison franco-japonaise de Tokyo. Selon le schéma claudélien, l'établissement est à « contenant » japonais (la construction) et à « contenu » français (la France en son fonctionnement).

Présence culturelle

Le terrain sur lequel est construite la Villa Kujoyama était le site du premier institut franco-japonais de Kansai, ouvert en 1937, qui fut transféré par la suite au quartier universitaire de Kyoto. Ce premier institut fut construit grâce au soutien d'un cercle francophile, propriétaire d'une entreprise de teinture qui avait séjourné à Lyon pour s'y familiariser avec les techniques françaises, le sénateur Katsurao Inaba. Il fonda avec Claudel la société de rapprochement franco-japonais. Sur la voie tracée par son aïeul, le fils de M. Inaba a réuni les fonds nécessaires pour la construction de la Villa Kujoyama. Il s'agit d'un investissement de près de 30 millions de francs.

Les activités de la Maison franco-japonaise de Tokyo sont axées sur la recherche ; celles de la Villa Kujoyama seront axées sur la création. D'une qualité professionnelle affirmée, les pensionnaires

séjourneront de trois à douze mois. A partir d'octobre prochain, la chorégraphe Anne Buge, les plasticiens Catherine Beaupré et Ange Leccia, ainsi que le groupe IFF (Information, Fiction, Publicité), Laurent Joubert et Marie Sester, les photographes Xavier Lambours et Bruno Suet, l'architecte Jacques Degioanni, l'écrivain Renaud Camus seront les premiers occupants de la Villa. Ils seront accompagnés de leurs travaux et de leurs manifestations.

Théâtre, chaque printemps depuis deux ans, d'une Académie de musique, dont la dernière, qui vient de se terminer, a notamment réuni, parmi dix enseignants des conservatoires de Paris et de Lyon, Rachel Yakar, Bruno Pasquier, Georges Pludermacher, Kyoto, où il mené d'autre part depuis 1968 un immense travail en bouddhologie par l'Ecole française d'Extrême-Orient, tend à devenir le centre d'une présence culturelle française de haute tenue au Japon.

PHILIPPE FRAUD

Les dossiers de candidature doivent être adressés au directeur de la formation des Français à l'étranger, programme Kujoyama, ministère des Affaires étrangères, 6, rue de Marignan, 75008 Paris.

Concert Europe 2 / MO

UNE GUITARE DE LÉGENDE AVEC EUROPE 2

MILAGRO TOUR 92



SANTANA

EN CONCERT À BERCY LE MARDI 5 MAI À 20H30

LOCATIONS :

FNAC,

VIRGIN, BERCY

DERNIERE LE 30 AVRIL 20H30
LE SILENCE DE MOLIERE
GIOVANNI MACCHIA
mise en scène Jacques Nichet
avec Dominique Valadié et Guillaume Lévêque
"l'Interview Imaginaire de la Mlle de Mollère"
AU THEATRE PARIS-VILLETTE
211 Jean-Jaurès, 75019 P
LOC. 42 22 77 - 42 02 02 68 - PL. DU CHATELET PARIS 4^e

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES
Mercredi 6 mai (daté 7)
SPÉCIAL FESTIVAL DE CANNES
Publicité Spectacles 46-62-74-19

Les Pieds dans l'eau
3 spectacles en alternance
du 28 avril au 3 mai
Renseignements pour
L'Ami Chasseur
Les Frères Zenith
et l'exposition
Le Grand Ordinaire
et le Petit Monde
40 03 39 03
la grande halle
France Inter

nouvel album **tracy chapman** matters of the heart
inclus le 45 t Bang Bang Bang
disponible en CD - K7

Le Monde
des

Carrières Européennes en Entreprises



EUMETSAT

The European Organisation for the Exploitation of Meteorological Satellites is an intergovernmental European organisation of 15 Member States (Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, United Kingdom). Established in 1986 and located in Darmstadt, in the vicinity of Frankfurt/Main in Germany, it is responsible for the development and operation of meteorological satellites. Further to the current Meteosat Operational Programme EUMETSAT is now preparing new programmes related to geostationary and polar orbiting satellite systems.

For its current and future activities, EUMETSAT is inviting well qualified candidates (male or female) to apply for the following posts:

Product Extraction Engineer (Ref. No. VN 92/8) - to define and implement product algorithms and methods for the operational extraction of meteorological information from satellite data and to participate in the development of meteorological data extraction facilities.

Image Processing Engineer (Ref. No. VN 92/9) - to develop image rectification, processing and quality assessment techniques and algorithms.

Telecommunications Engineer (Ref. No. VN 92/10) - to assist in the technical management of the existing METEOSAT telecommunication systems and the definition of future EUMETSAT systems.

Orbit and Attitude Engineer (Ref. No. VN 92/11) - to provide flight dynamics support to existing and future geostationary and polar orbiting spacecraft.

Computer Specialist (Ref. No. VN 92/12) - to assist in the management of existing computer network and in the planning, procurement and installation of future systems.

2 Meteorological Product Experts (Ref. No. VN 92/13) - to provide scientific expertise within the METEOSAT Second Programme in support of meteorological product extraction from satellite radiometer data.

Space Systems Engineer (Ref. No. VN 92/14) - to provide system level technical support in the procurement of the METEOSAT Transition Programme spacecraft.

Launcher Systems Engineer (Ref. No. VN 92/15) - to be responsible for the aspects related to launch procurement and the launch campaign of the METEOSAT Transition Programme spacecraft.

Ground Segment Engineer (Ref. No. VN 92/16) - to support the development and preparation for operations of the METEOSAT Transition Programme satellite and mission control centre.

Ground Station Engineer (Ref. No. VN 92/17) - to support the procurement, technical management and preparation for operations of the METEOSAT Transition Programme ground station.

Meteorological Communication Package Facility Engineer (Ref. No. VN 92/18) - to coordinate the studies, development and implementation of the on-board Meteorological Communications Package for the EUMETSAT Polar System.

2 Ground Segment Engineers (Ref. No. VN 92/19 & 20) - to define the concepts, specify the requirements and manage industrial studies for the future ground segments of the METEOSAT Second Programme and the EUMETSAT Polar System Programmes.

Possible candidates for these posts should have at least 5 years relevant experience except for the post of computer specialist for which a more junior candidate could be acceptable and must be nationals of one of the EUMETSAT member states. Fluency in one of the official languages of EUMETSAT (English/French) together with a working knowledge of the other language is required. Contracts will be awarded for an initial period of four years. The salaries are attractive and in line with other international organisations. Applications, covering letter, indication of availability should be written either in English or French, indicating the reference No. and should be mailed to:

EUMETSAT - Mr. Per Ulla, Personnel Officer
Am Elengrund 45 - 6100 Darmstadt-Eberstadt, Germany.

Le Monde
International

JEUNES DIPLOMES (HEC, ESSEC, IEP...)



Jeunes diplômés, débutants ou avec une première expérience, devenez L'ADJOINT DU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER.

Filière de l'un des majors : BTP, ETPM réalise un chiffre d'affaires de 2,3 milliards dans l'offshore. Cette performance la situe en très bonne position au sein du cercle des leaders. Dans le cadre d'une fonction très évolutive, nous vous proposons d'assister le Directeur Administratif et Financier dans les fonctions suivantes :

Responsable de la Région Mer du Nord (400 à 800 personnes), vous serez en charge de superviser et d'administrer les services comptables et financiers, contrôler et analyser les chantiers de la zone

concernée, suivre la gestion budgétaire et les différents aspects fiscaux et sociaux.

Un poste très complet, comme vous le voyez, nous vous le confierons si, au cours de vos études supérieures (HEC, ESSEC, IEP Ecofili...), vous avez effectué des stages formatifs dans un contexte industriel international. Si vous disposez d'une première expérience, celle-ci doit être de courte durée. Bien entendu, vous utiliserez la maîtrise et pratiquerez couramment l'anglais.

Ce poste est basé à Rotterdam.

Merci d'adresser votre candidature + CV réf. 2251 à EUROMESSAGES BP 80 92105 BOULOGNE Cedex qui transmettra.

ETPM

LA MER A SES

ARCHITECTES

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36015 LM

Le Monde
International

SUISSE

LA BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX

Institution internationale située à Bâle
avec un effectif de 440 membres de 22 pays différents

recherche un

JEUNE GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES OBLIGATAIRES EN DEVISES

(âgé de 28 ans environ)

qui sera intégré dans une équipe gérant des capitaux sur les principaux marchés mondiaux.

Diplômé d'une école de gestion ou d'actuariat et bénéficiant d'une première expérience (entre un et trois ans) sur les marchés financiers, vous possédez de solides notions de mathématiques financières et une très bonne maîtrise de l'anglais (des connaissances d'allemand seraient également bienvenues). Vous établirez votre résidence en Suisse.

La BRI vous offre de bonnes conditions d'emploi dans un environnement international.

Si ce poste vous intéresse, veuillez adresser votre dossier de candidature, accompagné d'une photographie récente et de références, à la Section du Personnel, Banque des Règlements Internationaux, CH-4002 Bâle, sous le numéro 92119.

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

offre un certain nombre de

stages

spécialisés en informatique et bureautique dans
les environnements suivants: ORACLE, UNIX, ETHERNET

Conditions d'admission: ☐ être né(e) après le 7 juin 1965; ☐ être détenteur d'un diplôme en informatique (minimum bac + 2) d'une institution reconnue; ☐ posséder une connaissance approfondie de l'environnement MS-DOS (PC AT, périphériques et logiciels); ☐ connaître le français et l'anglais.

Les candidats (m/f) doivent envoyer un curriculum vitae détaillé (avec photo d'identité), ainsi qu'une copie de leur(s) diplôme(s) d'enseignement secondaire ou supérieur, au Secrétaire général du Comité écono-

mique et social, Direction du Personnel et des Finances, rue Ravenstein 2, B-1000 Bruxelles, de préférence par pli recommandé, le 15 juin 1992 au plus tard (la date de la poste faisant foi).

Une première sélection sera opérée sur la base des candidatures reçues. Un accusé de réception ne sera envoyé qu'aux candidats qui seront ultérieurement convoqués pour un entretien.

Les stages se dérouleront du 1er septembre 1992 au 30 juin 1993. Les stagiaires percevront une allocation mensuelle.

Le Comité économique et social est une assemblée consultative des Communautés européennes. Le siège de son secrétariat se situe à Bruxelles.

URGENT

POUR LE 1^{er} OCTOBRE 1992
L'INSTITUT FRANCO-JAPONAIS DE TOKYO

RECRUTE

2 professeurs de français langue étrangère

titulaires de l'habilitation à diriger des études
avec une expérience en FLE indispensable
contrat d'un an renouvelable
possibilité de détachement
salaire brut annuel environ 240 000 FF

un(e) bibliothécaire-documentaliste expérimenté(e)
de préférence fonctionnaire titulaire (possibilité de détachement) avec
connaissance de l'informatique et de la technique de la bibliothèque pour réor-
ganiser et animer la bibliothèque-médiathèque de l'institut.
(Période d'essai d'un an.)

Salaire brut annuel début environ 220 000 FF

Lettre de motivation, photo, CV, copies de diplômes, attestations
stages et toute pièce justificative expérience en FLE
avant le 15 MAI 1992

à INSTITUT FRANCO-JAPONAIS DE TOKYO

Service de la Formation
15, Funagawara-cho, Ichigaya, Shinjuku-ku, Tokyo
Fax : 19.81.3.5281.3927

مكتبة الشهاب

quotidien fran

VIE DES ENTREPRISES

Inauguration d'une nouvelle usine ■ Bayonne

Le président de Sony prévoit de meilleurs résultats « d'ici deux ans »

Finie la broutille franco-japonaise. Venu inaugurer la fin de semaine dernière sa seconde usine à Bayonne, M. Akio Morita, président fondateur de Sony, a remercié M. Dominique de Villepin « pour ses efforts en faveur de la réconciliation économique entre la France et le Japon ». Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, pour sa part, a jugé « saine » la vision de Sony, « dérivée au Japonais d'un brevet de bonne citoyenneté européenne ».

Le numéro mondial de l'électronique grand public, il est vrai, a choisi pour la quatrième fois le Sud-Ouest pour implanter une usine dans le continent. Un continent qui représente désormais 30 % (38,5 milliards de francs) des ventes mondiales du groupe. Sony emploie en Europe 17 000 personnes, 43 % de son chiffre d'affaires.

Le pourcentage demande toutefois à nuancer, puisqu'il faut distinguer, selon le reconstruit M. Michel Galiana-Mingot, président de Sony-France, « production locale » et « contenu local ».

Spécialisée dans les circuits imprimés multicouches, la nouvelle unité de Bayonne, qui emploie 200 personnes, constitue le troisième investissement majeur de Sony en Europe pour les composants-clés. Des composants qui devraient engendrer, selon M. Strauss-Kahn, « un effet positif de 300 millions de francs sur la balance commerciale française ». Pour rentabiliser un investissement de 100 millions de francs, Sony a apporté par la région, le département et le titre de l'aménagement du territoire, Sony espère en effet vendre ses composants à d'autres

fabricants européens d'électronique.

L'ouverture de l'usine de Bayonne intervient en tout cas dans une phase délicate pour Sony. Victime d'une dévaluation du yen comme de la conjoncture, la firme japonaise prévoit une perte d'exploitation de 800 millions de francs pour l'année fiscale 1991-1992 (le Monde daté 23-24 février). « Nous avons estimé le poids de nos investissements dans une conjoncture déprimée », a déclaré M. Morita. Mais d'ici deux ans, nous retournerons à de meilleurs chiffres. Recherche et développement n'en sont pas affectés, mais la société ralentira un peu ses investissements dans la production », Bayonne peut pousser un « ouf » de soulagement.

P.-A.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ **Groupe Pasquier** (confaction) : bénéfice net consolidé de 2,5 %.

■ Le bénéfice net consolidé (part du groupe) de Gérard Pasquier (confaction) a légèrement régressé l'an dernier, s'établissant à 4,36 millions de francs contre 4,47 millions en 1990 (-2,5 %).

■ La société, la chiffre d'affaires net a accusé, lui aussi, un recul de 4 % (243,2 millions de francs contre 253,4 millions). Le groupe, qui est contrôlé par ses salariés, souligne cependant que les mesures de restructuration entreprises « laissent entrevoir une amélioration des résultats en 1992 ». Les actionnaires se verront proposer un dividende net de 24,6 F.

■ **BSN** : perte nette consolidée de 45 millions de francs en 1991. — La Compagnie des signaux et d'équipements électroniques (CSSE) a enregistré une perte nette consolidée de 45 millions de francs en 1991, contre un bénéfice net de 11 millions en 1990, indiquait mercredi 22 avril un communiqué du groupe. Le chiffre d'affaires consolidé est apparemment demeuré quasi stable (+2 %), à 1,24 milliard de francs. En 1991, il a connu une hausse de 3,7 % à périmètre constant. Toutefois, « en dépit d'une conjoncture défavorable, les commandes de commandes, principalement celles de la branche transport, sont en progression sensible. Le chiffre de commandes s'est accru de 34 % pour s'établir à 1,785 milliard de francs à fin 1991, soit près d'un an et demi le chiffre d'affaires 1991 », précise le communiqué en indiquant qu'il « permet d'envisager un retour à la rentabilité en 1992 ».

■ **BAT Industries** : hausse de 11 % du bénéfice net en 1991. — BAT Industries, le conglomérat britannique du bâtiment, des assurances, a enregistré une hausse de 11 % de son bénéfice net en 1991, à 1,05 milliard de francs (1,05 milliards de francs) l'an dernier contre 945 millions de francs l'année précédente. Le chiffre d'affaires a augmenté de 8 % à 19,6 milliards de francs contre 18,2 milliards.

■ **ABB** : chiffre d'affaires en bénéfice net en 1991. — Le groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB), numéro un mondial de l'électromécanique, a réalisé au cours de l'exercice 1991 un bénéfice net de 609 millions de dollars

(3,4 milliards de francs) en hausse de 3,22 %, un chiffre d'affaires net de 8,22 milliards de francs (26,7 milliards de dollars) contre 26,7 milliards en 1990, indique la société. La plus forte croissance résulte du secteur industriel qui a doublé son résultat d'exploitation passant de 123 millions de dollars en 1990 à 243 millions en 1991. Cette progression résulte de la maintenance et de l'intégration de l'ancienne société Combustion Engineering, souligne le communiqué. Fin 1991, ABB employait 214 000 personnes, un millier de moins qu'en 1990. Compte non tenu des nouvelles acquisitions la diminution effective est de 13 000 personnes.

INTRODUCTION

■ **L'Olympique de Marseille** prochainement en Bourse. — Dans un communiqué quotidien, le club du 27 avril, le ministre de la Pêche et de la pêche, Bernard Tapie, indique qu'il prépare l'introduction en Bourse de son club de football. « Le projet Bredin va permettre de faire évoluer les choses dans le football en créant des sociétés commerciales. La situation juridique de l'Olympique de Marseille va donc se transformer. Je peux vous révéler que je prépare déjà l'introduction de l'OM au hors du club de Marseille pour la prochaine saison. Je conserverai 34 % du capital de la nouvelle société, l'association propriétaire du club en aura 25 % et le reste sera vendu en Bourse ».

ACCORDS

■ **Philips** et **Hitachi** en Chine. — La compagnie néerlandaise Philips a signé, vendredi 27 avril, un accord avec Hitachi, pour y fabriquer des téléviseurs. Philips contribuera 51 % à la société d'Etat Suzhou TV et Factory. La compagnie néerlandaise a également annoncé la mise en œuvre d'une nouvelle unité de production de récepteurs intégrés, elle contrôle 51 %, en collaboration avec l'usine de radio numéro 7. La construction de cette unité, qui emploiera environ 200 personnes, sera terminée en 1993 et sera la production commerciale devrait débuter en mai ou juin.

■ **Pepsi Cola** et **Coca Cola** signent

des accords à long terme avec Nutrasweet. — Les deux plus importants fabricants américains de sucre, Coca Cola et Pepsi Cola, ont signé des accords à long terme avec la firme Nutrasweet pour l'achat d'aspartame, qui remplace le sucre dans les versions diététiques de leurs boissons, a-t-on appris mercredi 27 avril auprès des firmes. Cet accord, dont les termes n'ont pas été précisés, a une importance pour Nutrasweet car son brevet, déposé aux États-Unis pour l'aspartame, arrive à expiration à la fin décembre. Les accords représentent environ 75 % des ventes de l'aspartame aux États-Unis, selon Nutrasweet.

MARCHÉ

■ **BSN lance** Salvetat une eau minérale gazeuse. — BSN, numéro un français de l'agroalimentaire, a inauguré, vendredi 24 avril, une usine d'emballage d'eau minérale Salvetat. L'usine, située à La Salvetat-sur-Agout, Cette source du Languedoc devrait permettre au groupe M. Antoine Riboud de renforcer sur le marché de l'eau minérale gazeuse qui, en France, est en pleine expansion. Il a atteint 890 millions de litres en 1991 (+6 % par rapport à 1990). L'objectif de La Salvetat est de pallier les contraintes de Badoit, autre marque du groupe, qui, à 200 millions de litres par an, est arrivée au maximum de ses capacités de débit. Or, victime de ses succès, cette eau gazeuse n'arrive pas à répondre à la demande et enregistre 12 % de rupture de stocks dans les grandes surfaces.

CRISE

■ **Messier-Hispano** ferme une usine aéronautique à Bobigny. — La compagnie Messier-Hispano a annoncé la fermeture, en septembre, de son atelier de Bobigny (Seine-Saint-Denis) qui est spécialisé dans les trains d'atterrissage pour avions et hélicoptères. Cette usine occupait quatre-vingt-huit salariés. Les fabrications seront regroupées à d'autres sites de la compagnie — notamment à Molsheim (Bas-Rhin) — Messier-Hispano (qui relève du groupe SNCFMA) et, de son côté, le bureau d'études sera transféré à Vélizy (Yvelines). Cette restructuration est liée aux difficultés du principal client (l'avionneur brésilien Embraer) et au ralentissement des commandes d'équipements dans le domaine des hélicoptères.

GUIDE

■ Un guide de la création d'entreprise. — La préfecture de la région d'Ile-de-France vient de publier la deuxième édition du Guide de la création d'entreprise. Réalisé par la délégation régionale aux droits des femmes, le concours de l'association Femmes et entreprises (Hauts-de-Seine), ce fascicule offre aux femmes qui souhaitent créer leur entreprise une gamme complète de conseils pratiques, allant du choix de l'implantation à l'incidence du régime matrimonial sur l'activité professionnelle. Il est mis gratuitement à la disposition des femmes par la délégation régionale aux droits des femmes, 29, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris (tél. : 47-53-34-20), et les centres d'information des droits des femmes (CIDF) de l'Ile-de-France.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE OPTORG

Le Conseil d'administration réuni le 23 avril 1992 a pris connaissance de l'exercice 1991.

Le résultat consolidé, part du Groupe, s'élève à 30 598 000 F, contre 29 037 000 F pour 1990.

Le résultat de la Compagnie Optorg atteint quant à lui 29 134 000 F contre, pour 1990, 27 000 000 F.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée le 25 juin 1992, de distribuer un dividende par action inchangé de 10,50 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,25 F.

Le climat socio-politique tendu qui prévaut dans les pays africains a pesé sur le niveau d'activité. Néanmoins, et malgré une normalisation progressive de la situation, les résultats du Groupe pour 1992 pourraient marquer une nouvelle progression.

Les comptes 1991 seront présentés par les personnes qui feront la demande écrite au siège de la Compagnie.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	16 avril 1992
Total actif	621 409
Or	164 245
Disponibilités à vue à l'étranger	103 558
Ecos	54 703
Avances au Fonds de stabilisation des changes	15 835
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	55 583
Concours au Trésor public	40 250
Titres d'Etat (bons et obligations)	55 055
Emprunts	401
Effets publics	43 122
Titres en cours de recouvrement	409
Total passif	621 409
Emprunts en circulation	53 412
Comptes courants des établissements assurant la construction de réserves	17 813
Comptes courants de Trésor public	17 813
Reprises de fonds	1 001
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de crédit de change spécial	1 001
Ecos à l'ordre du Fonds européen de coopération monétaire	1 001
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	1 001

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,50 %
- Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,50 %
- Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES FINANCIÈRES

Indices globaux de base 100 : 31 décembre 1989

	15-4-92	24-4-92
Indice CAC 40	112,8	112,8
Indice CAC 100	112,8	112,8
Indice CAC 200	112,8	112,8
Indice CAC 300	112,8	112,8
Indice CAC 400	112,8	112,8
Indice CAC 500	112,8	112,8
Indice CAC 600	112,8	112,8
Indice CAC 700	112,8	112,8
Indice CAC 800	112,8	112,8
Indice CAC 900	112,8	112,8
Indice CAC 1000	112,8	112,8
Indice CAC 1100	112,8	112,8
Indice CAC 1200	112,8	112,8
Indice CAC 1300	112,8	112,8
Indice CAC 1400	112,8	112,8
Indice CAC 1500	112,8	112,8
Indice CAC 1600	112,8	112,8
Indice CAC 1700	112,8	112,8
Indice CAC 1800	112,8	112,8
Indice CAC 1900	112,8	112,8
Indice CAC 2000	112,8	112,8

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGES

Base 100 : 31 décembre 1989

	15-4-92	24-4-92
Indice global	112,8	112,8
Indice CAC 40	112,8	112,8
Indice CAC 100	112,8	112,8
Indice CAC 200	112,8	112,8
Indice CAC 300	112,8	112,8
Indice CAC 400	112,8	112,8
Indice CAC 500	112,8	112,8
Indice CAC 600	112,8	112,8
Indice CAC 700	112,8	112,8
Indice CAC 800	112,8	112,8
Indice CAC 900	112,8	112,8
Indice CAC 1000	112,8	112,8
Indice CAC 1100	112,8	112,8
Indice CAC 1200	112,8	112,8
Indice CAC 1300	112,8	112,8
Indice CAC 1400	112,8	112,8
Indice CAC 1500	112,8	112,8
Indice CAC 1600	112,8	112,8
Indice CAC 1700	112,8	112,8
Indice CAC 1800	112,8	112,8
Indice CAC 1900	112,8	112,8
Indice CAC 2000	112,8	112,8

TOKYO, 27 avril

Consolidation

Après la reprise de la fin de semaine dernière, le Nikkei de Tokyo a éprouvé le besoin de souffler lundi, et l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a terminé la séance en léger recul, cédant 91,93 points (0,5 %) à 17 813 points.

Le volume des échanges a particulièrement augmenté, les investisseurs semblant attendre une nouvelle baisse des obligations japonaises et des ventes d'arbitrage liées à l'indice ont suffi pour orienter le marché à la baisse. Par ailleurs, le communiqué publié à Washington dimanche par le groupe des sept grands pays industrialisés, en faveur d'une appréciation du yen, n'a eu aucun impact sur la Bourse et le marché japonais.

VALEURS	Cours de 24 avril	Cours de 27 avril
Alcatel	517	517
Compagnie	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380
Elf	1 380	1 380

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	4380	4400	Immob. Hôpital	1175	1175
Alcatel Assoc.	275		Immob. Compagnie	155	
S.A.C.	68		LPBM	61 10	
Bois Vermeil	751		Locom.	72	
Borcia (Syl)	460	480	Meca Comp	181	188
Boussier (Lyon)	222		Meca	175	
C.A.L.-de-Fr (C.C.I.)	840	840	Publ. Figeac	380	380
Calsonic	321		Publ. Figeac	380	380
Cardif	957	938	Reco-Alp Ecu (Syl)	234	
C.E.G.E.P.	255 10		Select Invest (Syl)	30	
C.M.I.M.	1120	1100	Serbo	310	
Codacore	280		Sopra	325	
Conforama	1218		TF1	460	452
Credif	190 20		Thomson H. (Syl)	281	
Danone	1000		Unilog	258	
Demachy Worms Co	348		Val et Co	111 50	
Develco	1000	1005	Y. St-Laurent Groupe	862	860
Dobson	188 80				
Dobson	115				
Edouard Beland	188				
Ensp. Propriété	188	183			
Foscar	110				
G.E.F. Group (Syl)	108	108			
G.E.M.	380				
Gravograph	171 50				
Gutlich	905	905			
I.C.C.	197				
Idenova	97				

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 100 - Cotation en pourcentage du 24 avril 1992

Nombre de transactions : 107 398

COURS	Jun 92	Sept. 92	Dec. 92
Dernier	107,42	107,46	108
Précédent	107,74	108,04	108,12

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 92	Sept. 92	Jun 92	Sept.
108	0,20	0,86	0,76	1,10

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 983,50	1 997,50	1 997
Précédent	1 991	2 007,50	1 998,50

CHANGES

Dollar : 5,58 F ↑

Au lendemain du G7 à Washington, le dollar évoluait sur des marchés des changes agités, lundi 27 avril. Il se ferme face au mark, affaibli par la grève du secteur public en Allemagne. A Paris, le billet vert a ouvert en hausse à 5,58 francs contre 5,54 francs la cotation officielle de vendredi 24.

	24 avril	27 avril
Dollar (en DM)	1,609	1,605
TOKYO	24 avril	27 avril
Dollar (en yen)	134,65	133,65

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (27 avril) : 8 1/16 %

New-York (24 avril) : 8 1/16 %

New-York (24 avril) : 3,56 %

BOURSES

PARIS (JUNEE, base 100 : 31-12-91)

23 avril 24 avril

Valeurs françaises : 114,80 NC

Valeurs étrangères : 102,70 NC

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 112,8

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 197,10 198,90

NEW-YORK (Dow Jones)

23 avril 24 avril

Industriel : 3 348,61 3 324,46

LONDRES (Indexe et Financial Times)

23 avril 24 avril

100 valeurs : 2 689,80 2 642,90

30 valeurs : 2 689,80 2 642,90

Mines d'or : 111,00 109,20

Fonds d'Etat : 88,31

FRANCFORT

23 avril 24 avril

Dax : 1 752,44 1 745,70

TOKYO

24 avril 27 avril

Nikkei Dow Jones : 17 813 17 813

Indice général : 1 314,00 1 312,88

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT

COURS TERME

MOIS

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

Demandé

Offert

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 AVRIL

[illegible]

COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations								
Emp. Etat 4.875/77	123 90	7 40	C.I.T.	1478	1478	Petit Franco	100	100
Emp. Etat 5.875/78	.....	7 70	C.I.T.R.A.M. 85	2282	.....	Petit Odéon	.....	.....
Emp. Etat 13.475/82	101 10	8 00	Daigil	348	342	Paribas Assur.	318	.....
Emp. Etat 15.275/84	100 10	8 20	Ch. de France	1200	.....	Paribas Invest.	318	.....
10.25% sans R.A.	103 30	1 78	Op. Lyon Almond	380	380	Petit Caillon	881	.....
DAI 10% 5/2000	108 91	9 18	Compt. Nat. Prov.	28	800	Pier. Heideck	1288	.....
DAI 10% 5/2000	.....	9 87	Créd. Gén. Ind.	197	.....	Publicis	738	.....
DAI 9.8% 1/1988	102 21	8 86	Cr. Universel (Caf.)	310	.....	Recherches	170	172
PAT 11.2% 85	.....	2 31	Dalmeida	700	700	Reunis	280	.....
CF 10.30% 85	102 80	1 40	Delaunay	2018	2001	S.A.C.E.R.	481	.....
CF 10.25% 197 90	106 50	1 28	Dubouché Vieilles	2639	.....	S.A.F.A.A.	297 10	.....
CHA 10 % 1878	100 50	1 11	Eden Bains	218	.....	S.A.F.I.E. Alcom.	228	.....
CHB 8% 85	.....	.....	Edin. Béarn Vichy	2700	.....	Saga	383	.....
CHB Paribas 8000F.	.....	.....	Eco. Vitrol	883	883	Sélect. Compting F.I.	112 80	112
CHB Suez 8000F.	.....	.....	Elec.	331	333	Sélect. du Méd.	826	828
CH 11.5% 85	.....	.....	Est. Ind. Patis.	4200	.....	Société M.M.	.....	.....
.....	98 95	2 57	Elec. (ex Eclair.)	2041	2040	Société M.M.	182	.....
.....	.....	.....	F.I.P.P.	33	.....	S.C.A.C.	688	.....
CH 10.50% 85-86	108 28	.....	F.I.N.A.C.	1888	1883	Suez	410	410
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	601	.....	S.E. Ind. Port. (M.)	146	.....
CH 10.50% 85-86	1000	.....	Force Ind.	888	884	S.E.	811	808
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	400	.....	S.E.	108	108
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	918	912	S.E.P.H.	220	.....
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	400	.....	S.E.P.H.	118	.....
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	918	912	S.E.P.H.	101	.....
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	721	.....	S.E.P.H.	388	.....
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	2017	2000	S.E.P.H.	80	1140
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	300	.....	S.E.P.H.	2418	2418
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	339	.....	S.E.P.H.	820	.....
CH 10.50% 85-86	.....	.....	Force Ind.	490	.....	S.E.P.H.	420	.....

SICAV (sélection)

	VALEURS	Cours prix	Dernier cours	VALEURS	Emmission Prix incl	Pascher net	VALEURS	Emmission Prix incl	Pascher net	VALEURS	Emmission Prix incl	Pascher net
Etrangers												
A.E.G.	886	....	Acilio	208 08	199 81	France	480 07	478 80	Prv Associations	28173 73	28173 73
Alco Hv Sinc	480	....	Aggrigny	829 48	....	France Farm	107 06	104 71	Prokuba	1001 96	977 54
Amba Alcatraz	116 80	....	Alcatraz	7337 48	7056 27	France-Regione	1241 38	1205 23	Quatt	137 38	134 02
American Brands	270 80	....	Amphi	23362 32	23362 32	Fract-Associations	34 83	34 83	Rebinder	876 48	798 48
Arcel	682	....	Argente	642 13	623 34	Fract-Capit	41 23	40 82	Recher	182 18	189 78
Asahi	84	....	Atchafalca Court T	7136 31	7136 31	Francher	238 64	238 01	Reverus Tannery	8389 27	8309 21
Banco Agropar Toys	876	....	Atosco	....	....	Franchiser	944 32	921 28	Reverus-Ten	128 88	116 20
Can Pacification	80 30	....	Atosco	....	....	Franchiser	14647 78	14574 91	Rh Rhodet Mo-Alco	1020 38	883 81
Cayler Corp	108	....	Atosco	....	....	Franchiser	172 42	168 82	Rh Rhodet Sinc du Tr	11232 54	11087 20
C.I.R.	8 20	....	Atosco	....	....	Franchiser	1247 98	1211 63	Rh Rhodet Sinc	228 18	217 80
Commercia	916	....	Atosco	....	....	Franchiser	1482 83	1483 83	Rh Rhodet Sinc	789 51	782 78
Dow Chemical	342 70	341	Atosco	....	....	Franchiser	101832 04	88622 78	Rh Rhodet Sinc	988 94	942 86
Eur	21	....	Atosco	....	....	Franchiser	13881 16	13859 98	Rh Rhodet Sinc	545 46	516 93
Geni (Bm Lomb)	816	....	Atosco	....	....	Franchiser	648 38	635 84	Rh Rhodet Sinc	14813 84	14794 82
Gowat	1070	....	Atosco	....	....	Franchiser	189 74	148 28	Rh Rhodet Sinc	1727 18	1727 18
Gran Holdings Ltd	73	....	Atosco	....	....	Franchiser	286 20	280 98	Rh Rhodet Sinc	12842 98	12442 98
Grady-Tre	410	....	Atosco	....	....	Franchiser	6720 22	6624 48	Rh Rhodet Sinc	1378 90	1378 90
Grace and Co (WV)	208	....	Atosco	....	....	Franchiser	11184 44	11184 44	Rh Rhodet Sinc	1828 12	1828 12
Hayes Inc	85 50	....	Atosco	....	....	Franchiser	28185 08	28184 08	Rh Rhodet Sinc	888 87	888 87
Johnson	137	....	Atosco	....	....	Franchiser	885 16	848 23	Rh Rhodet Sinc	1208 96	1183 28
Kushfield-Palmer	30 80	....	Atosco	....	....	Franchiser	2088 08	2087 41	Rh Rhodet Sinc	432 88	436 64
Latent Bank	20 80	....	Atosco	....	....	Franchiser	28895 57	28895 57	Rh Rhodet Sinc	1384 95	1284 95
Latent Bank	20 80	....	Atosco	....	....	Franchiser	571 78	565 14	Rh Rhodet Sinc	730 01	710 47
Noranda Mining	70	....	Atosco	....	....	Franchiser	717 43	886 53	Rh Rhodet Sinc	423 10	382 31
Olefinic Inc	8 80	....	Atosco	....	....	Franchiser	182 31	174 48	Rh Rhodet Sinc	220 44	218 08
Pfizer Inc	376	386	Atosco	....	....	Franchiser	10176 14	10075 78	Rh Rhodet Sinc	441 81	428 80
Rich	19	....	Atosco	....	....	Franchiser	67249 72	67249 72	Rh Rhodet Sinc	....	....

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

[illegible]

Cote des Changes			

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/4	COURS 28/4
Eaux Unies (7 tend.)	5 569		
Eau	6 926		
Alumagrose (100 dm)	337 880		
Belgique (100 fr.)	16 421		
France (100 fr.)	337 150		
Italie (1000 lire)	4 487		
Danemark (100 kr.)	67 310		
Ges. Bratsigne (7 li.)	9 391		
Ges. (100 ch.)	364		
Suisse (100 fr.)	93		
Suède (100 kr.)	98		
Norvège (100 kr.)	98		
Argentine (100 pes.)	5		
Espagne (100 pes.)	3		
Portugal (100 esc.)	4		
Canada (15 c.)	4		
Japon (15 yen)	4		

	Marché libre de l'or		
DES BILÉTS	COMMANDES	COURS	OR

MONNAIES ET DEVICES		COURS préc.
Or fin (kilo en bars)	60650	
Or fin (en lingot)	61000	
Napoleon (20f)	348	
Pièce Fr (10 f.)	380	
Pièce Suisse (20 f.)	345	
Pièce Latine (20 f.)	341	
Souverain	430	
Pièce 20 dollars	2180	
Pièce 10 dollars	1030	
Pièce 5 dollars	680	
Pièce 50 pesos	2245	
Pièce 10 florins	361	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - m : marché continu

Mesures de clémence de la junte militaire en Birmanie

Rangoun libère l'ex-premier ministre U Nu et autorise M^{me} Aung San Suu Kyi à recevoir sa famille

La junte militaire birmane, remaniée le 23 avril, a relâché plusieurs prisonniers politiques et autorisé M^{me} Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, en résidence surveillée depuis juillet 1989, à recevoir des visiteurs de sa famille.

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

Les généraux birmanes ont libéré le 23 avril, à l'occasion du 50^e anniversaire de la prise du pouvoir par le général Ne Win, en 1962, un des prisonniers politiques les plus connus de la Birmanie, M^{me} Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991, en résidence surveillée depuis juillet 1989, à recevoir des visiteurs de sa famille.

En outre, la junte a autorisé la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), désignation officielle de la junte au pouvoir depuis septembre 1988, a annoncé l'ouverture, dans les prochains mois, d'un dialogue avec certains opposants afin de réunir, dans les six mois suivants, une convention nationale chargée de rédiger une Constitution. Ces mesures sont venues au lendemain du remplacement, à la tête de la junte, du général Saw Maung par le général Than Shwe (le Monde du 25 et 26-27 avril).

Une opération
de relations publiques

Ces premières mesures ont été accueillies avec réserve par les dissidents birmanes, notamment par ceux qui ont fondé le « gouvernement des ombres » (U Nu) dans la zone tenue par les insurgés karens. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) de M^{me} Suu Kyi, fille du héros de l'indépendance assassiné en 1947, avait obtenu 191 sièges sur les 485 de l'Assemblée nationale, à l'élection, venant de 24 avril, il a reconquis sa démission. Il avait démissionné le 20 avril, n'ayant pu convaincre les institutions militaires de suspendre les mesures économiques adoptées contre le Pérou suite au « putsch civil » du 5 avril. M. U Nu a reconquis cette démission après que M. Fujimori, président du Pérou, a « garanti l'urgence et la construction nationale », lui eut accordé les pleins pouvoirs. (Corresp.)

En outre, la junte a autorisé la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), désignation officielle de la junte au pouvoir depuis septembre 1988, a annoncé l'ouverture, dans les prochains mois, d'un dialogue avec certains opposants afin de réunir, dans les six mois suivants, une convention nationale chargée de rédiger une Constitution. Ces mesures sont venues au lendemain du remplacement, à la tête de la junte, du général Saw Maung par le général Than Shwe (le Monde du 25 et 26-27 avril).

En outre, la junte a autorisé la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), désignation officielle de la junte au pouvoir depuis septembre 1988, a annoncé l'ouverture, dans les prochains mois, d'un dialogue avec certains opposants afin de réunir, dans les six mois suivants, une convention nationale chargée de rédiger une Constitution. Ces mesures sont venues au lendemain du remplacement, à la tête de la junte, du général Saw Maung par le général Than Shwe (le Monde du 25 et 26-27 avril).

En outre, la junte a autorisé la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), désignation officielle de la junte au pouvoir depuis septembre 1988, a annoncé l'ouverture, dans les prochains mois, d'un dialogue avec certains opposants afin de réunir, dans les six mois suivants, une convention nationale chargée de rédiger une Constitution. Ces mesures sont venues au lendemain du remplacement, à la tête de la junte, du général Saw Maung par le général Than Shwe (le Monde du 25 et 26-27 avril).

En outre, la junte a autorisé la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), désignation officielle de la junte au pouvoir depuis septembre 1988, a annoncé l'ouverture, dans les prochains mois, d'un dialogue avec certains opposants afin de réunir, dans les six mois suivants, une convention nationale chargée de rédiger une Constitution. Ces mesures sont venues au lendemain du remplacement, à la tête de la junte, du général Saw Maung par le général Than Shwe (le Monde du 25 et 26-27 avril).

En outre, la junte a autorisé la restauration de la loi et de l'ordre (SLORC), désignation officielle de la junte au pouvoir depuis septembre 1988, a annoncé l'ouverture, dans les prochains mois, d'un dialogue avec certains opposants afin de réunir, dans les six mois suivants, une convention nationale chargée de rédiger une Constitution. Ces mesures sont venues au lendemain du remplacement, à la tête de la junte, du général Saw Maung par le général Than Shwe (le Monde du 25 et 26-27 avril).

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Hors circuit

SORTEZ vos calculatrices ! Voici l'énoncé du problème : Etant donné un engin, la responsabilité du pays, un Général Prie qui a fait, en 1991, hors circuit, quatre-vingt blessés graves, dans un accident municipal causé par une « erreur humaine » en pleine rue, combien faut-il de morts supplémentaires pour « horripiler » le secrétaire d'Etat aux transports et les médias ? Réponse : neuf. C'est peu, n'est-ce pas ?

Puis, qu'enfin, depuis l'été dernier, il suffisait de débarquer place de la gare, au Mans, vingt-quatre heures avant le 28 février de la compétition pour constater que le centre-ville, d'ailleurs fermé à la circulation, était dans la terreur, le bruit et la fureur de ces drogues de la « boue », de ces balades de gomme, de ces allumés de la vrombissante moto. Vraiment, c'est plein de plein packs. Bierre et calva. Sans alcoolisme et sans craque.

Quelle route d'emploi. Chapitre roulette manie. Prenez une bécanne, j'ai euphémisme quand on parle de la moto et de la piste.

sance de ces monstrueuses machines. Enfin, prenez, façon de parler. Elles ne sont pas si mauvaises. Faut compter entre 10000 et 90000 balles. Et il s'en est vendu plus de cent mille mille l'an passé. Bourrez-vous la gueule. Prenez des gros cubes. Et laissez-moi rendez-vous fixé par votre bureau de vivre.

Que voulez-vous, les gens ? Les motos, c'est une affaire d'années pour les gamins de la rue à vingt-cinq ans qui font la nique au destin, façon James Dean. Alors, j'en suis, qui j'ai vu dans l'attente pétrifiée d'un coup de feu de la gendarmerie, dans les accidents-là. Parfois, n'en parle, on ne peut pas. Normal ; si les deux-roues sont si dangereux, on ne peut pas empêcher les gens de se jeter du haut de la tour Eiffel.

Tendre un peu de corde à un ennuieux, c'est une affaire d'années. On ne peut pas empêcher les gens de se jeter du haut de la tour Eiffel. Faut être jeune, ça passe ! Et là, croyez-moi, elle passe ! A 280 km/h.

BOURSE DE PARIS

Mardi 27 avril

Prudence

La Bourse de Paris était orientée à la baisse, ce lundi, en raison de la situation en Allemagne. Les investisseurs s'inquiètent à la fois du dérapage monétaire et de la grève des services publics outre-Rhin. Dans ce contexte, l'indice CAC 40 a baissé de 0,56 % dans une séance peu active.

o SOMALIE : l'ONU accusée d'attentisme. - Le ministre de l'information du gouvernement intérimaire de Somalie, M. Cheikh Ahmed Kadar, a qualifié, le 26 avril, de « regrettable, scandaleuse et injuste » la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de l'envoi de 500 militaires de l'ONU (le Monde du 26-27 avril). Cela « équivaut à condamner à mort 500 personnes par jour », a-t-il ajouté. Selon le directeur général de la santé, 200 à 300 personnes meurent chaque jour de faim et de maladie. - (AFP, Reuters.)

SOMMAIRE

DÉBATS

Un débat avec Emmanuel Bessner... 2

ÉTRANGER

La démission du ministre allemand des Affaires étrangères M. Hans Dietrich Genscher... 3
Autriche : la démission du premier tour de l'élection présidentielle... 3
Italie : la démission du président Cossiga... 4
Roumanie : l'ex-roi Michel a reçu un accueil d'hôte... 6

ESPACE EUROPÉEN

Les Douze à Séville : l'Union européenne agrandie en Hongrie... 8
Un palais pour les ministres de l'homme... 8
Regards franco-allemands... 8 à 11

POINT

L'avenir de l'Afghanistan... 12

POLITIQUE

Le débat sur la révision de la Constitution et sur la ratification du traité de Maastricht... 13
M. Yvon Briant réélu président du CNL... 14
Un entretien M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale... 14

SOCIÉTÉ

Neuf motards tués autour du circuit du Mans... 15
Au cours de la semaine des printemps, France-Plus propose à l'Europe un modèle d'intégration « latine et républicaine »... 16
Les pare-balles pour une maternité à Paris... 16

SPORTS

Le dernier baroud de Conner : Automobilité : Peugeot... 16

CULTURE

Photographie : Louis Friedländer et Les Friedländer au Palais de Tokyo. 18
Coups de plume : Chaslis : une histoire du Japon... 18

ÉCONOMIE

La réunion des Sept... 21
La grève des salariés des services publics en Allemagne... 21
La banque Lloyd's pourrait lancer une contre-OPA... 26
Midland Bank... 26

L'ÉCONOMIE

Quarante-cinq patrons sur la liste des « patrons de l'année »... 23
Le douloureux réveil des cliniques... 23
Le dossier : Force ouvrière... 23
Chronique, par Paul Fabra : Capitalisme : un système, une fonction... 23 à 28

Services

Abonnements... 14
Annonces classées... 22 et 23
Cartes... 26
Loto, Loto sportif... 26
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 26
Mots croisés... 27
Radio-télévision... 27
Spectacles... 20

La télématique du Monde

LE MONDE
LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde-L'Économie » 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 26-27 avril 1992 a été tiré à 514 163 exemplaires.

Echecs : les demi-finales
Tournoi des candidatsTimman et Short
à un demi-point
de la finale

La découverte du « Big Bang » échec pourrait être annoncée lundi 27 avril, à la soirée. Elle prendrait la forme suivante : « Le prochain championnat du monde qui doit se dérouler en août 1993 à Los Angeles du titre Gary Kasparov soit au Néerlandais Jan Timman, soit à l'Anglais Nigel Short. » Ainsi existerait bien la possibilité de ne pas avoir un sixième match Kasparov-Karpov, et le monde échiquéen se révélerait abasourdi : « Le seul adversaire d'élite de Kasparov, détrôné en 1985, serait absent, mais son remplaçant ne serait plus un Soviétique ou un Russe, comme on voudrait. Il faut vingt ans en arrière, en 1972, pour retrouver pareil cas : figure à l'astre fulgurant, l'Américain Bobby Fischer, avait affronté et vaincu le Soviétique « de service » Boris Spassky, puis il s'était désintéressé.

Tout cela demande une dernière vérification : dans la dixième et dernière partie des demi-finales du Tournoi des candidats, Timman et Short, qui auront les Blancs, annulent simplement leur match. Les deux « étrangers » menent actuellement à 4 à 4, un demi-point leur suffit. Pour Youssoufov et Karpov, la victoire comptera qui leur permettrait de jouer les prolongations (deux parties semi-rapides avec quarante-cinq minutes de jeu pour soixante coups).

Samedi et dimanche, avec les Noirs, Timman et Short ont les deux plus fortes chances de la finale en obtenant la nulle. Le premier du quarante-neuvième coup, le second au soixante-neuvième après un ajournement.

Celui qui obtient le plus de résultat à Linarç, Timman et Short, ont la première place au Tournoi de Dortmund, le joueur qu'on attend pour 1996 : Ivantchouk. Dimanche, le champion du monde, en battant Salov, a rejoint le jeune Ukrainien par le fil. Tous les deux ont 9 points sur 9 possibles, devançant Barov, 5,5, et Anand, 5.

B. de C.

Antilles: 3490F. AR
Embarquement immédiat

Réunion : 4590F. AR
Maurice : 5990F. AR
Pointe-à-Pitre : 3490F. AR
Fort de France : 3490F. AR
Saint-Martin : 3490F. AR
Déli : 5950F. AR
New York : 3190F. AR
Miami : 4080F. AR
Helsinki : 2290F. AR
Barcelone : 1490F. AR

AIR FRANCE

Tarif aller-retour applicable au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Demandez-nous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France.

Demain dans « le Monde »
Big Bang : la nouvelle pièce du puzzle

La découverte par le satellite américain *Cosmos* (le Monde du 25 avril) vient d'apporter aux cosmologistes une preuve qu'ils s'accrochent depuis longtemps : les « germes », les « grumeaux », les « grains » instantanés de la naissance du monde. Ceux-ci démontrent très tôt dans l'histoire, l'univers n'était pas si homogène qu'on le croyait. Ils pourraient expliquer la genèse des galaxies et des amas de galaxies. Demain dans « le Monde sciences-médecine ».

Les entreprises d'insertion

« Le Monde Initiatives » publie une enquête sur les entreprises d'insertion qui favorisent l'emploi de jeunes en situation souvent difficile ou marginale. Plusieurs exemples de prises de conscience que des portraits de jeunes ayant bénéficié de l'insertion.

Le Monde

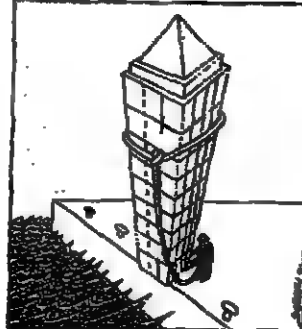
L'or des chambres de bonne



Sept mètres carrés pour 1 000 F par mois : une annonce parmi d'autres dans le seul segment de l'immobilier parisien qui se porte bien, celui des chambres de bonne. Les raisons d'un succès né de la crise.

page 30

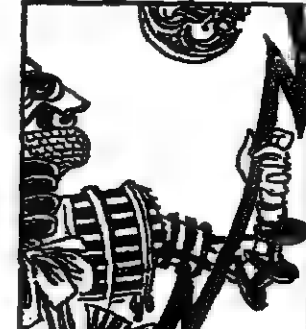
Le naufrage de Canary Wharf



Olympia à York, premier groupe immobilier mondial, avait mis un très gros sur le développement des Docklands de l'Est londonien. Mais l'ambitieux projet du Canary Wharf, largement inoccupé, a entraîné sa chute.

page 31

Les métaphores de l'économie



Comme les autres sciences, l'économie ne repose pas que sur les faits et la logique, écrit Donald McCloskey. Elle doit aussi, pour être comprise, raconter des histoires et employer des métaphores. En bref, à l'instar de la littérature.

page 39

MODE D'EMPLOI	30
Humeur, José Doyère :	
Impuissance, La	
Bloc-notes, Lois	
ACTUALITÉ	31 et 32
PERSPECTIVES	34 à 36
Patrons réservistes	
DOSSIER	37
Forces ouvrières	
OPINIONS	38 et 39
La chronique de Paul Fehre :	
Capitalisme : pas un système, une fonction. Livres	
CONJONCTURE	40
La production industrielle : Rythme modéré. Amérique du Nord : Quelles reprises ? Mexique : Un nouveau miracle ? Semi-conducteurs :	
En	

L'ÉCONOMIE

Tous entrepreneurs

Chaque semaine, 12 000 Américains décident de devenir leur propre patron. Une mode née du chômage et de la crise du système

PARCE qu'il était astucieux, au chômage, et, fraîchement papa, Jim Carrey a eu l'idée de faire imprimer sur des t-shirts et T-shirts pour nouveaux-nés une série de ces petites phrases humoristiques : « Si vous ne trouvez adorable, vous devriez voir mon oncle ! » ou « mon grand-père » ou « mon papa », etc., qui transformait un cadeau de quatre sous en clin d'œil. Le succès a été foudroyant, et Carrey, grisé par la lecture de magazines spécialisés — *Devenez riche à la maison*, lancez votre propre affaire, etc., vient de créer en Floride sa propre société de t-shirts et pour béas.

Parce qu'il en avait assez du rythme infernal que lui imposait son métier de pompier et qu'il savait que les 40 000 feux de cheminées recensés chaque année auraient pu être évités par un simple ramonage, John Hoover est devenu ramoneur. Une franchise peu coûteuse, une activité saisonnière et un garanti : on compte États-Unis millions de cheminées.

Chaque semaine, estime le Bureau américain des petites entreprises (US Small Business Administration), ce sont environ 12 000 Américains qui se décident ainsi à franchir le pas et créent leur propre affaire. Près de 2 millions en 1991 auraient même entamé une activité lucrative basée à leur domicile tandis que l'on estime à 15,6 millions le nombre d'Américains installés à leur « *own business* ». « C'est le triomphe de l'idée », dit votre patron », estime Rakowski, rédacteur en chef d'une gamme de magazines spécialisés dans ce secteur.

Annick Cojean

Lire la suite page 35

Quarante-cinq patrons sur la sellette



Le compte à rebours a commencé pour les PDG d'entreprises nationalisées. Du mai à octobre, la plupart d'entre eux verront leur mandat arriver à échéance. Autant de successions à guigner, de bilans à défendre. Ce test, devenu rituel puisqu'il revient tous les trois ans depuis que la gauche est au pouvoir, reste un geste hautement politique, où le poids des amitiés du passé ou des ambitions de chacun, joue un rôle aussi grand que leurs performances de leurs entreprises. Cette année, le changement de gouvernement a bouleversé en extrême les données du jeu. Après avoir craint le pire du volontarisme de l'équipe Cresson, la plupart des états-majors ont été rassurés par l'arrivée à Matignon de Pierre Bérégovoy, favorable, sauf exception, à la continuité.

Lire en page 32 les articles de Caroline Monnot et Eric Lasser

Le douloureux réveil des cliniques

Le blocage des tarifs décidé par les pouvoirs publics en 1990 a mis fin à la course au volume : les établissements à but lucratif doivent calculer et stabiliser leurs coûts, réduire leur endettement et changer le mode de rémunération des médecins

«FRANCHEMENT, je trouve toujours un peu paradoxal de voir des gynécologues-obstétriciens rouler en Porsche alors que les maternités perdent de l'argent. » Cette remarque du questionnaire d'une chaîne de cliniques n'est peut-être qu'une anecdote qu'il paraît. Elle illustre en tout cas l'un des changements que vont devoir mener à bien les mille quatre cent cinquante établissements d'hospitalisation privée à but lucratif : établir un lien direct entre leur rentabilité réelle et la rémunération de leurs médecins, jusqu'à présent assurée séparément par le contrat social.

L'un des dirigeants commerciaux, les « affaires » qui ont secoué récemment le milieu de l'hospitalisation privée — notamment l'inculpation du docteur André Attia, PDG du groupe Alphamed, ou la plainte déposée contre le docteur Louis Serfaty, président de la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP), l'un de la clinique de la Garlande, à Bagneux (Hauts-de-

Seine), — témoignent de la malaise que traverse une profession en pleine restructuration, mais désormais consciente que l'âge d'or est terminé. Après l'euphorie, les cliniques découvrent les contraintes d'une gestion soumise aux véritables réalités économiques.

COURSE AU VOLUME — Après avoir augmenté de 10,1 % en 1989 et de 7,6 % en 1990, les revenus de l'ensemble des cliniques aux cliniques (22,5 milliards de francs, hors honoraires médicaux) n'ont progressé que de 2,1 % en 1991. Cette même année, une quarantaine d'établissements ont déposé leur bilan, dont la moitié en région parisienne. Du jamais vu ! Dans la dernière période, le climat d'affaires des cliniques avait pourtant littéralement explosé. Une époque béni : la « Sécurité » payait les yeux fermés sans trop se préoccuper de la justification de certaines dépenses, les regroupements étaient facilités et la réduction, puis la suppression, de la TVA à partir du 1^{er} janvier 1988 avait stimulé un secteur auquel les investisseurs

financiers avaient apporté.

L'exode des chirurgiens des hôpitaux publics, fuyant un secteur soumis à la rigueur comptable du « budget global » et des « taux directeurs », a favorisé le développement de nouvelles spécialités et drainé une clientèle supplémentaire. La course aux équipements s'est accélérée sans que diminue le nombre de lits (lire en page 36 l'article de Guy Herzlich). Nombreux sont ceux qui, oubliant que les ressources de la Sécurité sociale ne sont pas extensibles à l'infini, se sont engagés dans des endettements, concluant certaines transactions sur la base de 500 000 francs le lit. Plus dure fut la chute.

« Pour la plupart de nos médecins-proprétaires, la notion de rentabilité était traditionnellement liée à la perception d'honoraires et non pas à l'activité de l'établissement. »

Jean-Michel Normand

Lire la suite page 30

NOUVEAU RÈGLEMENT

DEUG, DUT, BTS, ...

Admissibilité directe à l'oral

Après la Commission Admissions déterminant le passage ou la dispense des écrits du Concours afin d'intégrer les

CYCLES INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

- Clôture des inscriptions le 5 juin 1992 -

ISG

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Établissement reconnu par l'État - Diplôme homologué par l'État

Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé

Centre d'Information et d'Orientation (C.I.O.) - 4, rue de Lohé - 75116 Paris

Tél. (1) 45 53 60 00, postes 8802 et 8803

MODE D'EMPLOI

IMMOBILIER

L'or des chambres de bonne

Le moindre recoin de quelques mètres carrés sous les toits de Paris se loue à un prix exorbitant, une aubaine pour les investisseurs et un cauchemar pour les étudiants en quête de logement

«RECHERCHE désespérée...» Les étudiants, baby-sitters, et autres apprentis du quartier d'un logement bon marché (entendez «petit») à Paris s'arrachent les cheveux. Rares, chers, assortis de garanties ou cautions, souvent à la limite de la légalité... sans oublier les placards microscopiques, les lucarnes, pompeusement baptisés «studettes», loués à un prix exorbitant à un occupant ayant impérativement besoin de trouver un toit!

Car le prix des chambres de bonne, qu'elles soient à acheter ou à louer, s'envole. Comme d'ailleurs celui des appartements, pour lesquels les notaires publient récemment une cote! Un rapide coup d'œil sur le site Minitel de la FNAIM est révélateur: rive droite, le premier prix d'une chambre est de 1 300 francs pour 10 mètres carrés dans le 17^e. «Pour l'instant unique», est-il spécifié pour une annonce comme pour bien d'autres. Vient ensuite 1 400 francs dans le 16 et 12 mètres carrés à 1 600 francs dans le 16. Soit un prix de location oscillant entre 116 et 200 francs le mètre carré pour des logements peu confortables, puisqu'ils n'ont pas de salle de bain.

ILLÉGALITÉ • Rive gauche, c'est encore pire: l'offre est moins abondante et les prix plus élevés. Le premier prix est un 14 mètres carrés à 1 900 francs dans le 15^e, soit 135 francs le mètre carré. Les barres des 20 mètres carrés à 2 000 francs sont ensuite joyeusement franchies.

Bien évidemment, des charges s'ajoutent aux sommes demandées et souvent le chauffage est individuel, c'est-à-dire aux frais de l'occupant. Ce qui peut représenter une dépense appréciable quand le logement est sous les toits et mal isolé.

En fait, les professionnels immobiliers estiment que le marché des chambres de service leur échappe largement, car ils ne remplissent pas les conditions (de confort, de surface...) qui permettraient à leurs propriétaires de demander mieux que les loyers basés sur les surfaces corrigées, qui sont loin d'être minimes (20/25 francs le mètre carré) que les loyers en cours dans la capitale. Aussi de nombreuses chambres sont-elles occupées en violation de la loi, ce qui expose les occupants à des poursuites.

Si les deux parties, sinon, les propriétaires et les locataires, soit les améliorant, par exemple en modernisant les pièces limitrophes. Ce type d'opération — qui fait disparaître le stock de chambres disponibles mais gonfle l'offre de «studettes», minuscules et deux-pièces — permet, en passant, de réunir la population de ces petites unités, dans lesquelles les habitants du dernier étage n'ont généralement pas grand-chose à voir avec ceux qui habitent dans les niveaux inférieurs.

Comme les studios ou les petits appartements.



Si l'on consulte le serveur de la FNAIM, on trouve une offre non négligeable, et encore plus abondante rive droite (600 le 20 avril, par exemple) que rive gauche (306), mais plutôt chère. Comme pour tous les autres appartements dans la capitale, les prix réclament plus élevés que ceux des notaires, basés sur la réalité des transactions. Le phénomène est plus sensible rive gauche (rien à moins de 277 000 francs pour 10 mètres carrés). Rive droite, l'offre est plus variée et démarre assez bas (123 000 francs pour 12 mètres carrés dans le 10^e arrondissement). Ces chiffres

appellent plusieurs commentaires: d'abord, comme pour les parkings, le ticket d'entrée d'une chambre de bonne est relativement abordable pour un investisseur. En outre, la rentabilité au mètre carré est supérieure pour les petites unités que pour les grandes.

Enfin, les occupants «tourmentés» plus rapidement que les familles nombreuses, mieux protégées et plus difficiles à déloger en cas de conflit avec le propriétaire. Et qui dit rotation dit renouvellement des loyers. D'autant que certains acheteurs n'hésitent pas à investir quelques dizaines de milliers de francs pour transformer une chambre de service en «studette».

Comme pour toutes les moyennes, des disparités se font sentir derrière les chiffres des notaires: l'éventail des prix de vente va de 23 091 francs le mètre carré dans le 16^e arrondissement (le quartier dans lequel les transactions ont été les plus nombreuses avec le 10^e) à 9 734 francs dans le 9^e. Les écarts sont parfois minimes par rapport aux prix pratiqués dans les quartiers plus huppés: ainsi de 15 % dans le 15^e, moins de 20 % dans le 10^e, 11^e, 19^e et 20^e arrondissements.

OXYGÈNE • Dans ces quatre derniers quartiers, plutôt les transactions, sembleraient montrer que l'on assiste à une transformation du parc (création de petits appartements par réunion de plusieurs chambres) permettant aux ménages les plus modestes de continuer à se loger dans la capitale. Mais l'offre d'une chambre peut aussi donner une idée d'oxygène à nombre de ménages à revenus «moyens». L'étroitesse du logement mais qui ne peuvent acheter une surface plus grande.

Ils y logent donc soit un de leurs enfants, soit, s'ils sont encore en âge scolaire, la baby-sitter indispensable pour aller les chercher à l'école lorsque la mère travaille. Retour à la vocation d'origine pour les chambres de bonne, revues et corrigées à la sauce des années 90: échange de services contre un logement. On ne peut d'ailleurs exclure que les familles, fiscales ou autres, par les «emplois familiaux» illustrent le phénomène.

Françoise Vayasse

HUMEUR ■ Par Josée Doyère

Impuissance

Il faudrait quand même essayer de se raconter des histoires. Les hommes politiques, les gouvernements, n'ont qu'un pouvoir très limité sur la chose économique, quel que soit le pays où ils exercent leur activité. Mais en à une crise, créer la croissance, lutter contre le chômage... ils ne savent pas faire. Pourtant, pour remplir suffisamment les caisses, rien ne remplacera la bonne santé économique créatrice de richesses et d'emplois, génératrice de revenus.

Foin des illusions. Le pouvoir pour relancer la machine, pour susciter la reprise, pour lutter contre le chômage, n'existe dans aucun manuel. Les économistes ne la connaissent pas, sinon ils seraient criminels de ne pas la répandre. Les hommes politiques, malgré leurs richesses, n'ont pas le pouvoir — ou les reproches qu'ils adressent à leurs adversaires — s'ils sont dans l'opposition, — sont incapables de l'inventer. Baisse volontariste de l'impôt, d'intérêt outre-Atlantique, incitations fiscales, traitement social du chômage, dépenses de formation dans l'Hexagone... Le résultat n'est

pas génial. Et les chefs d'entreprise, quoi qu'ils disent, ne détiennent pas plus que les autres la précieuse recette.

Le libéralisme échoué («Laissez-nous faire, l'interventionnisme de l'État ne peut que porter préjudice à l'économie...») ne parvient pas à leur fournir les moyens dont ils ont besoin pour faire tourner leurs affaires et à remplir leurs caisses. Face à la crise, on voit l'État s'occuper des plans de restructuration, des fusions-absorptions pour acquiescer à une «optimalité» — c'est quoi, au juste, la «optimalité»? — et réaliser les fameuses économies d'échelle, le tout se traduisant par des dégraissages, des suppressions d'emplois... du chômage!

Si la reprise économique intervient en France avant les prochaines élections présidentielles, il serait injuste d'en créditer notre Béré national. Et si le redémarrage n'intervient aux États-Unis qu'après les présidentielles, il serait tout aussi injuste de rendre George Bush responsable de ce retard... Et vice versa.

Et si, une bonne fois, on jugeait les hommes politiques sur ce qui dépend d'eux?

LOIS ET DÉCRETS

Associations intermédiaires

Un décret relatif aux exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les associations intermédiaires, publié par le 17 janvier 1987. Cette limite est fixée à 750 heures par an par salarié au lieu de 254 heures par trimestre (1 016 heures par an). Toutefois le dépassement des heures n'entraîne plus la déduction de la totalité de la rémunération, mais seulement la partie qui correspond aux heures excédentaires.

Décret n° 92-331 du 30 avril 1992, Journal officiel du 1^{er} avril 1992, p. 4610.

Conseils de prévention de la délinquance

Des conseils départementaux de conseils de prévention de la délinquance ont été créés en juin 1983 (1) pour promouvoir toutes les initiatives de prévention, intervenir sur les situations de délinquance et proposer aux pouvoirs publics des mesures adaptées aux réalités locales.

Le nouveau décret a pour objectif de leur impliquer davantage dans la tâche en leur confiant des programmes de prévention de la délinquance. Il confie la présidence du conseil départemental de prévention de la délinquance

au préfet, qui est assisté par des représentants du conseil général, des communes et des tribunaux.

Au niveau des communes, toute municipalité peut créer un conseil municipal de la prévention de la délinquance placé sous la présidence du maire. Actuellement, 700 communes ont en ont mis en place.

Décret n° 92-343 du 1^{er} avril 1992, Journal officiel du 1^{er} avril 1992, pp. 4735 et 4736.

(1) Décret n° 83-459 du 8 juin 1983, J. O. du 9 juin 1983.

Egalité entre hommes et femmes

Un chapitre du livre du travail est consacré à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Les entreprises qui occupent au moins 50 salariés peuvent conclure avec l'État des conventions leur permettant de recevoir une aide financière pour faire procéder à une étude de leur situation en matière d'égalité professionnelle. Chaque convention doit préciser les modalités de réalisation de l'étude ainsi que le montant de l'aide financière de l'État. Un nouveau décret fixe cette aide à 70 % des frais d'intervention du consultant chargé de l'étude, celle-ci pouvant atteindre 70 000 F.

Décret n° 92-333 du 1^{er} avril 1992, Journal officiel du 2 avril 1992, p. 4760.

BIBLIOGRAPHIE

La fin de Billancourt

L'article consacré à Billancourt dans «Le Monde de l'économie» daté 29-30 mars s'est appuyé sur de nombreux ouvrages et témoignages. D'abord ceux des chercheurs: «Histoire des usines Renault» (tome 1: Naissance de la grande industrie), de Patrick Friedmann (Le Seuil, 1972); «L'État entrepreneur: le cas de la Régie Renault», sous la direction de Pierre Murat (Anthropos, 1971); «Louis Renault, patron absolu», de Gilbert Hatry, qui vient de mourir et qui avait fait sa carrière à la Régie avant d'en devenir l'historien, et «L'île Ségur», qu'il a écrit avec Pierre Murat (Ed. JCM dans les deux cas).

Nous ont servi aussi des ouvrages de la Régie Renault: «L'histoire de la Régie Renault», publiée par la Régie Renault d'histoire des usines Renault (que présidait Gilbert Hatry), devenue Renault histoire

depuis 1986, et le Mouvement social, notamment le numéro spécial sur l'automobile d'octobre-décembre 1972, les Temps modernes (novembre 1973), «Le taylorisme, hier et demain», ainsi que les études et rapports: Renault a fait l'objet d'un nombre considérable de travaux.

Mais nous devons aussi aux témoins comme Jacques Frémont (la Forteresse ouvrière, Fayard, 1971), et surtout à ceux qui furent les acteurs, responsables de l'entreprise, syndicalistes ou salariés, et notamment Claude Poperen (Renault, images de l'interieur, Ed. sociales, 1983), Daniel Labbé et Frédéric Périn (Que reste-t-il de Billancourt?, Hachette, 1990), et d'autres... Cette histoire est la leur et le souvenir de Billancourt leur appartient.

G. H.

LA COTE DES MOTS

Affacturage

«Jacques Cœur, nous dit Voltaire, trois fois facteur...» Comprenez par là que le fameux banquier et homme d'affaires berruyer (c'est-à-dire né à Bourges, faut-il le préciser...) avait, à l'époque, fait-il le commerce de la finance, le monde, plusieurs centaines d'agents, de représentants. En effet, le «facteur (féminin factrice) signifiait à l'époque ce qui fait le commerce pour le compte d'une autre», une définition qui rend ce synonyme des commis, intermédiaire, dataire, etc., actuels.

Les Britanniques reprirent le terme, l'anglicisant en *factor*, au sens d'«agent commissionnaire»: le «facteur» signifiait, logiquement, «agir pour le compte d'autrui». Par un affacturage, nous avons déjà eu l'occasion de signaler, les Anglo-Saxons ont renvoyé sur le continent, vers les années 1965-1968, un *factoring* issu du vieux *factor*, qui désigne la gestion d'une entreprise par un organisme extérieur.

Dès 1973, un décret officiel proposait un équivalent français, *affacturage*, assorti d'une fort longue définition. Le mot a été très bien accueilli, semble-t-il, et ratifié rapidement dans le milieu de la banque et des finances. La définition officielle exhaustive est la suivante: «Opération ou technique de gestion financière par laquelle, dans le cadre d'un contrat, un organisme spécialisé gère les comptes clients d'entreprises en acquittant leurs créances, en assurant le recouvrement pour son propre compte et en supportant les pertes éventuelles sur des débiteurs insolubles. Ce service, qui permet aux entreprises qui y recourent de réduire leurs frais de gestion, est rémunéré par une commission sur le montant des factures.» (L'expression *affacturage* a fortuitement correspond à l'anglo-américain *forfaiting*, qui s'applique à une variante du *factoring*.)

Le nombre des entreprises de contentieux pratiquant l'affacturage semble bien être, en France, en développement constant. Signe des temps...

Jean-Pierre Collignon

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

TCHÉCOSLOVAQUIE, HONGRIE ET POLOGNE ont signé le 17 avril la création d'un 1^{er} juillet du Comité de coopération de l'Europe centrale, une zone de libre-échange qui prévoit l'abolition pour dix ans des barrières douanières (le Monde daté 19-21 avril).

LE ROI JUAN CARLOS a inauguré le 20 avril l'Exposition universelle de Séville qui tiendra durant six mois dans la capitale espagnole (le Monde daté 21 avril).

JACQUES DELORS ET GEORGE BUSH se sont rencontrés le 22 avril à Washington, pour tenter de débloquent les pourparlers du GATT qui s'achoppent depuis un an et demi sur le libre-échange agricole entre l'Europe et les États-Unis. Principal résultat obtenu: l'Uruguay Round sera ouvert (le Monde daté 23 et 24 avril).

OLYMPIA AND YORK, le groupe immobilier canadien propriétaire des îles Richmann, promoteur du projet d'un projet de Wharf, dans les îles de Londres, a obtenu d'urgence à rembourser une dette qui s'élève à 14,3 milliards de dollars (14 milliards de francs) (le Monde daté 22 avril).

PRÉALABLE À LA RATIFICATION DES ACCORDS DE MAASTRICHT, le projet de loi de ratification de la Constitution a été adopté mercredi 22 avril par le conseil des ministres (le Monde daté 23 et 24 avril).

LA CROISSANCE FRANÇAISE ATTENDRAIT 3,1 % en rythme annuel au premier semestre 1992, selon les dernières prévisions de l'INSEE, basées sur l'état par rapport à celles de février qui tablèrent sur une croissance de 3 % (le Monde daté 24 avril).

UNE COMMISSION DE PRÉVENTION DE LA CORRUPTION a été mise en place le 23 avril par le premier ministre Pierre Bérégovoy pour étudier «les mécanismes économiques et financiers les plus exposés à des pratiques illicites». Elle doit remettre ses premières conclusions le 23 juin prochain (le Monde daté 24 avril).

EXCÉDENT COMMERCIAL EN FRANCE. Les statistiques commerciales de la France ont dégagé un excédent de 1,38 milliard de francs en mars, pour le troisième mois consécutif (le Monde daté 27 avril).

Le naufrage de Canary Wharf

Olympia & York, numéro un mondial de l'immobilier et propriété des frères Reichmann tente de dominer une grave crise financière, dont l'origine se situe notamment à Londres. Dans le quartier des Docklands, un gigantesque projet immobilier est en cours, dont le « navire amiral » est Canary Wharf

LONDRES
notre correspondant

«BIENVENUE dans l'ère de la mondialisation. Le bureau d'Olympia & York, le plus important d'Europe, est occupé par une équipe d'experts. Sur les murs s'affichent des agrandissements de photos. Ils peuvent y suivre l'histoire historique des Docklands, mais les étapes successives de la réalisation du projet immobilier de Canary Wharf, qui s'étend sur l'île aux Chiens, elle-même située dans une zone de la Tamise. Canary Wharf est le « navire amiral » du gigantesque projet de régénération urbaine des Docklands, ce quartier de l'East End de la capitale britannique, à l'est de la ville. Le groupe Olympia & York, propriété des frères Reichmann, les derniers, qui ont accumulé un lourd endettement (environ 68 milliards de francs), négocient avec une banque pour éponger momentanément leurs besoins de trésorerie et rééchelonner leurs dettes (le Monde du 12 avril).

Il se battent aussi pour tenter de sauver une réputation, jusqu'à sans tâche, d'orthodoxie financière. L'échec, il sera difficile à Olympie & York d'éviter le dépôt de bilan de plusieurs de ses filiales américaines et canadiennes. Mais il y a plus grave. Faute d'obtenir de nouveaux emprunts, les frères Reichmann, propriétaires de Canary Wharf, le projet le plus ambitieux, et peut-être le plus fou, du monde privé de l'immobilier, ont vu leur projet de Docklands, si Canary Wharf s'écroule, la « vitrine » des Docklands. Si Canary Wharf s'écroule, la « vitrine » des Docklands s'écroule. C'est alors tout l'avenir des Docklands qui se trouve en jeu. Le développement de l'East End de Londres, lui-même étroitement lié à la finance britannique, est en jeu.

L'importance de l'enjeu constitue la meilleure explication des efforts des frères Reichmann : les institutions financières, mais aussi le gouvernement britannique, qui a lourdement investi - politiquement et financièrement - dans les Docklands, ne peuvent pas se permettre de voir s'écrouler ce projet.

ILS AUX CHIENS - Lorsque l'on visite Canary Wharf, les rues vitrées et les halls en marbre, de verre et d'acier, donnent une impression d'univers artificiel, d'un monde de la vie urbaine. Le complexe est dominé de la tour poissée qui domine de ses 180 mètres le paysage de Londres, laquelle est flanquée d'une dizaine d'autres immeubles dont le style est très différent. L'ensemble, agrémenté de « proménades » et de « jardins », occupe les 28 hectares de l'île aux Chiens.

Dans le hall principal de la tour, au 1, Canada Square, treize-deux mètres au-dessus du sol, se trouvent cinquante étages. Mais un simple coup d'œil sur le bâtiment lumineux qui signale l'entrée des Docklands suffit à illustrer l'ampleur du projet financier que connaît Olympia & York : les noms de huit sociétés, réparties sur six étages, y figurent. Il y a environ 400 000 mètres carrés de bureaux à Canary Wharf, le total des locaux représente moins de 60 % de la surface disponible. Cela signifie qu'il n'y a pas encore de locataires. Ce manque de succès a contribué à la dégradation du groupe : les frères Reichmann, qui auraient déjà investi plus de 30 milliards de francs dans Canary Wharf, n'ont plus les disponibilités de trésorerie nécessaires pour financer la poursuite des travaux en cours, le plus fort des défis à relever.

A échéance de quatre-vingt-dix jours (un laps de temps réputé suffisant pour achever les négociations de rachat de leurs dettes), ils ont besoin de 1,1 milliard de francs, et de 3,5 milliards de francs pour les deux ans à venir. Par quel aveuglement, quelle addition d'erreurs, est-ce arrivé là ? L'origine des Docklands et de Canary Wharf remonte au début

des années 80. La City, à l'époque, exploite dans le quartier, et il lui fallait envisager la création d'un nouveau quartier d'affaires. En outre, les planificateurs tablent sur une extension de l'est de Londres, par un développement historique de la capitale. Le quartier, devenu désaffecté, était donc prêt à un tel projet.

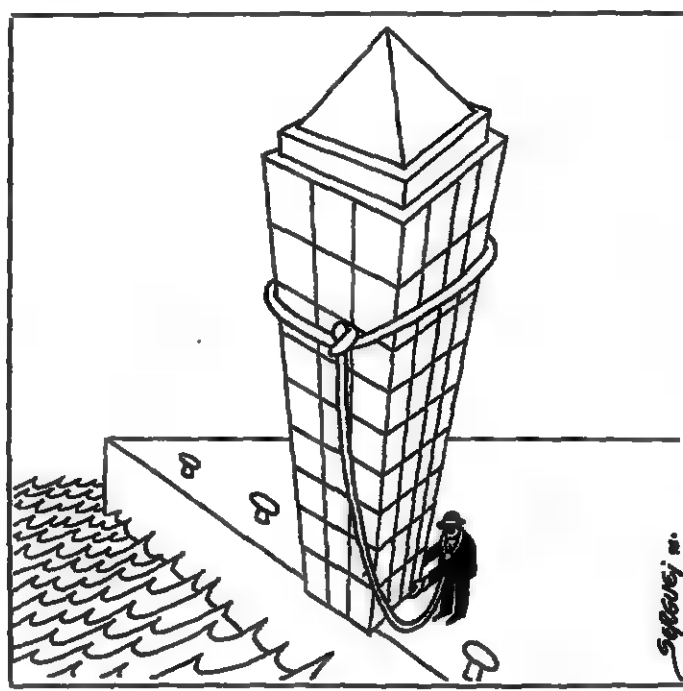
ACCIDENT PRÉVU - Le port de Londres n'a cessé de régresser depuis le début du siècle. L'Empire s'est retiré, et l'usage des entrepôts de la City a diminué. Mais les matières premières en provenance des continents, à l'exception du pétrole, ont continué à arriver. Le projet d'aménagement des docks, piloté par le London Docklands Development Corporation (LDDC), envisage la construction de quelque 4,6 millions de mètres carrés de locaux. Sur ce total, 1,3 million de mètres carrés sont déjà achevés, 500 000 mètres carrés sont en construction, auxquels devraient s'ajouter 800 000 mètres carrés, pour lesquels des accords ont été signés. Le reste, vu la conjoncture, a bien des chances de ne jamais voir le jour.

Les dimensions pharaoniques d'un tel projet s'expliquent par les conditions dominantes des années Thatcher, le triomphe de l'ultralibéralisme. Canary Wharf sera le symbole le plus impressionnant, le plus extravagant, pour construire une nouvelle, le

projet, non comme l'escomptaient les frères Reichmann, une période de pénurie. Or la récession mondiale commence à se manifester. Elle va s'approfondir et faire plonger le marché immobilier. A Londres comme à New-York, les Reichmann ont également vu leurs importants intérêts. Depuis 1989, les prix de l'immobilier de bureaux ont chuté de 40 %. Le prix du mètre carré loué à l'année, qui atteignait près de 6 500 francs dans la City en 1988, est tombé à 4 200 francs. De ce retournement de conjoncture, les frères Reichmann ont subi les conséquences.

Aujourd'hui, la zone des Docklands est en compétition avec la City, où quelque 1,3 million de mètres carrés de bureaux sont vacants. A l'échelle de la capitale, c'est 20 % de la surface de bureaux disponible qui est inoccupée. Face à de telles contraintes, la location de 60 % du parc de Canary Wharf est presque insupportable. Il est vrai qu'Olympia & York n'a reculé devant aucun sacrifice pour parvenir à ce résultat. Le groupe des frères Reichmann se charge en effet de trouver un acquéreur pour les locaux des sociétés qui acceptent de venir s'installer à Canary Wharf. Ces conditions financières alléchantes, qui ont fait leurs preuves à New-York, ne sont pas les seules : la prise en charge du loyer pendant les premières années du bail est devenue une pratique courante.

Victimes de la récession économi-



que, les frères Reichmann ont lancé, avec Canary Wharf, un pari à la fois trop ambitieux et hasardeux. La faiblesse de ce projet est en fait celle des Docklands, où les éléments d'infrastructure de transport, c'est-à-dire les facteurs humains, ont été négligés. Alors que la City, Wall Street, Nihonbashi à Tokyo, la Défense, à Paris, les quartiers intégrés à la ville, les quelque cinq mille personnes qui travaillent à Canary Wharf sont isolés à la périphérie de la capitale britannique. Même si les frères Reichmann accomplissent en trente minutes le trajet reliant le sud-ouest de Londres (par exemple Chelsea) à Canary Wharf, l'ensemble des moyens de transport (essentiellement la ligne du Docklands Light Railway), pour desservir cette zone, est très insuffisant. Olympia & York s'est engagé à financer, à concurrence de quelque 400 millions de livres, l'exten-

la Jubilee Line, cette ligne de métro qui doit relier Canary Wharf au centre de Londres. Or, l'état de la trésorerie du groupe autorise bien des doutes quant à la capacité des frères Reichmann d'honorer cet accord. Avec la bienveillance de leurs créanciers, les promoteurs canadiens peuvent encore remonter la pente. Mais le financier va probablement continuer à développer le projet à venir, mais de manière ralentie. Londres, d'autre part, n'est plus la même place financière. L'excédent de l'offre immobilière au disparaitra pas avant plusieurs années. Bien des investisseurs pour considérer que Canary Wharf, ce talon d'Achille des frères Reichmann, pourrait bien sonner le glas de leur expansion.

Laurent Zecchini

(1) La première phase de Canary Wharf représente 100 000 mètres carrés de bureaux. La seconde prévoit 600 000 mètres carrés supplémentaires, l'ensemble devant être complété de 30 000 mètres carrés d'espace commercial et de loisirs. En fin de réalisation, 60 000 personnes sont supposées travailler à Canary Wharf.

Les dimensions pharaoniques d'un tel projet s'expliquent par les idées dominantes des années Thatcher, où triomphe l'ultralibéralisme.

gouvernement de M. Thatcher compte essentiellement sur l'entreprise et l'argent privés. Des exonérations fiscales seront proposées aux investisseurs qui acceptent d'aller s'expatrier dans les Docklands, distants de 4 kilomètres de la City... Il ne s'agit pas seulement de créer un nouveau quartier d'affaires à Londres (avec la City et West-End), mais aussi de promouvoir l'évolution de la finance internationale, dont la capitale britannique entend rester l'un des phares. Tel est, en 1987, le pari des frères Reichmann, persuadés que Londres va devenir la « capitale » de l'investissement en Europe, et que les Docklands vont devenir le « quartier » japonais.

«BIG BANG» - A l'époque, tout semble accréditer un tel optimisme : la Grande-Bretagne jouit d'une rare stabilité politique, son économie se redresse, et le secteur tertiaire connaît un essor sans précédent, avec le « boom » dans le secteur des services financiers. La banque, l'assurance, le marché des valeurs sont en pleine expansion. Rien ne semble devoir arrêter cette euphorie. L'année que la dérégulation de la City, le « big bang » de 1986, permet aux investisseurs, que n'altère pas le krach boursier d'octobre 1987. Les frères Reichmann espèrent, d'autre part, réaliser le « grand projet » qui leur a permis, à New-York, d'acheter des immeubles à bas prix sur Manhattan pour y constituer des bureaux : la réussite du World Financial Centre est perçue comme un modèle pour jeunes loups de la finance internationale... Les frères Reichmann ont donc chargé de transformer le nom de Canary Wharf en un lieu plus amène.

Car les planificateurs de la City réagissent en allégeant les restrictions d'urbanisme, ce qui permet d'envisager la transformation de quelque 3 millions de mètres carrés de bureaux dans le quartier. Canary Wharf va donc proposer un patrimoine immobilier, en 1990, qui sera le plus moderne

Actionnaires Société Générale, vous attendiez des résultats.

Ils progressent fortement en 1991 : + 25,8 %.

En progression de 25,8 % sur 1990, le bénéfice net par action du groupe s'élève à 3,37 milliards de francs, soit un bénéfice par action de 48 francs (+ 16,5 %).

Le montant du bénéfice distribué aux actionnaires s'élève à 1121 millions de francs, en progression de 8,7 %, en raison notamment de l'augmentation du nombre de titres résultant de l'exercice de 3,2 millions de bons de souscription. Le dividende par action qui sera proposé à l'Assemblée Générale est de 15 francs par action (soit un revenu global, avant fiscalité, de 22,50 francs) identique à celui versé en 1991.

An total, la distribution aux actionnaires, l'une des plus importantes des sociétés françaises, représente 33,3 % du bénéfice net par action et sur la base d'un cours du titre de 530 francs, procure un rendement de 4,2 %.

Les résultats 1991 sont le reflet de la croissance de notre activité :

- Les crédits à la clientèle ont progressé de 7,9 %.
- Les dépôts à vue et d'épargne sont restés stables tandis que les dépôts fortement rémunérés ont augmenté de 18,2 %.
- De très bonnes performances ont été obtenues dans les opérations de marché et à l'international.
- Notre groupe a poursuivi sa politique de prise de participations dont l'encours atteint près de 21 milliards de francs.

Notre produit net bancaire a ainsi progressé de 9 % et s'élève à plus de 35 milliards de francs, dont une part croissante de commissions qui représentent près de 35 % du total.

Nos frais de gestion n'ont augmenté que de 6,1 % alors que les investissements pour préparer l'avenir ont été maintenus à un niveau élevé.

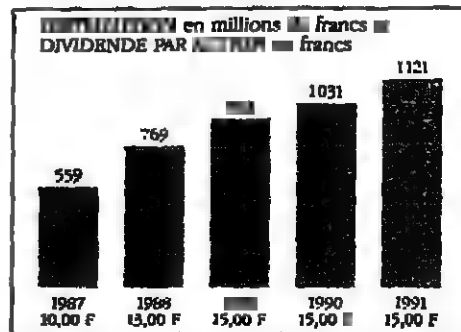
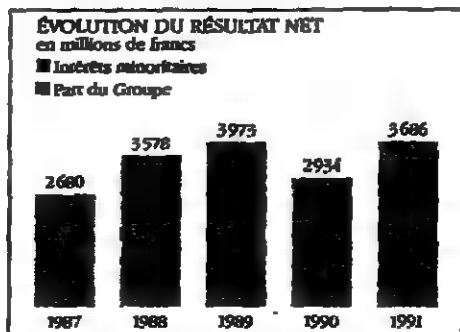
Notre résultat brut d'exploitation s'élève à 10,5 milliards de francs, en progression de 16,4 %.

Nous avons poursuivi notre politique de prudence en matière de couverture de risques : 5,3 milliards de francs y ont été consacrés.

Nos fonds propres ont progressé de 16,1 % pour atteindre 36,7 milliards de francs à fin 1991.

L'actif net réévalué par action représente 672 francs, nettement supérieur à la cotation à fin mars 1992 de 530 francs.

Pour tout complément d'informations, consultez notre service « Relations avec les Actionnaires » (Tél. : 40.98.5216 et 36-14 code Général).



CONJUGUONS NOS TALENTS.

هكنا من الأكل

ns sur la sellette

Sur le marché très concurrentiel des blondes,
la Seita renforce ses positions.



N° 2 des cigarettes blondes.

DDP Corporate

DE L'INITIATIVE ENCORE ET TOUJOURS

Spécialistes du brun depuis des années, nous ~~occupons~~ aujourd'hui les deuxièmes sur le marché des blondes en France, avec près de 23% des cigarettes vendues en 1991. Une place que nous ne cessons de consolider avec une politique active de lancement de produits. Pour plus d'informations sur l'entreprise, écrivez à la Seita, Direction de la Communication, 53 Quai d'Orsay, 75007 Paris.

— Seita —

PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

Patrons réservistes

General Motors, Goodyear, Westinghouse... La nouvelle mode dans les entreprises américaines en difficulté, c'est d'aller chercher le manager à la retraite ou l'ancien de la maison qui redressera la situation. L'expérience : une valeur qui monte

DÉCIDÉMENT, il y a toujours quelque chose dans le monde des entreprises américaines. Les années 80 y ont vu sévir les fameux raiders, qui visaient moins à restructurer les firmes qu'à en tirer tout le profit possible. En ce début des années 90, la crise étant venue, les patrons d'administration ont mis à la disposition du manager providentiel capable de redresser la barre. Oh surprise : on ne compte plus les fois où celui-ci a été arraché à une paisible retraite, même appelé dans l'entreprise dont il avait claqué la porte.

Voyez General Motors. En avril, le conseil d'administration a nommé un ancien de l'automobile à la tête de la PDG, Robert C. Stempel, un ancien directeur général. Le nouveau président du tout-puissant comité exécutif John G. Smale, ancien directeur général de Procter & Gamble, retraité, membre du conseil d'administration de General Motors. Pourquoi lui ? Le conseil a jugé que GM avait été dirigée avec plus de poigne.

À l'automne dernier, Goodyear s'est elle aussi offert un retraité en guise de PDG. Une rémunération de 1,1 million de dollars la première année, 1,3 million chacune des deux années suivantes, la possibilité d'acheter un nombre confortable d'actions de l'entreprise à très bon prix, plus quelques petites choses (voiture avec chauffeur, appartement de fonction, etc.) : il n'en a pas fallu moins pour convaincre Stanley C. Gaul, soixante-cinq ans, de présider une entreprise de Goodyear jusqu'en juin 1994. Le nouveau

venu, déjà membre du conseil d'administration, avait fait partie aux commandes de Rubbermaid Inc.

Nova Pharmaceutical Corp. (spécialisée dans la recherche médicale) a été plus discrète sur les avantages accordés en octobre dernier à Donald E. O'Neill, lui aussi âgé de soixante-cinq ans, pour qu'il accepte le poste de président. Précédemment responsable du haut niveau chez Warner-Lambert, une firme pharmaceutique où il était chargé de l'international, Donald E. O'Neill venait juste de prendre sa retraite début 1991. Selon Hans Mueller, directeur général de Nova, l'expérience du nouveau président en matière de développement de produits, de marketing, ainsi que ses contacts dans l'industrie au niveau international vont renforcer les capacités de l'équipe de direction.

ZORRO ■ C'est parmi ses propres collègues que Westinghouse Electric Corp. est allée chercher le nouveau PDG de sa filiale Westinghouse Financial Services : Leo W. Yochum, soixante-quatre ans, ancien directeur financier, avait pris sa retraite en 1988. Le PDG chargé d'élargir le portefeuille de Westinghouse Financial Services (trop investi dans l'immobilier) pour juguler les pertes. S'étant depuis longtemps acquis le respect de la communauté financière, Leo Yochum devrait, plus facilement qu'un autre, trouver les crédits nécessaires à la tâche.

Mais le plus flamboyant Zorro d'entreprise est sans aucun doute Victor H. Potamkin, « l'in-
Potamkin », comme il

écrit le New York Times. A quarante-cinq ans, ce concessionnaire de Cadillac a été nommé à reprendre du service. Pendant quinze ans, Victor Potamkin a vendu, en tant que New-Yorkais, le grand confort de publicité et de rabais, ce qui n'était pas forcément bien vu au sommet. Oui, mais... le manager de Victor Potamkin, plus « stylé », a dû fermer boutique après quatre années de ventes médiocres. Aussi, lorsque le vendeur-vedette a proposé de reprendre le flambeau, Cadillac, toute honte bue, a dit oui. « Il nous a manqué », a déclaré Peter R. Geross, directeur des ventes.

CONSEILLERS ■ « Les entreprises n'aiment pas en parler. Mais elles cherchent à trouver des compétences qui leur manquent. Mais leur offre en général un poste de conseiller : c'est tout ce qu'elles ont », écrit Mary Rose Conboy, rédacteur de l'hebdomadaire Canny, Bowen Inc., à New-York. Explication du phénomène : les années 80 et leur cortège de raids boursiers, de restructurations d'entreprises, puis la récession et la multiplication des « dégraissages », ont fait perdre un bon nombre de grands groupes (IBM, Xerox, Shearson, Exxon, Procter & Gamble et autres Allied Signal) à favoriser notamment les départs en préretraite.

« Mais on ne choisit pas qui part. C'est l'expérience, la connaissance des technologies, le carnet d'adresses, certains responsables ne sont pas remplaçables », écrit Mary Rose Conboy. Dans l'industrie, il n'y a pas suffisamment de gens jeunes compétents. L'époque est

finie où il suffisait de se laisser porter par la croissance pour avoir l'air d'être un bon manager.

Voilà pourquoi les retraités américains de valeur ont un bel avenir devant eux, même si on ne les engage que pour un nombre d'années limité, en leur demandant de former des jeunes.

Pour des raisons similaires, on assiste à des réconciliations étonnantes avec des managers ayant la force de l'âge. Les exemples ? Frank A. Ingari, quarante-deux ans, vient de rejoindre chez Lotus Development Corp. En 1990, il avait quitté l'entreprise de logiciels parce qu'il n'était pas satisfait de la structure de direction et qu'il n'avait fait savoir. Il était alors responsable du marketing pour une ligne de produits. Le voici désormais « vice-président », responsable du marketing de l'ensemble des produits.

“C'est vrai que ce n'est pas facile de trouver des gens compétents.”

Andrew J. Smith, cinquante ans, a fait encore mieux : il a retrouvé son poste de directeur général et de membre du conseil d'administration de Rexene Corp., entreprise de pétrochimie, remplaçant ainsi William J. Gilliam, qui l'avait mis à la porte l'an dernier, malgré quinze ans de bons et loyaux services. Entre-temps, l'en-



entreprise a dû se mettre à la protection du fameux « Chapter 11 », la loi sur les faillites.

Quant à Kenneth L. Schroeder, quarante-sept ans, qui a fait partie de l'équipe de direction de KLA Instruments Corp. de 1979 à 1987, il y est revenu en tant que directeur général adjoint, après avoir occupé des postes similaires dans deux autres compagnies. Le PDG de l'entreprise, Kenneth Levy, a déclaré que « cela prend du temps de trouver la bonne personne pour remplacer la personne qui a été perdue ». Il a fallu du temps également (et quelques centaines de millions de dollars de pertes) pour que James Jacobs se résigne enfin à réembaucher Ned Mitchell, ex-président d'E. J. Brack, qu'il avait mis lui-même à la porte trois ans après avoir acheté l'entreprise de Brack.

MOINS GOURMANDS ■ « C'est vrai que ce n'est pas facile de trouver des gens compétents », constate Jean-Louis Alpeyris, directeur chez

Heidrick & Struggles, une des plus importantes firmes de recrutement de New York. Quand vous adressez à quelqu'un qui appartient à la société, vous gagnez du temps et vous évitez les risques : la personne en question connaît déjà la culture d'entreprise et les principaux dirigeants. C'est important quand la firme doit faire face à des problèmes immédiats.

Les retraités sont d'autant mieux placés pour travailler au travail qu'ils sont, en général, moins gourmands financièrement et plus motivés. Ils acceptent aussi, le cas échéant, d'être par exemple présidents à temps partiel, tel un ancien responsable d'IBM recruté par une entreprise de la Silicon Valley. En tout cas, les chasseurs de têtes en sont convaincus : cette population sera de plus en plus précieuse dans les années à venir. Licenciements massifs et démographie aidant, le phénomène devrait même toucher l'Atlantique et marquer la France.

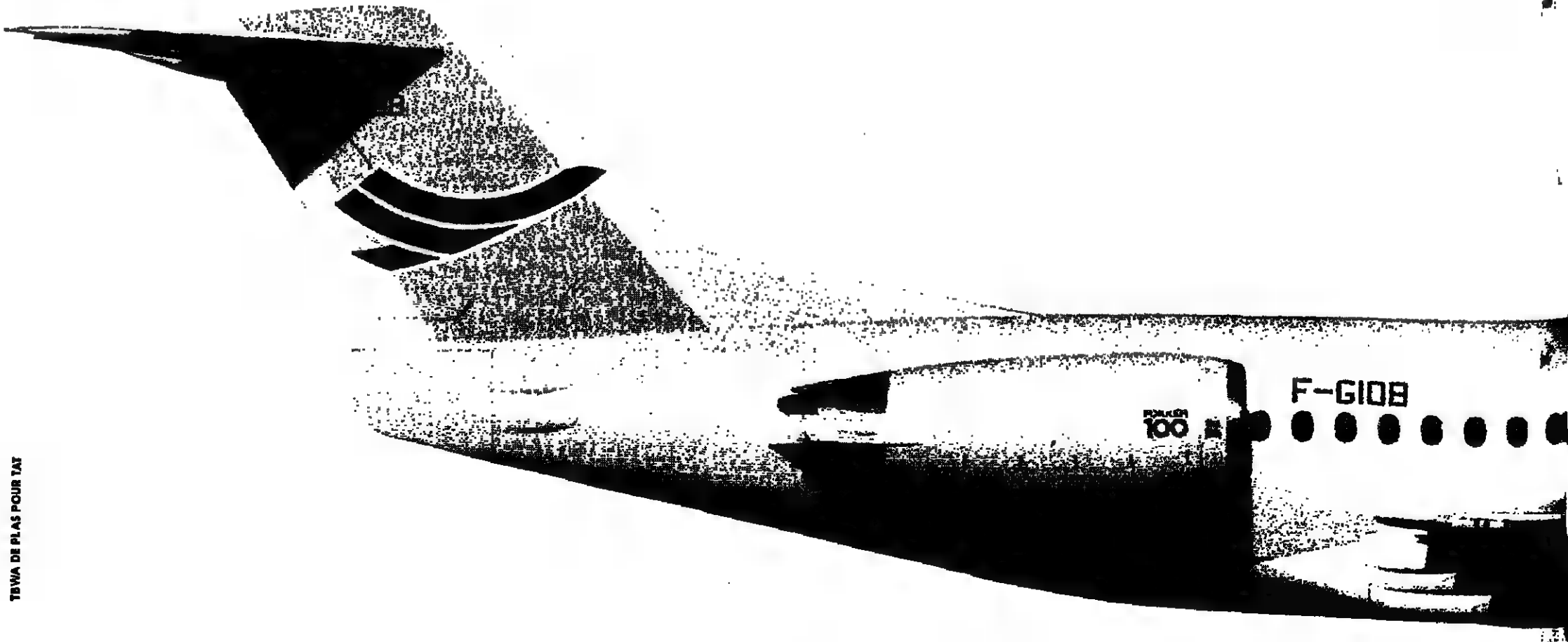
Martine Laverrier



PARIS	MILAN
8 h 50	8 h 20
11 h 15	12 h 45
18 h 05	19 h 35

TAT SE DÉVELOPPE SUR L'EUROPE ET DEVIENT TAT EUROPEAN AIRLINES AVEC L'OUVREMENT DE SES NOUVELLES LIGNES VERS MILAN, LONDRES ET...
ÉTUDE AVEC SOIN LA FRÉQUENCE DE NOS VOLS ET NOUS PROPOSONS UN SERVICE AFFAIRES DU MEILLEUR NIVEAU, POUR TOUTS NOS PASSAGERS. AUJOURD'HUI
EN CLASSE AFFAIRES EN PAYANT 20% DE MOINS QUE LES VOLS PARIS-MILAN. 935 FF D'ÉCONOMIE SANS RESTRICTION D'UTILISATION, C'EST

Parce que TAT aime parler à tous les hommes d'affaires. TAT sur Paris.



LE BUSINESS

هكذا من الناحية

PERSPECTIVES

Tous entrepreneurs

Suite de la page 30

Après l'accession à la propriété, le développement de sa propre affaire est devenu le rêve américain. Susan Rakowski.

La récession, la crise de confiance dans le système expliquent en partie ce mouvement. « Beaucoup de salariés, mais aussi des cadres, éprouvent aujourd'hui un sentiment d'insécurité face à l'emploi, et une telle déception devant le comportement des grosses sociétés qui n'ont pas hésité à licencier leurs managers, leur fait de s'établir à leur propre compte devient pour beaucoup une véritable option, estime Juanita Weaver, du Bureau américain des petites entreprises. Cela devient paradoxalement le choix de la sécurité. » Les chômeurs en col blanc ont en tout acquis à cette idée.

PIONNIERS • Susan Rakowski évoque cependant d'autres explications. « Au tout début étaient les pionniers, dit-elle, des métiers simples : docteur, fermier, banquier, épicer. Et puis, au dix-neuvième siècle, on a eu plus grand : certaines entreprises sont devenues industries, les autres ont construit des chemins de fer, sont devenues milliardaires. Mais les années 50, les fils et filles de ces entrepreneurs se sont engouffrés à l'université, impatient de décrocher un diplôme pour offrir leurs services aux plus puissantes multinationales - le must - en boudant l'entreprise familiale. Et puis est venue la fracture. Le krach de la Wall Street en 1987, la déroute des mega-sociétés. Fini le dévouement aveugle et les carrières tentaculaires. Small business beautiful. La qualité de la vie reprend de la valeur, comme l'accomplissement d'un bonheur personnel. La création de

sa propre affaire devient symbole de liberté et d'indépendance, beaucoup de cadres ont le surplus l'impression, étant donnée la récession, que le seul travail qu'ils pourraient trouver sera celui qu'eux-mêmes créeront. »

Alors ils créent. Avec méthode. Avec passion. En s'appuyant sur un hobby, une compétence, un talent. C'est bien parce qu'on la félicitait toujours pour ses fameux pickles que Martha s'est décidée à en proposer la vente à plusieurs restaurants de la ville. Et à sa suite un métier à plein temps. C'est parce qu'elle avait toujours pratiqué le sport et que ses enfants en bas âge ne lui laissaient guère de loisirs, que

Les magazines alignent les « succès stories » d'Américains moyens encore tout ébourifés de leur réussite.

Mona Maisch a décidé de créer chez elle, au Kansas, un centre d'exercices pour tout-petits, près de la salle des machines maternelles. Musique, danse, mouvement. Les parents sont ravis. Mona pense créer des franchises.

Et c'est parce que ses talents d'animation avaient fait de lui une vedette dans son régiment au Vietnam que Paul, licencié d'une entreprise d'informatique, s'est décidé à créer un service d'animation de soirées musicales... une école de disco-jockeys ! Le pionnier, certes, ne se fait pas en un jour. L'idée doit mûrir doucement, à la hauteur des talents prodigués par la multitude de guides pratiques proposés en

librairie ou à celle des témoignages fournis par une presse spécialisée à pleine croissance.

BOUTS DE FICELLE • « La fortune est à portée de main » suggère *Income Opportunities*, le magazine le plus ancien qui se présente lui-même comme « la source n° 1 en Amérique des idées qui rapportent de l'argent. » « Gagnez 1 000 dollars par jour en travaillant depuis votre domicile ! » annonce *Small Business Opportunities*. « Vivez le rêve américain, créez votre propre business, faites des profits surprenants », titre en couverture *Franchise* avant de passer au peigne fin les mille franchises les plus rentables, tandis que *Rich at Home* propose trente idées d'affaires dont l'investissement initial ne dépasse pas 500 dollars (2 800 francs environ).

Pour une couverture qui n'exhibe un chiffre représentant un million de dollars, tapissant les murs d'une maison, s'échappant d'une cheminée, d'un colis bien rangé à l'intérieur d'un coffre. Pas un numéro qui n'aligne les succès stories d'Amé-

ricains heureux, tout ébourifés de leur réussite récente, et ravis de livrer aux lecteurs quelques conseils de sages Entrepreneurs...

Car l'essentiel, bien sûr, est d'entreprendre et de prendre en main son destin. On peut démarquer des bouts de ficelle, affirme *Small Business Opportunities* en énumérant les bouts de ficelle d'accès immédiat, depuis la vente de ballons gonflables sur les fêtes et marchés (« ils vous coûtent 6 centimes, mais les vendez six francs ») ou la livraison à domicile de repas fabriqués par les bons restaurants de la ville, jusqu'aux services de cirage de chaussures ou entreprise, de lavage des aquariums, d'entretien des plantes ou même de garde et promenade des animaux domestiques. Tout est possible, il suffit d'observer le rythme de vie de ses voisins et de savoir décoder les besoins.

FRANCHISES • « Le temps est devenu un luxe », observe Susan Rakowski. Et son service qui permet de l'épargner est un don du ciel : la livraison de produits con-

« Le temps est devenu un luxe et tout service qui permet de l'épargner est un don du ciel. »

velle portée par les plus grandes sociétés du pays - ATT, MCI, IBM - au nouveau marché des petits entrepreneurs maison. Toutes développent actuellement une approche marketing à leur intention, allant jusqu'à proposer des séminaires de formation et à leur offrir des prix spéciaux sur leurs produits et services.

« CO-PRENEURS » • Les magazines, eux, rivalisent de conseils pratiques et d'analyses sur les créateurs porteurs. Notons simplement que pour l'instant les tendances relevées par Susan Rakowski recoupent pour l'essentiel celles décrites par *Entrepreneurial Woman* dans son numéro de janvier. Outre le bon sens de l'industrie des services, déjà cité, on note le développement des activités liées aux préoccupations d'ordre écologique : les « éco-preneurs » ont vite compris l'attrait des produits dits « naturels » comme l'avenir des activités de recyclage ; l'essor du « bien-être » de la santé et des services à domicile ; les « seniors » sont de plus en plus nombreux, âgés et solvables ; l'attrait croissant des franchises auprès de ceux qui disposent d'un capital minimal de 60 000 francs ; le marché américain propose actuellement cinq mille entreprises, plus de cinq cent mille franchises ; enfin, l'apparition d'une nouvelle génération d'aventuriers, que *Small Business Opportunities* appelle « entrepreneurs » et qualifie de « nouveaux entrepreneurs ».

Le travail à domicile est fortement encouragé. 16 millions d'Américains développent actuellement leur business à temps complet ou partiel, une activité professionnelle, encouragée par la miniaturisation des matériels (ordinateurs, fax, photocopieuses...), les économies ainsi réalisées (loyer, transports, repas au restaurant, voire vêtements), sans compter l'économie de stress et de temps. Et leur nombre ne fait que progresser. « Une grande partie de la profondeur du mouvement », demande Susan Rakowski. L'attention se porte sur

Pourtant les PME souffrent

La création d'entreprises individuelles, l'organisation de petite boutique d'appoint ou le développement de ce qu'on qualifierait en France de « travail au noir » témoignent d'une vigueur et d'une effervescence étonnantes aux États-Unis. Il n'en va pas de même des petites et moyennes entreprises (PME) classées de moins de cinq cents salariés. Selon la classification de l'US Small Business Adminis-

tration, les PME excluent les sociétés employant une dizaine de personnes et travaillent à temps partiel. Moteurs de l'économie américaine dans la décennie 80 - on leur doit les deux tiers des nouveaux emplois créés entre 1982 et 1989 - elles accusent aujourd'hui un état de léthargie alarmant. Et cela que chaque année, depuis 1982, on ait vu croître presque sans discontinuité le nombre de créations de nouvelles entreprises, mais à

chuté de 7 % en 1991, passant de 788 000 en 1988 à 734 000, mais demeurant largement au-dessus des 617 000 annoncées en 1983.

« Simple signe de conjoncture », dit-on cependant au SBA. Les petites entreprises sont fortement plus vulnérables aux temps de crise, et plus sujettes aux fluctuations. C'est pourquoi sur elles que l'on compte pour offrir, d'ici à l'an 2000, 71 % des emplois nouveaux.

Annick Cojean

MUNICH, COPENHAGUE, VIENNE... PARCE QUE NOUS CONNAISSONS PARTICULIÈREMENT LES PRÉOCCUPATIONS DES HOMMES D'AFFAIRES, NOUS AVONS FAIT UN CHOIX D'AÉROPORTS INTELLIGENT. NOUS AVONS CHOISI QUE NOUS SAVONS QUE LES HOMMES D'AFFAIRES AIMENT AVANT TOUT FAIRE DES AFFAIRES, NOUS METTONS EN PLACE UNE POLITIQUE TARIFAIRE EXCLUSIVE QUI VOUS PERMET DE VOYAGER EN CLASSE AFFAIRES. FAIRE DÉCIDÉMENT, LES HOMMES D'AFFAIRES ATTIRENT LES AFFAIRES. CONTACTEZ-NOUS, NOUS SOMMES À VOTRE ENTIÈRE DISPOSITION. T.A.T. : (1) 42.79.05.05 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES. **TAT** EUROPEAN AIRLINES

... que TAT aime les affaires, TAT propose 935 F de réduction à tous les hommes d'affaires sur Paris-Milan, en classe affaires.

Business...

... business*

... is...



HOISIT TAT

Les affaires... les affaires...

PERSPECTIVES

Le douloureux réveil des cliniques

« Tant que l'on enregistre un taux de croissance frôlant les deux chiffres, l'absence de fin de la période de la pandémie des investissements est masquée, souligne Alain Coulomb, délégué général de l'Union hospitalière privée (UHP). A la politique des gouvernements successifs visant à tirer les prix vers le bas, la réponse naturelle des dirigeants des cliniques a consisté à augmenter les volumes. Mais cette attitude, poursuit-il, a davantage profité aux chirurgiens qu'aux établissements », dit le chiffre d'affaires dépend d'un jour du prix de la journée et du forfait de la salle d'opération.

FAUX MARCHÉ • Fin 1990, en effet, les marges d'économies (blocage du forfait de la salle d'opération, révision de la rémunération de certains actes) imposées par Claude Evin, alors ministre des affaires sociales, à l'encontre de cliniques devenues beaucoup plus « gourmandes » que le secteur public ont achevé le retournement du marché. « Aujourd'hui, affirme Alain Coulomb, on trouve des affaires à vendre pour le franc symbolique. Mais avec une ardoise considérable à la clé... ». « Il y a eu des désastres. Certains ont dû découvrir un monde sans limites alors qu'il s'agissait, en fait, d'un faux monde où les coûts augmentaient avec l'activité », résume Louis Serfaty.

De même, les investisseurs extérieurs au milieu médical, Générale des Eaux, Sant (1), dont l'influence au sein de la profession est considérable, ont vu leurs espoirs déçus. Par la fin des années 80, ils se sont mis à parler d'une « crise du long terme ». Au moins ne s'agit-il plus de sauver l'activité médicale des cliniques de



la rentabilité immédiate. « Alors que l'hospitalisation est une industrie lourde, pour consommer de capitaux et dont l'investissement est le poumon, ce métier a trop longtemps souffert d'une absence de rigueur comptable. Parce qu'il est si peu près impossible de compter la marge brute d'un acte par rapport à un autre. Les cliniques ont géré trop longtemps et de manière trop inéquivalente la déréliction bancaire », déplore Daniel Caille, directeur de la Générale de santé, filiale du premier groupe français de services, la Générale des Eaux, dans l'hospitalisation privée en 1987 avec une participation de 30 % dans Cliniques de France.

DÉGÂTS • Ce groupe - de loin le premier opérateur du secteur, avec ses cinquante cliniques, dont les quatre cinquièmes sont

bénéficiaires », a un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs en 1991, une progression de 15 % par rapport à l'année précédente - a perdu 30 millions de francs l'an dernier après deux exercices excédentaires; ayant incliné vers cinq établissements en 1991, il doit modérer le rythme de ses acquisitions une année encore de renouveler avec lui profits en 1993. Mais il lui faudra encore patienter quelques années avant de rentrer dans ses fonds. Les spécialistes des activités les plus profitables (orthopédie, chirurgie cardio-vasculaire, ophtalmologie...) tout en constituant le « produit d'appel » n'apparaissent plus comme la solution miracle. « En région parisienne, c'est jouable, mais la concurrence de l'Assistance publique est redoutable. En province, c'est beaucoup plus difficile »,

observe Daniel Caille. Tous les gestionnaires de clinique en sont convaincus : la restructuration continue et elle fera de nouveaux dégâts. Les accords conclus avec les pouvoirs publics (le Monde du 25 décembre) limitent la progression des dépenses - à 5,5 % cette année - mais envisagent aussi la création d'un fonds permettant d'indemniser la disparition des lits excédentaires. Cet accord introduit une véritable révolution : la fixation de tarifs de remboursement par pathologie. Un mécanisme, qui nécessite que l'on évalue clairement les coûts médicaux - un travail qui a commencé dans les hôpitaux publics - dans le secteur privé, - obligera les cliniques à rationaliser leur activité et permettra des comparaisons entre les établissements publics et privés (le Monde du 22 février).

NOUVELLE DONNE • Dans les relations entre cliniques et gestionnaires, il va aussi apporter une donnée entièrement nouvelle : une rémunération des praticiens libéraux directement intégrée à celle de l'établissement où ils exercent. « Il faut repenser le rapport entre les entrepreneurs et les praticiens. J'ignore si tous les médecins sont d'accord, mais il va falloir changer certaines règles du jeu », confirme Louis Serfaty. Nombre de cliniques, à commencer par les chaînes, grandes et petites, ont déjà commencé à renégocier les contrats d'exclusivité « à vie » qui leur lient certains médecins...

Jean-Michel Normand

(1) Auxquels il faut ajouter Parisis, la Compagnie Immobilière Barcity et la Société générale, qui détient respectivement 10 %, 5 % et 2 % de la holding Alphamed.

Les belles années

Avant la crise actuelle (lire en page 38) et ci-contre l'article de Jean-Michel Normand), les cliniques privées ont augmenté de 44 % leur chiffre d'affaires (1) et accru leur poids dans le système hospitalier français au cours de la deuxième moitié des années 80. En 1990, elles ont traité 108 164 lits, ce qui représente 30 % de la capacité hospitalière en France et assurait 40 % de son activité. Davantage en fait dans certaines régions - le Midi, l'Île-de-France, le Centre et l'Auvergne, en particulier - et dans certains secteurs comme la chirurgie : la moitié des opérations chirurgicales ont lieu dans des cliniques privées.

Au cours des années 1985-1990, comme le montrent plusieurs études du service statistique (SES) du ministère des affaires sociales (2), le nombre de lits y est resté pratiquement inchangé, alors qu'on en comptait dans les hôpitaux publics (2 % par an) et dans les établissements privés à la fois. Mais le nombre de cliniques a diminué régulièrement d'une dizaine par an (parmi elles au moins 20 % des lits de 60 à 100 lits, selon les spécialités).

En fait, le mouvement de concentration, rendu plus aisé par la loi du 24 juillet 1987, facilitant les regroupements d'établissements, a été plus marqué encore que ne l'indiquent ces statistiques. La loi a entraîné, notamment en région parisienne, un commerce de « lits de papier » comparable à celui des vignobles. A la fin de la formation de groupes financiers (Générale de santé, Clininvest, Alphamed) à partir de 1985, la spécialité par excellence, s'est produite un autre phénomène, moins connu mais plus fréquent : le rachat d'une, de deux, trois ou quatre cliniques par un même propriétaire ou un même groupe de propriétaires, dans une ville ou une région. Le fait a été notamment remarqué en 1990 par la Cour des comptes dans la région Île-de-France et dans les pays de la Loire.

TECHNICITÉ • D'autre part, les cliniques privées ont élargi leur place dans le système hospitalier de deux façons. Elles ont accru leur activité, plus importante, pour des opérations banales qui ne sont pas traitées en urgence, comme l'ablation des amygdales, les accouchements (avec un taux de mortalité supérieur à celui des hôpitaux publics). Mais surtout le privé a buté sur la prise d'une part croissante de la médecine d'urgence et de la chirurgie lourde. Ainsi aujourd'hui, plus de la moitié des interventions de la bouche, du pharynx et du gros intestin, plus de 60 % des car-

cars du sein sont traités dans des cliniques privées.

En effet, beaucoup de celles-ci, profitant des limitations imposées aux hôpitaux publics et assimilés, ont fait un effort considérable d'équipement diagnostic et chirurgical. De plus, qui qu'en disent les représentants de l'hospitalisation privée, elles ont bénéficié d'un équipement important pour les équipements lourds, comme l'autorisation ministérielle. Ainsi, entre 1985 et 1989, le nombre de scanners a triplé dans le secteur privé lucratif (alors qu'il augmentait de 60 % seulement dans les hôpitaux publics); entre 1987 et 1990, celui des lithotripteurs a augmenté de 15 % et celui des appareils d'IRM (résonance magnétique) de 40 %, contre 32 % et 20 % dans le secteur public.

ROTATION • Ces cliniques ont rentabilisé leurs équipements, notamment en gardant moins longtemps les malades : la durée moyenne du séjour, jusqu'à huit jours, y est deux fois plus brève que dans les autres établissements hospitaliers. Surtout, elles ont pu, comme la nuitée à la Cour des comptes, se spécialiser dans des domaines plus techniques et plus rémunérateurs. Résultat : en cinq ans, dans les cliniques privées, le nombre d'entrées dans les services de chirurgie a augmenté de près d'un cinquième, la rentabilité d'interventions d'un tiers et la marge de 40 % produits (un chiffre qui mesure la rentabilité des actes) a été, lui, accru de 45 %. Deux fois plus vite que dans les hôpitaux publics.

En matière des pathologies plus graves, en revanche, les opérations plus complexes, ces cliniques ont pu se faire concurrence dans une catégorie supérieure, obtenant ainsi de l'assurance-maladie des tarifs (en particulier celui dit de « forfait d'opération ») et des prix de journée plus élevés.

Mais, pour amortir les coûts de leur équipement, certaines, même encore la Cour des comptes, ont été amenées à « multiplier les actes, les réhospitalisations et les poly-interventions ». La crise actuelle va accentuer les contraintes sur les cliniques trop endettées ou qui ont mal choisi leur créneau, celles qui vivaient et même qui ont su à la fois obtenir des financements, rentabiliser leur équipement et améliorer leur gestion...

Guy Herdlich

(1) Selon la Commission des comptes des services.
(2) Notamment de J.-M. Costes, Olivier Choquet et Marie-Christine Fleury.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



I - RESULTAT CONSOLIDÉ

Une évolution positive

Le résultat consolidé net, part Suez, enregistre, conformément aux estimations données précédemment, une légère progression. Les fonds propres sont en sensible augmentation.

En milliards de francs	1990	1991	variation
Total du bilan	803	1000	-
Fonds propres - part Suez	43,4	48,6	+ 12 %
Résultat net - part Suez	3,71	3,83	+ 3 %

Une performance satisfaisante dans un environnement défavorable

Ce résultat a été acquis dans un environnement conjoncturel défavorable, particulièrement dans le secteur des métaux non-ferreux. Hors métaux non-ferreux, le résultat du Groupe progresse de 23 %. Par ailleurs, les banques françaises du Groupe ont fortement accru leurs dotations aux provisions dans le secteur immobilier (+170 %). Les filiales Suez ont toutes mené une action efficace de renforcement de leur compétitivité, conformément à la politique de recentrage et de gestion rigoureuse définie à l'automne 1990.

Une progression du dividende : 8,20 F

Compte tenu des améliorations observées dans la marche du Groupe, le conseil proposera à l'Assemblée générale de porter le dividende à 8,20 F.

En francs	1990	1991	variation
Actif réévalué par action	504	525	+ 4 %
Résultat net consolidé par action	33,51	30,83	- 8 %
Dividende	7,80	8,20	+ 5 %

Le conseil a également décidé de proposer à l'Assemblée générale d'offrir aux actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions.

II - FUSION DE LA COMPAGNIE DE SUEZ ET DE SUEZ INTERNATIONAL

Il sera proposé à l'Assemblée générale mixte des actionnaires la fusion de Suez International avec la Compagnie Suez. Suez International, qui porte diverses participations étrangères du Groupe étant détenu à 100 % par la Compagnie Suez, aucune action Suez nouvelle ne sera créée. Cette opération constitue une étape supplémentaire dans la simplification des structures du Groupe.

Jean RAMBAUD

RESTANQUES

« Cher Jean Rambaud, je suis votre proche. Vous l'avez écrit. »

« Une histoire pathétique, dramatique comme un incendie de forêt où l'on retrouve les odeurs de pinède et de mer, les souffles du mistral et les flammes de la chair. La force d'une phrase qui s'enracine et s'éclaire en d'inattendus détours, en d'imprévisibles raccourcis. »

« Un style dru qui a la violence du soleil et le grand souffle du mistral. Des phrases éclatantes et d'autres qui sont vers magnifiques. »

« Un de ces livres qu'on fait longtemps remonter en bouche pour en extraire toutes les saveurs. Un style nouveau et solide comme un vieux cep nourri de sève et de senteurs. »

« Richesse de lumière, de couleurs, de poésie. Et les dernières pages nous hissent sur un sommet de lyrisme. »

NOUVELLE ÉDITION :

LA BARTAVELLE

11, rue Jean-Jaurès, 41100 CHARLIEU

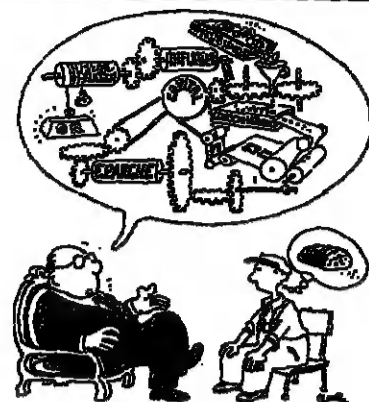
Force ouvrière

Quelles sont les origines de la Confédération ?

Quelles sont les grandes options du syndicat ?

Quel est son rôle dans la politique contractuelle ?

Quel est le profil des adhérents ?



Syndicat apparemment le mieux intégré à la vie sociale française, Force ouvrière — dont le 27^e congrès se tiendra du 27 avril au 1^{er} mai à Lyon — est, paradoxalement, la centrale la moins connue du grand public. Cette organisation, la plus hétérogène des grandes centrales sur le plan politique, est toujours parvenue à garder le secret de ses débats internes. Or, ces trois dernières années, FO n'a cessé de surprendre ses interlocuteurs. Incarnée vingt-cinq ans durant par André Bergeron, coulé dans son personnage de père tranquille du syndicalisme, la confédération paraissait définitivement installée dans son rôle de « sœur-ennemie » réformiste de la CGT et de contrepoint « raisonnable » de la CFDT. Avec l'arrivée à sa tête de Marc Blondel, en 1989, la confédération a pris quelques distances avec cette stratégie. Il faut donc se rendre à l'évidence : FO est devenue contestataire, laissant parfois à d'autres le soin de signer des accords importants. Née d'un réflexe anticommuniste, elle a opté pour une radicalisation qui rappelle parfois le ton de la CGT, avec laquelle elle s'est plusieurs fois retrouvée dans la rue. Encore convient-il de relativiser ces changements. Quel que soit le durcissement du discours des dirigeants, le comportement quotidien de FO dans les administrations et les entreprises n'a pas vraiment évolué. Beaucoup plus sévère à l'égard du gouvernement que du patronat, la confédération reste l'organisation qui signe le plus d'accords, le pivot de la politique contractuelle. Durant ce congrès, le secrétaire général ne manquera pas de rappeler son credo : la rigueur économique, le niveau du chômage, le recul du rôle de l'Etat et son corollaire, la généralisation d'une logique libérale jusque dans les rouages de l'Etat, exigent un syndicalisme plus revendicatif, mieux à même de « préserver les acquis ». Un point de vue très largement partagé au sein de la confédération. Mais peut-être dangereux. FO, syndicat traditionnel et fier de l'être, était considérée hier comme le stabilisateur de la vie sociale. Demain, si elle n'y prend garde, la centrale de Marc Blondel risque d'apparaître de plus en plus clairement comme un élément de conservatisme, un frein à la modernisation sociale.

Dossier établi par Jean-Michel Normand

La création de la Confédération générale du travail-Force ouvrière, en décembre 1947, est une réaction à la mainmise communiste au sein de la CGT (les accords du Perreux, en 1943, avaient permis la réintégration des militants et dirigeants communistes exclus en 1939 après le pacte germano-soviétique). Fin 1947, la tendance « confédérée » (c'est-à-dire les non-communistes), qui avait créé pendant l'Occupation le journal *Résistance ouvrière*, rebaptisé *Force ouvrière* à la Libération, considère que la cohabitation n'est plus possible. Elle revendique l'indépendance à l'égard des partis politiques, soutient le plan Marshall et dénonce l'attitude de la majorité confédérale qui freine les conflits sociaux ou les encourage selon que des ministres communistes sont au gouvernement ou non.

La décision de créer une nouvelle confédération est prise en novembre 1947. Le premier congrès constitutif a lieu en avril 1948, salle de la Mutualité à Paris. La nouvelle centrale prend le nom de CGT-FO afin de bien marquer qu'elle se situe dans la continuité de la tradition syndicale française. Pour l'essentiel, elle reprend les statuts et le mode d'organisation de la « vieille CGT ». Dès sa création, elle reçoit des aides financières de la confédération américaine AFL-CIO et, selon certaines informations, de la CIA. Entre avril 1984 et août 1985, FO aurait ainsi obtenu du Free Trade Union Institute 830 000 dollars destinés à soutenir « le plus important syndicat démocratique en France ». « Nous sommes détenteurs de fonds qui servent à aider ceux qui sont obligés de quitter leur pays, comme des réfugiés d'Asie du Sud-Est, de Pologne, du Chili », avait expliqué en 1986 André Bergeron, alors secrétaire général de FO.

Léon Jouhaux élu président de la CGT-FO, Robert Bothereau deviendra le premier secrétaire général de la Confédération. En 1963, il cède la place à André Bergeron, qui restera à son poste plus de vingt-cinq ans : Marc Blondel lui succédera lors du seizième congrès, en 1989, après avoir été préféré à Claude Fitou.

« Si la CGT se replie sur elle-même, pourquoi voulez-vous que FO ne prenne pas en charge, le cas échéant, certains départs ? »

Marc Blondel, 1989

C'est bien connu, la popularité d'André Bergeron a largement contribué à assurer le succès de Force ouvrière (qui recueillit notamment 25,2 % des voix lors des élections à la Sécurité sociale de 1983 et 20,5 % au scrutin prud'homal de 1987). On attendait donc avec une certaine curiosité le comportement de son successeur. Car l'image de FO continue de passer quasi exclusivement par la personnalité de son leader. Cette tâche difficile, Marc Blondel n'en est pas plus bien acquitté, gérant l'héritage médiatique d'André Bergeron tout en le renouvelant. Selon le baromètre de *Liaisons sociales-mensuel*, 21 % des Français accordaient le plus de sympathie à M. Blondel fin 1989, très loin derrière André Bergeron (31 % en 1987). En dépit d'une tendance à l'effacement (16 % en

FO repose sur deux piliers : l'indépendance à l'égard des partis politiques et l'attachement à la négociation. Alors que la CFDT ne reconnaît que depuis peu la nécessité de privilégier le « réformisme » et vient à peine (et à une courte majorité), lors de son 42^e congrès, de reconnaître « le caractère incontournable de l'économie de marché », FO a depuis toujours joué la carte du syndicat-contre-poids. De même, au cours des années 70, la centrale a fait preuve d'une grande méfiance à l'égard des propositions contenues dans le programme commun de la gauche et n'a guère soutenu les gouvernements socialistes depuis 1981. Pour Marc Blondel, la gauche s'est rendue coupable d'avoir mené une politique qui associe « le libéralisme économique au diluisme social ».

FO privilégie la notion de contrat dans les rapports sociaux et n'a jamais cherché à élaborer un projet de société. Longtemps, la centrale fut l'interlocuteur privilégié du patronat et des pouvoirs publics. Néanmoins, FO prône un syndicalisme revendicatif, déterminé à corri-

« Nous ne sommes pas des bâtisseurs de société. Nous veillons aux intérêts des gens que nous représentons. »

André Bergeron, 1989

ger les excès du système capitaliste. La confédération rejette vigoureusement le concept de « consensus ».

Attachée aux formes d'emploi traditionnelles (le contrat à durée indéterminée), FO a refusé de signer, en 1990, l'accord interprofessionnel reconnaissant (mais améliorant) les formes de travail précaire. La même année, elle a rejeté l'accord Durafour modernisant la grille de la fonction publique. Dans le domaine de la protection sociale, FO s'est violemment opposée à l'élargissement du financement de la « sécu » par la création de la contribution sociale généralisée (CSG) et reste hostile aux projets de réforme des régimes de retraite. En revanche, elle a largement contribué à l'accord sur la maîtrise des dépenses de santé conclu entre la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF).

D'ANDRÉ BERGERON A MARC BLONDEL

En 1990, 18 % en 1991), la popularité du responsable de FO reste toutefois supérieure à celle des autres concurrents : la cote de Jean Kaspas (CFDT) culmine désespérément à 11 % d'opinions favorables et Henri Krasucki (CGT) a fini son mandat autour de 14 %.

Amateur de bretelles et de gros cigares comme Michel Charasse — mais très critique à son égard lorsqu'il s'agit du salaire des fonctionnaires —, Marc Blondel, cinquante-quatre ans, s'efforce de renouveler l'image du bon sens et du sérieux savamment cultivée par son prédécesseur. Aussi a-t-il délibérément rayé de son vocabulaire la plupart des expressions qui ont fait le succès de « Dédé ». Lorsqu'il soutient les revendications salariales, il ne dit pas « les gens veulent des sous » et, lorsqu'il souhaite dédramatiser

L'attachement de FO à la politique contractuelle et le fait que la centrale fut longtemps le seul interlocuteur « fiable » et influent sur le terrain de la négociation lui ont permis de s'investir massivement dans les organismes paritaires. Ce qui n'a rien à voir, d'ailleurs, avec le rôle de « cogestion » toujours bonnie.

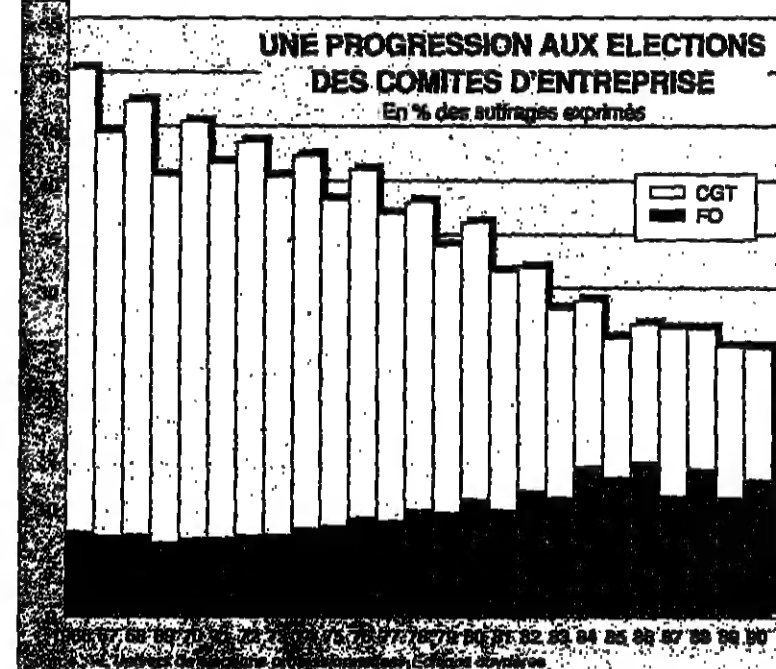
Aujourd'hui, FO détient la présidence de la plupart des caisses primaires d'assurance-maladie, de même que celle de la CNAMTS (où Jean-Claude Mallet a succédé en 1991 à Maurice Derlin). La centrale est également bien implantée dans les caisses locales d'assurance-vieillesse et d'allocation familiale. En alternance avec le patronat, elle préside l'ARCO (Association des régimes de retraite complémentaire, qui coiffe les caisses de l'ensemble des salariés du secteur privé) ainsi que la Préfon, organisme qui gère des retraites par capitalisation pour les fonctionnaires. En principe, la présidence de l'UNEDIC (assurance-chômage), longtemps confiée à FO, devrait prochainement être attribuée à la CFDT.

Le profil type du syndicaliste Force ouvrière se situe plutôt dans le secteur public (dans le privé, la confédération est essentiellement présente dans la métallurgie). Outre la fonction publique, les points forts du syndicat sont les entreprises nationales à statut.

En revanche, la centrale, qui revendique officiellement près d'un million d'adhérents, compte en son sein des sensibilités politiques particulièrement diversifiées.

Si ses dirigeants sont en général socialistes ou proches d'eux (comme André Bergeron, Marc Blondel est membre du Parti socialiste sans toutefois être militant), on trouve çà et là quelques sympathisants du RPR, des anarcho-syndicalistes et bon nombre de trotskistes.

Peu nombreux, ces derniers ont néanmoins contribué à l'élection de Marc Blondel à la tête de la Confédération en 1989 et contrôlent plusieurs fédérations du syndicat (chimie, éducation nationale, organismes sociaux, assurances, notamment) et unions départementales.



Force ouvrière a sensiblement accru son audience — essentiellement à partir des années 80 — tandis que la CGT a perdu la moitié de son influence en vingt-cinq ans. Cette perte d'audience a moins profité aux autres organisations qu'aux listes présentées par des non-syndiqués. D'autre part, il faut noter que, les élections aux comités d'entreprise ayant lieu tous les deux ans, les effectifs ne sont pas identiques d'une année à l'autre.

Il invoquait également d'un air entendu son « devoir de réserve » lorsqu'il parlait devant les journalistes de ses rencontres en haut lieu.

« Il faut ouvrir les portes et discuter avec tous ceux qui sont d'accord avec [nos] conceptions et [nos] orientations syndicales »

Michel Huc, secrétaire général de la métallurgie FO, 1990

LEXIQUE

COSAQUES. — Les « cosaques », ce sont les communistes, ennemis héréditaires.

CALOTINS. — Les « calotins », ce sont les « cathos », autres ennemis héréditaires. A noter que les militants de la CFDT sont jugés moins dangereux que ceux de la CFDT, dont la « déconfessionnalisation » n'a jamais convaincu la centrale de Marc Blondel. « Défiler avec les cosaques et les calotins ? Ca, jamais ! » répondra un vieil adhérent si l'on évoque la perspective d'un 1^{er} mai unitaire.

SFO. — Tout le monde ou presque... sauf à FO a oublié que ce sigle (Section française de l'Internationale ouvrière) fut celui du Parti socialiste pendant plus de soixante ans. Non sans une certaine jubilation, certains dirigeants définissent ainsi leur coloration politique : « socialiste, tendance SFO ».

CGT-FO. — La centrale de Marc Blondel se veut l'héritière de la « vraie » CGT, celle de Léon Jouhaux. Son appellation officielle (CGT-Force ouvrière)

risquant tout de même de prêter à confusion, on ne l'utilise guère dans la vie courante, pour la réserver aux occasions les plus solennelles, un peu comme des habits du dimanche. Appréhendant visiblement l'ambiguïté, les trotskistes mettent en revanche un point d'honneur à évoquer le plus souvent possible « la CGT-FO ».

GRAIN A MOUDRE. — Breveté par André Bergeron, cette expression toujours bien cotée est d'abord un clin d'œil à l'ancien secrétaire général. Elle illustre l'attachement de la centrale à la politique contractuelle. « Le CNPF doit nous donner du grain à moulin ». Traduction : le patronat doit accepter de négocier.

ORGANISATION. — Ce terme sacré (c'est, à vrai dire, le cas dans tous les syndicats) désigne la confédération elle-même. A FO, lorsque l'on parle de « l'organisation », il convient de marquer son respect en détachant bien les syllabes.

CHARTRE D'AMIENS. — Référence historique fondamentale (on ne dit pas « incontournable » à Force ouvrière) qui remonte à 1906, lorsque la CGT posa le principe de l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques. Si le ton monte trop fort lors d'un congrès, une motion réaffirmant « l'attachement de l'organisation aux principes fondamentaux de la Charte d'Amiens » sera du meilleur effet.

BIBLIOGRAPHIE

■ *Force ouvrière*, d'Alain Bergougnoux, éditions du Seuil, 1975.
■ *Lettre ouverte à un syndiqué*, d'André Bergeron, éditions Albin Michel, 1975.
■ *André Bergeron, une force ouvrière*, de Jean-Louis Validire, éditions Plon, 1984.
■ *Trois guerres de succession*, de Claude Levy, éditions Alain Moreau, 1987.

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Capitalisme : pas un système, une fonction

PEUT-ÊTRE parce qu'elle n'était pas attendue, sans doute parce que le choc exprimé par les électeurs britanniques était suffisamment clair, la victoire de John Major, ou si l'on préfère, la défaite de son rival travailliste, le 9 avril dernier, a eu un grand retentissement dans toute l'Europe, d'ouest en est. Elle est passée pour la confirmation, valable bien au-delà des frontières du Royaume-Uni, du plus extraordinaire revirement d'opinion survenu depuis les années 30.

Sur le point de savoir quel est le régime économique le plus capable de produire des richesses matérielles, la partie est déjà, depuis un certain temps, gagnée pour l'économie de marché. Mais l'idée resta ancrée dans l'aspir et le cœur de beaucoup de gens que cette efficacité est chèrement payée par le développement des inégalités de toutes sortes. L'injustice sociale n'est-elle pas pour source principale le pouvoir de l'argent ? Par construction, le capitalisme n'est-il pas ce régime où l'argent est roi ?

Si ces propositions ont politiquement moins d'impact, ce n'est pas à cause de leur contenu. Le spectacle courant que donne la société n'en offre pas une image plus édifiante. La raison en serait plutôt que l'opinion publique dans son ensemble, plus clairvoyante en cela que beaucoup d'économistes professionnels, a cessé de voir dans le capitalisme un « système » aux caractéristiques bien définies. Elle ne retient plus que la « fonction » qu'il remplit, avec plus ou moins de bonheur, selon les circonstances et l'habileté des dirigeants politiques à qui la charge est confiée d'en canaliser les courants.

Quand on parle de la « victoire » du système capitaliste sur le socialisme, on use du vocabulaire que les partisans de ce dernier auraient employé si l'Union soviétique avait gagné la guerre froide. Or cette symétrie d'expression est parfaitement trompeuse. Comme son nom l'indique, une économie de marché, c'est une économie « fondée » sur l'échange. Or celui-ci est, par définition, un libre contrat entre deux « agents » économiques. C'est un phénomène spontané. Ce qui ne veut pas dire qu'il peut se développer sans soin particulier. Tout un appareil d'Etat est nécessaire pour assurer le respect des contrats privés : un code civil, des tribunaux pour l'appliquer, etc. Par contraste, le socialisme au sens fort du terme n'existe que si on le décrète. Pour l'instituer, il faut commencer par interdire. Pourquoi ? Parce que le socialisme se définit négativement : il est ce régime où toute une catégorie de biens, les plus importants, sont par voie d'autorité soustraits à l'échange.

Ces biens placés hors-marché, ce sont tous ceux qui servent à la production. Remarquons qu'ils se définissent non par leur nature, mais par leur destination. Une armoire est un bien « de consommation » si son propriétaire l'a achetée pour l'installer dans sa chambre à coucher. Elle est un capital (bien de production) si l'a acquise pour la placer dans une chambre d'hôtel : le prix de la location, et donc le profit, dépendront, entre autres choses, de la qualité de l'ameublement. Autant dire que la liste des articles « socialisables », c'est-à-dire non échangeables est illimitée. Cet exemple ultra-simplifié suffit à le montrer.

Là où l'Etat interdit aux personnes privées d'exercer la fonction d'épargne en vue d'engendrer du capital, il doit créer de toutes pièces un système de substitution. C'est pour désigner cette fonction qu'on devrait réserver le mot de capitalisme. Un peu comme le métabolisme permet aux cellules d'un organisme vivant de se nourrir et de se multiplier, le capitalisme est cette propriété que possède une économie, sous certaines conditions, de reconstituer ses forces au fur et à mesure qu'elle les consomme et d'accroître ses moyens de production. Le mot est en réalité inutile pour décrire ce processus où les termes d'épargne, de capital, de profit sont les notions-clés. Son usage généralisé remonte au début de ce siècle, à des fins le plus souvent polémiques. « Capitalisme » ne figurait pas dans la première édition (1894) du célèbre *Dictionary of Political Economy* publié à Londres par sir R. H. Inglis Palgrave.

Toute l'ambiguïté de la critique adressée au capitalisme vient de ce qu'on cherche à l'opposer, comme système, au système que les pays marxistes ont dû inventer quand, pour des raisons idéologiques, ils ont entrepris de prohiber l'achat et la vente pour toute activité économique autre que l'approvisionnement du consommateur final. Par le truchement de cette assimilation abusive, s'est enfoncée la doctrine marxiste qui imprègne encore une bonne partie de la littérature économi-

que de l'Occident. « Capitalisme » devient le mot de passe par quoi on renvoie aux analyses de Marx sur le « mode de la production marchande ». Alors qu'en réalité on ne peut assigner aucun commencement au phénomène de l'échange inhérent à l'activité humaine, le capitalisme, dans son acception inspirée par la doctrine marxiste, passe pour un système particulier, historiquement daté. C'est la bourgeoisie marchande qui lui a donné naissance contre la féodalité. C'est au prolétariat que revient la tâche « historique » de renverser le règne de la bourgeoisie en instaurant le socialisme sur les débris du capitalisme.

Ce verbiage encombre encore les ouvrages de référence. Il s'étale à longueur de colonnes dans le nouveau (1988) *Palgrave*. L'économiste américain George Stigler, prix Nobel (récemment décédé) y a consacré un article très documenté (1). En France, c'est encore plus : le *Dictionnaire encyclopédique d'histoire Moure* (chez Bordas), fait la part belle aux thèses de Marx revues par Marcuse. Dans l'*Encyclopædia Universalis*, Ernest Mandel, auteur de l'article « capitalisme » (lisible pour un lecteur qui ne connaît pas le *Capital*) conclut sur la question, suivante, qu'il juge « évidente » : « Peut-on continuer à faire marcher l'économie des deux tiers du genre humain en fonction du seul profit des fameuses trois cents compagnies multinationales ? »

La force de l'économie de l'échange, on la découvre si on consent à la chercher dans un mouvement qui va de bas en haut : le contraire de la planification. L'Etat y joue le rôle de catalyseur, en créant un climat favorable à l'investissement.

Ainsi, défilent les milliards de la Chapelle-Darblay, si légers pour M. Laurent Fabius, ceux de l'écureur Ligier, protégée par M. Mitterrand et son circuit de Magny-Cours, les extravagances du Centre mondial informatique et Ressources humaines de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. François de Closets tire aussi sur le Rafale (on aurait pu se contenter, pense-t-il, du Mirage 2000 amélioré). Il est encore plus sévère pour Hermès, dont l'Académie des sciences dit qu'il ne servirait pratiquement à rien, mais qui permettra à la France de lancer un coccinelle... et un homme dans l'espace.

Pas de tendresse non plus pour les satellites TDFI et 2 « obsolètes avant d'avoir été lancés », et la « manie » de la norme D2 MAC, intéressante, certes, pour mieux servir le son stéréo à

aussitôt de nouvelles et formidables inégalités. La plus déterminante d'entre elles est celle à laquelle le discours convenu des experts privés (ceux, par exemple, des fondations américaines les plus influentes, telle la Brookings) et officiels accorde le moins d'attention. C'est l'inégalité qui résulte presque immédiatement du contraste entre, d'une part, les pays où une chance est donnée à l'économie de l'échange de se déployer, et, d'autre part, ceux auxquels cette chance est déniée systématiquement (le plus souvent pour des raisons politiques). Créateur de richesses, le capitalisme étale son insolente abondance au vu et au su de tout le reste du monde non capitaliste. L'exemple le plus probant et le plus spectaculaire est à nos portes.

Pour les Allemands de l'Ouest et pour ceux qui eurent la malchance de se trouver après la guerre 39-45 du côté occupé par les troupes soviétiques, le point de départ était le même : un territoire presque entièrement dévasté, mais l'acquis intellectuel et social d'un peuple hautement industrialisé. L'écart se creusa dès le départ, mais fut énergiquement nié par les experts des Nations unies et, à des degrés divers, par ceux des autres organisations internationales. Il le fut aussi, il faut bien en convenir, par la plupart des économistes européens et américains. Au point d'arrivée (la réunification), quarante ans plus tard, la différence de niveau de vie se révèle pratiquement incommensurable, dans la proportion de 5 à 1 si on la mesure en pouvoir d'achat. Mais les nuisances de la pollution, à Leipzig, n'ont pas d'équivalent en marks.

Dans toute l'Europe, l'opinion publique a le sentiment d'avoir été trompée : elle est devenue plus exigeante. Elle sait que la photographie instantanée et statistique des inégalités ne dit presque rien sur la chose qui importe vraiment : dans quelle mesure une politique, une certaine forme d'économie, offrent ou non la possibilité à chacun et à chacune de s'en sortir. A ce genre de question, on ne pense plus que la réponse passe par l'idéologie.

(1) George Stigler, mort l'an dernier, dans *The Journal of Economic Literature* (publié à Nashville, Etats-Unis), numéro de décembre 1988.



NICOLAS GUILBERT

LIVRES

A fonds perdus...

Si le « fric capitaliste » pervertit, l'argent de l'Etat anoblit celui qui le distribue. Partant de ce constat, François de Closets explore l'art et la manière de gaspiller les deniers publics

TANT ET PLUS !
de François de Closets
Editions Bernard Grasset - Le Seuil
414 pages, 125 F.

Il y a deux façons de lire le nouveau livre de François de Closets qui, comme les autres, fera du bruit. La première est de repérer dans tous les secteurs choisis par l'auteur le plus bel exemple de dévergondage financier et de s'en indigner. La seconde est d'essayer de comprendre - ce qui n'est pas excuser - comment on en arrive aux dérives et aux aberrations enregistrées. La démarche est, là, plus instructive et plus constructive.

En effet, il ne faut pas s'attendre à de grandes révélations dans le catalogue des gaspillages de fonds publics présenté par notre auteur. Beaucoup des exemples choisis - et, comme il dit, on aurait pu en retenir d'autres - ont été portés à l'attention de l'opinion, soit par la presse lorsqu'ils ont conduit les responsables devant les tribunaux, soit par les rapports annuels de la Cour des comptes. Mais l'intérêt de ce nouvel éclairage est de permettre aux chercheurs et curieux de suivre de bout en bout les initiatives qui aboutissent à creuser des gouffres dont on a oublié la profondeur. Ainsi, défilent les milliards de la Chapelle-Darblay, si légers pour M. Laurent Fabius, ceux de l'écureur Ligier, protégée par M. Mitterrand et son circuit de Magny-Cours, les extravagances du Centre mondial informatique et Ressources humaines de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

François de Closets tire aussi sur le Rafale (on aurait pu se contenter, pense-t-il, du Mirage 2000 amélioré). Il est encore plus sévère pour Hermès, dont l'Académie des sciences dit qu'il ne servirait pratiquement à rien, mais qui permettra à la France de lancer un coccinelle... et un homme dans l'espace.

Pas de tendresse non plus pour les satellites TDFI et 2 « obsolètes avant d'avoir été lancés », et la « manie » de la norme D2 MAC, intéressante, certes, pour mieux servir le son stéréo à

la télévision mais qui n'améliore en rien la définition de l'image, comme on a voulu le faire croire, et qui n'est même pas un passage obligé pour y arriver depuis les progrès du transcodage.

L'estocade est peut-être un peu moins bien ajustée à propos de Pierre Boulez. Il est vrai que l'IRCAM pompe abusivement les crédits de la recherche musicale, que l'impérialisme du compositeur est bien connu, mais il n'empêche tout de même pas d'autres créateurs de s'épanouir. Olivier Messiaen, Henri Dutilleul ou, parmi les jeunes, Pascal Dusapin, vivent et travaillent sans passer sous les fourches Caudines de Boulez.

Même remarque à propos de l'Opéra-Bastille. Les promoteurs n'ont certes pas réussi à faire baisser le prix des places et de la subvention. Ils le souhaitent, mais pourquoi se plaindre d'une machinerie très sophistiquée qui permet de donner sans problème deux opéras en alternance comme, en cet avril 1992, le *Bal masqué* et les *Contes d'Hoffmann*. La mariée est chère, mais ne nous plaignons pas qu'elle soit trop belle.

SANS VERGOGNE • Le grand mérite du livre de François de Closets est surtout d'avoir recherché pourquoi on laisse ainsi sans vergogne l'argent public couler à fonds perdus. « Je dépense donc je suis. » Si le « fric capitaliste » pervertit, l'argent de l'Etat anoblit celui qui le distribue. Le « bon » ministre est celui qui fait accroître son budget. L'Administration ne connaît pas de phénomène d'amputation. Des organismes qui ne sont plus que des coquilles vides persévèrent dans leur être.

En 1986, deux inspecteurs des finances, MM. Gisserot et Belin, furent chargés par M. Badier d'une mission d'études sur l'allègement des structures administratives. Trente-neuf organisations parasitaires furent détectées. Aucune ne voulait admettre des coupes claires dans ses services. Seules quelques institutions récentes créées dans l'euphorie de

1981 passèrent de vie à trépas. Et dérisoires sont les sanctions qui suivent les découvertes parfois « hémorragiques » de la Cour des comptes. Le mal n'a fait qu'empirer avec la décentralisation, tout à fait nécessaire, certes, mais qui aurait dû être accompagnée de la suppression de certains relais. La France est le seul pays au monde à faire fructifier six strates administratives : communale, intercommunale, départementale, régionale, nationale et européenne. Du coup, on compte maintenant un élu pour cent habitants !

COMBINAISONS • François de Closets met le doigt sur une autre plaie : le système des associations peut gaspiller les fonds publics. L'affaire du Carrefour du développement et le « système Médéric » à Nice ont défrayé la chronique. Mais combien de petites combinaisons moins voyantes perdurent aujourd'hui. « La bureaucratie socialo-associative (...) censure travailler de façon désintéressée, s'abritant derrière les plus nobles causes (...), peut impunément développer l'inefficacité, le parasitisme et les rentes de situation. » A tout seigneur tout honneur. Le « Prince » clôture le défilé. Selon François de Closets, « le gaspillage a cessé d'être caché, honteux, pour se faire arrogant et ostentatoire ». « Les grands travaux du président » ne relèvent pas tous de ce registre. Mais « si le chef de l'Etat ne vivait pas dans la certitude mystique qu'il ne fait rien que pour la plus grande gloire de la France, il reculerait devant certaines dépenses ».

Le tempérance de François de Closets le pousse parfois à forcer la dose pour faire mieux comprendre, à céder à la pédagogie de l'enfoncement-vous bien ça dans la tête, mais jamais au racolage démagogique. Il a raison d'ouvrir son ouvrage sur « Vive l'impôt ! » et de le fermer sur « Vive la démocratie ! ». La leçon à méditer tient en une phrase : « Nos institutions telles qu'elles fonctionnent génèrent le gaspillage. »

Pierre Drouin

Les multinationales et l'écologie

Dans la perspective du marché unique européen, les grandes entreprises commencent à utiliser modes de fabrication et produits « propres » comme instruments face à la concurrence

L'IMPÉRATIF ÉCOLOGIQUE
L'entreprise européenne
parie sur l'environnement,
de Nick Robins,
Calmann-Lévy,
325 pages, 180 F.

Les états-majors des grandes sociétés seraient-ils devenus des bureaux d'écologistes ? On pourrait le croire à lire l'enquête qu'a menée en 1988 et en 1989 Nick Robins, vingt-huit ans, journaliste économique britannique, auprès d'une trentaine de grandes entreprises européennes. Certains patrons, nous apprend-il, ont compris que la vague « verte » n'est pas une mode et que, au lieu de s'y opposer, il convient de l'utiliser au profit de l'entreprise. Après tout, dans un marché en évolution rapide, la condition de la survie n'est-elle pas l'adaptation ? Expérience faite, les dirigeants s'aperçoivent d'ailleurs que, dans le domaine de l'environnement, les « retours sur investissement » sont rapides : modernisation des processus de production, ventes dopées, image de marque redorée. L'état général de la firme s'en trouve renforcé.

Nick Robins a-t-il trouvé les patrons français qu'il a rencontrés à Paris mercredi dernier aussi convaincus de l'efficacité économique de l'écologie ? « Les Etats et les entreprises auront souvent le choix entre se laisser surprendre et participer », observait Sylvère Seurat, du cabinet Eurostat, présent au débat. Le livre, en tout cas, repose

d'abord sur un constat présentant certaines garanties : Nick Robins a mené son investigation pour le compte de Business International, bureau d'études appartenant au groupe de l'hébdomadaire britannique *The Economist*. Par l'abondance et le sérieux de ses informations, l'ouvrage tranche dans la surabondante littérature soit théorique, soit militante et naïve qu'a jusqu'ici produite la mouvance écolo. C'est ce qui en fait le prix.

CINQ ÉTAPES • Le voyage auquel nous convie Nick Robins se déroule en cinq étapes. Les deux premières plantent le décor. Voici l'apparition d'un nouveau modèle économique, celui du « développement durable ». Selon ce concept, la croissance doit à la fois répondre aux besoins actuels et ménager les ressources pour les générations futures. Et voici sa traduction politique : des législations nationales balbutiantes mais de jour en jour plus contraignantes ; des directives européennes qui accélèrent le mouvement. Bientôt l'Acte unique va donner à la Communauté des compétences et des moyens accrus pour mener une politique d'environnement.

Les étapes suivantes montrent comment les entreprises les plus intelligentes se coulent dans ce décor. La plupart élaborent une stratégie « environnementale » et, dans ce cadre, adoptent des tactiques précises : mise au point de fabrications « propres », lancement sur le marché de produits compatibles avec les exigences écologiques,

politique de communication active sur ces thèmes. Bien entendu, la concurrence reste la règle, et Nick Robins révèle que les « majors » ont déjà entamé, dans ce domaine aussi, la lutte pour la suprématie.

Les limites de l'ouvrage sont celles du champ d'investigation de son auteur : trente grandes sociétés. Pour l'élargir, Business International a réalisé, en octobre 1989, un sondage par questionnaire auprès de cent dirigeants de grandes sociétés opérant en Europe. Le résultat tient en quatre pages. Il est aussi explosif que le livre tout entier.

Exemple : 92 % des patrons avouaient alors que les questions d'environnement étaient « cruciales » ou « importantes » pour leur entreprise ; 89 % s'attendaient à une montée des préoccupations écologiques dans l'opinion ; 67 % prévoyaient que le marché unique européen se traduirait par un renforcement des normes antipollution. A 63 % ils admettaient déjà - c'était il y a deux ans et demi - que la législation environnementale avait « rapporté des bénéfices » à leur entreprise et 52 % utilisaient le respect de l'écologie comme argument de vente.

Certes, sur ce chemin, l'immense armée des PME traîne encore les pieds. Mais si le « big business » en est réellement là, les sans-grade seront obligés bientôt de hâter le pas pour survivre. Voilà une perspective qui mérite peut-être réflexion.

Marc Ambroise-Rendu



Rhétorique et rationalité

Les métaphores de la science économique

par DONALD McCLOSKEY (*)

LES économistes s'aperçoivent aujourd'hui qu'à l'instar des autres scientifiques ils content des histoires et usent de métaphores. Les paléontologues ont recours aux histoires, en choisissant le gradualisme ou les équilibres ponctuels. Les physiciens usent de métaphores, qu'ils nomment modèles, lorsqu'ils parlent de particules, un peu plus loin de vagues. De même l'économiste contera une histoire d'équilibre pour montrer qu'une hausse des prix du pétrole n'entraîne pas l'inflation. Il se servira d'un modèle d'offre et de demande de logements pour expliquer le boom bien réel de l'immobilier en Normandie.

Ce n'est pas un scandale. Les économistes ne sont pas tenus de démissionner de l'Académie des sciences pour avoir été pris en train d'user de tropes. La pensée requiert récits et métaphores, dans le domaine des sciences autant que des lettres. User de tropes ne veut pas dire que l'on est devenu mystique. Les faits et la logique gardent leur pertinence, qui complètent la série fondamentale de la rhétorique : faits, logique, métaphores, histoires.

L'épreuve de la réalité

L'histoire que la plupart des gens veulent entendre racontée par les économistes est celle de l'expert salutaire, connu jadis sous le nom de magicien. Il y avait une fois une dame pauvre qui lisait les journaux. Elle lut dans le Monde le conseil d'un économiste distingué qui lui prodiguait sa sagesse en même temps qu'à cinq cent mille autres lecteurs bienheureux. Et elle devint immensément riche.

Où bien encore : il était une fois un royaume en Occident où l'on n'aimait pas étudier. L'on préférait prendre de la cocaïne et se griser de rock en casses vidéo. Alors le roi prit à son service un expert en économie qui avait beaucoup étudié. Et son peuple devint prospère sans avoir à étudier !

Mais, à la réflexion, pourquoi l'expert n'exploitait-il pas tout simplement sa faustienne sagesse à son propre profit ? Soit, pour reprendre la bonne vieille question qu'affectionne l'Amérique : s'il est si malin, pourquoi n'est-il pas riche ?

L'épreuve de la réalité ne pardonne pas. La critique la plus déterminante à l'égard de l'économie magique, du moins concernant les économistes classiques, est dans la métaphore de la machine à calculer. S'il était aisé de prévoir les taux d'intérêt, de formuler la croissance économique ou d'enseigner l'entreprise, alors les professeurs d'économie seraient millionnaires. Ils n'ont pas cette chance. Et, n'étant pas si riches, la simple logique veut qu'ils ne soient pas si forts. La métaphore confirme l'histoire.

A l'inverse, une histoire (ou l'histoire) en économie peut permettre de détruire une métaphore. On parle beaucoup aujourd'hui de compétition internationale. La plupart des Occidentaux envisagent la compétition (comme d'ailleurs la guerre) sous sa forme bénigne, comme un match de football. Mais l'histoire contredit cette métaphore. On évoque souvent la façon dont, au crépuscule de son hégémonie, la Grande-Bretagne se laissa vivre quand d'autres s'activaient. Les intellectuels américains sont aujourd'hui inquiets de voir la même chose arriver aux États-Unis. Plus plausible et plus réconfortante cependant est l'histoire de la hausse croissante du niveau de vie britannique et américain. Après un siècle d'échec supposé, la Grande-Bretagne se révèle être encore parmi les pays les plus riches du monde. Les États-Unis restent de très loin, quant à eux, le plus prospère de tous, mis à part quelques petites nations homogènes comparables aux catégories yuppie des côtes américaines. Les seize nations les plus industrialisées ne s'écartent de leur moyenne commune que d'environ 10 %. L'Inde, pour donner un ordre de grandeur, s'en éloigne, quant à elle, de 1400 %.

Cette histoire met en lumière le vrai problème. Elle invite à oublier les différences mineures qui existent entre nations riches, et à se pencher sur la pauvreté réelle. Les métaphores de la compétition sportive et du déclin sont prises en défaut.

Les faits et la logique ne sont pas inutiles, ils sont simplement insuffisants. Une rhétorique élargie prend en compte au mieux la manière dont débattent dans la réalité les experts économiques, et les autres. Débattre les figures littéraires dans le débat scientifique est le premier pas vers leur justification. Mais la critique n'est pas toujours démythification ou distribution de récompenses. Elle peut aussi, comme dans le domaine des lettres, être compréhensive. Une critique littéraire de la science ferait de nous tous des humanistes, sans que rien soit perdu de l'attention aux faits ni de la rigueur logique.

Depuis les années 50, l'économie s'est vue réduite aux faits et à la logique. Aimer-t-elle tardivement pris par sa temporaire rétrocession de la culture occidentale ayant pour nom positivisme, ou modernisme. Vers 1920, certains philosophes, en Occident, ont soudain cru que leur sujet tout entier pouvait se résumer à un langage artificiel ; les architectes ont voulu réduire le leur à un cube ; les peintres, à une surface. Quand, dans les années 50, le modernisme a touché l'économie, il a permis d'étendre les connaissances. Nous en savons, depuis lors, davantage des modèles économiques sans contact avec le monde... L'échec du modernisme, en économie comme ailleurs, n'impli-

que cependant pas que l'on abandonne aujourd'hui les faits et la logique, la surface et le cube, pour s'en remettre à la courbe cubique et à l'irrationalité. Cela suppose au contraire que l'on se remette à la tâche, fort de la rhétorique et de sa série complète : faits, logique, métaphores et histoires.

Admettre à présent que la métaphore et l'histoire font aussi partie du raisonnement humain, c'est devenir plus - non pas moins - rationnel. Le modernisme

de la déshonorer. Une science ne se déshonore pas lorsqu'elle est prise pour littéraire. Bien au contraire : l'économie - matériau pauvrement, la « science morte » comme on l'appelle - est plus vaste que ne le croient les scientifiques. Elle use déjà de métaphores et d'histoires, elle propose une morale. Une économie qu'on humanise n'est pas privée de scientificité, elle devient science améliorée.

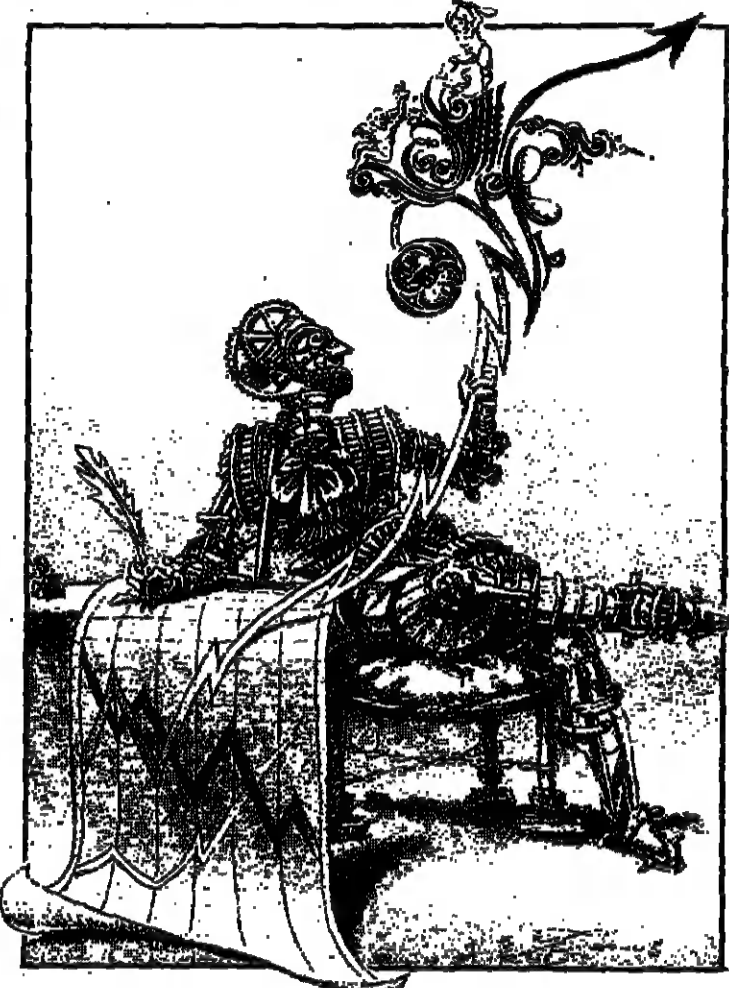
Méprise moderniste

C'est une méprise moderniste que de considérer la science et la littérature comme appartenant à deux cultures distinctes, et de penser ainsi en termes purement dichotomiques de dur/mou, fait/valeur, contenu/forme, chiffre/mot, mâle/femelle. Le littéraire ne se définit pas uniquement par ce qui n'est pas sciences (physiques et biologiques), les sciences sociales l'ont étonnamment démontré. L'intérêt de la série rhétorique réside dans le fait que les sciences ont autant besoin des méthodes littéraires que les humanités des faits et de la logique. Newton usait de la logique et des métaphores ; Darwin se servait des faits et des histoires ; Poincaré s'enchantait des uns et des autres. La science est littéraire, qui dans sa tâche quotidienne exige métaphores et récits, et la littérature est scientifique.

Certes, la pensée et l'argumentation les plus banales usent parfois de moyens inintelligibles au profane, de thèmes propres. Les hommes de loi utiliseront des points de droit connus d'eux seuls, et les mathématiciens leurs théorèmes. Toute communauté a ses propres topiques et son langage, à ne pas rejeter comme jargon. En d'autres points du raisonnement, cependant, les juristes et les mathématiciens usent d'un système commun aux autres humains. Pour parler, l'économie use naturellement de thèmes propres. Certaines de ses meilleures démonstrations pourtant empruntent aux thèmes communs. L'économie partage avec d'autres disciplines le raisonnement humain.

Dans ma propre vision de l'économie et de son histoire, par exemple, j'ai plusieurs raisons fort pertinentes de préférer un récit néoclassique, « chichagiste », libre-échangiste, quantitatif et mathématique. Mes amis marxistes, institutionnalistes, non chichagistes et non économistes ne l'apprécient pas. Et j'avoue que sur tel ou tel point, ils me convainquent à moitié quand je lis leurs récits et leurs métaphores.

Aussi longtemps cependant que nos récits et nos métaphores ne seront pas reconnus, il nous sera difficile de converser. Et l'absence d'échange, avec ses sarcasmes, est un désastre pour la science.



fut rigoureux pour une partie du raisonnement ; et violemment irréaliste quant au reste. Nous avons aujourd'hui besoin de plus de rigueur et de logique dans le débat.

L'anglais, depuis le début du XIX^e siècle, donne au mot « science » un sens particulier. Dans les arts et les sciences, les « arts » que sont la littérature et la philosophie sont opposés aux « sciences » de la chimie et de la géologie. Un géologue historien est, en anglais, un scientifique ; un historien de la politique ne l'est pas. Au sens anglais du terme, l'économie est une science magnifique. Notre intention n'est pas ici

(*) Professeur à l'université de l'Iowa, économiste et historien de l'économie appartenant à l'école de Chicago, Donald N. McCloskey a écrit des ouvrages sur la déclin industriel et l'agriculture médiévale. A l'origine, voici dix ans, d'un ouvrage rhétorique, il est l'auteur de la Rhétorique de l'économie (1985), (Pierre Mardaga Editeur, pour l'édition française à paraître) et If You're So Smart : The Narrative of Economic Expertise (Chicago, 1990).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dividende global : 12 F par action.
Attribution gratuite d'une action nouvelle
pour dix actions anciennes.

Réuni le 7 avril 1992 sous la présidence de Monsieur Patrick Combes, le Conseil d'Administration de VIEL & Cie a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1991.

Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 150 millions de francs. Le bénéfice net s'établit à 30,3 millions de francs après comptabilisation, pour la première fois en 1991, d'une provision pour participation des salariés de 3,8 millions de francs. L'Assemblée Générale des actionnaires est prévue pour le 26 mai 1992.

Il lui sera proposé la distribution d'un dividende net de 8 francs par action, assorti d'un avoir fiscal de 4 francs, soit un revenu global de 12 francs, identique à celui de l'année précédente.

Les actionnaires pourront opter pour le paiement de ce dividende en actions. Ils se verront ainsi remettre des titres nouveaux émis à un prix préférentiel comportant une décote de l'ordre de 10 % par rapport aux vingt cours de bourse précédant l'Assemblée.

Il sera par ailleurs proposé à l'Assemblée Générale, dans le cadre d'un ordre du jour extraordinaire, d'augmenter le capital social de 3 millions pour le porter à 33 millions par voie d'incorporation de réserves, ce qui permettra l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix actions anciennes. Cette opération contribuera à parfaire la liquidité du marché boursier.



HÔTEL DU RHÔNE
GENÈVE

Parce que
votre succès est
notre affaire.

The Leading Hotels of the World

TEL. (41 22) 731 98 31
FAX (41 22) 732 45 58

MAÎTRE JEAN-CLAUDE DE VOS

**Les mots
de la micro**

Petit dictionnaire
micro-informatique
pour tous

**LE PERMIS
DE COMPRENDRE
EN 2000 DEFINITIONS**

En vente en librairie

95 F DUNOD/TECH

**JURISTES,
VOUS AVEZ
VOTRE
PLACE
A HEC**

Jeunes diplômés : juristes, littéraires, ingénieurs, médecins, Sciences Po., économistes, architectes... HEC vous ouvre ses portes. Votre point commun est d'avoir un diplôme de l'enseignement supérieur et l'ambition d'accéder au monde des affaires. Évalués en fonction de votre domaine de spécialité, vous pouvez directement entrer en 2^e année grâce à une formule d'admission qui valorise votre formation d'origine. En deux ans, vous atteindrez une parfaite maîtrise des techniques actuelles de la gestion et renforcerez vos capacités d'analyse et de décision. Depuis toujours, HEC forme, dans une perspective internationale, des hommes d'action dans tous les domaines du management. Pour les procédures d'admission, nature des épreuves, dossier d'inscription, adressez-vous à :

HEC GROUPE HEC
SCHOOL OF MANAGEMENT

Direction des Admissions et Concours
BP 31 - 78354 Jouy-en-Josas, France
Téléphone : 33 (1) 39.67.71.55

CONJONCTURE

C'EST du côté des biens de consommation que se fait le redressement de la production industrielle, là où il se dessine : l'automobile et l'équipement ménager ont donné le coup d'envoi.

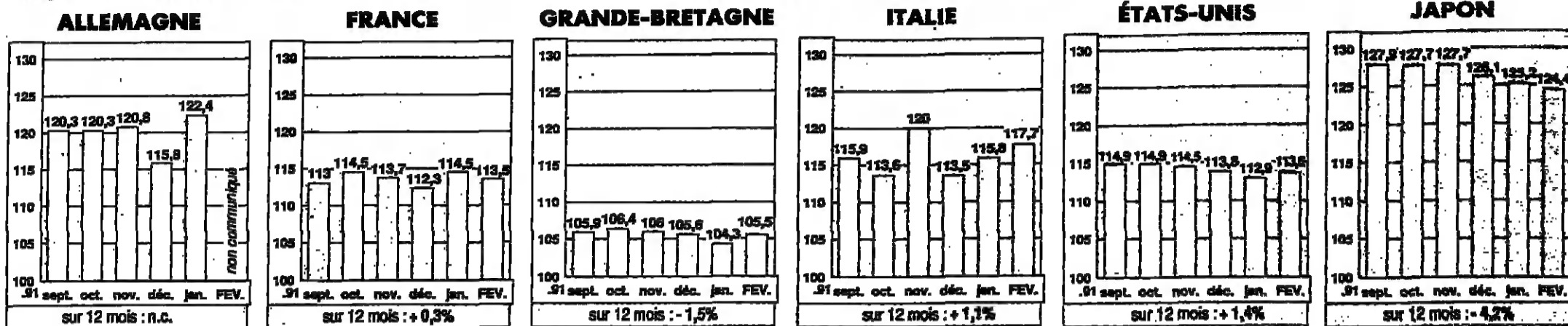
Aux États-Unis, l'indice de la production des biens de consommation progresse sur une tendance annuelle deux fois plus rapide que celui de la production dans son ensemble : 3,3 % contre 1,5 % en moyenne pour les trois premiers mois de l'année. La France enregistre de même une amélioration notable de l'activité dans ce domaine : de décembre à février, la hausse de l'indice, en moyenne sur douze mois, a été de 2,7 %. En Grande-Bretagne, c'est aussi du côté des biens de consommation que s'effectue le redressement récent.

INDICATEUR • La production industrielle
Rythme modéré

Ce schéma de reprise est habituel dans les pays industrialisés où les dépenses des ménages représentent en moyenne les deux tiers du produit intérieur brut.

Les biens intermédiaires, en amont, devraient suivre sans tarder cette amélioration mais, pour l'instant, seule la France bénéficie d'un

léger mieux dans ce secteur. Pour les biens d'investissement, il faudra sans doute attendre quelques mois avant d'avoir un regain durable de la production. Celle-ci a généralement cessé de baisser mais ne s'est pas encore ressaisie : elle demeure à des niveaux inférieurs de 3 % à 4 % à ceux du début de 1991 dans la plupart des pays occidentaux. C'est seulement lorsque le retour de la confiance sera totalement assuré que les besoins d'équipement se feront sentir. Il faudra probablement, compte tenu des perspectives actuelles de la croissance, attendre le second semestre de cette année pour que la production globale en tire les pleins bénéfices. Dans l'attente, l'activité industrielle ne progressera qu'à des rythmes modérés.



Indices de la production industrielle - énergie incluse, hors bâtiment et travaux publics - en données corrigées des variations saisonnières. Base 100 en 1985. Sources nationales.

RÉGION • L'Amérique du Nord
Quelles reprises?

AUX États-Unis et au Canada, une reprise significative tarde à se manifester. Les taux de progression du PIB enregistrés par l'économie américaine depuis qu'elle est sortie de récession, pas plus que les indicateurs conjoncturels publiés ces derniers mois, n'ont permis de restaurer la confiance. La croissance reste molle mais le double dip (double plongeon) a été évité. Tel n'est pas le cas au Canada, où le PIB a reculé au quatrième trimestre 1991, après deux trimestres de progression qui avaient pu faire penser que la récession était terminée. Au Mexique, c'est au contraire l'optimisme qui peut paraître excessif (lire ci-contre).

Alors qu'en 1991 ces économies connaissent des résultats divergents - récession au nord du Rio Grande et croissance au sud, - l'année 1992 sera celle de la convergence, même si la progression de l'activité reste plus dynamique au Mexique qu'au Canada ou aux États-Unis.

Aux États-Unis, la reprise de l'activité commencée au printemps 1991 s'est accélérée début 1992, après la pause survenue à la fin de l'année dernière. Toutefois, même si le rythme de progression apparaît plus soutenu, il reste très inférieur à celui ayant prévalu lors des précédentes sorties de récession. En outre, jusqu'à présent, le dynamisme accru de la demande contraste avec une certaine atonie de l'offre domestique.

Ainsi, les ventes au détail ont, en dépit d'un recul de 0,4 % en mars, progressé de 2,9 % au premier trimestre (soit plus de 10 % en rythme annuel) alors que la production industrielle, bien qu'en hausse de 0,5 % en février et de 0,2 % en mars, s'inscrit en baisse de 1 % (soit -4,1 % en rythme annuel) par rapport au quatrième trimestre 1991. Dans ces conditions, les résultats sur le marché du travail, qui ne peuvent être que médiocres, affectent directement la confiance des ménages. L'indice du Confiance Board n'a toujours pas rejoint en mars 1992 le plus bas niveau atteint lors de la récession de 1981-1982. Les créations d'emplois en février et en mars ont tout juste permis de compenser les suppressions survenues en janvier; le nombre de salariés dans le secteur non agricole un an après la dernière baisse du PIB (premier trimestre 1991) a diminué (16 000), ce qui constitue une première depuis 1960.

L'absence de redressement du marché du travail, des statistiques d'évolution de la masse monétaire d'une faiblesse considérée comme inquiétante, une nervosité certaine à Wall Street, exacerbée par les secousses affectant la Bourse de Tokyo, ont conduit la Réserve fédérale à assouplir une nouvelle fois sa politique monétaire. La Fed a ramené l'objectif du taux des fonds fédéraux (taux au jour le

jour) aux environs de 3,75 %, le jeudi 9 avril, alors qu'elle n'avait plus modifié ses taux directeurs depuis le 20 décembre 1991.

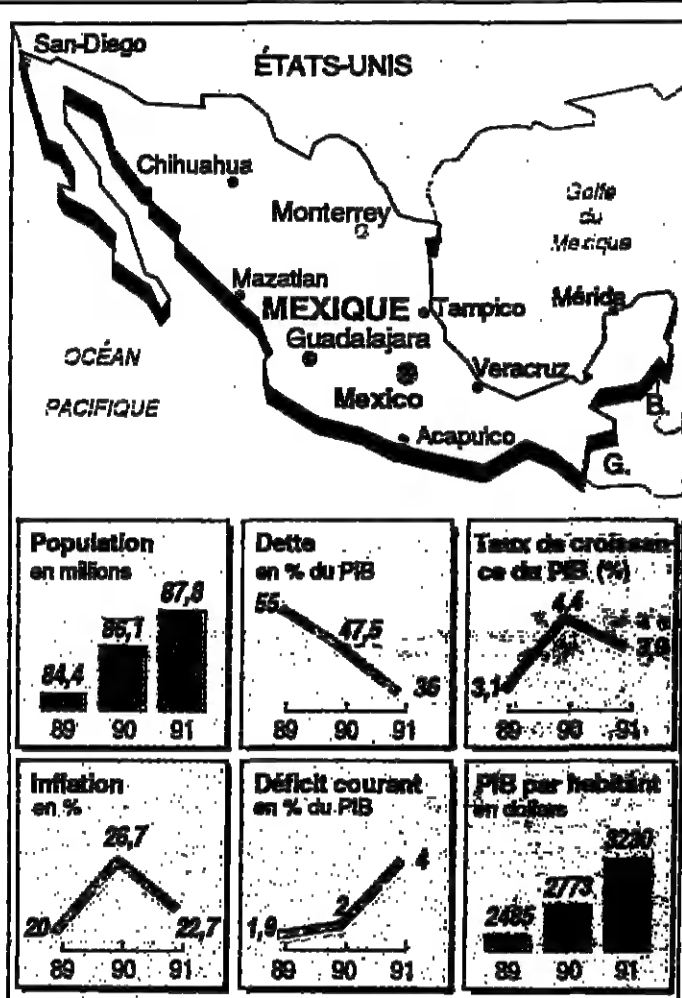
En dépit d'une progression du PIB probablement plus rapide à partir du deuxième trimestre 1992, des résultats identiques à ceux de 1983 et de 1984 sont inaccessibles, et la croissance pourrait n'être que de l'ordre de 2 % en 1992 après une baisse de l'activité de 0,7 % en 1991.

Au Canada, les espoirs entretenus par la vive progression du PIB au deuxième trimestre 1991 ont rapidement été déçus. Cette augmentation de 5,5 % en rythme annuel, intervenant après quatre baisses trimestrielles consécutives du PIB, conduisait alors à penser que la récession avait trouvé un terme. Toutefois, cette reprise s'est essouffée : après une hausse limitée à 0,4 % en rythme annuel au troisième trimestre, le PIB s'est à nouveau contracté, reculant de 0,8 % au quatrième trimestre 1991. Le redressement interrompu de l'investissement depuis le début de l'année 1991 a été insuffisant pour compenser la baisse des dépenses de consommation.

Les contraintes sur lesquelles bute l'économie canadienne sont assez comparables à celles des États-Unis. La forte montée de l'endettement dans les années 80 a entraîné une vive dégradation de la situation financière, aussi bien du secteur privé que des administrations publiques. En outre, les résultats enregistrés jusqu'à présent ont été insuffisants pour redynamiser le marché du travail. Ainsi, le taux de chômage, qui avait atteint 10,6 % en février 1992, a bondi à 11,1 % en mars, au plus haut depuis plus de sept ans (janvier 1985).

Mais les excellents résultats enregistrés en matière de maîtrise des pressions inflationnistes, les meilleures parmi les pays du G7, offrent une grande marge de manœuvre à la Banque centrale canadienne. Le glissement annuel des prix à la consommation est en effet inférieur à 2 % depuis janvier 1992. En conséquence, et bien que les taux d'intérêt aient déjà significativement baissé, revenant de plus de 10 % fin 1990 à moins de 7 % récemment, la détente de la politique monétaire pourrait se poursuivre. En tout état de cause, les premiers mois de l'année 1992 confirment que la demande intérieure est un frein à la croissance et que le commerce extérieur est une source de dynamisme, renforcée par la dépréciation récente du dollar canadien par rapport au dollar US. La reprise canadienne restera influencée par l'évolution de l'activité économique aux États-Unis. Au total, le PIB canadien pourrait progresser de 2 % environ en 1992 après avoir reculé de 1,5 % en 1991.

Philippe Aroyo
Economiste à la BNP



PAYS • Le Mexique

Un nouveau miracle?

EN 1982, les autorités mexicaines annonçaient qu'elles étaient dans l'incapacité d'honorer leurs engagements internationaux. La crise financière qui couvrait depuis longtemps éclatait au grand jour et le Mexique se voyait dans l'obligation de mettre en place un vaste programme d'ajustements structurels. Dix ans plus tard, le Mexique est devenu l'exemple que l'on cite volontiers à tous les pays - de l'Est notamment - qui cherchent à attirer les investisseurs étrangers, l'amélioration spectaculaire des performances économiques s'accompagnant d'un retour indéniable de la confiance.

Les progrès enregistrés par le Mexique sont évidents. Le taux de croissance moyen de l'activité a été proche de 4 % ces trois dernières années, soit bien supérieur à la progression démographique. L'inflation, en glissement annuel, est revenue en deçà de 20 % en 1991, alors qu'elle était encore à trois chiffres en 1987-1988. Le vaste programme de privatisation, à l'origine d'une baisse significative du poids de l'État dans la vie économique, a permis en 1991, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, de dégager un excédent des finances publiques, qui a même dépassé 1,5 % du PIB. Enfin la dette nette consolidée (interne et externe) représente aujourd'hui environ le tiers du PIB contre plus des trois quarts cinq ans auparavant. Cependant, cette forte croissance de l'activité

s'accompagne d'une non moins vive dégradation des soldes extérieurs. Ainsi, le déficit courant a dépassé 10 milliards de dollars en 1991. L'augmentation des exportations s'est fortement ralentie mais la part du pétrole dans le total de celles-ci diminue. La très forte progression des importations tient désormais au secteur privé, et non plus, comme par le passé, au secteur public.

Par ailleurs, la croissance des achats de biens de consommation importés est en très nette décélération - à peine 10 %, contre près de 30 % en 1990 et 80 % en 1989 - alors que celles des achats de biens d'équipement et de produits intermédiaires ont été respectivement de l'ordre de 20 % et 30 %. Enfin, la nature du financement du déficit courant n'est plus la même : les investissements étrangers (9,9 milliards de dollars en 1991) et les rapatriements de capitaux privés se sont substitués à l'endettement.

Pour reprendre une formule d'Angel Gurría, ministre délégué aux questions financières internationales, le Mexique a de plus en plus de partenaires et de moins en moins de créanciers. Toutefois, et sans remettre en cause les performances réalisées, une certaine prudence reste de mise car la confiance est volage et, pour la conserver, le Mexique est condamné à toujours faire mieux.

Ph. A.

SECTEUR • Les semi-conducteurs
En sursis

L'INDUSTRIE ultra-cyclique, le secteur des semi-conducteurs nous a habitués à de brusques retours de manivelle. Depuis 1989, le marché est entré dans une phase de croissance ralentie, en attendant un retournement de tendance que les experts situent désormais à l'horizon 1992-1993.

Reprise, décollage, stagnation, coup de déprime : les phases du cycle se succèdent à un rythme de plus en plus rapproché dans le temps. Les à-coups n'épargnent généralement personne. Les chutes de prix sont impressionnantes (les variations, à la hausse ou à la baisse, peuvent aller du simple au triple pour les mémoires). Avec des décalages régionaux toutefois.

L'Europe, les États-Unis et le Japon absorbent la plus grande partie des « puces » produites dans le monde. Leurs conjonctures évoluent de façon légèrement décalée. Ces discrets décrochages revêtent une importance particulière dans cette industrie extrêmement gourmande en capitaux. La variation des quantités produites peut avoir des effets dévastateurs sur la rentabilité des fonds investis.

Jusqu'à présent, les industriels japonais jouaient avec profit sur ces écarts. Adossés à un marché intérieur captif (85 % des composants achetés au Japon sont d'origine nipponne) bénéficiant de débouchés peu sensibles aux ralentissements de croissance, grâce au dynamisme de leurs propres secteurs informatiques, électronique grand public et télécommunications, ils pouvaient mener de fructueuses offensives sur des marchés européens et américains en position de faiblesse. C'est d'ailleurs, à grands traits, la situation qui a prévalu en 1991.

En Europe, premier marché mondial pour les composants, la croissance a été faible, autour de 5 %. Jean-Philippe Dauvin, directeur des études et de la stratégie de SGS-Thomson, avance une progression de 5,4 %. Cette avancée équivaut en fait à une panne, pour un secteur dont le niveau d'activité augmente en longue

période au rythme de 10 % chaque année. Aux États-Unis, l'expansion a été très légèrement supérieure. Le Japon, quant à lui, pouvait compter sur une hausse de 7 %.

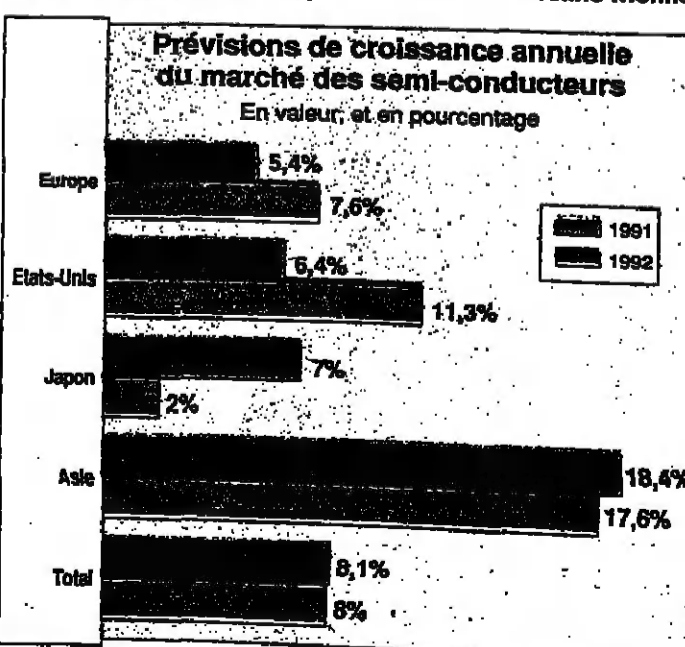
La fin de l'année 1991 a révélé une nouvelle géographie de la croissance (voir graphique ci-dessous). Au Japon, la récession économique a commencé à faire pleinement sentir ses effets : dans les semi-conducteurs, le ralentissement a été sévère au premier trimestre 1992. A tel point que les prévisions sur une croissance limitée à 2 % en 1992 pour l'ensemble du secteur. Européens et Américains devraient, de leur côté, bénéficier d'une légère amélioration, avec une croissance que les experts estiment respectivement aux alentours de 7 % pour l'Europe et de 11 % pour les États-Unis.

Cette situation inédite intervient au moment même où les fabricants japonais de composants se sont engagés vis-à-vis des autorités américaines à réduire leurs excédents commerciaux. Ils se retrouvent donc, à leur tour, en position de faiblesse.

Cette vulnérabilité est très ponctuelle. Elle n'entame évidemment que de manière marginale la puissance des géants nippons de la micro-électronique. NEC, le numéro un mondial, Toshiba et Hitachi, ses suivants immédiats, Matsushita, Mitsubishi, Sanyo, Sony et quelques autres, assurent aujourd'hui déjà plus de 50 % de la production mondiale de « puces ». Leur part était à peine de 10 % en 1970.

Reste que tous les groupes japonais viennent de revoir à la baisse leur programme d'investissements consacrés aux composants. Ils limitent d'autant leur capacité à mener une contre-offensive en accélérant le renouvellement technologique de leurs produits. Bref, Européens et Américains bénéficient d'un léger sursis face à la redoutable concurrence des Japonais.

Caroline Monnot



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par l'agence de presse Idé et le service infographique du Monde.